1914-1945 : la deuxième Guerre de Trente Ans
Ou le grand suicide européen

1914-1945 : la deuxième Guerre de Trente Ans
Ou le grand suicide européen

De la destruction de la puissance allemande, au démantèlement des puissances continentales européennes par la stratégie des thalassocraties anglo-américaine.

de

Gerd Schultze-Rhonhof

PARTIE 2 SUR 2

Traduit par
Valérie Devon

Didi18
Éditions

Titre original : *1939 Der Krieg, der viele Väter hatte – Der lange Anlauf zum Zweiten Weltkrieg*

2003 Olzog Verlag GmbH, Munich

Couverture réalisée par : Didi18 Éditions
Composition et mise en page : Didi18 Éditions

©2024 Éditions Didi18
Imprimé et Publié par les Éditions Didi18

Tous les droits sont réservés.
Ce livre ou une partie de celui-ci ne peut être reproduit
ou utilisé de quelque manière que ce soit
sans l'autorisation écrite expresse de l'éditeur,
à l'exception de l'utilisation de courtes citations
dans une revue de livres ou un journal scientifique.
Pour toute information : valpop@didi18edition.com

Contenu

PARTIE 4

LES DÉCLARATIONS DE GUERRE DE HITLER JUSQU'EN 1939 407

Les déclarations de guerre de Hitler jusqu'en 1939 409

La clé trompeuse du « plan à long terme » de Hitler 409

Le livre de Hitler *Mein Kampf* 412

La valeur révélatrice des discours de Hitler 413

Les promesses de paix de Hitler 417

Les signaux d'alarme ignorés et le discours inaugural de Hitler devant les généraux le 3 février 1933 426

Les discours secrets de Hitler et les documents clés 431

Le discours de Hitler du 5 novembre 1937 et le protocole de Hoßbach 433

Le nouveau ton de Hitler envers l'étranger 443

Discours de Hitler devant les commandants le 10 février 1939 452

Le discours de Hitler du 23 mai 1939 et le protocole Schmundt 453

Le discours de Hitler du 22 août 1939 et les sept protocoles .. 461

Complicité et part de responsabilité du peuple allemand 474

PARTIE 5

LE CHEMIN VERS LA GUERRE GERMANO-POLONO-SOVIÉTIQUE....479
La Pologne en conflit avec tous ses voisins....481
L'identité polonaise....484
Conflits polono-soviétiques....488
Conflits polono-lituaniens....492
Conflits polono-tchèques....493
Conflits germano-polonais....497
La Pologne, un État multiethnique....518
La position fondamentale de l'Allemagne vis-à-vis de la Pologne....530
Les réflexions militaires polonaises....532
La politique d'alliance de la Pologne....544
Les relations entre la Pologne et la France....544
Les relations entre la Pologne et la Grande-Bretagne....546
Les relations entre la Pologne et l'Union soviétique....549
Les relations entre la Pologne et la Tchécoslovaquie....551
Les relations de la Pologne avec l'Empire allemand....552
La Pologne et le pacte Kellogg....575
Le bilan....575
Les plans de Hitler pour la Pologne....576
Le rôle de Roosevelt dans le litige sur Dantzig....596
Les relations entre l'Union soviétique et l'Allemagne....600
La réassurance de la Pologne auprès de la France juste avant le début de la guerre....601

La réassurance de la Pologne auprès de l'Angleterre juste avant le début de la guerre 606
L'échec du rapprochement anglo-franco-soviétique 614
L'entente germano-soviétique 622
La tentative de médiation du Vatican 629
L'aggravation de la situation à Dantzig et en Pologne 633
L'opinion publique du Reich allemand sur Dantzig, la guerre et la Pologne 642
L'auto-évaluation de la Pologne à la veille de la guerre 647
Les dernières propositions de médiation 650
La dernière semaine avant la guerre 653
Mercredi 23 août 1939 653
Jeudi 24 août 1939 658
Vendredi 25 août 664
Samedi 26 août 672
Dimanche 27 août 676
Lundi 28 août 680
Mardi 29 août 683
Le dernier jour avant le déclenchement de la guerre, jeudi 31 août 701
Le début de la guerre 715
PARTIE 6
CONCLUSION 721
CONCLUSION 723
La contribution de l'Angleterre au déclenchement de la guerre 724

La contribution de la France au déclenchement de la guerre ..733
La contribution de la Pologne au déclenchement de la guerre 738
La contribution de l'Union soviétique au déclenchement de la guerre 742
La contribution des États-Unis au déclenchement de la guerre 746
La contribution de l'Allemagne au déclenchement de la guerre 751
Bilan..... 754
Répertoire des sources 761

PARTIE 4

LES DÉCLARATIONS DE GUERRE DE HITLER JUSQU'EN 1939

Les déclarations de guerre de Hitler jusqu'en 1939

Outre le réarmement de la Wehrmacht, les nombreux discours de Hitler devraient également fournir un indice de la complicité et de la culpabilité du peuple et des militaires allemands dans la préparation et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en 1939. Le Führer fait la promotion de sa vision du monde et de la politique qu'il mène dans des centaines d'entrevues et de discours. Jusqu'à la guerre, Hitler s'efforce d'obtenir l'approbation de la population allemande pour tout ce qu'il entreprend. Mais celui qui lit aujourd'hui les écrits, les entrevues et les discours de Hitler fera une expérience stupéfiante. Il découvre les deux facettes d'un seul et même homme politique. Il trouvera celui qui, en public, n'a parlé que de paix pendant toutes ces années et celui qui, dans des cercles fermés et des discours secrets, laisse très bien entendre qu'il est prêt à risquer des guerres et même à en déclencher lui-même.

La clé trompeuse du « plan à long terme » de Hitler

Les discours de Hitler pourraient apporter une réponse à deux questions. La première est celle de savoir ce qu'il voulait vraiment. Ce qui est particulièrement important, c'est de savoir **quand** il a mûri ses projets. Il est tout à fait possible qu'il y ait une différence entre mûr et prêt. Ce dernier point, à savoir à quel moment Hitler considère que quelque chose est prêt à être dit, mène tout droit à la deuxième question : à quel moment le public allemand en général et la Wehrmacht en particulier ont-ils appris quelles étaient les véritables intentions du Führer ?

Les historiens contemporains allemands sont d'avis que Hitler a conçu ses plans comme un ensemble d'idées cohérent bien avant sa prise de pouvoir en 1933 et qu'il a mené l'ensemble de la guerre mondiale selon un « plan à long terme » élaboré très tôt. De nombreux faits contredisent cette affirmation. Mais les discours de Hitler donnent souvent l'impression qu'il en a été ainsi. Il y a deux raisons à cela. D'une part, Hitler lui-même interprète volontiers a posteriori ce qui s'est passé comme l'accomplissement de sa volonté antérieure et comme une intention qu'il avait toujours eue. D'autre part, le déroulement de la guerre donne a posteriori à certaines des premières déclarations et à certains des premiers discours de Hitler la signification que l'on peut leur attribuer aujourd'hui.

Celui qui lit le livre de Hitler *Mein Kampf* et ses discours dans l'ordre chronologique constate que le Führer – et ceci n'a rien de surprenant – adapte toujours ses conceptions à l'évolution des évènements mondiaux de l'époque. Au fil des années, ses préférences et ses aversions pour et contre les pays voisins changent également. Ainsi, l'Angleterre, la France, l'Union soviétique et la Pologne montent et descendent tour à tour dans son estime et son ressentiment. Voilà qui relativise aussi l'opinion souvent entendue aujourd'hui selon laquelle on aurait pu tout prévoir dès le départ, tel que c'est arrivé.

De plus, Hitler évolue pendant de longues périodes de son existence dans un monde imaginaire que l'on peut qualifier de nébuleux ou de visionnaire. L'historiographie d'après-guerre interprète généralement cette nébuleuse ou ces visions à partir de l'évènement. Elle « constate » ce que Hitler a voulu dire et annoncé par telle ou telle expression. Mais ce qui semble plausible du point de vue de la fin de l'évènement n'est pas forcément vrai dans tous les cas. Hitler aurait pu mettre en pratique ses idées souvent nébuleuses d'une toute autre manière si les évènements s'étaient déroulés différemment par la suite. Cette constatation est très importante si l'on ose conclure, en connaissant la funeste fin de 1945, que les lecteurs ou les auditeurs

des écrits ou des discours de Hitler auraient dû voir venir les choses des années auparavant.

Lorsqu'en 1938, Hitler rattache l'Autriche au Reich allemand, c'est le coup de main du Dr Schuschnigg avec le « vote populaire par surprise » incorrect qui déclenche l'invasion allemande et non une planification à long terme du Führer. Avant l'attaque contre la Pologne en 1939, Hitler parle à plusieurs reprises devant les généraux du fait qu'il ne s'attend à une nouvelle guerre que pour les années 1943/44. Après l'invasion des troupes allemandes dans le pays voisin, il ne sait alors pas quoi faire de la Pologne conquise. L'officier de liaison de l'armée de terre von Vormann au sein du *Führerbegleitkommando* décrit la perplexité de Hitler sur cette question à un moment où la Pologne est déjà presque entièrement aux mains des Allemands.[476] Cela ne laisse pas supposer que Hitler ait jamais eu la Pologne à l'ordre du jour en tant qu'extension territoriale dans le cadre d'une planification à long terme.

De même, les guerres contre la Grande-Bretagne et la France dès 1940 sont tout sauf une intention ou une planification de Hitler. De même, l'extension de la guerre à la Norvège dans le Grand Nord, aux Balkans et à la Libye dans le Sud profond doit plus aux stratégies des Anglais et des Italiens qu'à un plan propre à Hitler. Même s'il avait élaboré un plan à long terme, la guerre ne s'est pas déroulée selon ce plan. Deux questions restent donc en suspens. La première est de savoir si le Führer a ouvert sa stratégie aux citoyens et aux militaires allemands. La seconde est de savoir si les citoyens et les militaires allemands auraient dû voir venir la catastrophe de la guerre de 1939-1945 avant le début de la guerre contre la Pologne.

476 v. Vormann, page 14.
477 Heuss, page XXXVI.
478 v. Weizsäcker-Papiere, page 70.
479 Heuss, page XXXIII.
480 Heuss, page XXXI.
481 [NdT : voir *Le Sale Boche raconté aux braves gens* de Benton Bradberry et *Les camps*

Le livre de Hitler *Mein Kampf*

Les premières références en matière d'interprétation du personnage Hitler renvoient toujours à son livre *Mein Kampf*. Hitler, âgé de 34 ans, y décrit sa vision du monde et son programme tels qu'il les voit en 1924. Le livre reflète de nombreux problèmes de l'Allemagne à cette époque turbulente. Il est « antisémite » et en partie agressif. Mais à partir de 1930, Hitler lui-même explique qu'il a rédigé ce livre dans les circonstances très concrètes du début des années Vingt. En 1923, l'Allemagne est frappée par une dévaluation monétaire totale et, en 1921 et 1923, les troupes françaises et belges occupent d'abord Francfort, puis Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort, puis toute la région de la Ruhr, au milieu d'une paix qui n'en est manifestement pas une. À partir de 1930, Hitler, qui commence à avoir du poids en politique, assure à plusieurs reprises dans ses lettres et discours que son livre *Mein Kampf* a été écrit sous l'impression écrasante de ces évènements et qu'il ne souhaite désormais plus de conflit avec la France.

Il faut accorder aux Allemands de 1933 la tentation de le croire, tout comme on s'accorde aujourd'hui à miser sur la modération et la maturité tardives d'hommes politiques qui avaient été radicaux auparavant. Theodor Heuss, le premier Président fédéral allemand d'après-guerre, écrit en 1932 le livre *Hitler Weg*. En 1968, ce livre de Heuss sur Hitler est réédité avec une préface du professeur Jäckel, historien. Il écrit :

> *« Depuis septembre 1930, Hitler n'était pas seulement plus mesuré dans le ton. Il parlait aussi différemment sur le fond. Une prise de pouvoir, ou du moins une participation au gouvernement, semblait entrer dans le domaine du possible, et les plans de guerre et de conquête disparaissaient presque du jour au lendemain des discours de Hitler. ... Qui pouvait prendre* Mein Kampf *et les discours précédents au pied de la lettre, après que Hitler les ait lui-même désavoués ? Sans compter que cela paraissait trop fou pour être pris au sérieux*

auparavant ».[477]

Peu de temps après l'entrée en fonction de Hitler, l'ambassadeur allemand à Oslo Ernst von Weizsäcker couche sur papier la même idée concernant *Mein Kampf* dans une lettre adressée à l'Allemagne :

> *« On ne devient pas intelligent en lisant des livres. Je viens de lire le livre un peu dépassé de Hitler* Mein Kampf. *Ce qui m'impressionne le plus au début, c'est la chaleur de l'accueil réservé à la misère sociale. Ce n'est pas un réactionnaire ! Nous devons soutenir la nouvelle ère. Car que se passerait-il ensuite si elle échouait ? Bien sûr, il faut aussi l'épauler par l'expérience, la connaissance de l'étranger et le savoir-vivre général ».*[478]

Ainsi, en 1930 ou en 1933, Hitler ne donne pas l'impression à l'auditeur ou au lecteur allemand qu'il conduira un jour, pas si lointain, l'Allemagne à la guerre.

La valeur révélatrice des discours de Hitler

Les historiens et les lecteurs d'aujourd'hui sont enclins à « déceler » leur connaissance du Troisième Reich et de sa funeste fin dans les premiers discours de Hitler. Mais l'auditeur de 1930 ou 1934 n'avait pas le niveau de connaissance de 1950 ou 1960. Il lui manque, à l'époque des discours, les nombreuses associations d'idées qui viennent automatiquement à l'esprit des auditeurs d'après-guerre ou des lecteurs de ces discours.

Ce phénomène a également préoccupé les archives Theodor Heuss lorsqu'elles ont entrepris en 1968 de rééditer le livre de l'ancien président fédéral Heuss, *Hitlers Weg*, paru en 1932. Heuss, alors député au Reichstag pour le Parti démocrate allemand, décrit la carrière et le programme de Hitler. Il critique les deux de manière analytique, mais sans aucune acrimonie ni polémique. Après la guerre, les archives Heuss sont manifestement si embarrassées et suspectes

[477] Heuss, page XXXVI.
[478] v. Weizsäcker-Papiere, page 70.

qu'elles chargent un historien renommé d'accompagner la nouvelle édition d'une préface et d'explications. Le professeur Jäckel, qui rédige la préface, invite les lecteurs de ce livre de Heuss de 1932 sur Hitler et le parti national-socialiste à « effectuer deux opérations intellectuelles » s'ils veulent se garder d'erreurs de jugement rapides. Selon Jäckel, il n'y a pas d'autre moyen de comprendre ce livre en tant que source historique. Il conseille au lecteur :

> *« Il doit, pour un certain temps, bannir de sa mémoire toutes ses connaissances des choses ultérieures, se projeter dans l'époque, et se représenter les circonstances et l'environnement de l'auteur à cette époque. ... À l'automne 1931, tout ce que nous savons aujourd'hui – prise de pouvoir, domination, crimes, guerre et fin du national-socialisme – était encore un avenir inconnu, insoupçonné, voire inimaginable ».*[479]

Il faut aujourd'hui reconnaître cette perspective du début des années Trente aux personnes qui ont entendu et lu Hitler à cette époque. L'ancien Président allemand Heuss se replace lui-même plus tard dans sa situation de 1931 lorsqu'il écrit à ce sujet :

> *« Mon père m'a donné une éducation bourgeoise et décente, dans laquelle le crime n'apparaissait pas comme une forme actuelle de la vie publique. Notre imagination, même si nous avions une certaine vue d'ensemble des atrocités en tant qu'évènements historiques, n'allait pas jusqu'à utiliser le crime comme forme institutionnelle de l'action publique ».*[480]

On peut sans doute en déduire la même chose de toute l'élite politique et militaire de l'Allemagne au début des années Trente.

Aujourd'hui, on ne tient généralement pas compte de l'obligation de ne pas imputer aux hommes de cette époque des connaissances ultérieures. Il s'agit souvent de citations hitlériennes dont le mauvais sens ne se révèle que plus tard. Combien de fois lit-on par exemple que Hitler, dans tel ou tel discours précis, parle dès 1933 ou à n'importe quel moment de l'espace vital du peuple allemand. Le

[479] Heuss, page XXXIII.
[480] Heuss, page XXXI.

lecteur d'aujourd'hui pense immédiatement à « *Lebensraum im Osten* » (espace vital à l'Est) et croit, à la mention de la citation, que Hitler parle ainsi très tôt de ses projets de conquête de la Pologne ou de l'Ukraine. Mais lorsqu'on lit ensuite les discours dans le texte original, on y trouve souvent le sens suivant :

> *« L'espace vital de l'Allemagne est trop étroit. Les Allemands doivent donc être plus intelligents, plus travailleurs et plus productifs que les autres peuples ».*

Qui aurait pu penser au pire à l'époque ? De nombreux historiens se contentent de citer le mot irritant « espace vital », créant ainsi des associations que les Allemands ne pouvaient pas encore avoir dans les années Trente. Un autre mot irritant, sorti de son contexte et souvent utilisé à mauvais escient, est celui de « guerre d'extermination ». Celui qui veut évaluer ce que les citoyens et les soldats allemands pouvaient savoir en 1933 ou 1939 doit lire les discours de Hitler dans leur intégralité, et il doit oublier ce qu'il sait de la suite de l'histoire.

Le caractère révélateur des discours de Hitler dans les années Trente est également amoindri par le Führer lui-même. Hitler sait manifestement passer sous silence ce que le peuple n'accepterait pas. C'est également le cas pour le meurtre ultérieur de millions de juifs.[481] Max Domarus, archiviste des discours de Hitler, résume ce sujet :

> *« Dans ses discours publics et privés, Hitler n'annonçait pas directement qu'il voulait gazer tous les juifs ou les faire passer de vie à trépas d'une autre manière. Même pendant la guerre, alors que sa machine d'extermination tournait à plein régime, il se limitait dans ses discours à des allusions obscures et à des menaces. Il ne savait que trop bien qu'un tel programme d'extermination se heurterait à l'hostilité de la masse du peuple et même de la majorité des membres de son parti ».*[482]

Un autre facteur qui diminue le caractère révélateur des discours de Hitler est son habitude de tromper les gens quand cela lui semble

---

[481] [NdT : voir *Le Sale Boche raconté aux braves gens* de Benton Bradberry et *Les camps d'extermination de l'Aktion Reinhardt* de J. Graf, C. Mattogno et T. Kues, didi18edition.com]
[482] Domarus, volume 2, page 25.

nécessaire. Lors d'une réception donnée à la presse le 10 novembre 1938 à Munich, Hitler révèle lui-même qu'il s'agit là de l'une de ses méthodes de direction ambiguës, lorsqu'il dit :

> *« ... Les circonstances m'ont obligé, pendant des décennies, à ne parler pratiquement que de la paix. Ce n'est qu'en mettant continuellement l'accent sur la volonté et les intentions de paix de l'Allemagne qu'il m'a été possible de conquérir peu à peu la liberté du peuple allemand et de lui donner l'armement qui était toujours nécessaire comme condition préalable à l'étape suivante... qu'une telle propagande de paix pratiquée pendant des décennies a aussi ses côtés inquiétants, car elle ne peut que trop facilement conduire à ce que ... l'idée s'installe que le régime actuel est en soi identique à la décision et à la volonté de préserver une paix en toutes circonstances ».*[483]

Ici, Hitler se dévoile lui-même en avouant sa malhonnêteté. Et il dévalorise tous ses discours de paix.

Les « prochaines étapes » mentionnées devant les journalistes sont l'annexion de l'Autriche et des Sudètes. Ainsi, ce discours ne laisse pas nécessairement supposer que Hitler ouvrira une guerre de son propre chef. La presse et l'opinion publique peuvent plutôt y voir l'espoir que la méthode de celui-ci, faite de fermeté et de négociations acharnées, permettra d'obtenir la révision des dernières injustices de Versailles encore en suspens, ce que les seize gouvernements du Reich n'avaient pas réussi à faire avant 1933.

Mais Hitler laisse déjà entendre qu'il ira plus loin, si nécessaire, pour supprimer les contraintes de Versailles. Il déclare dans le même discours devant la presse :

> *« Il s'agit donc d'éclairer certains processus de telle sorte que, dans le cerveau de la grande masse du peuple, se déclenche tout à fait automatiquement et progressivement la conviction suivante : si l'on ne peut justement pas mettre fin à cela dans le bon sens, alors il faut y mettre fin par la force ; cela ne peut en aucun cas continuer ainsi. »*

[483] Domarus, tome 1, page 974.

Hitler admet qu'il trompe et, plus désastreux encore, avoue qu'il est prêt à faire la guerre si nécessaire en raison des dommages de Versailles qui ne sont toujours pas réparés. Il n'est pas question ici d'autres intentions de guerre. Les journalistes gardent l'espoir que les problèmes de Versailles encore en suspens, à savoir le retour de la région de Memel et de la population de Dantzig dans le Reich, pourront être résolus sans guerre grâce à la politique de fermeté de Hitler. Le public allemand n'entendra de toute façon pas parler de ce discours. Il est tenu secret.

Les promesses de paix de Hitler

Le Führer s'efforce de se présenter aux citoyens allemands comme un homme de paix. En 1933, cela fait tout juste quinze ans que la Grande Guerre et la misère qui l'a suivie ont éclaté. Ainsi, avec toutes les références à la guerre, à Versailles, à la misère, à l'expulsion et à l'intransigeance de l'étranger, Hitler évoque les expériences de vie et les sentiments qui animent les gens à cette époque. En outre, l'étranger lui-même est son meilleur vecteur.

À Versailles, il avait été convenu que la paix en Europe serait durablement assurée par un désarmement des armées, des forces aériennes et navales de tous les États. Pourtant, seules l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie désarment, et tous les autres États ne respectent pas les obligations contractuelles qu'ils ont conclues à Versailles. Les chanceliers du Reich avant Adolf Hitler avaient déjà exigé le respect de ces promesses de désarmement de la part des Français, des Britanniques, des Italiens, des Polonais, etc. et, si cela n'était pas fait, ils avaient demandé le droit de réorganiser l'armée allemande. La Reichswehr a été réarmée dans une mesure limitée. Hitler poursuit ces exigences et insiste dans ses discours publics sur le respect du traité de Versailles par les pays vainqueurs.

Hitler propose à plusieurs reprises des négociations sur ce thème dans des discours radiodiffusés ou au Reichstag. Il propose de bannir

la guerre par bombardement. Il propose de limiter le nombre et la taille des cuirassés, des chars et de l'artillerie lourde. Mais toute limitation de l'armement qu'il propose doit ensuite s'appliquer à tous les États. En dehors de l'accord naval germano-britannique proposé par Hitler, rien n'aboutit. Les pays vainqueurs se murent dans le silence et ne veulent pas perdre l'avance gigantesque qu'ils ont sur l'Allemagne en matière d'armement en 1933, 34 et 35. Ils font ainsi le jeu de Hitler qui, sur cette question, met facilement l'opinion publique de son côté en quelques discours. Hitler profite de la rupture des traités et de l'intransigeance des vainqueurs, il utilise leur supériorité en matière d'armement, encore menaçante dans un premier temps, et il se sert des souvenirs des Allemands concernant les « invasions » des Polonais, des Belges et des Français au début des années Vingt pour présenter aux habitants de son propre pays la paix, la défense et le réarmement comme les parties d'un tout.

Le deuxième argument que les vainqueurs fournissent à Hitler est la violation du droit des peuples à l'autodétermination qu'ils imposent à des millions d'Allemands, d'Autrichiens, d'Ukrainiens et de Hongrois. Adolf Hitler ne cesse de lier très habilement ses promesses de paix à la demande de tous les Allemands de voir revenir les dix millions de leurs compatriotes séparés par Versailles « chez eux dans l'Empire allemand ». Le 17 mai 1933, Hitler déclare devant le Reichstag :

> *« Attachés à notre propre peuple avec un amour et une fidélité sans limites, nous respectons également les droits nationaux des autres peuples. ... et souhaitons, du fond du cœur, vivre avec eux dans la paix et l'amitié.*
>
> *C'est pourquoi nous ne connaissons pas non plus le terme de germanisation. La mentalité intellectuelle du siècle dernier, à partir de laquelle on a cru pouvoir peut-être faire des Polonais et des Français des Allemands, nous est tout aussi étrangère que nous nous opposons passionnément à toute tentative inverse. Cela aurait été une chance pour le monde si le traité de Versailles avait également pris en compte ces réalités en ce qui concerne l'Allemagne. ... Un traitement réfléchi des enjeux aurait pu à l'époque trouver sans difficulté à l'Est une solution qui aurait satisfait les revendications*

compréhensibles de la Pologne tout comme les droits naturels de l'Allemagne ».[484]

En 1933, Hitler peut être sûr qu'il parle ainsi à l'âme des Allemands. Et quel citoyen allemand peut se douter, après une telle profession de foi en faveur du droit à l'autodétermination des peuples, que Hitler ne s'en tiendra pas à ce qu'il a dit six ans plus tard lors de l'occupation de la Tchéquie.

Un discours de Hitler du 27 mai 1933 résonne de manière très similaire :

> *« Autant nous, en tant que Nationaux-Socialistes, refusons de vouloir faire des Allemands à partir de peuples étrangers, autant nous nous opposons fanatiquement à toute tentative d'arracher l'homme allemand à son peuple. Autant nous sommes émus par le fait que la guerre apporte la souffrance et la misère aux hommes, autant l'amour de notre patrie nous oblige à la défendre. Le National-Socialisme ne connaît pas de politique de correction des frontières au détriment des peuples étrangers. Nous ne voulons pas de guerre dans le seul but de faire venir en Allemagne quelques millions de personnes qui ne veulent pas être allemandes et ne peuvent pas l'être. Nous ne tenterons jamais de soumettre des peuples étrangers, ... ».*[485]

Ce discours de Hitler ressemble en substance au discours de Wilson du 11 février 1918, dans lequel ce dernier promettait au gouvernement du Reich allemand qu'en cas de conclusion de la paix, il n'y aurait pas d'annexions territoriales contre la volonté des populations concernées. Après de tels discours, les citoyens et les soldats allemands ne peuvent pas se douter que Hitler va plus tard bafouer le droit à l'autodétermination des peuples avec la même absence de scrupules que les vainqueurs de Versailles, Trianon et Saint-Germain avant lui.

Les discours et les appels de Hitler en faveur de la paix et de la justice sociale, du progrès technique et du plein emploi répondent aux besoins et aux souhaits de la population allemande. Et comme les

[484] Domarus, tome 1, page 273.
[485] Domarus, tome 1, page 279.

promesses sont réalisées au cours des premières années de règne de Hitler, la majorité des Allemands, tantôt approuvent, tantôt grincent des dents, en oubliant les côtés sombres de la nouvelle dictature. La répression des forces d'opposition et la persécution des minorités sont manifestement considérées comme un moindre mal par la population après les périodes de famine, de chômage et de guerre civile dans de nombreuses régions allemandes. La perspective de cette époque met en avant de nombreuses priorités qui ne sont pas celles d'aujourd'hui. Ainsi, un certain Gustav Adolf Gedat, un fonctionnaire de l'Union chrétienne des jeunes hommes (CVJM), qui représente l'Allemagne au sein de l'organisation mondiale des CVJM, écrit en 1934 dans son livre *Ein Christ erlebt die Probleme der Welt* (Un chrétien vit les problèmes du monde) :

> *« Le capitalisme est à bout de souffle, les anciens systèmes s'effondrent. Si l'œuvre colossale du National-Socialisme réussit, si ce programme unique est réalisé, l'Allemagne fournira au monde la preuve qu'il existe une voie pour sortir du chaos actuel, et que cette voie sera obligatoirement celle des autres. ... C'est là que réside l'énormité de la tâche que Dieu a assignée à notre Allemagne et à son Führer ».*[486]

Gedat ne connaissait pas non plus le monde de 1939 à l'époque.

Les discours sur la paix façonnent l'image de Hitler jusqu'en 1939. Il ne cesse de souligner dans des entrevues, des discours et des conversations qu'en tant que soldat de la Grande Guerre passée, il connaît les souffrances que les guerres apportent aux peuples et aux soldats. Il prêche la paix aussi souvent que nécessaire, jusqu'à ce que des raisons rationnelles ne permettent plus de douter de sa volonté de paix. Même en des occasions qui pourraient l'y inciter, il s'abstient de tout bruit de bottes. Les discours de Hitler à l'occasion des journées de la Wehrmacht, répétées chaque année, et même ses discours de prestation de serment devant les recrues de la Waffen-SS, ne contiennent aucun ton qui laisserait entendre que Hitler veut déclencher une guerre et soumettre d'autres peuples.

---

[486] Gedat, page 30.

Hitler ne cesse d'appeler les soldats de la Wehrmacht et de la Waffen-SS à « monter la garde pour l'Allemagne ». Ces expressions marquent l'image que la nouvelle Wehrmacht a d'elle-même jusqu'à la

Fig. 7 : Adolf Hitler devant le Reichstag le 17 mai 1933.
À droite : le Secrétaire d'État Hans Heinrich Lammers, en arrière-plan : Hermann Göring en tant que président du Reichstag.

guerre. Les soldats se considèrent comme les protecteurs du peuple, du pays et de la patrie. Dans un appel lancé par Hitler le 14 octobre 1933, on peut lire :

> *« Le gouvernement du Reich allemand et le peuple allemand sont unis dans la volonté de mener une politique de paix, de responsabilité et d'entente ».*[487]

Qui peut s'opposer à cela ?

[487] Domarus, tome 1, page 304.

Lors de la réception du Nouvel An pour le corps diplomatique, le 1er janvier 1935, il parle du « désir ardent de l'humanité de maintenir la paix » et dit :

> *« Aucun pays ne peut ressentir plus profondément le besoin de paix que l'Allemagne ».*[488]

Lors de la réception du Nouvel An de l'année suivante, en 1936, il exprime l'attente d'une « paix réelle ». Dans une entrevue accordée au journaliste anglais Ward Price dans le *Daily Mail* du 17 janvier 1935, Hitler se lit ainsi :

> *« Lorsque je parle de paix, je n'exprime rien d'autre que le souhait le plus profond du peuple allemand. ... Je connais les horreurs de la guerre. ... Ce que je veux, c'est le bonheur de mon peuple ! Je n'ai pas vu que la guerre était le bonheur suprême, mais au contraire, je n'ai vu que la souffrance la plus profonde. C'est pourquoi j'exprime très ouvertement deux confessions :*
>
> *1. l'Allemagne ne rompra jamais la paix de son propre chef et,*
>
> *2. celui qui nous touche s'empare d'épines et d'aiguillons ! Car de même que nous aimons la paix, nous aimons la liberté ».*[489]

L'entrevue, qui sera également publiée deux jours plus tard dans le *Völkischer Beobachter*, évoque très habilement les aspirations à la paix tant de la génération anglaise que de la génération allemande de la Première Guerre mondiale.

Même devant les « chemises brunes »[490], le message de Hitler ne résonne pas différemment durant les premières années de sa chancellerie. Le 30 janvier 1936, le Führer s'adresse à 30 000 hommes de la SA dans le Lustgarten de Berlin. Il s'agit d'un discours sur les affaires internes de la SA. Mais là encore, Hitler ne manque pas d'aborder le thème de la paix.

> *« Mais en même temps, nous voulons aussi ..., être un élément qui aime la*

[488] Domarus. Volume 1, page 467.
[489] Domarus. Volume 1, page 476.
[490] Couleur du NSDAP.

paix parmi les autres peuples. Nous ne le répéterons jamais assez. Nous recherchons la paix parce que nous l'aimons ».[491]

Les discours de campagne de Hitler à partir de 1933 contiennent également toujours des appels à la paix dans le monde. Durant toutes ces années et jusqu'en 1939, Hitler profite d'innombrables occasions pour s'exprimer devant de grandes foules. Il donne des entrevues à la presse nationale et étrangère. Il tient des discours et des conférences devant des paysans, des industriels, des ouvriers de chantiers navals, des membres du Parti, des banquiers, des ouvriers d'usine, des enseignants, des soldats et d'autres groupes. Il profite des foires, des lancements de bateaux, des inaugurations d'autoroutes, des cérémonies d'ouverture de stades de sport et d'autres occasions spectaculaires pour s'adresser aux médias et aux gens. Presque toujours, il utilise un répertoire de « messages » pour capter l'opinion publique.

Le message de « paix » est ainsi répété jusqu'à ce que de nombreux Allemands le considèrent comme une partie de l'essence même de Hitler. Lorsque l'occupation de la Tchéquie en mars 1939 révèle le contraire, cela correspond si peu à l'image que l'on se fait généralement d'Adolf Hitler en Allemagne que l'on tente d'abord d'adapter la terrible réalité à la fausse image de paix du Führer. Cela semble irrationnel. Pourtant, la presse allemande fournit des explications plus ou moins plausibles quant à ce que le Reich allemand entreprend en 1939, d'abord contre la Tchéquie, puis la même année encore contre la Pologne. Et cela aussi fait partie de cette réalité irrationnelle : les deux pays, la Tchéquie et la Pologne, sont souvent eux-mêmes les mots-clés pour Hitler et la presse allemande. Le traitement inhumain des Allemands en Pologne et en Tchécoslovaquie, les flux de réfugiés en provenance de ces deux pays, les ruptures de traités et les mobilisations au mauvais moment donnent à la presse allemande amplement matière à donner un sens à l'action de Hitler.

[491] Domarus, tome 1, page 571.

L'appel à la paix de Hitler ne signifie jamais « la paix à tout prix ». Malgré toutes les expériences amères de la Grande Guerre passée et perdue, cette idée est acceptée en Allemagne. De même qu'en République fédérale, on parle de « paix dans la liberté » après la Seconde Guerre mondiale, afin d'exclure l'idée d'une paix de cour sous domination communiste, on parle toujours de « paix dans une liberté assurée » ou de « paix dans l'égalité des droits » à partir de 1933. C'est une évidence pour tout citoyen allemand du Troisième Reich, après des années de troupes d'occupation, de transports forcés de bétail, de charbon et de produits industriels, et après quatre entrées de troupes étrangères sur le territoire du Reich, en violation du droit international.

En associant la paix à la sécurité et à l'égalité des droits, Hitler conduit le peuple allemand sur une pente dangereusement glissante. Aussi justifiée que soit la demande de sécurité et d'égalité, elle a un effet provocateur sur l'étranger. Les Allemands ne peuvent pas comprendre que la responsabilité de la Grande Guerre leur soit imputée, que les vainqueurs refusent toujours de réduire le nombre de leurs troupes comme ils l'avaient promis et que l'Allemagne soit discriminée au sein de la Société des Nations en tant que membre à part entière, en ce sens que certains droits souverains lui sont refusés. À l'étranger, on n'accepte pas non plus que l'ordre d'après-guerre de Versailles ne puisse pas être maintenu à long terme. On ne comprend pas, ni à Paris, ni à Londres, ni à Bruxelles, ni à Rome, qu'il vaudrait mieux réorganiser soi-même ce qui est intenable, plutôt que de laisser à d'autres le soin de l'imposer.

Ce qui est fatal dans les discours publics de Hitler entre 1933 et 1939, c'est qu'ils parlent de sécurité et d'égalité pour l'Allemagne, mais qu'à partir d'un certain moment, ils pensent secrètement à l'insécurité et à la subordination de quelques États voisins. En Allemagne, on croit Hitler car on espère la paix. À l'étranger, on ne le croit pas car on craint les Allemands. Malheureusement, cette crainte est justifiée. Adolf Hitler a abusé de la capacité nouvellement acquise par le Reich de se protéger lui-même pour attaquer les autres.

Tout le monde est plus intelligent après coup, mais à l'époque des discours, on ne doit pas forcément supposer derrière les formulations de Hitler ce qui viendra plus tard. Dans l'ordre du jour adressé à la Reichswehr pour le changement d'année 1934/35, on peut lire par exemple :

> *« Notre service ne doit connaître à l'avenir qu'un seul but, le relèvement de l'Allemagne dans une paix d'égalité, d'honneur et de liberté assurée ».*[492]

Ce ton se retrouve dans un grand nombre de discours prononcés au cours des premières années de son règne. Il sait donner un sens positif à la reconstruction de la Wehrmacht et dissiper les craintes à cet égard. Le 13 septembre 1935, Hitler s'adresse à 100 000 fonctionnaires du Parti sur le Zeppelinfeld à Nuremberg :

> *« C'est le sens de la recréation de notre armée. Elle n'a pas été créée pour mener des guerres d'agression, mais pour protéger et défendre notre peuple, pour ne pas laisser l'Allemagne retomber dans un triste sort, comme nous avons dû le supporter dans le passé pendant quinze ans. Non pas pour priver d'autres peuples de leur liberté, mais pour protéger notre liberté allemande, voilà pourquoi elle est là ».*[493]

Lors de la campagne électorale de mars 1936, au cours de laquelle Hitler se présente comme orateur dans onze grandes villes allemandes, il sollicite a posteriori l'approbation des électeurs pour que l'Allemagne se retire de la Société des Nations. Aucun de ses discours ne manque de passages comme celui-ci :

> *« Les peuples aspirent à la paix, oui, mais à une paix qui leur permette de vivre côte à côte sur un pied d'égalité. »* (Discours électoral à Berlin)
>
> *« Mon objectif est la paix, fondée sur l'égalité des droits des peuples. Nous sommes une grande puissance européenne et nous voulons être considérés comme une grande puissance. »* (Discours électoral à Munich)
>
> *« Ne parlez pas de gestes et d'actes symboliques, mais faites la paix. C'est*

[492] Domarus, tome 1, page 464.
[493] Domarus, tome 1, page 530.

le souhait des peuples. » (Discours électoral à Essen)

Pour le reste, Hitler est passé maître dans l'art de cibler les souhaits, les intérêts et les sensibilités de la population : le sport et les vacances, les salaires et les prix, l'éducation et la culture, la construction de routes et de voitures bon marché pour tout le monde, et tout ce dont les gens rêvent après la misère des années Vingt :

> *« J'ai l'ambition d'ériger un monument au sein du peuple allemand. Mais je sais aussi que ce monument sera mieux érigé en temps de paix qu'en temps de guerre. Mon ambition est que nous créions en Allemagne les meilleures institutions pour l'éducation de notre peuple. Je veux que nous obtenions en Allemagne les plus beaux stades, que nos routes soient améliorées, que notre culture s'élève et s'ennoblisse ; je veux que nos villes soient embellies ».*[494] (Discours électoral à Karlsruhe)

Les signaux d'alarme ignorés et le discours inaugural de Hitler devant les généraux le 3 février 1933

Visiblement, ce n'est que dans des cercles fermés que Hitler laisse entrevoir des sous-entendus qui laissent supposer ses intentions ultérieures. Le 3 février 1933, alors qu'il vient d'être nommé Chancelier du Reich, il prononce un discours qui est souvent cité comme preuve de ses plans agressifs dès le début, devant un cercle élargi d'officiers supérieurs de l'armée du Reich. Quatre jours après sa prise de fonction, Hitler s'adresse à une trentaine d'officiers supérieurs dans la maison privée du chef de la direction de l'armée, le général von Hammerstein-Equord.

Le contenu du discours nous est parvenu sous la forme de trois notes similaires. Il s'agit de notes du général de corps d'armée Curt

[494] Domarus, tome 1, page 604.

Liebmann[495], de l'aide de camp de Hammerstein, le major en retraite von Mellenthin[496] et – ce qui peut paraître surprenant – de la fille Helga du chef de la direction de l'armée qui accueillait l'évènement.[497] Helga von Hammerstein-Equord fait, en tant que jeune fille, une « carrière » de l'Union des élèves socialistes au KPD, auquel elle adhère en 1930, en passant par l'Union de la jeunesse communiste. Dès lors et jusqu'en 1937, elle fournit régulièrement au service de renseignement communiste des documents secrets provenant de la maison de son père. C'est ainsi que le 14 février 1933, le service susmentionné à Moscou reçoit la copie d'une transcription non officielle du discours de Hitler dans la maison de son père. Il y a des doutes sur le fait que Helga soit le fournisseur de cette transcription.[498] La description suivante du discours de Hitler devant les généraux se base sur les trois sources mentionnées.

Dans ce discours, Hitler se présente et présente sa politique aux généraux de la Reichswehr. Il cherche à s'attirer leurs faveurs et leur confiance. D'une part, le Chancelier nouvellement nommé dit ce que l'on attendait aussi de lui à l'époque, qu'il aspire à l'égalité de l'Empire allemand parmi les nations, qu'il veut procéder à la révision du traité de Versailles et qu'il a l'intention d'« éradiquer » le marxisme dans son propre pays. D'autre part, il explique certaines choses que les généraux aimeront certainement entendre. Hitler veut maintenir la Reichswehr neutre sur le plan politique et l'engager uniquement dans des conflits de politique étrangère. Pour la politique intérieure, il a le NSDAP. Hitler promet aux généraux que la Reichswehr restera la seule armée en Allemagne. C'est une parole importante au vu de la concurrence de la SA, qui s'est pendant ce temps puissamment développée. Et Hitler annonce qu'il va réarmer la Reichswehr. Le nouveau Chancelier en arrive ainsi à la partie de son discours qui aurait pu servir d'avertissement précoce aux généraux.

---

[495] Jacobsen, page 81.
[496] Document IFZ ZS 105.
[497] Wirsching, pages 545 et suivantes.
[498] Wirsching, pages 522 et suivantes.

Il explique que les problèmes de chômage, d'augmentation de la population et de détresse économique ne peuvent pas être résolus par des crédits et des subventions sur le marché intérieur, mais seulement par une économie qui exporte « par tous les moyens et à tout prix » sur le marché mondial, ou mieux par une politique de colonisation à grande échelle qui nécessite de nouveaux espaces de colonisation. Il formule encore cela comme une proposition et mentionne 50 à 60 ans comme cadre d'une telle politique. Puis Hitler en vient au mot souvent cité par la suite de « germanisation ». Il explique clairement qu'à son avis, on ne peut pas « germaniser » des personnes d'une autre langue ou d'une autre race. « On ne peut que germaniser le sol ». Hitler mentionne à cette occasion que ses idées sur l'espace vital « visent probablement l'Est » Dans la logique de l'idée qu'on ne peut pas « germaniser » des personnes étrangères, il dit :

> *« Il faut, comme la Pologne et la France après la guerre, expulser sans ménagement quelques millions de personnes ».*

Hitler fait ici référence aux nombreux déplacements de masse et expulsions « volontaires » et forcés des dernières années en France, en Pologne, en Grèce, en Turquie et en Tchécoslovaquie. Il n'a aucun scrupule à prononcer ces mots, et les généraux n'ignorent pas ce thème de la réalité. C'est à partir de cette idée d'espace de colonisation que Hitler développe son programme devant les généraux : consolider l'économie pour résoudre le problème de l'espace vital qu'il voit ainsi, au besoin en faisant appel aux forces armées.

Le lecteur d'aujourd'hui doit se demander pourquoi les généraux n'entendent pas ici le tic-tac de la bombe que Hitler porte manifestement dans sa poche. Certains des généraux présents sont certainement étonnés ou alarmés par ce passage du discours de Hitler. La plupart d'entre eux considèreront sans doute cette idée comme une ineptie au vu de la réalité de 1933. L'armée du Reich n'est encore qu'un nain à côté des armées et des flottes des nombreux pays voisins, les contraintes imposées par Versailles sont encore en vigueur, le chômage élevé pèse encore et les caisses de l'Allemagne sont encore

vides. Dans ce contexte, les réflexions de Hitler sur une guerre d'agression pour obtenir des colonies ou des espaces de peuplement semblent tout à fait grotesques. Ainsi, le major général von Brauchitsch commente après la conférence : « Eh bien, la vie lui réserve encore des surprises ». Et le colonel Fromm, chef de l'Office de la Wehrmacht, dit au lieutenant-général Freiherr von Fritsch : « que les projets démesurés échoueraient devant la dureté des faits et seraient ramenés à une mesure plus sobre ».[499] La conférence d'un nouveau chef de gouvernement qui, après quatre jours de mandat, parle de plans de colonisation pour les 50 à 60 prochaines années, n'aura certainement pas non plus été prise très au sérieux, étant donné que la durée moyenne des gouvernements des chanceliers allemands depuis 1919 est inférieure à un an.

À l'époque du discours – il ne faut pas l'ignorer –, certaines interprétations désamorcent les allusions de Hitler, en toute bonne foi évidente, comme une formulation exagérée d'une idée en soi compréhensible. Au début du siècle, nourrir la population est encore une tâche politique de premier ordre. Le souvenir de la famine de 1918/19 est encore frais dans la mémoire de chacun. Ainsi, les uns sont avertis par les mentions souvent répétées par Hitler de la question de l'espace vital, les autres trouvent des explications minimisant cette pensée hitlérienne. Le Ministre des affaires étrangères von Neurath, par exemple, qui n'hésite pas à critiquer Hitler lors de conversations avec des diplomates étrangers qui lui sont familiers, nie catégoriquement à une telle occasion que l'« espace vital » puisse signifier l'annexion de territoires étrangers par la force. Il ajoute, à titre d'explication, que Hitler entend par là des moyens de subsistance, des matières premières et autres, lorsqu'il mentionne l'espace vital. Il est regrettable, selon lui, que Hitler s'exprime comme s'il s'agissait d'extensions territoriales.[500] Von Neurath reconnaît lui-même plus tard qu'il s'est trompé sur ce point.

---

499 Wirsching, page 543.
500 Kunert, page 63.

Tous les bruits de sabre ne doivent pas être interprétés comme l'intention d'un chef de gouvernement de déclencher une guerre de son propre chef. Prenons par exemple l'extrait du discours inaugural de mars 1933 :

> *« Les difficultés de la nation ne peuvent être surmontées que si nous les abordons comme nous le ferions en cas de guerre. Nous devons aller de l'avant comme une armée bien entraînée, prête à faire des sacrifices pour la discipline générale, car sans discipline, il n'y a pas de progrès possible et le commandement ne peut rien accomplir. La nation s'est présentée devant l'autel de l'histoire et doit saisir l'occasion qui ne se reproduira plus dans l'histoire pour accomplir un devoir d'obéissance, comme cela n'est normalement exigé d'un peuple qu'en temps de guerre ».*[501]

provient du Président américain Roosevelt lorsqu'il explique son programme économique et social du New Deal. Les paroles théâtrales et l'explication de questions économiques sous l'habit de phrases militaires ne sont pas rares dans les années Trente, comme le montre cet exemple. Les auditeurs américains ne s'attendaient pas non plus à la guerre en entendant les paroles de leur nouveau Président.

Les discours sur la paix, la grandeur de l'Allemagne et les efforts de construction des Nationaux-Socialistes se poursuivent jusqu'en 1939. Dans ses discours, Hitler s'insurge souvent contre le bolchevisme, les juifs, le capitalisme, la bourgeoisie irréductible, l'Église et l'étranger. L'« espace vital étroit des Allemands » est également un thème récurrent. Bien que Hitler conseille déjà dans son livre *Mein Kampf*[502] de renoncer aux anciennes colonies impériales et d'acquérir à la place un espace vital à l'est de l'Allemagne, il mentionne sporadiquement dans ses discours une revendication sur les anciennes colonies allemandes. On peut supposer qu'il veut ainsi simplement rappeler la question de l'espace et de l'alimentation qu'il considère comme un problème. De tels discours ne permettent pas de tirer des conclusions sur des plans de conquête concrets, car Hitler laisse la plupart du

[501] Wirsching, page 543.
[502] Hitler, pages 736 et suivantes.

temps la mention du problème en suspens avec des pensées compréhensibles. Dans un discours radiodiffusé du 1er mai 1937, il dit par exemple :

> *« Nos problèmes de vie sont plus graves que ceux des autres peuples. Nous, les Allemands, avons été plus que négligés par la nature sur cette terre. Un grand peuple, un peuple infiniment capable, un peuple travailleur qui veut vivre et qui a le droit de revendiquer la vie, vit dans un espace beaucoup trop étroit et trop limité pour pouvoir lui donner tout ce qui est nécessaire, même avec le plus grand zèle, à partir de ses propres ressources. ... C'est précisément parce que cette lutte pour la vie est beaucoup plus difficile chez nous que partout ailleurs que nous devons tirer des conséquences particulières de ce fait, qui est notre destin. Nous ne pouvons pas exister à partir de phrases, d'expressions et de théories, mais seulement à partir du résultat de notre travail, de nos capacités et de notre intelligence ».*[503]

Hitler poursuit ensuite son discours radiophonique avec des réflexions sur la production, le plan quadriennal et la stabilité des salaires et des prix. En 1937, l'homme de la rue aura pensé : « Un vaurien qui pense à mal ». À partir de 1941, on pourra interpréter tout autrement les mots « nous devons tirer des conséquences particulières de ce fait ».

Les discours publics de Hitler avant l'invasion du reste de la Tchéquie par la Wehrmacht au printemps 1939 ne révèlent aucune intention de guerre. Ils correspondent plutôt à l'aspiration à la paix de la grande masse des Allemands de l'époque. Il en va autrement d'une partie des discours secrets de Hitler à partir de novembre 1937.

Les discours secrets de Hitler et les documents clés

À partir de novembre 1937, quelques-uns des discours de Hitler, très peu nombreux, acquièrent une nouvelle qualité. Il s'agit de

[503] Domarus, tome 1, page 690.

discours prononcés devant un cercle fermé, qui permettent pour la première fois de tirer des conclusions sur l'intention de Hitler de faire la guerre de son propre chef. Les trois discours du 5 novembre 1937, du 23 mai 1939 et du 22 août 1939 méritent d'être mentionnés. Ils sont considérés par l'historiographie comme la clé permettant de dévoiler les projets criminels de Hitler de faire la guerre, de rompre les traités, de soumettre les peuples et de conquérir des terres. Le terme de « clé » provient des procès de Nuremberg de 1945 et 1946, au cours desquels les transcriptions de ces discours, appelées **documents clés**, sont considérées comme des preuves de la culpabilité des « principaux accusés ». Les dirigeants politiques et les chefs militaires du Troisième Reich sont accusés lors du procès d'avoir « planifié ensemble la guerre et conspiré contre la paix ». Les documents clés doivent apporter la preuve que Hitler a dévoilé ses plans aux accusés de Nuremberg, qu'ils sont ainsi devenus complices et par conséquent coresponsables du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Les discours dits clés contrastent d'une certaine manière avec les discours publics de Hitler. Il existe toutefois des doutes quant à la transcription fidèle de ces discours. C'est pourquoi les documents clés de Nuremberg contenant les discours secrets doivent être examinés de près.

En ce qui concerne le premier de ces discours-clés, l'éditeur de l'ensemble des discours de Hitler, le Dr Max Domarus, directeur des archives, reconnaît lui-même l'existence de tels doutes, mais il les balaie d'un revers de main en expliquant que la politique de guerre menée par Hitler par la suite a confirmé a posteriori l'authenticité des transcriptions de ses discours.[504] Cette logique ne peut prouver que la culpabilité de Hitler dans la guerre, mais pas celle de ses auditeurs qui – ce qui reste donc en suspens – connaissent ou non ses plans à partir de novembre 1937. La reproduction correcte ou non de ces discours est essentielle pour déterminer si le commandement de la Wehrmacht

[504] Domarus, tome 1, page 756.

a reconnu ou non l'intention de Hitler de faire la guerre de sa propre initiative. L'évaluation juridique de la force probante de ces documents soulève de sérieux doutes.

Le discours de Hitler du 5 novembre 1937 et le protocole de Hoßbach

Le premier des trois discours clés – il date du 5 novembre 1937[505] – est en fait une réunion. Le Ministre de la guerre von Blomberg demande à Hitler une conférence pour discuter avec lui et les commandants en chef des trois parties de la Wehrmacht de questions urgentes concernant l'armement et les matières premières. L'historiographie l'appelle donc un discours, car il ne reste pour l'essentiel que ce que Hitler dit lors de la réunion. Le « discours » porte aujourd'hui le nom de l'homme qui l'a rédigé, le colonel Friedrich Hoßbach, alors adjudant de la Wehrmacht de Hitler. La transcription est entrée dans l'histoire sous le nom trompeur de « protocole » Hoßbach, mais elle n'a aucun caractère protocolaire. Hoßbach, qui ne sait pas sténographier, écrit de mémoire ce qu'il a retenu de cette réunion entre Hitler et les généraux, cinq jours après. Lorsqu'il présente le document à Hitler pour qu'il le consulte et le contrôle, celui-ci n'a pas le temps de le relire et d'en confirmer le contenu par son paraphe. Après que le Ministre de la guerre von Blomberg et le chef d'État-major général de l'armée Beck aient lu le mémoire manuscrit, celui-ci est versé au dossier.

Au procès de Nuremberg, le « procès-verbal Hoßbach » réapparaît comme principal indice à charge contre les participants à cette réunion d'il y a huit ans.[506] Mais ce qui est présenté maintenant comme procès-verbal n'est pas le papier original de Hoßbach. Il s'agit de la photocopie d'une transcription dactylographiée de ce procès-

[505] Domarus, volume 1, pages 748 et suivantes.
[506] Documents TMI, volume XXV, pages 402 et suivantes, document 386-PS/US-25.

verbal de Hoßbach. Celui-ci est interrogé en mars et juin 1946 en tant que prisonnier de guerre – mais pas en tant que témoin au procès – au sujet de ce « procès-verbal Hoßbach ». Il déclare qu'il ne peut pas confirmer que la présente copie correspond en tous points à son procès-verbal de 1937.[507] Mais « in summa », la copie serait la reproduction de son original.[508]

« In summa » signifie pas en détail. Hoßbach n'a pas fait recopier lui-même son procès-verbal à la machine. C'est ce que fait, en 1943 ou 1944, un officier qui remet la copie « en bonnes mains » à un apparenté, lequel la transmet ensuite aux puissances adverses.[509] Le parcours de la transcription de Hoßbach de 1937 à 1946 laisse quelques questions en suspens. Il se peut que le « procès-verbal Hoßbach » reflète par son contenu, son acuité et ses nuances ce que Hitler révèle aux généraux en novembre 1937. Il est également possible que le procès-verbal ait été remanié lors de son envoi à Nuremberg de telle sorte qu'il ne devienne une pièce à conviction qu'à cette occasion. Toujours est-il que l'adjudant de la Luftwaffe de Hitler, von Below, écrit que, selon son souvenir, la copie est plus longue que l'original qu'il a vu.[510] En 1946, lors du procès de Nuremberg, le Reichsmarschall Göring fait remarquer que certains points et certaines formulations de la présente « pièce à conviction » n'étaient pas, en l'état, propres au style du Führer.[511]

Le grand amiral Raeder met également en doute l'authenticité de la copie et de la photocopie et demande lors du procès que l'original de la copie, en possession des Américains, soit présenté.[512] Son avocat veut vérifier si des montages ont été effectués entre la copie mécanique et la photocopie. Le tribunal rejette cette demande. Les Américains refusent de présenter l'original de la copie dactylographiée

[507] Documents TMI, volume XLII, page 229.
[508] Documents TMI, volume XLII, page 229 et Hoßbach, page 192.
[509] Hoßbach, page 190.
[510] v. Below, page 49.
[511] Débats du TMI, volume IX, page 344.
[512] Débats du TMI, volume XIV, page 43 et Raeder, volume 2, page 150.

pour vérification. Ainsi, il n'est pas exclu que la copie présentée au procès contienne quelques « ambiguïtés » et exacerbations compromettantes qui ne proviennent pas de la bouche de Hitler. Le soupçon et sa réfutation doivent rester en suspens.

Un autre élément de suspicion concernant la « mise en forme » du procès-verbal de Hoßbach apparaît avec les annotations marginales qui auraient été portées sur l'original ou sur les copies. Lors de son interrogatoire, Hoßbach ne sait rien de ces annotations, mais il peut se tromper. La photocopie de la copie présentée comme pièce à conviction à Nuremberg porte de telles mentions marginales du Ministre de la guerre du Reich von Blomberg, du colonel général Freiherr von Fritsch et, selon le témoignage du principal accusateur britannique Shawcross, également une mention marginale écrite du successeur de Fritsch, le colonel général von Brauchitsch.[513] Von Fritsch, bien que présent à cette conférence, entreprend un long voyage en Égypte le jour où Hoßbach rédige son document. Hoßbach lui-même doute que von Fritsch ait jamais lu son « procès-verbal ». Quant à von Brauchitsch, les faits sont en revanche très clairs. Selon toute la logique des filières d'information et des compétences, il ne peut pas avoir vu le papier de Hoßbach. Von Brauchitsch déclare à Nuremberg qu'il n'a eu connaissance de l'ensemble de la conférence et d'un procès-verbal qu'au moment du procès, que son prédécesseur Fritsch ne l'avait pas non plus informé de cette réunion de novembre 1937 lors de la passation de ses fonctions début février 1938 et que même le chef d'État-major Beck n'avait pas mentionné cette réunion.[514]

La controverse autour de ce procès-verbal Hoßbach porte sur son contenu. Les accusateurs à Nuremberg considèrent que le procès-verbal prouve que Hitler a fait part de ses intentions de guerre aux messieurs présents et qu'ils sont par conséquent conscients et complices. Ainsi, ce qui est décisif, c'est ce que Hitler dit réellement

513 Dreessen, page 184.
514 TMI, volume XX, page 620.

en novembre 1937 et non ce que Hoßbach en a couché sur papier. Le grand amiral Raeder témoigne devant le tribunal militaire de Nuremberg que lui et le Ministre de la guerre du Reich von Blomberg n'ont pas retiré de cette conférence l'impression que Hitler voulait remplacer sa politique de paix actuelle par une nouvelle politique de guerre. L'accusé, le Grand Amiral, demande donc la convocation du général Hoßbach, qui serait disponible à l'époque pour témoigner. Le tribunal refuse d'interroger Hoßbach en présence de Raeder ou de son défenseur, le Dr Siemers.

La valeur probante du fameux procès-verbal de Hoßbach est donc soumise à pas moins de quatre réserves. Premièrement, il n'est pas certain que le colonel Hoßbach retranscrive sur papier, après cinq jours, exactement ce qui a été dit lors de la conférence. Deuxièmement, on ne sait pas si la première copie reproduit le contenu des notes manuscrites de manière totalement inchangée. Le copiste est inconnu et aucune authentification de la copie n'est parvenue jusqu'à nous. Il n'est pas non plus garanti que la photocopie présentée à Nuremberg corresponde à cette copie. Troisièmement, la manipulation des mentions marginales renforce le soupçon que d'autres éléments ont également été modifiés. Et quatrièmement, cela renforce tous les doutes quant au fait que le tribunal militaire de Nuremberg ait évité l'interrogatoire de Hoßbach en présence de Raeder.

Les chercheurs du Militärgeschichtliches Forschungsamt (MGFA) ne partagent pas tous ces doutes. Ils considèrent que l'authenticité du contenu du protocole a été prouvée par des « études critiques des sources » et par la réaction du chef d'État-major de l'armée de terre Beck qui nous est parvenue. Le MGFA se réfère ainsi à un général qui n'était pas présent, le colonel général Beck.

Malgré toutes les réserves émises à l'encontre de la copie du procès-verbal de Hoßbach présentée à Nuremberg, les réactions des six hommes présents prouvent à quel point les propos de Hitler devaient être explosifs ce soir de novembre. Les ministres et les généraux ont bien compris que Hitler devait désormais être prêt à

jouer avec le feu d'une nouvelle guerre. Le Ministre des affaires étrangères von Neurath, le Ministre de la guerre von Blomberg et le commandant en chef de l'armée von Fritsch tentent de réfuter et de freiner Hitler lors de la réunion avec des arguments issus de leurs compétences professionnelles respectives. Ils assument parfaitement leur responsabilité en tant que conseillers politiques du Chancelier Hitler.

Le Ministre des affaires étrangères von Neurath se sent si accablé par la volonté de Hitler de réviser les dispositions de Versailles et de Saint-Germain, même par la force militaire si nécessaire, qu'il demande à partir. Il témoigne de l'entretien en question devant ses juges de Nuremberg :

> *« Même si ces plans, présentés par Hitler dans un long discours, n'avaient pas de contenu concret et laissaient la porte ouverte à différentes possibilités, il était évident pour moi que la tendance générale de ses plans était de nature agressive ».*[515]

Le colonel général von Fritsch tente une nouvelle fois de faire changer d'avis Hitler lors d'un entretien le 10 novembre. Fritsch, en voyage en Égypte, est remplacé en son absence par le chef d'État-major de l'armée de terre Beck. Celui-ci, qui n'a pas participé lui-même à l'entretien, trouve le « procès-verbal » « accablant »[516]. La connaissance de ce procès-verbal de Hoßbach incite Beck à écrire trois mémoires contre la politique risquée de Hitler.

Les réactions des ministres et des généraux montrent que Hitler leur révèle manifestement ce soir-là quelque chose d'extraordinaire, son intention de modifier le cours actuel de la politique étrangère et de sécurité allemande. Jusque-là, ce cours visait uniquement l'égalité des droits pour l'Allemagne, la révision de Versailles et de Saint-Germain et la capacité de défense de l'Empire allemand. L'importance du discours de Hitler du 5 novembre 1937 repose sur le fait que l'on y perçoit pour la première fois que le Führer veut saisir les « chances »

[515] Débats du TMI, volume XVI, page 700.
[516] Hoßbach, page 191.

de futures guerres européennes entre d'autres États et, si l'occasion se présente, procéder lui-même à des annexions. Hitler ne dévoile pas aux généraux et aux ministres un « plan de guerre », comme l'exprime le MGFA.[517]

Mais revenons maintenant au contenu de ce discours de Hitler, tel que les juges de Nuremberg nous l'ont laissé. Hitler explique tout d'abord aux six hommes réunis ce soir de novembre qu'il souhaite les orienter sur « ses idées fondamentales concernant les possibilités de développement de la situation en politique étrangère ». D'emblée, il souligne que sa politique étrangère est conçue pour le long terme et qu'il demande que les explications qui vont suivre soient considérées comme son testament politique pour le cas où il mourrait. Cette entrée en matière est importante dans la mesure où elle donne des informations sur les objectifs territoriaux que Hitler nourrit en novembre 1937. Elle permet même de supposer qu'il n'a pas d'autres objectifs à ce moment-là, au-delà de l'ouverture de son « testament ».

Comme premier point thématique, Hitler explique qu'il considère que sa tâche politique consiste à préserver les bases de vie et d'alimentation de 85 millions d'Allemands, y compris l'augmentation attendue de la population. Il en déduit « le droit à un plus grand espace vital » et réfléchit à la question de savoir si le manque d'espace allemand doit être comblé par l'autarcie économique ou par une participation accrue au commerce mondial, ou encore par d'autres moyens. En ce qui concerne l'autarcie économique, Hitler pense qu'elle n'est pas réalisable, du moins pour les matières premières et les denrées alimentaires. La participation à l'économie mondiale est donc, selon lui, inévitable. Dans son discours, Hitler évalue ensuite les possibilités qui s'offrent à l'Allemagne. Il refuse que l'économie allemande dépende du libre-échange sur les mers, car ce commerce est soumis au bon vouloir de l'Angleterre. On peut supposer que Hitler pense ici au blocus de la faim imposé par les Britanniques à l'Allemagne en 1918 et 1919.

[517] MGFA, Mil.Gesch., page 188.

Ensuite, Hitler évoque les possibilités d'acquisition de colonies outre-mer. Il exclut cette possibilité en expliquant que toutes les colonies d'Afrique et d'Asie sont dispersées et ne peuvent plus être gagnées sans une guerre contre l'Angleterre ou la France. C'est pourquoi la solution qu'il envisage est celle des territoires agricoles et des ressources minières en Europe. En parlant d'un « espace vital trop étroit », Hitler ne laisse pas encore entrevoir ce à quoi il pense. Il ne mentionne pas une seule fois la Pologne, l'Ukraine ou la Russie.

Hitler, il faut le dire, connaît très bien le danger inhérent à la solution qu'il envisage, à savoir un plus grand espace vital en Europe. Peu de temps avant la conférence de novembre, le député de l'opposition britannique Winston Churchill avait clairement déclaré à l'ambassadeur allemand à Londres von Ribbentrop, lors d'un échange de vues sur les réflexions de Hitler à ce sujet, que l'Angleterre ne tolérerait jamais d'éventuelles tentatives de l'Allemagne de s'étendre vers l'Est.[518] Sous l'influence évidente de ces paroles claires de Churchill, Hitler conclut cette partie de son exposé par la phrase suivante :

> *« Pour résoudre la question allemande, il ne peut y avoir que la voie de la violence. Celle-ci ne sera jamais sans risque ».*

Pour ce qui est du recours à la force, Hitler évoque trois possibilités, qu'il appelle trois « cas ». Le premier cas serait une guerre entre 1943 et 1945. Hitler explique à ce sujet qu'avec une population croissante et un manque de réserves, l'Empire allemand est menacé de 1943 à 1945 par des crises alimentaires en cas de mauvaises récoltes, qui ne peuvent pas être surmontées uniquement par l'achat de denrées alimentaires à l'étranger, faute de devises. L'Allemagne a besoin d'un marché extérieur, mais l'étranger se ferme de plus en plus. La Wehrmacht est maintenant quasiment prête et la force de l'Allemagne ne peut plus guère être augmentée. L'armée étrangère, en revanche, n'en est qu'à ses débuts. Le sommet de la force relative de l'Allemagne sera atteint avant 1943. Et comme « le monde s'attend à notre coup et

[518] Churchill, Weltkrieg, page 98.

prend d'année en année de plus en plus de contre-mesures », dit Hitler, « il vaut mieux agir soi-même en premier ». Ainsi, sa décision irrévocable serait de résoudre la question de l'espace au plus tard entre 1943 et 1945. Hitler ne révèle pas aux généraux ce qu'il a exactement en tête sur le plan territorial.

Les cas deux et trois traitent du rôle de la France en Europe et en Afrique. Si la France devait un jour être liée par une guerre en raison d'une guerre civile à l'intérieur du pays ou de ses différends avec l'Italie ou l'Espagne, lui, Adolf Hitler, voudrait en profiter pour « régler les questions tchèques et autrichiennes ». Cette tournure des paroles de Hitler est le cœur du problème.

Les explications de Hitler ce soir-là, telles qu'elles sont transcrites par le colonel Hoßbach, portent exclusivement sur l'« espace vital » en Tchécoslovaquie et sur l'annexion de l'Autriche. Il n'est pas une seule fois question d'espace vital en Europe de l'Est. Pour le reste, Hitler discute longuement devant ses six auditeurs des réactions possibles de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, de la Pologne et de l'Union soviétique. Il ne laisse à aucun moment entendre qu'il pourrait avoir des intentions d'attaque contre ces États. La menace bolchevique n'est pas non plus abordée ce soir-là, si bien que Hitler n'évoque pas la possibilité d'une guerre avec la Russie.

Comme Hitler qualifie ses longues explications sur les « possibilités de développement de la situation en politique étrangère » comme son testament, ce qu'il expose ici est, selon toute apparence, exhaustif. Il veut l'annexion de l'Autriche et de la Tchéquie. Il n'est pas question d'autre chose dans ces « dernières volontés » de novembre 1937.

À partir du 5 novembre 1937, le Ministre des affaires étrangères von Neurath, les quatre chefs de la Wehrmacht et le colonel Hoßbach savent que Hitler est prêt à faire la guerre de son propre chef pour annexer l'Autriche et la Tchéquie au Reich allemand. D'après le compte rendu de Hoßbach, ce qui effraie manifestement les hommes présents à ce tournant de la discussion, c'est la volonté manifeste de Hitler de faire la guerre. Ce qui ne les dérange probablement pas dans la même mesure, c'est la volonté de Hitler de modifier les frontières.

Cela n'a rien d'exceptionnel en Europe à cette époque. Au cours de ces années, l'Angleterre a des exigences envers l'Irlande, l'Espagne envers l'Italie, l'Italie envers la France, la Pologne et la Hongrie envers la Tchécoslovaquie, la Lituanie et la Russie envers la Pologne et la Norvège envers le Danemark. Dans les années Trente, les zones frontalières ne sont pas sacrées pour grand monde en Europe.

En ce qui concerne l'Autriche et la partie de la Tchécoslovaquie peuplée d'Allemands, un rattachement à l'Empire allemand ne serait que l'application du droit à l'autodétermination des personnes concernées. Les représentants du peuple en Autriche et dans les régions des Sudètes ont eux-mêmes décidé en 1918, lors de l'Assemblée nationale de Vienne, de se rattacher à l'Allemagne.

En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, Hitler termine son exposé par la description de deux possibilités. Dans le cas – dit-il – où une guerre qu'il attend des Italiens, des Espagnols et des Français pour leurs revendications territoriales réciproques conduirait à une mobilisation des autres États en Europe, il voulait « profiter de cette occasion favorable qui ne se présenterait qu'une seule fois pour lancer une campagne contre la Tchéquie ». Mais au cas où les autres États se tiendraient à l'écart d'une guerre des pays méditerranéens, il voulait en faire autant. Pour le reste, le procès-verbal de Hoßbach indique qu'en cas d'annexion de l'Autriche et de la Tchéquie, Hitler prévoit un gain de nourriture pour cinq à six millions de personnes, en se basant sur « l'émigration forcée » de deux millions de personnes de la Tchéquie et d'un million de l'Autriche. C'est ainsi que se termine le fameux protocole de Hoßbach. La deuxième partie de la discussion du 5 novembre porte uniquement sur les questions d'armement et n'a pas été transmise.

Lors de cette conférence en petit comité, Hitler laisse entendre pour la première fois qu'il mènerait des guerres de son propre chef si l'occasion se présentait. Mais il limite cela à l'Autriche et à la Tchéquie. Il parle de « testament » et fait ainsi comprendre qu'il ne voit pas d'autres objectifs au-delà de ces deux pays voisins. Il n'est pas question ici de la grande guerre, de l'espace vital en Ukraine et d'une

campagne ultérieure contre le bolchevisme et l'Union soviétique. Hitler relativise même son estimation d'une guerre à long terme avec la France en affirmant à plusieurs reprises qu'il ne veut pas d'une guerre avec la France ou l'Angleterre. Le 5 novembre 1937, Hitler n'élabore pas de plan. Il dévoile ses intentions à l'égard de l'Autriche et de la Tchéquie, évoque de nombreuses possibilités et laisse ainsi en suspens ce qu'il a décidé de faire concrètement.

Ainsi, ni le soupçon du tribunal militaire de Nuremberg selon lequel les participants à cette réunion de novembre 1937 auraient « planifié ensemble une guerre » ni le soupçon selon lequel ils auraient fomenté « un complot contre la paix » ne sont justifiés. Au contraire, von Neurath, von Blomberg et von Fritsch ont contredit les idées de Hitler au cours de la discussion et à plusieurs reprises par la suite. Au contraire, le commandement de l'armée a pris clairement position contre une éventuelle conquête de la Tchéquie avec les trois mémoires du chef d'État-major général Beck déjà mentionnés. Beck est limogé lorsqu'il tente de monter une majorité de généraux contre Hitler. On ne peut donc pas parler d'un complot des six généraux et ministres contre la paix.

Compte tenu des doutes sur l'authenticité du document, il n'est pas possible de dire si chaque détail et chaque formulation transmis par le procès-verbal de Hoßbach présenté à Nuremberg, et si chaque expression de volonté de violence et de cynisme que l'on peut y lire, constituent réellement les propos originaux de Hitler. Les falsifications d'autres discours de Hitler ne rendent pas cela improbable. Ce qui est décisif pour la complicité et la responsabilité des généraux et ministres présents, c'est ce que Hitler dit réellement ce 5 novembre 1937. Le choix des mots et les nuances, les omissions et les ajouts en font également partie.

Ni le public ni les militaires allemands ne sont informés de cette lutte pour une politique de paix ou de guerre. Même lors du changement de commandant en chef de l'armée de terre trois mois plus tard, le colonel général von Fritsch n'informe pas son successeur von Brauchitsch du contenu de cette réunion. De toute façon, à cette

époque, personne en Allemagne n'aurait supposé que la Wehrmacht pouvait servir à autre chose qu'à protéger le pays et le peuple. Le 5 novembre 1937, l'Allemagne et la Pologne concluent en outre un nouvel accord de protection des minorités, ce qui ne laisse personne supposer que Hitler envisageait le même jour des guerres d'agression.

Pour l'opinion publique, Hitler poursuit sa campagne en faveur de la paix. La population du pays et, avec elle, les soldats de la Wehrmacht et de la Waffen-SS n'ont ainsi aucune raison de craindre le pire, même après la réunion générale du 5 novembre 1937. Dans son discours du Nouvel An 1938, Hitler parle de l'avenir de la nation :

> *« En politique étrangère, cela exige le développement de l'armée allemande. Car ce n'est qu'en tant qu'État fort que nous pensons pouvoir préserver à l'avenir pour notre peuple ce bien qui nous semble le plus précieux, la paix. Car la reconstruction de la nation allemande s'est faite sans aucune attaque vers l'extérieur, uniquement grâce aux efforts de notre peuple à l'intérieur. ... Que la grâce du Seigneur accompagne également l'année prochaine notre peuple allemand sur le chemin de son destin, telle est notre prière la plus profonde ».*[519]

Qui aurait pu imaginer le pire avec un tel message de nouvel an ?

Le nouveau ton de Hitler envers l'étranger

L'année 1938 voit la crise des Sudètes.

Lors de la conférence de Munich, les gouvernements anglais, français, italien et allemand décident que les Sudètes, territoire allemand des Habsbourg, doivent être détachés de la Tchécoslovaquie et transférés à l'Empire allemand. Ce nouveau succès ravive la confiance de la population dans sa méthode évidente, qui consiste à ramener « chez eux dans le Reich » les Allemands séparés par Versailles, uniquement par la menace, l'entêtement et la négociation. Le peuple allemand a tout d'abord des raisons de croire à l'assurance

[519] Domarus, tome 1, page 774.

de Hitler selon laquelle l'Allemagne n'a aucun intérêt pour les Tchèques.

Après le succès de la conférence de Munich, Hitler commence à réinterpréter le retour des Allemands des Sudètes dans ses discours publics comme sa seule contribution personnelle. Il minimise le soutien des gouvernements de Londres et de Paris qui, comme c'était le cas, n'ont apporté leur aide que sous la menace. Hitler snobe ainsi l'étranger de manière tout à fait superflue.

Le discours du Nouvel An 1939 ressemble beaucoup à celui de 1938. Il est rempli de remerciements pour le « retour » des Autrichiens et des Allemands des Sudètes au cours de l'année écoulée. Il se termine par :

> *« Pour le reste, nous n'avons comme toujours qu'un seul souhait : que l'année prochaine aussi, nous réussissions à contribuer à la pacification générale du monde. Que la grâce du Seigneur accompagne à cet égard notre peuple allemand sur le chemin de son destin ».*[520]

Même dans le très bref commandement du Nouvel An adressé à la Wehrmacht, Hitler n'adopte pas un ton agressif :

> *« Soldats !*
>
> *Je suis certain qu'à l'avenir, vous serez toujours prêts à protéger les droits vitaux de la nation contre quiconque ».*[521]

C'est ainsi que les citoyens et citoyennes allemands et les membres de la Wehrmacht et de la Waffen-SS entament l'année de la guerre de 1939 avec les promesses de paix de Hitler dans leurs oreilles et dans leur conscience.

En 1939, les discours de Hitler prennent un nouveau ton. Après les succès des années précédentes, le dictateur devient plus sûr de lui et a tendance à se vanter, à polémiquer et à provoquer. Mais dans ses discours publics, il ne dit toujours pas qu'il est prêt à faire la guerre

[520] Domarus, tome 2, page 1025.
[521] Domarus, tome 2, page 1027.

pour atteindre d'autres objectifs. La volonté de consensus avec les vainqueurs de 1918 diminue néanmoins de manière audible.

Le 30 janvier 1939, Hitler fait une déclaration gouvernementale devant le Reichstag à l'Opéra Kroll de Berlin.[522] Comme les hommes politiques du monde entier, il commence par une longue énumération de ses propres succès. Il remercie les chefs de gouvernement des trois États qui ont donné leur feu vert à Munich pour le retour des Allemands des Sudètes, mais il reprend ensuite la « recette du succès » de Munich et montre ses muscles. Il déclare que la solution de la question des Sudètes n'a été possible que parce qu'il a menacé de faire la guerre. Ce qui suit est compréhensible, mais extrêmement imprudent pour le Chancelier d'une puissance moyenne :

> *« L'Allemagne a établi le droit à l'autodétermination pour dix millions de citoyens allemands dans une région où ni les Anglais ni les autres nations n'ont rien à faire. Elle n'a ainsi menacé personne, elle s'est seulement défendue contre toute tentative d'ingérence de tiers. Et je n'ai pas besoin de vous assurer, mesdames et messieurs les députés, que nous n'accepterons pas non plus à l'avenir que des États occidentaux tentent simplement de s'immiscer dans certaines affaires qui ne concernent que nous, pour empêcher, par leur intervention, des solutions naturelles et raisonnables ».*[523]

Au-delà de la phrase enjolivée par « n'a menacé personne », Hitler transmet par ses paroles deux croyances qui lui seront fatales par la suite, ainsi qu'au peuple allemand. La première est que l'entêtement et la détermination réussissent dans tous les cas. La seconde est que la poursuite de la politique de révision de l'Allemagne pour compenser les dommages de Versailles encore en suspens est possible en faisant cavalier seul et sans l'accord des anciens vainqueurs. C'est avec ces deux idées fausses que commencent les erreurs fatales de Hitler en politique étrangère en 1939 : l'occupation du reste de la Tchéquie et l'attaque contre la Pologne.

---

[522] [NdT : discours traduit en français ici : https://odysee.com/@didi18:e/Adolf-Hitler---Discours-du-Reichstag-le-19-juillet-1940-%281%29:4]

[523] Domarus, tome 2, page 1049.

Les questions économiques et l'étroitesse de l'espace vital des Allemands sont au cœur de la déclaration gouvernementale du 30 janvier 1939 mentionnée ci-dessus. Hitler constate à ce sujet que l'extension de l'espace vital n'est actuellement pas possible et demande :

> *« Dans les circonstances actuelles, il ne nous reste pas d'autre voie que celle de la poursuite d'une politique économique qui doit essayer de tirer le meilleur parti de l'espace vital donné. Cela exige une augmentation toujours plus grande de nos prestations et une augmentation de la production... ».*[524]

Aucun des députés présents ne peut se douter que six semaines plus tard seulement, Adolf Hitler exploite l'éclatement de la Tchécoslovaquie pour conquérir avec le reste de la Tchéquie le premier morceau d'« espace vital à l'Est ».

Hitler poursuit sa déclaration gouvernementale en fustigeant la presse américaine et anglaise qui a insinué que l'Allemagne voulait « attaquer l'Angleterre et l'Amérique ». Il s'en prend aux juifs et aux bolcheviques[525] et conclut sur les relations de l'Allemagne avec l'étranger. Ce faisant, il sollicite à nouveau l'amitié des Américains, des Britanniques et des Français, mais avec une pique. Hitler s'interdit « en toute amitié » l'ingérence de l'étranger dans les affaires allemandes. Il en appelle à la volonté de paix des gouvernements étrangers et conclut son discours en soulignant les bonnes relations qu'il entretient actuellement avec son voisin polonais. Après des années d'arbitraire des vainqueurs et de misère, ce discours a peut-être résonné et flatté les oreilles allemandes, mais il est un poison pour les relations de politique étrangère du Reich. Une fois de plus, Hitler donne au peuple allemand l'illusion de la paix avec ses voisins. Cela peut tout à fait s'expliquer par le fait qu'en janvier 1939, il se fait lui-même encore des illusions sur les relations germano-polonaises.

---

[524] Domarus, volume 2, page 1053.

[525] [NdT : afin de comprendre le lien entre judaïsme-communisme et bolchevisme voir *Les guerres de survie juives* d'Arnold Spencer Leese, didi18edition.com]

Conformément à la séquence chronologique, il faudrait mentionner ici le discours de Hitler du 10 février 1939. Mais comme Hitler le présente devant le cercle fermé des commandants de troupes de l'armée, il ne sera présenté qu'après le chapitre « Le nouveau ton de Hitler envers l'étranger ».

Dans la première moitié du mois de mars 1939, la Tchécoslovaquie se disloque dans un conflit entre Tchèques, Slovaques et Ruthènes, et Hitler fait de la Tchéquie un protectorat du Reich allemand par un traité forcé. En Allemagne, l'annexion du reste de la Tchéquie n'est pas populaire. On se demande si c'était nécessaire et on enregistre le manquement à la parole donnée. Après tout, Hitler, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, a déclaré le 27 mai 1933 dans un discours radiodiffusé :

> *« Nous ne chercherons jamais à soumettre des populations étrangères ».*[526]

Lors de l'entrée des troupes de la Reichswehr dans la Rhénanie non protégée, Hitler a déclaré :

> *« Nous n'avons pas de revendications territoriales à formuler en Europe ».*[527]

Quatre jours avant le retour des Allemands des Sudètes dans le Reich, il répète devant un public nombreux au Palais des sports de Berlin :

> *« C'est la dernière revendication territoriale que j'ai à formuler en Europe.*[528] *Nous ne voulons pas du tout de Tchèques*[529] *».*

En annexant le reste de la Tchéquie, Hitler se fait pour la première fois ouvertement menteur devant son propre peuple.

Deux semaines après l'occupation du reste de la Tchéquie, le 31 mars, l'Angleterre offre à la Pologne une garantie de protection contre l'Allemagne, et la Pologne s'entête désormais dans la question de Dantzig. Hitler est indigné. Il ne veut pas comprendre que le pas vers

---

[526] Domarus, tome 1, page 279.
[527] Le 7 mars 1936, Domarus, tome 1, page 596.
[528] Le 26 septembre 1939, Domarus, tome 1, page 927.
[529] Le 26 septembre 1939, Domarus, tome 1, page 932.

Prague est le début d'une fausse route. Le lendemain de l'offre de l'Angleterre à la Pologne, le 1er avril 1939, Hitler profite du lancement du cuirassé « *Tirpitz* » à Wilhelmshaven pour faire une apparition publique et prononcer un discours. Il tente de justifier son action en Tchéquie et réagit mal à l'offre des Britanniques aux Polonais. D'une part, il justifie la reprise de la Tchéquie par un droit coutumier issu de l'histoire commune germano-tchèque millénaire et, d'autre part, par le danger qu'a toujours représenté l'utilisation française ou russe des aérodromes militaires tchèques contre l'Allemagne. Ensuite – et c'est important pour la suite des évènements des années 1939-1940 – Hitler règle ses comptes avec les « vertueux » Britanniques.

> *« Si un homme d'État anglais pense aujourd'hui que l'on peut et que l'on doit résoudre tous les problèmes par de franches promesses et des négociations, je voudrais simplement dire à cet homme d'État : on en a eu l'occasion pendant quinze ans avant notre époque ! Lorsque le monde dit aujourd'hui qu'il faudrait diviser les peuples en nations vertueuses et en nations non vertueuses – et parmi les nations vertueuses, on trouve en premier lieu les Anglais et les Français, et parmi les nations non vertueuses, les Allemands et les Italiens –, nous ne pouvons que répondre : juger si un peuple est vertueux ou non ... devrait être laissée au bon Dieu. Par quels moyens les nations vertueuses ont-elles acquis un quart du monde ? ... Ce n'étaient pas des méthodes vertueuses. Cette Angleterre qui, pendant trois cents ans, n'a agi qu'en tant que nation non vertueuse, parle maintenant de vertu dans sa vieillesse ».*[529]

Les piques lancées contre l'Angleterre et la France ne sont pas totalement injustifiées au vu des dernières acquisitions coloniales de ces deux pays il y a seulement deux décennies, mais Hitler poursuit son discours en commettant une erreur capitale. Il qualifie la proposition faite la veille par les Britanniques aux Polonais de signe d'encerclement de l'Empire allemand et menace, en cas de conclusion d'un traité militaire entre Varsovie et Londres, de dénoncer à son tour l'accord naval germano-britannique de 1935. La puissance de la Grande-Bretagne et son empire mondial reposent sur la supériorité de sa flotte, et Hitler touche ici de plein fouet la corde sensible de

l'Angleterre. Lorsqu'il met sa menace à exécution quelques jours plus tard, il rompt le pont qu'il avait lui-même jeté il y a quatre ans sur le chemin de l'entente avec la Grande-Bretagne. L'Angleterre a désormais une raison de plus de faire la guerre à l'Allemagne.

En Allemagne, ce discours de Wilhelmshaven fait surtout sursauter les dirigeants de la Kriegsmarine, qui voient immédiatement le danger

Fig. 8 : Adolf Hitler lors de son discours de réponse le 28 avril 1939.

croissant d'un conflit germano-britannique et qui se souviennent que les États-Unis, avec leur sympathie, sont toujours du côté de l'Angleterre. Le commandant en chef de la marine Raeder prend ses responsabilités de conseiller du Chancelier Hitler très au sérieux et lui répète à plusieurs reprises que l'Allemagne n'est pas de taille à affronter une guerre navale contre la Grande-Bretagne. Il met en garde contre toute forme d'irritation envers les Britanniques. De plus, Hitler assure à chaque fois à Raeder qu'il ne laissera pas la guerre éclater avec l'Angleterre. Göring conseille également à Hitler d'éviter

de prendre de mauvaises mesures vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Il obtient les mêmes réponses apaisantes adressées au grand amiral Raeder.

Hitler répète ce jeu lors de quelques apparitions officielles par la suite. Il reproche aux Britanniques leur propre liste de péchés et sollicite en même temps leur partenariat. Les généraux et amiraux de haut rang mettent Hitler en garde, mais ils respectent ses choix politiques. Ils espèrent que Hitler ne dépassera pas les bornes. Selon leur vision du moment des choses, il n'y a plus rien à régler après la résolution définitive de la question de Dantzig, toujours en suspens. Même après la réunion secrète du 5 novembre 1937 consignée par Hoßbach, il semble qu'il n'y ait plus rien à faire. Les dirigeants de la Wehrmacht estiment que l'Autriche et la Tchéquie ont déjà tenu leurs promesses d'un plus grand espace vital. Il n'est pas encore question d'une guerre contre l'Union soviétique. De plus, Hitler a toujours dit qu'il voulait éviter de lui-même les guerres contre la France ou l'Angleterre, même s'il les jugeait inévitables à long terme. Ainsi, avec le discours de Wilhelmshaven, seule l'imprudence risquée de l'homme politique Adolf Hitler est actuellement en question pour les généraux et les amiraux, et non pas une intention de déclencher une nouvelle guerre mondiale. Pour eux, protéger le Reich allemand reste le rôle pour lequel ils ont construit et armé la nouvelle Wehrmacht.

Il convient ici de mentionner une nouvelle fois le discours de Hitler du 28 avril 1939, déjà évoqué dans une partie précédente de ce livre. Le 14 avril, le Président américain Roosevelt avait envoyé une lettre à Hitler lui demandant, « par souci pour tous les autres peuples de l'hémisphère occidental », de ne pas attaquer trente et un États nommés au cours des dix ou mieux vingt-cinq prochaines années. En outre, Roosevelt avait proposé des négociations sur le désarmement. Hitler répond par le discours du Reichstag déjà mentionné que le Reich allemand a désarmé il y a dix ans, que les États vainqueurs n'ont pas respecté leurs obligations contractuelles de désarmer également à l'époque, et il renvoie à ses propres propositions de désarmement que les vainqueurs ont toutes rejetées du fait de leur position de force à

l'époque. Et Hitler demande sarcastiquement à Roosevelt pourquoi lui – Hitler – devrait également garantir l'indépendance de la République d'Irlande, alors que le Président irlandais de Valera s'était justement plaint que l'Irlande « souffrait des agressions continues de l'Angleterre ».

Von Below, l'adjudant de la Luftwaffe de Hitler, écrit à propos de ce discours au Reichstag :

> *« Le discours de Hitler au Reichstag le 28 avril ressemblait à une explosion politique. Les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères ont choisi cette expression. ... L'opinion selon laquelle il s'agissait de l'un des meilleurs discours de Hitler était largement répandue en Allemagne. ... Dans le petit cercle de la chancellerie du Reich, Hitler s'exprima avec sérieux et amertume. Il était devenu de plus en plus clair pour lui que l'hostilité des démocraties occidentales ne visait pas seulement le gouvernement national-socialiste en Allemagne, mais le peuple allemand tout entier. ... La résiliation des traités avec la Pologne et l'Angleterre a eu un effet alarmant sur une grande partie du peuple et sur l'entourage de Hitler ».*[530]

Ainsi, Hitler empoisonne le climat de la politique étrangère avec une série de discours explosifs qui, bien que compréhensibles du point de vue de l'époque, sont politiquement extrêmement nuisibles. Après tout, Hitler avait accepté les propositions de désarmement de Roosevelt en 1933, mais pas les pays vainqueurs. Après tout, entre 1919 et 1939, les États-Unis avaient envahi le Nicaragua, l'Union soviétique la Mandchourie chinoise et les Norvégiens le Groenland danois. Enfin, les Hollandais avaient réprimé dans le sang le mouvement de libération des Indes néerlandaises[531], les Français avaient fait de même au Maroc et en Syrie et les Britanniques en Inde. Enfin, l'Angleterre avait divisé l'Égypte – le Soudan et l'Irlande au cours de ces années, contre la volonté des gouvernements locaux. Ainsi, les plaintes de Hitler concernant les ingérences des

[530] v. Below, pages 162 et suivantes.
[531] Aujourd'hui l'Indonésie.

Britanniques et des Américains « au nom des peuples de l'hémisphère occidental » ne sont pas totalement dénuées de sens.

Discours de Hitler devant les commandants le 10 février 1939

Il faut maintenant revenir à la conférence que Hitler donne le 10 février 39 devant les commandants de troupes de l'armée de terre à Berlin.[532] Une fois de plus, Hitler, dans cette conférence, lève quelque peu le rideau qui cache ses intentions, sans pour autant dévoiler de plans concrets. Il répète son idée d'espace vital, sans toutefois révéler à quels territoires il pense. Il parle de ses préoccupations concernant la situation alimentaire de l'Allemagne, de la croissance démographique, du maintien du niveau de vie, du manque de céréales, de minerais, de bois, et il décline les solutions possibles : augmentation des importations et des exportations, contrôle des naissances, émigration ou adaptation de l'espace vital aux besoins d'une population en forte croissance. Il rejette une pression accrue sur le marché mondial, car c'était déjà la raison profonde de la dernière guerre. Hitler exclut le contrôle des naissances et l'émigration comme solutions possibles. Hitler annonce ainsi qu'il a l'intention de « résoudre le problème de l'espace allemand ».

> *« Je n'ai pas pour objectif, Messieurs, de mener éventuellement une guerre, mais mon objectif est d'imposer les exigences et les nécessités vitales allemandes incontournables, et ce par tous les moyens, c'est-à-dire, pour parler comme Clausewitz, par les moyens de la politique, ... et si nécessaire, avec les moyens du sabre. ... Ne soyez donc pas surpris si, dans les années à venir également, on tente à chaque occasion d'atteindre un quelconque objectif allemand, et rangez-vous alors derrière moi, je vous en prie, dans une confiance fervente ».*[533]

[532] Archives fédérales, document NS 11/28 et Müller KJ, pages 365-375.
[533] Müller KJ, pages 374 sq.

Hitler révèle ici qu'il ne recule pas devant une guerre, mais il laisse mentalement une échappatoire à tous ceux qui n'acceptent pas la guerre comme moyen politique pour espérer que le pire ne se produira pas, lorsqu'il dit :

> *« Mais c'est aussi ce qui, j'en suis convaincu, est le plus à même d'atténuer tout danger de ce genre, de raccourcir la durée des guerres et surtout, dans certaines circonstances, d'éviter les guerres tout court ».*[534]

Ainsi, chaque commandant de l'armée qui écoute sait maintenant ce qui motive Hitler au-delà de la révision du traité de Versailles. Il sait également que tous les moyens sont bons pour y parvenir, y compris la guerre. Tout commandant qui écoute est averti à partir de ce moment-là. Mais Hitler n'a pas non plus parlé dans ce discours d'« espace vital à l'Est », de la Pologne, de l'Ukraine ou de l'Union soviétique. Ainsi, le discours de Hitler reste une profession de foi politique explosive et non un plan de guerre concret. Lorsque, un peu plus d'un mois plus tard, la Tchéquie devient un protectorat du Reich et est rattachée à l'espace économique allemand, certains des auditeurs du 10 février peuvent penser qu'il s'agit déjà de la réalisation de l'idée d'espace vital de Hitler.

Le discours de Hitler du 23 mai 1939 et le protocole Schmundt

Trois bons mois après ce discours devant les commandants de l'armée, Hitler s'exprime à nouveau devant les dirigeants des trois branches de la Wehrmacht lors d'une conférence secrète. Le sens et le contenu de ce discours du 23 mai 1939 sont très controversés. Il s'agit du deuxième des « discours-clés » déjà mentionnés, par lesquels le tribunal militaire de Nuremberg tente de prouver que les généraux et amiraux accusés ont « planifié ensemble une guerre et conspiré contre

[534] Müller KJ, page 374.

la paix ».[535] Le discours, précisons-le tout de suite, n'est pas non plus disponible sous forme de procès-verbal. Le lieutenant-colonel Schmundt, qui était à l'époque adjudant de la Wehrmacht de Hitler, l'a rédigé de mémoire à un moment donné après la réunion. Il note sur la première page de son compte-rendu « *sinngemäß wiedergegeben* », indiquant ainsi qu'il ne s'en tient pas au texte de Hitler.

Le grand amiral Raeder, confronté au procès de Nuremberg au procès Schmundt, déclare au tribunal :

> *« C'est à mon avis le document le plus obscur qui existe sur un discours de Hitler, car une grande partie des explications n'a à mon avis aucun sens. ...Dans ce cas précis, il ne rend absolument pas compte correctement du contexte du discours ».*[536]

Nous, lecteurs, sommes toutefois tributaires de cette unique transcription de ce discours de Hitler.

Le 23 mai 1939, Hitler a convoqué les commandants en chef des différentes parties de la Wehrmacht et leurs chefs d'État-major général à la chancellerie du Reich pour leur annoncer deux choses : premièrement, qu'il veut mettre en place un service d'étude supplémentaire mis à sa disposition au sein de l'Oberkommando der Wehrmacht (OKW). Celui-ci devait lui permettre d'étudier les conditions auxquelles les guerres seraient soumises à l'avenir. Et deuxièmement, il fait savoir qu'il a l'intention, si l'occasion se présente, d'éliminer la Pologne comme adversaire potentiel dans le dos de l'Allemagne.

Pour comprendre ce discours, il faut se remémorer l'évolution de la situation jusqu'en mai 1939. En janvier, les gouvernements allemand et polonais négocient pour trouver une solution à la question du corridor et de Dantzig. En mars 1939, Hitler fait occuper la Tchéquie en tant que protectorat du Reich allemand. La Pologne, qui a pris elle-même une partie de la Tchécoslovaquie en octobre 1938, pense désormais ne plus avoir besoin d'une compensation avec

---

[535] Document TMI 079-L/US-27 et Domarus, volume 2, pages 1196 et suivantes.
[536] Débats du TMI, volume XIV, pages 48 et suivantes.

les Allemands et refuse de poursuivre les négociations sur Dantzig. La Pologne profite de l'occasion pour passer dans le camp des Britanniques et des Français. Au même moment, l'oppression de la minorité allemande en Pologne renaît. Depuis février, les manifestations anti-allemandes se multiplient dans les villes polonaises[537], et le grand nombre d'agressions polonaises contre les Allemands indigne la population du Reich. Les relations germano-polonaises, qui avant l'occupation de la Tchéquie donnaient encore des raisons d'espérer une entente, commencent alors à s'enflammer. Hitler est manifestement très irrité par l'occasion qu'il a lui-même gâchée et par cette réaction des Polonais. Il attribue le refus des Polonais de poursuivre les négociations sur Dantzig à l'offre des Britanniques de protéger la Pologne contre la demande allemande concernant Dantzig. Ainsi, à cette époque, la colère de Hitler est surtout dirigée contre les Britanniques et les Polonais.

Dans cette situation, Hitler informe les principaux généraux de son point de vue sur la situation politique extérieure et développe, dans un discours assez confus, la manière dont l'Allemagne doit procéder sur le plan militaire. Ce discours – tel qu'il est « reproduit en substance » – est agressif comme aucun autre avant la guerre. Plusieurs passages particulièrement martiaux peuvent être cités, **mais on ne sait pas s'ils ont vraiment été écrits par Hitler**.

Le discours ne révèle pas de concept global pour une nouvelle guerre mondiale. Mais il révèle plusieurs choses : premièrement, que Hitler considère une nouvelle guerre comme inévitable au vu du réarmement de presque tous les États en Europe. Deuxièmement, qu'à son avis, l'Allemagne a besoin de plus d'espace pour l'agriculture et les ressources naturelles. Troisièmement, qu'il attaquera la Pologne si l'occasion se présente et qu'il l'éliminera en tant qu'adversaire potentiel dans le dos de l'Allemagne et quatrièmement, qu'il espère échapper encore longtemps à des guerres avec d'autres États en Europe.

[537] Archiv der Gegenwart, page 3962.

Lors de ce vaste discours, Hitler se montre concret sur trois points. Il veut son propre service d'études à l'OKW. Il veut attaquer la Pologne « à la première occasion appropriée » et il veut être prêt pour un grand affrontement en Europe d'ici 1943 ou 1944.

L'idée d'espace vital ne semblera pas aussi absurde aux généraux de 1939 qu'au lecteur d'aujourd'hui. Dans les années Trente, l'Italie et le Japon tentent d'acquérir par la force et la Pologne par la négociation[538] des colonies ou des participations coloniales afin de gagner des espaces de peuplement pour leurs populations en croissance rapide. Le problème de l'espace vital, que l'Angleterre, la France, l'Union soviétique, les États-Unis et d'autres ont déjà résolu pour eux-mêmes depuis longtemps à l'époque avec des colonies ou des expansions, n'est pas, chez les sans-grades coloniaux, un sujet de préoccupation uniquement en Allemagne.

Revenons au discours de Hitler. Toute la logique de ce discours, telle qu'elle a été retranscrite de mémoire par Schmundt, est un peu en dents de scie. En suivant un peu l'ordre des idées et en reprenant les mots de Schmundt, Hitler développe devant les généraux la chaîne de pensées suivante :

- Les vainqueurs auraient établi l'équilibre des puissances en Europe sans l'Allemagne.
- La réintégration de l'Allemagne dans le cercle des États-puissances perturbe cet équilibre.
- Toutes les revendications allemandes seraient considérées comme une « effraction ».
- L'Angleterre craint sa mise en danger économique.
- Les problèmes économiques de l'Allemagne devraient être résolus.
- Les colonies ne seraient pas une solution au problème de l'alimentation. Les voies qui y mènent pourraient être bloquées par l'Angleterre sur les mers.

[538] Le Ministre polonais des affaires étrangères Beck en fait l'exposé le 26 janvier 1939 devant la presse étrangère accréditée à Varsovie. Voir Archiv der Gegenwart, page 3905.

- Aucune solution aux problèmes économiques n'est possible sans pénétrer dans des États étrangers ou attaquer la propriété d'autrui.
- L'Allemagne aurait le choix entre l'ascension et le déclin.

Puis les pensées de Hitler sur le rôle de la Pologne changent :

- La Pologne sera toujours du côté de nos adversaires. Malgré l'accord d'amitié, la Pologne a toujours eu l'intention d'exploiter chaque occasion contre nous.
- Le problème « Pologne » est donc indissociable du conflit avec l'Ouest.
- Si le destin nous oblige à nous confronter à l'Ouest, il est bon de posséder un grand espace à l'Est.
- Dantzig n'est pas la question qui nous préoccupe. Il s'agit pour nous d'élargir notre espace vital à l'Est et d'assurer notre alimentation.
- Il n'est donc plus question de ménager la Pologne et il reste la décision d'attaquer la Pologne à la première occasion appropriée.
- Il ne faudrait pas qu'il y ait un affrontement simultané avec la France et l'Angleterre.
- S'il apparaît incertain que l'Angleterre et la France ne soient pas impliquées dans un conflit germano-polonais, la lutte s'adresse en premier lieu aux deux pays précités.

Viennent ensuite les considérations de Hitler concernant l'Angleterre et la France.

- Hitler doute de la possibilité d'un conflit pacifique avec l'Angleterre.
- L'Angleterre voit dans le développement de l'Allemagne la fondation d'une hégémonie qui la priverait de ses moyens. L'Angleterre est donc notre ennemie et le conflit avec elle est une question de vie ou de mort.
- Il ne s'agit pas d'avoir raison ou tort, mais d'être ou de ne pas être.

Après cette longue chaîne de pensées, le discours de Hitler commence à tourner en rond. Il dit,

- que l'on ne pourrait porter un coup décisif à l'Angleterre que si l'on ne glissait pas à travers la Pologne dans une guerre contre l'Angleterre et
- qu'il espère que l'Angleterre et la France ne se mêleront pas d'une guerre germano-polonaise.
- Il fallait donc préparer une guerre longue comme une guerre d'invasion pour anéantir les possibilités anglaises sur le continent.

Que veut donc Hitler – doivent se demander les généraux qui l'écoutent – au juste ? Un espace vital à l'Est et si oui, où ? La guerre contre l'Angleterre et la France ou la guerre contre la Pologne ou les deux ? En tout cas, il ne veut pas la guerre contre l'Angleterre, la France et la Pologne en même temps, et – cela mérite d'être souligné – il ne veut que mettre à mal « les opportunités de l'Angleterre sur le continent » et ne veut pas toucher à l'empire mondial de l'Angleterre.

Après avoir expliqué ses intentions stratégiques, Hitler constate qu'il a désormais besoin d'un État-major d'étude auprès de l'OKW, qui lui permettra d'analyser les conditions de telles guerres. Puis Hitler s'étend encore un moment sur le travail et l'indépendance du nouvel État-major par rapport aux États-majors généraux des trois branches de la Wehrmacht. Lorsque le Feldmarschall Göring demande, à la fin de la réunion, ce que les différentes parties de la Wehrmacht doivent entreprendre et quand il faut s'attendre à une guerre, Adolf Hitler répond simplement que les programmes d'armement doivent avoir pour horizon 1943 ou 1944.[539] Cela ne ressemble pas à une invasion de la Pologne pour le 1er septembre 1939.

Voilà pour le deuxième « discours clé » de Hitler, qu'il prononce le 23 mai 1939 devant les commandants en chef et les chefs d'État-major de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de la marine.

[539] Domarus, tome 2, page 1201.

D'après ce qui nous est parvenu, les généraux et amiraux ne retirent pas de la réunion l'impression que Hitler va bientôt déclencher une guerre. Même si l'expression « attaquer la Pologne à la première occasion » le laisse entendre, la remarque finale de Hitler sur le début de la guerre pour 1943 ou 1944 invalide cette impression.

Sept semaines avant le discours, la Pologne avait refusé de faire des concessions sur la question du corridor et de Dantzig, et l'Angleterre avait renforcé la Pologne dans ce sens en lui proposant une alliance. Il existe depuis lors une directive de Hitler à la Wehrmacht pour le cas « Weiß »[540] (blanc) :

> *« Les relations entre l'Allemagne et la Pologne restent régies par le principe d'éviter les perturbations. Si la Pologne devait modifier sa politique, basée jusqu'à présent sur le même principe, et adopter une attitude menaçante pour le Reich, un règlement de compte définitif pourrait s'avérer nécessaire. ...*
>
> *Le traitement du cas 'Blanc' doit être effectué de manière à ce que l'exécution soit possible à tout moment à partir du 1.9.1939 ».*

Les généraux et les amiraux estiment qu'une guerre pour la reconquête de Dantzig et du corridor à l'été 1939 est sur le principe justifiée. Néanmoins, tous sans exception préfèrent une solution négociée du problème, car ils appréhendent les suites avec la France et la Grande-Bretagne. En cas de guerre avec la Pologne et de victoire de la Wehrmacht, le maintien des anciennes provinces allemandes de Poznan et de Prusse occidentale dans le giron de la Pologne ou de l'Allemagne est une affaire de haute politique, selon l'opinion courante des militaires de l'époque. Dans ce contexte, on peut supposer que ces régions constituent « l'espace vital à l'Est » dont parle souvent Hitler. Mais personne ne pense visiblement à une annexion de toute la Pologne lors du discours de Hitler du 23 mai. L'excursion intellectuelle de Hitler sur l'espace vital à l'Est dans ce discours est si peu tangible et concrète qu'elle n'a par la suite aucune influence sur la planification ultérieure de la Pologne par les trois branches de la

[540] Directive de Hitler du 3 avril 1939. Voir dtv Hitlers Weisungen, pages 19 et suivantes.

Wehrmacht et ne donne lieu à aucune autre discussion. Mais dans les semaines et les mois qui suivent le discours, les commandants en chef des trois branches de la Wehrmacht mettent en garde Hitler à plusieurs reprises contre une mauvaise évaluation des positions de l'Angleterre et de la France. Mais celui-ci se montre toujours rassurant, « Il a les choses bien en main sur le plan politique »[541], « il ne laissera pas la guerre éclater contre l'Angleterre » ou d'autres formulations similaires.

Le discours du 23 mai 1939 est en partie confus et nébuleux, mais il révèle l'intuition de Hitler selon laquelle l'Angleterre s'opposera à la poursuite du renforcement de l'Allemagne par une guerre. Hitler y développe son idée obsessionnelle qu'une guerre contre l'Angleterre est inévitable, qu'il doit continuer à armer l'Allemagne pour cela, et qu'il serait peut-être avantageux de commencer la guerre contre l'Angleterre elle-même. La Pologne n'est ici « que » le pays qui se range désormais du mauvais côté et qui doit donc être éliminé. Cette interprétation se confirme déjà en l'espace de quatre mois, lorsque l'Angleterre, peu avant le début de la guerre, fait miroiter à l'Allemagne un contrat de partenariat et que Hitler se montre prêt à renoncer à la campagne de Pologne en échange. Mais l'Angleterre n'honore pas son offre et la guerre contre la Pologne commence. C'est l'objet du chapitre suivant.

Le deuxième discours clé révèle à nouveau aux généraux que Hitler est prêt à faire la guerre pour élargir l'espace vital allemand. Mais il ne révèle ni quand ni comment cela doit se faire. La réaction des généraux montre qu'ils ne soutiennent pas Hitler dans ce type de politique.

[541] Raeder, volume 2, page 163.

Le discours de Hitler du 22 août 1939 et les sept protocoles

Le troisième discours clé avant la guerre est prononcé par Hitler le 22 août 1939, une bonne semaine avant le déclenchement de la guerre. Il a convoqué à cet effet les chefs des groupes d'armées et des armées des trois parties de la Wehrmacht dans sa résidence de l'Obersalzberg[542] afin de les mettre au courant de la situation en politique étrangère et de les préparer à la campagne contre la Pologne.

Depuis le début de l'année 1939, Hitler n'avance pas dans ses efforts concernant Dantzig et le corridor. Il a fait des propositions de négociation à la Pologne et a fini par menacer de faire la guerre. Au début du discours, les officiers venus à l'Obersalzberg ne savent pas si Hitler fera vraiment la guerre à cause de Dantzig ou s'il bluffe. Ils ne peuvent que spéculer à ce moment-là. La veille du discours de Hitler, un évènement sensationnel se produit. Staline invite le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop à Moscou pour conclure des accords. Hitler peut désormais compter sur un accord avec la Russie qui lui garantira que l'Union soviétique n'interviendra pas en faveur de la Pologne en cas de guerre germano-polonaise. Dans cette nouvelle situation, il n'est pas totalement improbable que le gouvernement polonais cède à la dernière heure, d'autant plus qu'une proposition de compromis acceptable est toujours sur la table du côté allemand. La grande question qui plane sur cette réunion à l'Obersalzberg est la suivante : accord avec la Pologne ou guerre ?

Le discours que Hitler prononce dans cette situation tendue pourrait permettre de savoir s'il veut vraiment la guerre à tout prix à ce moment-là, ou s'il tente d'arracher à la Pologne la ville allemande de Dantzig en exerçant une pression massive par la menace de guerre. Même ce grand rassemblement de généraux sur l'Obersalzberg, qui n'est pas caché à l'étranger, pourrait servir à augmenter la pression sur la Pologne.

[542] Résidence de Hitler en dehors de Berlin, près de Salzbourg.

Hitler commence son discours en déclarant qu'il a maintenant décidé de faire la guerre à la Pologne. Mais comme les discussions entre le gouvernement du Reich et la Pologne se poursuivent, il est tout à fait possible que ces mots ne fassent eux aussi partie que du scénario de menace de Hitler. Dans le cas de la Tchéquie, six mois plus tôt, Hitler avait atteint son objectif rien qu'en annonçant son invasion. À l'époque, aucun coup de feu n'avait été tiré. Ainsi, malgré la déclaration sans équivoque de Hitler, la question de savoir ce qui se passera reste entière pour les généraux.

Le caractère explosif de ce discours réside dans autre chose. Ce discours devant les généraux est sans doute le discours de Hitler le plus souvent cité. Il existe sept transcriptions et procès-verbaux de ce discours, dont certains sont très différents les uns des autres. Tous s'accordent à dire que Hitler justifie en détail sa décision de faire la guerre à la Pologne. D'après tous les procès-verbaux, Hitler considère qu'un conflit avec l'Angleterre et la France est inévitable à long terme. Il pense que dans un tel cas, la Pologne se rangera du côté des puissances adverses, puis dans le dos de l'Allemagne. C'est pourquoi, compte tenu de la situation tendue du moment, il estime préférable de régler le conflit avec la Pologne le plus tôt possible. Hitler explique son point de vue sur la situation de la Grande-Bretagne et de la France et conclut que ces deux États ne prendront pas vraiment les armes en cas d'attaque allemande immédiate contre la Pologne. Il évalue également les chefs d'État et de gouvernement européens qui pourraient avoir une influence sur les évènements. Il conclut son discours en pensant qu'une victoire allemande rapide permettrait d'éviter l'extension du conflit. Ce sont les quelques idées qui sont mentionnées de manière unanime dans tous les comptes rendus et procès-verbaux.

Il est remarquable que dans certaines transcriptions, le discours de Hitler soit rédigé de manière vulgaire et avec la mention d'objectifs de guerre ambitieux, alors que dans d'autres, il est exprimé de manière sobre et objective, surtout sans les citations qui font état des intentions de guerre de Hitler contre la France, l'Angleterre et l'Union

soviétique. La question de savoir quels procès-verbaux sont exacts reste donc ouverte. Il se peut que certains rédacteurs de procès-verbaux passent des choses importantes sous silence pour les dissimuler. Il se peut aussi que les autres complètent et arrangent le discours de manière à ce que les transcriptions fournissent des « preuves » plus claires des vastes intentions de guerre de Hitler et des généraux allemands. Si les versions « tranchantes » des retranscriptions de discours reproduisaient des erreurs, ce serait fatal, car ce sont elles et elles seules qui sont entrées dans l'historiographie. Depuis les procès de Nuremberg, elles façonnent l'image que l'on se fait en Allemagne et dans le monde de la complicité précoce des généraux allemands. Ainsi, ce que dit réellement Adolf Hitler ce 22 août 1939 est d'une importance capitale afin de prouver la complicité des généraux ou de les disculper.

La comparaison des transcriptions est comme une pièce d'un roman policier. Les sept procès-verbaux du discours de l'Obersalzberg disparaissent en 1939 dans les divers dossiers et réapparaissent comme « preuves » lors des procès de Nuremberg en 1945.

En premier lieu, l'accusation de Nuremberg présente un prétendu document original[543] qui reprend les propos de Hitler dans des termes particulièrement brutaux, vulgaires et grotesques. Le « document » est transmis à l'accusateur américain Alderman par un journaliste américain.[544] Il est introduit dans le procès, mais immédiatement rejeté comme pièce à conviction. La falsification est trop évidente. Cette fausse version non reconnue par le tribunal brille par des citations et des descriptions telles que :

> *« Décision d'attaquer la Pologne au printemps. ... Je ferai fusiller quiconque émettra ne serait-ce qu'un mot de critique. Le but de la guerre n'est pas d'atteindre certaines lignes, mais d'anéantir physiquement l'adversaire. ... La Pologne sera dépeuplée et peuplée d'Allemands. Après la mort de Staline,*

543 Document TMI 03-L/US-28.
544 Débats du TMI, volume XIV, page 76.

nous briserons l'Union soviétique. Alors la domination allemande de la terre se profilera à l'horizon ».

À la suite de cette fausse version, Hitler aurait poursuivi :

« Je crains seulement que Chamberlain ou un autre salopard ne me fasse des propositions et ne me laisse tomber au dernier moment. Il dévalera les escaliers. Et si je dois lui donner personnellement un coup de pied dans le ventre devant tous les photographes. ... Que le monde le croie ou non, j'en ai rien à foutre. ...

Les citoyens d'Europe occidentale doivent trembler d'horreur. ... Et maintenant, à l'ennemi ! Nous fêterons nos retrouvailles à Varsovie ! ... Le discours fut accueilli avec enthousiasme. Göring monta sur la table. Remerciements sanglants et promesses sanglantes. Il dansa dans tous les sens comme un sauvage ».[545]

Voilà pour la première version falsifiée.

Ce qui est fatal pour l'Allemagne vaincue, c'est que l'accusation, **après** avoir rejeté cette « version Far West » vulgaire et brutale du discours de Hitler comme étant un faux pour l'administration des preuves, la fait copier en 250 exemplaires et distribuer à la presse étrangère représentée à Nuremberg. Un coup de propagande des vainqueurs contre les vaincus. Pour les médias du monde entier, c'est la « révélation » de la façon dont Hitler parle aux généraux et du fait qu'il nourrit des projets de conquête mondiale et qu'il ne les a pas cachés.[546] Le procureur américain Alderman qualifie ensuite laconiquement ce processus, dont on a du mal à croire qu'il ne s'agit que d'une erreur, de « quelque erreur technique »[547] devant le Tribunal. Aussi indigne que soit cette erreur pour le Tribunal international, son effet sur l'historiographie en Allemagne et dans le monde est durable. La documentation officielle de la politique étrangère anglaise, les « Documents on Britisch Foreign Policy », par exemple, a immortalisé

[545] Document TMI 03-L/US-28.
[546] Par ex. Neuer Hannoverscher Kurier, Nachrichtenblatt der Alliierten Militärregierung, numéro 47 du 27 novembre 1945, pages 1 et 3.
[547] Débats IMT, volume II, page 327.

cette version erronée et uniquement celle-ci.[548] Aujourd'hui encore, des citations de cette version erronée sont utilisées. Même les éditeurs des actes imprimés et publiés du ministère des Affaires étrangères n'ont pas hésité, après la guerre, à reproduire la fausse version dans les « Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik », à côté d'une deuxième variante également sujette à caution, et à la maintenir en vie en tant que document.[549]

Le procès-verbal consécutif à ce discours de Hitler, que la Cour utilise comme preuve, est un document en deux parties.[550] Il n'a ni en-tête, ni date, ni numéro de dossier, ni numéro de journal, ni mention secrète et ne porte pas de signature. Au tribunal, personne ne peut dire qui l'a rédigé et d'où il provient.[551] Plus tard, les avocats de l'accusation se contredisent même en évoquant deux origines différentes. Le défenseur du grand amiral Raeder, le Dr Siemers, attire l'attention du tribunal militaire sur le fait que la première moitié de ce nouveau document a été écrite sur le même papier et avec la même machine à écrire que la première version erronée déjà retirée par les accusateurs.[552] Le tribunal n'admet pas que cela mette en doute la fiabilité et l'authenticité du document et insiste sur la valeur probante du papier.

Ce qui est explosif dans ce deuxième document, comme dans le premier, ce sont les déclarations et les expressions cyniques – prétendument sorties de la bouche de Hitler – qui, si elles ont été prononcées ainsi, compromettent gravement les généraux qui les écoutent. La deuxième version est aujourd'hui reproduite dans tous les ouvrages d'histoire et volumes de documents faisant autorité en Allemagne.[553] Les livres d'histoire scolaire et de culture générale

---

548 Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Annexe au Document 314.
549 ADAP, série D, volume VII, pages 171/172.
550 Documents TMI 798-PS/US-29 (première moitié du discours) et 1014-PS/US-30 (deuxième moitié du discours).
551 Débats du TMI, volume XIV, page 55.
552 Ibid.
553 Par ex., ADAP, série D, volume VII, pages 167 et suivantes et Domarus, volume 2, pages 1233 et suivantes et Jacobsen, pages 98 et suivantes.

enseignent aux élèves, à l'aide des citations les plus marquantes de ce « document », que Hitler voulait la guerre à tout prix avec la Pologne et que les généraux allemands ont accepté cela en silence et en approuvant.

Dans les archives des discours de Hitler du directeur des archives, le Dr Max Domarus, cette deuxième version est présentée comme la reproduction la plus fidèle de ce discours et est reproduite dans son intégralité. Domarus commente ainsi :

> *« L'authenticité ne fait aucun doute, car il existe deux autres transcriptions de ce discours : le compte rendu de l'amiral général Hermann Boehm et l'entrée du journal du colonel général Halder ».*[554]

C'est là que Domarus se trompe, car c'est justement l'amiral général Boehm qui, en comparant cette deuxième version avec son propre protocole, a démontré qu'il s'agissait d'un faux.

Le 22 août 1939, l'amiral général Boehm assiste à la conférence d'Adolf Hitler sur l'Obersalzberg. Il prend note du discours par mots-clés et retient les principales déclarations de Hitler. Le soir même, il rédige à partir de ces notes son procès-verbal, qui est le numéro trois dans l'ordre des mentions de ce livre. Boehm remet le procès-verbal à son supérieur Raeder. Celui-ci le lit, confirme qu'il est correct et paraphe le papier. Lorsque six ans et demi plus tard, le 16 mai 1946 à Nuremberg, Raeder est confronté à la deuxième version du discours de Hitler en question, il dit immédiatement que de nombreuses formulations de ce « procès-verbal » ne sont pas correctes. Des mots – selon Raeder – comme :

> *« Extermination de la Pologne au premier plan. L'objectif est d'éliminer les forces vives, pas d'atteindre une certaine ligne » ou « Fermer son cœur à la pitié, agir brutalement »*

n'ont pas été prononcés.[555] Il fait valoir que les commandants en chef allemands n'auraient pas accepté la mention d'un tel objectif de guerre

[554] Domarus, tome 2, page 1233.
[555] Débats du TMI, volume XIV, page 56.

au début de celle-ci. Raeder se souvient du procès-verbal Boehm et demande que l'amiral général soit entendu comme témoin. L'avocat de Raeder, le Dr Siemers, demande à ce que Boehm soit cité comme témoin. Les juges refusent. Siemers interroge alors Boehm, rédige un procès-verbal d'interrogatoire et demande à l'amiral général de faire une déclaration sous serment. Siemers présente ensuite les deux documents, procès-verbal d'interrogatoire et déclaration, au tribunal de Nuremberg comme document de décharge « Raeder n° 129 ».[556] Il est intéressant de noter que l'audition de Boehm est certes mentionnée dans le procès-verbal du tribunal avec le jour, l'objet et le numéro du document, mais qu'elle n'apparaît pas dans le volume des documents du TMI. Elle n'y figure pas. Les juges de Nuremberg ont évité de transmettre le démontage de son « discours clé » comme pièce à conviction. L'audition très instructive de l'amiral général est cependant conservée dans son intégralité dans la succession de l'avocat de Raeder, le Dr Siemers. Elle mérite d'être lue.

Boehm compare la deuxième version mise en doute par Raeder avec sa propre transcription et en fait état :

> *« Je déclare sous serment que les expressions suivantes contenues dans ces documents ont été utilisées par Hitler lors de son discours, parfois pas du tout, parfois sous une autre forme et dans un autre sens ».*

Ensuite, il passe en revue un par un les passages explosifs de la « pièce à conviction » mise en doute. Les prétendues citations de Hitler sont introduites ci-après par « 2e version », les déclarations du témoin par « Boehm ».[557]

2e version : *« J'ai pris cette décision dès le printemps, mais je pensais que je me tournerais d'abord vers l'Ouest dans quelques années et ensuite seulement vers l'Est ».*

Boehm : *« En particulier, l'expression selon laquelle Hitler se tournerait d'abord contre l'Ouest, ce qui aurait donc exprimé une intention d'attaque contre les puissances occidentales, n'a en aucun cas été utilisée ».*

---

556 Siemers, Dokumentenbuch VI, pages 3 et suivantes.

557 Siemers, Dokumentenbuch VI, pages 3-10, document Raeder-129.

2e version : *« Je voulais d'abord établir une relation viable avec la Pologne pour pouvoir lutter d'abord contre l'Ouest ».*

Boehm : *« Cette phrase n'a pas été employée. Il en va de même que ce qui a été exposé précédemment, à savoir que Hitler n'a en aucun cas exprimé une intention de vouloir combattre l'Ouest ».*

2e version : *« Nous n'avons rien à perdre, seulement à gagner ».*

Boehm : *« Cette phrase n'a pas été employée ».*

2e version : *« Les adversaires ne s'attendaient pas à ma grande force de décision. Nos adversaires sont de petits vermisseaux. Je les ai vus à Munich ».*

Boehm : *« Les deux phrases, en particulier l'évaluation des adversaires, n'ont pas été employées ».*

2e version : *« J'ai seulement peur qu'au dernier moment, un salaud quelconque me fasse une proposition de médiation. L'objectif politique se poursuit. Le début de la destruction de la position dominante de l'Angleterre est fait ».*

Boehm : *« Ni la phrase concernant la proposition de médiation, ni surtout celle concernant la destruction de la position dominante de l'Angleterre n'ont été prononcées. Ce sont des inventions pures et simples, tout comme le mot 'salaud' ».*

2e version : *« L'anéantissement de la Pologne au premier plan. L'objectif est l'élimination des forces vives, pas la réalisation d'une ligne déterminée ».*

Boehm : *« Il n'a jamais été question de l'anéantissement de la Pologne ou de l'élimination des forces vives du peuple polonais en tant que tel, mais toujours de l'éclatement des forces militaires ».*

2e version : *« L'écrasement total de la Pologne est l'objectif militaire ».*

Boehm : *« Cette phrase n'a certainement pas été prononcée ».*

2e version : *« Fermer son cœur à la compassion » – « Procédure brutale ».*

Boehm : *« Il n'a jamais été demandé dans le discours de Hitler d'agir brutalement. L'invitation à la fermeté se référait, dans sa formulation et son sens, à la conduite du combat, aussi bien contre la puissance militaire ennemie que dans l'engagement de ses propres troupes pour mettre fin le plus rapidement possible au conflit ».*

2e version : *« Nouvelle gestion allemande des frontières selon des points de vue sains, éventuellement un protectorat comme territoire avancé ».*

Boehm : *« Il n'a été question que d'une nouvelle délimitation ultérieure des frontières, pas d'un protectorat ».*

Et ainsi de suite.

L'amiral général conclut sa déclaration sous serment devant l'avocat du grand amiral Raeder, le Dr Siemers, par une remarque récapitulative selon laquelle il considère les « passages particulièrement à charge comme des ajouts ou des erreurs postérieurs ». Le propre procès-verbal de Boehm, la troisième transcription de discours dans le décompte de ce livre, commence par

> *« Objectif du débat ...*
>
> *L'intention (de Hitler[558]), encore au printemps, était de repousser la solution de la question polonaise, de la mettre pour ainsi dire en veilleuse, afin de régler d'abord le conflit, inévitable selon lui, à l'Ouest. Cependant, en tant que politicien, on ne peut pas se fixer sur une chronologie, il faut être flexible. Les conditions de ses intentions initiales ont changé, il n'a d'ailleurs jamais cru que la Pologne aurait respecté le pacte de non-agression si l'Allemagne avait été liée d'une autre manière. ...*
>
> *Même si cette confrontation avec la Pologne n'était pas souhaitée, elle était nécessaire, et la situation politique pour l'Allemagne était plus favorable maintenant que dans quelques années peut-être. »*[559]

Selon le procès-verbal de Boehm, Hitler explique dans ce discours ses motivations pour une guerre prochaine contre la Pologne. Après des considérations liminaires sur la situation actuelle de l'Empire britannique, de la France, de l'Italie et de l'Espagne, il en vient à la Pologne :

> *« Il est tout d'abord clair qu'une situation politique avec la Pologne, telle qu'elle existe actuellement, n'est pas supportable à long terme. D'où la proposition du Führer concernant la cession de Dantzig et l'établissement d'une voie de communication à travers le corridor. Cette tentative d'entente a été perturbée par l'Angleterre, qui est devenue hystérique et a incité la Pologne*

[558] Note de l'auteur.

[559] Procès-verbal du TMI, volume XLI, document Raeder-27.

à émettre des notes insolentes et à prendre des mesures militaires. ... Mais pour l'Angleterre, ce qui était et est toujours souhaitable, c'est un état d'instabilité durable, Mais pour l'Angleterre, un état d'instabilité durable était et est toujours souhaitable, afin de pouvoir à tout moment, lorsqu'elle entend se lancer elle-même, lâcher la Pologne de l'autre côté… Des compromis boiteux seraient à rejeter. De l'avis du Führer, il est peu probable que les puissances occidentales interviennent dans un conflit ».

Selon le protocole Boehm, Hitler explique ensuite pourquoi il ne s'attend pas à une intervention des puissances occidentales et pourquoi l'Union soviétique s'est si soudainement détournée de l'Angleterre et de la France pour se tourner vers l'Allemagne dans ce conflit germano-polonais. Le procès-verbal de Boehm poursuit :

« Bien sûr, en cas de conflit entre l'Allemagne et la Pologne, les puissances occidentales essaieront de sauver la face. Elles rappelleront peut-être les ambassadeurs, instaureront peut-être un blocus commercial. Seule une détermination de fer peut y remédier. ...

Par ailleurs, il ne faut pas oublier. De l'autre côté aussi, il y a des hommes avec leurs soucis et leurs préoccupations. Au final, ce ne sont pas des machines qui luttent entre elles, mais des hommes. Et nous avons les meilleurs hommes. ...

L'objectif est d'éliminer et d'anéantir les forces militaires de la Pologne. ...

La Providence a fait de nous les guides de ce peuple (allemands[560]) ; notre tâche nous incombe ainsi de donner l'espace vital nécessaire au peuple allemand, qui est entassé à 140 personnes au kilomètre carré. »

Hitler n'a jamais parlé de projets d'attaque ultérieure de la France ou de l'Angleterre, ni de l'« écrasement total de la Pologne » ou même d'une « domination allemande de la terre » (dans la première version), on n'en trouve pas un seul mot chez Boehm.

La phrase de Hitler colportée dans cette deuxième version, dont on ne sait pas qui l'a écrite, revêt une importance particulière :

[560] Note de l'auteur.

« J'ai seulement peur qu'au dernier moment, un salaud quelconque me fasse une proposition de médiation ».[561]

Cette citation hante encore aujourd'hui les manuels scolaires d'histoire et d'éducation civique[562], car elle prouve que Hitler veut désormais la guerre à tout prix avec la Pologne et qu'il n'est plus intéressé par une solution à la question du corridor et de Dantzig. Dans la première version falsifiée, le « *Schweinehund* » [« salaud »] était désigné par le terme « *Saukerl* » [« salaud »]. On ne trouve cette phrase lourde de conséquences ni chez Boehm, ni chez Halder, ni chez Greiner (5e version). Chez Boehm, on lit en lieu et place :

« Refuser serait un compromis boiteux ».

La formulation de « *Schweinhund* » en question est importante parce que le lendemain, le 23 août 1939, ainsi que les 25, 26 et 29 août, Hitler demande au gouvernement anglais d'intervenir auprès des Polonais. Nous reviendrons en détail sur ce sujet dans le chapitre suivant. En 1946, à Nuremberg, la formule « *Schweinhund* » doit apporter la preuve que Hitler n'a adressé ses demandes de médiation au gouvernement britannique que pour la forme. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle les juges de Nuremberg refusent de citer Boehm comme témoin.

Le directeur des archives, le Dr Domarus, décide d'inclure la 2e version, dont l'auteur et l'origine sont inconnus, dans les archives des discours de Hitler et non la version Boehm. Il justifie sa décision ainsi :

« car ils [les discours] *sont formulés de manière plus concise que ceux de Boehm et Halder, bien qu'ils aient le même contenu ».*[563]

Domarus s'est manifestement laissé éblouir justement par les formulations « concises » mais douteuses, et il se sert justement de deux témoins qui contredisent sa logique. Ni Boehm avec son propre

561 ADAP, série D, volume VII, page 170.
562 Par ex : Gebhardt, volume 4/2, page 499.
563 Domarus, tome 2, page 1233.

procès-verbal, ni le chef d'État-major de l'armée, le général Halder, avec son inscription dans le journal (4e version)[564] ne confirment les nombreuses formulations compromettantes attribuées à Hitler avec cette deuxième version du procès-verbal à Nuremberg.

Un autre procès-verbal, le cinquième dans le décompte de ce livre, se trouve dans le Kriegstagebuch des OKW[565], écrit par le chef de ce journal, Helmuth Greiner. Ce procès-verbal corrobore Boehm sur presque tous les points. Il ne corrige l'amiral que dans la mesure où Hitler a manifestement parlé de la destruction de la position dominante de l'Angleterre, non pas comme programme politique de Hitler, comme le suggère la deuxième version, mais comme simple mention d'un état de fait. Et Greiner confirme que Hitler a bien parlé de faire éventuellement de la Pologne un protectorat.

Même le maréchal von Manstein, auditeur de ce discours de Hitler, écrira plus tard que ce dernier n'avait pas utilisé à l'époque de nombreuses expressions qui lui étaient attribuées.[566] Le grand amiral Raeder témoigne à Nuremberg :

> *« D'après mes souvenirs, ces mots n'ont certainement pas été prononcés. Le Führer n'avait pas l'habitude d'utiliser de telles expressions dans les discours qu'il adressait aux généraux ».*[567]

Le maréchal Keitel[568] confirme la même chose.

Outre les cinq versions déjà citées de ce discours explosif et souvent cité de Hitler, une sixième version du général Liebmann et une septième version de l'amiral général Albrecht nous sont parvenues. Ces deux versions ne sont pas des reproductions textuelles.

La prétendue preuve d'authenticité de Domarus n'est donc pas une preuve. La deuxième version imprimée dans les dossiers du ministère

---

564 Volume 1, pages 23 et suivantes.
565 KTB-OKW, annexe aux documents, page 947.
566 v. Manstein, page 19.
567 Débats du TMI, volume XIV, page 59.
568 Keitel, page 247.

allemand des Affaires étrangères et dans les archives de Domarus, dont personne ne sait qui en est l'auteur, est manifestement tout aussi fausse que la première. Elle peut tout à fait provenir du même faussaire qui a déjà rédigé la première version « vulgaire », étant donné l'observation du Dr Siemers selon laquelle le document douteux a été écrit en partie sur la même machine à écrire que la première version falsifiée.

Cette seconde version sert de « preuve » à Nuremberg, à savoir que ce 22 août 1939, Hitler informe les généraux qu'il ne mène les négociations avec la Pologne qu'en apparence, qu'il veut la guerre et la conquête du pays à tout prix, et qu'il a l'intention d'attaquer plus tard la Grande-Bretagne et la France.

Lorsque Hitler réunit ce 22 août les commandants des groupes d'armées et des armées des trois parties de la Wehrmacht dans sa résidence alpine, l'Obersalzberg, les officiers supérieurs savent que des négociations sont en cours depuis janvier avec la Pologne au sujet de Dantzig et du Corridor. Ils sont conscients des tensions avec la France et la Grande-Bretagne, que Hitler a lui-même provoquées en soumettant la Tchéquie en mars. Ils ont connaissance des innombrables exactions commises contre la minorité allemande en Pologne, des nombreuses violations des frontières par les Polonais, et ils savent que des divisions allemandes se déploient contre la Pologne. Dans cette situation, les généraux et les amiraux attendent des éclaircissements sur ce qui les attend.

Si l'on se base sur les écrits de Greiner, Boehm et Halder, Hitler, après des mois de négociations infructueuses avec la Pologne, annonce ce 22 août 1939 aux généraux, ni plus ni moins, qu'il veut agir militairement dans un avenir proche. Il passe certes sous silence la propre erreur qu'il a commise six mois plus tôt en occupant la Tchéquie et par laquelle il a lui-même provoqué l'attitude rigide de la Pologne. Mais le discours ne contient rien qui puisse surprendre les généraux dans une telle situation de tension. Ils n'entendent rien non plus à propos d'autres projets que Hitler aurait pu avoir d'attaquer plus tard la France, l'Angleterre, la Russie ou qui que ce soit d'autre. Si

c'est le cas – et il n'y a guère de doute à ce sujet – le Tribunal militaire international de Nuremberg, avec ses deux procès-verbaux de discours falsifiés, n'a pas recherché la vérité mais des éléments à charge. Et le tribunal nous a laissé, ainsi qu'aux élèves allemands, un héritage douteux. Les citations « concises » de la 2e version se maintiennent jusqu'à aujourd'hui dans les manuels scolaires d'histoire et de culture générale.[569]

Complicité et part de responsabilité du peuple allemand

La vue d'ensemble de toutes les entrevues et de tous les discours de Hitler entre 1933 et le début de la guerre contre la Pologne montre une image d'abord diffuse. Il y a les discours publics dans lesquels Hitler fait la promotion de la paix en Europe jusqu'au déclenchement de la guerre, et il y a les discours secrets devant des cercles fermés – le plus souvent devant des officiers supérieurs – dans lesquels il laisse entendre qu'il est prêt à risquer des guerres. Hitler trompe manifestement l'étranger et le peuple allemand avec ses discours sur la paix, et le Tribunal militaire international de Nuremberg trompe l'étranger et le peuple allemand sur le contenu réel des discours secrets de Hitler.

Ainsi, il n'est pas facile de savoir rétrospectivement si Hitler ne cherche d'abord qu'à risquer une guerre pour le retour de Dantzig et du corridor, s'il considère qu'un affrontement ultérieur avec les puissances occidentales est inévitable et s'il s'y prépare ou s'il veut lui-même déclencher une guerre pour l'expansion allemande. Toutes les interprétations d'après-guerre sur « l'espace vital allemand à l'Est » ne

[569] Par ex. dans « Unsere Geschichte » volume 4, page 128 cité comme Diesterweg 1988 et dans « Geschichte und Geschehen 10 » Ausg. N, page 133 citée comme Klett 1995 et dans « Handbuch der deutschen Geschichte » tome 4/2, page 499 citée comme Gebhardt et dans « Der Mensch gegen den Mensch », page 40, livre pour les écoles de Basse-Saxe cité comme Nolte.

sont d'aucune aide. Hitler ne mentionne dans aucun de ses discours, même ceux prononcés après l'ouverture de la guerre le 1er septembre, le 6 octobre et le 23 novembre 1939, où se trouve pour lui cet espace vital à l'Est si souvent évoqué. Les généraux, amiraux et ministres qui l'écoutaient pouvaient le supposer dans la « cible » suivante, en Autriche, en Bohême et en Moravie ou dans les anciennes parties allemandes de la Pologne. Jusqu'en juillet 1940, Hitler n'a jamais mentionné l'Ukraine, future cible de la conquête.[570] Ainsi, le maquillage apparent des discours secrets de Hitler avec des formulations sur les intentions d'attaque contre la Grande-Bretagne et la France ou sur la « domination de la terre » visée a plutôt nui à la recherche de la vérité qu'il n'a servi.

À la fin de l'été 1939, l'opinion publique allemande n'a aucune raison de conclure sur la base des discours de Hitler à autre chose qu'une guerre pour Dantzig et le corridor. Après le succès de Hitler dans ses coups de force et ses menaces en Rhénanie en 1936, en Autriche et dans les Sudètes en 1938 et en Tchéquie en 1939, il peut effectivement espérer, que Dantzig reviendra à l'Empire allemand sans guerre. L'opinion publique allemande semble accepter les manquements à la parole de Hitler, par lesquels il fait mentir ses promesses antérieures telles que « nous ne voulons pas de Tchèques », comme elle le fait habituellement avec les promesses non tenues des hommes politiques. Elle n'y voit aucun signe annonciateur. Ainsi, le peuple allemand ne peut pas déduire des discours de Hitler jusqu'en 1939 que son Führer le conduira plus tard dans une guerre pour « l'espace vital à l'Est ». Hitler n'a pas laissé le peuple allemand dans son ensemble regarder son jeu dans ses discours publics. On ne peut donc pas non plus attribuer au peuple allemand dans son ensemble une complicité et une culpabilité collective.

Jusqu'en 1937, les ministres du Reich et les principaux généraux n'ont pas pu observer la volonté latente de Hitler d'utiliser la Wehrmacht pour autre chose que la défense de l'Allemagne. Le seul

[570] Là encore, Hitler parle d'un propre « empire ukrainien ».

indice de ses ambitions ultérieures provient de son discours d'investiture à la Reichswehr le 3 février 1933, où le Chancelier, fraîchement entré en fonction, mentionne une fois que l'Allemagne pourrait avoir besoin d'un « espace vital à l'Est ». Ensuite, il n'en est plus question pendant longtemps. Suivent la construction de fortifications à la frontière orientale, l'occupation de la Rhénanie, jusque-là non protégée par les troupes allemandes, et la construction du Westwall. Même la reconstruction de la Wehrmacht s'oriente dans les premières années hitlériennes uniquement sur l'avance de la France et des États voisins de l'Allemagne alliés à la France en matière d'armement. Tout cela n'est pas une raison pour craindre des guerres de conquête sous la direction de Hitler.

Pourtant, il ne faut pas l'oublier, il y a aussi des hommes dans l'économie, la politique et l'armée qui voient déjà dans l'introduction du service militaire obligatoire, dans le réarmement et dans l'occupation de la Rhénanie les signes avant-coureurs d'une politique de guerre et qui l'expriment ainsi.[571]

Ce n'est que dans la discussion entre Hitler, le Ministre des affaires étrangères von Neurath et les dirigeants de la Wehrmacht, le 5 novembre 1937, consignée par le colonel Hoßbach, que l'on trouve la première indication claire dans un discours. Hitler laisse entendre qu'il souhaite utiliser les « chances » de futures guerres entre les grands États européens pour l'Allemagne et qu'il veut rattacher l'Autriche et la Tchéquie au Reich allemand. Il ne s'agit pas de forger un plan de guerre, comme le tribunal de Nuremberg le reprochera plus tard. Les objections de Neurath et des généraux ne font que prouver le contraire. Mais Hitler laisse tomber le masque pour la première fois. Von Neurath en tire les conséquences et demande à partir. Les généraux se sentent obligés de respecter la primauté de la politique et tentent, par leurs conseils, de dissuader Hitler de partir à l'aventure. Il n'en résulte que le complot de sept généraux de l'armée de terre, déjà

[571] Bross, page 84.

évoqué dans la deuxième partie du livre, qui reste sans effet car l'accord de Munich empêche une attaque contre la Tchéquie.

Dans les trois discours prononcés devant les commandants, le 10 février 1939 et le 23 mai (2e discours clé) et le 22 août (3e discours clé), Hitler tente de motiver le corps dirigeant de la Wehrmacht à faire la guerre. Il parle de l'élargissement de l'espace vital et indique clairement qu'il considère une grande guerre comme inéluctable à partir de 1943. Mais Hitler ne révèle en aucun cas ce qu'il entend réellement par élargissement de l'espace vital. Chacun de ses discours – lorsqu'il devient concret – ne fait que soulever le petit morceau de voile qui se trouve sur l'étape la plus proche. C'est d'abord l'Autriche, puis la Tchéquie, puis la Pologne. Hitler ne s'est jamais laissé totalement dévoiler. D'après ses discours et ses entrevues, il est également probable que des plans concrets, au-delà de ses visions nébuleuses, ne lui viennent qu'avec les premiers succès de la guerre et les opportunités qui se présentent.[572]

Les expressions cyniques et brutales et certaines déclarations d'intention de Hitler proviennent, selon toute apparence, de plumes étrangères qui voulaient servir le tribunal de Nuremberg avec des preuves frappantes. Ces textes, modifiés par la suite, n'ont manifestement pas été entendus par les généraux en 1939 et ils ne les connaissaient pas. En 1939, les représentations des officiers de la Wehrmacht tournent autour de ce qu'ils entendent à l'époque et de ce qu'ils peuvent voir. Ils observent les tensions entre le Reich allemand et la Pologne qui s'aggravent dramatiquement à partir d'avril 1939. Leur complicité dans le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale doit être évaluée en fonction de ce qu'ils savent, observent et entendent en 1939. Ainsi, le long chemin vers le conflit germano-polono-russe est plus décisif pour leur complicité ou leur innocence que les discours-clés de Hitler.

572 Hitler le conteste dans des discours ultérieurs et affirme avoir planifié ses actions de longue date.

PARTIE 5

LE CHEMIN VERS LA GUERRE GERMANO-POLONO-SOVIÉTIQUE

La Pologne en conflit avec tous ses voisins

Le drame polonais de 1939 se prépare depuis 1918 dans un contexte à la fois bref et tumultueux. La difficile redéfinition de la délimitation territoriale entre la Pologne ressuscitée et ses voisins est esquissée en janvier 1918 par le Président des États-Unis, Wilson. Au point 13 de son offre de paix en 14 points, il demande aux États vaincus de la guerre, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie, de créer un nouvel État, la Pologne. Le point 13 est libellé comme suit :

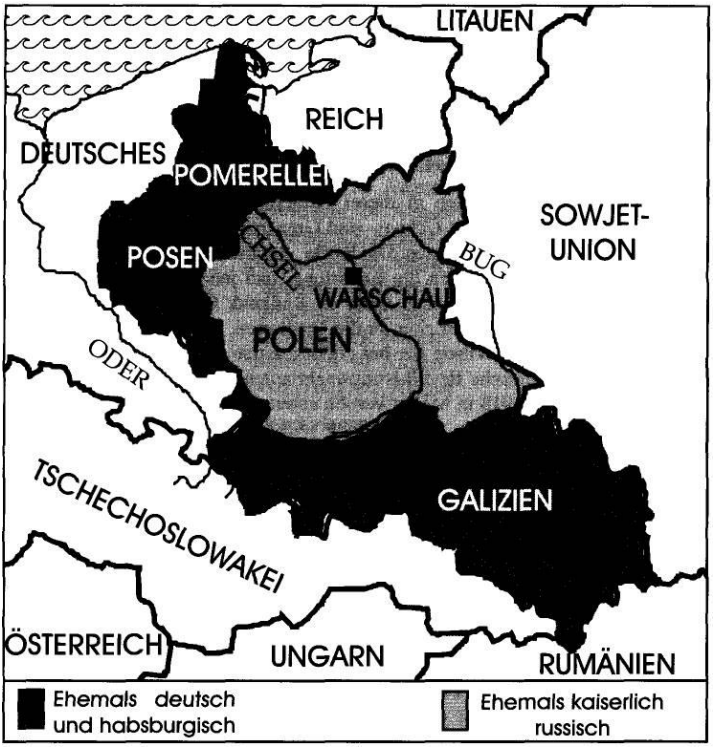
> *« Un État polonais indépendant sera établi, comprenant les territoires habités par une population indiscutablement polonaise, auquel sera garanti un accès libre et sûr à la mer et dont l'indépendance politique et économique et l'inviolabilité territoriale seront garanties par des accords internationaux ».*[573]

Les formulations peu claires de cette exigence créent une force explosive énorme dans tous les règlements territoriaux et frontaliers ultérieurs qui s'appliqueront à la Pologne et à tous ses voisins. Les mots « population indiscutablement polonaise » font naître chez les Polonais l'attente que chaque parcelle de terre sur laquelle vivent des Polonais devienne à l'avenir polonaise. En Russie, en Autriche, en Lituanie et en Allemagne, on pense plutôt aux territoires où les Polonais sont majoritaires. Wilson aussi a manifestement pensé à des majorités polonaises lorsqu'il a parlé de « population indiscutablement polonaise ». Ce n'est qu'ainsi que son discours du 4 juillet 1918 à Mount Vernon a un sens, dans lequel il promet « la participation du peuple pour régler tous les problèmes de territoire, de souveraineté, d'économie et de politique, en éliminant tous les intérêts de puissance étrangers respectifs ». À partir de 1920, les peuples vaincus éprouvent de l'amertume à l'idée que le droit des peuples à disposer d'eux-

[573] Kern, page 27.

mêmes, promis par l'Amérique dans les traités de Versailles et de Saint-Germain, ne soit pas respecté. Dans le cas de Dantzig et du « corridor », la violation durable du droit à l'autodétermination déclenche la Seconde Guerre mondiale.

La deuxième formulation, qui recèle de la matière inflammable,



Carte 17 : la Pologne après Versailles et Saint-Germain.

réside dans les mots « accès libre et sûr à la mer ». Wilson ne pense certes tout d'abord qu'à de simples droits de passage, comme ceux qui sont accordés à la nouvelle Tchécoslovaquie sur l'Elbe. Mais pour les États qui construisent la nouvelle Pologne à Versailles, ce n'est pas du tout clair. Ils en font toute la région de Poméranie, y compris la ville de Dantzig. La formulation de Wilson ainsi interprétée conduit le

gouvernement polonais, deux décennies plus tard, à adopter une position rigide sur la question de Dantzig. Comme l'Allemagne garantit ce libre accès à partir de 1938, même en dehors de Dantzig, les Polonais et les Allemands invoquent tous deux le point 13 des points Wilson en 1939 et entrent en guerre, tous deux convaincus d'avoir raison.

Le nouvel État polonais se voit attribuer par les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale des terres et des personnes issues des peuples voisins. Parmi eux se trouvent plusieurs millions de personnes qui ne sont pas polonaises et qui ne veulent pas le devenir.

Néanmoins, les Polonais ne sont pas satisfaits de leurs gains territoriaux. Lors des négociations sur les nouvelles frontières de la Pologne, le chef de la délégation polonaise à Versailles, Dmowski, déclare qu'il ne faut pas perdre de vue que les territoires accordés à l'État polonais « ne sont qu'un acompte sur une véritable Grande Pologne ».[574] Le gouvernement polonais fraîchement entré en fonction réclame pour son nouvel État tous les territoires qui faisaient partie de l'Union polono-lituanienne avant 1772.[575] Le fait que la Pologne régnait à l'époque sur de nombreux peuples étrangers ne revêt aucune importance pour lui. Même après la création de l'État, le thème des « territoires polonais » reste longtemps d'actualité pour les Polonais. Le futur Vice-premier ministre Grabski écrit en 1923, alors qu'il préside la commission des Affaires étrangères du Parlement à Varsovie :

> *« ... Avant tout, la politique de puissance de la Pologne est toujours confrontée au même dilemme fondamental que celui qui a pesé sur toute notre histoire jusqu'à présent, à savoir : quelle direction doit prendre l'expansion du peuple polonais ? La direction nord vers la mer Baltique ou la direction sud-est vers l'Ukraine et la mer Noire ? Soit nous dirigeons l'expansion de la puissance polonaise vers l'est, vers la Russie, en profitant de la période*

574 Kendziora, page 6.
575 Halecki, page 223.

d'impuissance que lui apportera le prochain demi-siècle ... soit nous utilisons toutes les forces dont nous disposons pour que la question de la Prusse Orientale soit tranchée par la Pologne dans le sens de la Pologne. ...Dans l'histoire moderne, on ne trouve aucun exemple d'un peuple qui aurait renoncé à l'une de ses composantes uniquement parce que celle-ci se trouvait encore à l'époque en dehors de ses frontières nationales. »[576]

En 1918, à peine fondée, la nouvelle Pologne constitue une armée puissante à partir des anciens soldats allemands, autrichiens, hongrois et russes de nationalité polonaise et commence à s'étendre vers trois points cardinaux au détriment de ses voisins. Ainsi se dessinent les conflits des vingt prochaines années.

L'identité polonaise

L'histoire de la Pologne s'étend sur près d'un millier d'années, au cours desquelles le peuple polonais – qui, de petite tribu slave, est devenu un royaume – s'est élevé pendant la moitié de cette période au rang de grand empire et de souverain de nombreux peuples étrangers. La deuxième moitié de l'histoire polonaise est celle de la désintégration interne, de la conquête par les Russes et les Ottomans des régions de Pologne non peuplées de Polonais et, pour finir, des « trois partages polonais », le partage du pays entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, qui mettent fin à l'indépendance de la Pologne à partir de 1795. Ce n'est qu'en 1917 que l'Autriche et l'Allemagne créent une nouvelle Pologne à partir de « leurs » parties de la Pologne.[577]

De cette histoire millénaire, deux souvenirs historiques dominent la mémoire collective des Polonais et leur conscience politique. Il s'agit des réminiscences de la « splendeur » de l'ancien Grand Empire, qui suggèrent aux Polonais que ce pays est polonais dans sa totalité. Le second est le souvenir de la « misère » des trois partages, qui

[576] Fuchs, pages 76 et suivantes.

[577] [NdT : lire « Pologne et falsifications de l'histoire polonaise, d'Else Löser, didi18edition.com, 2020.]

persiste aujourd'hui encore dans la conscience que les Polonais ont d'eux-mêmes, comme une dette des Russes, des Autrichiens et des Allemands envers leur peuple. Cette splendeur et cette misère agissent également en 1918 et après en Pologne sur l'image que les élites et le peuple ont d'eux-mêmes.

Selon l'historiographie polonaise, la lutte du petit peuple polonais contre ses voisins slaves constitue le début d'un premier royaume. En 1918, le gouvernement polonais déduit de l'assujettissement temporaire de ces Slaves voisins, par exemple des Masuriens en Prusse Orientale et des Silésiens, sa conception juridique selon laquelle leurs pays sont des territoires polonais primitifs. L'avancée de la domination et de la colonisation allemandes à partir de 963, par-delà l'Elbe, dans les régions alors peuplées de Slaves, perdure aujourd'hui encore dans l'historiographie polonaise comme la première attaque de l'Allemagne contre la Pologne.[578]

Le roi Boleslaw Chrobry étend brièvement la domination de la Pologne vers l'ouest jusqu'en 1025. La Lusace devient alors polonaise de 1018 à 1031, tout comme la Bohême de 1003 à 1004 et la Moravie de 1003 à 1029, ainsi que la Silésie et, pour une courte période, la Slovaquie. En 1386, la princesse polonaise Jadwiga épouse le grand-prince lituanien Jagiello. Leurs deux royaumes s'unissent alors pour former l'Union personnelle polono-lituanienne. Les Polonais apportent un bon quart de cette union, les Lituaniens les trois quarts restants avec la Biélorussie, l'Ukraine, la Volhynie et la Podolie. L'union permet à la Pologne d'étendre son pouvoir sur un vaste territoire à l'est, jusqu'aux abords de Moscou et de Koursk.[579] La partie lituanienne s'étendra plus tard au nord jusqu'à la frontière de la région allemande de Memel et au sud jusqu'à la mer Noire. Certaines parties de la Lituanie, à l'est et au sud, deviennent toutefois des possessions russes et ottomanes avant le premier partage de la Pologne. En 1569, l'union personnelle des deux États se transforme

578 Halecki, page 19.
579 Putzgers, page 37.

en union réelle, et la grande Lituanie devient une partie de la Pologne, jusqu'alors bien plus petite.

En 1918, les Polonais revendiquent cette Grande Lituanie par alliance comme leur héritage à Versailles. Ainsi, les conquêtes polonaises de la Lituanie orientale, de la Biélorussie et de l'Ukraine vers 1920 remontent à cette époque de la Grande Lituanie. Dans l'esprit des Polonais, il s'agit de pays que la Russie tsariste leur a repris plus tard lors des « trois partages polonais ». Néanmoins, d'un point de vue historique, les pays que la Pologne a annexés à l'est en 1920 sont plutôt un « héritage » du petit État balte de Lituanie. Les revendications de la Pologne sur les territoires biélorusses et ukrainiens en référence à l'Union polono-lituanienne de 1386 sont donc aussi peu convaincantes pour l'Union soviétique, compte tenu de la chronologie et du caractère indirect des motifs de revendication en 1920, que l'aurait été une revendication de possession des Danois sur la Norvège et la Suède en 1920 en référence à l'Union de Kalmar de 1387.

En 1410, l'Ordre allemand est vaincu par une armée polono-lituanienne lors de la bataille de Tannenberg – appelée bataille de Grunwald par les Polonais –, ce qui marque le début du déclin de la puissance de l'Ordre en Europe du Nord-Est. Par la suite, en 1466, la Poméranie et la Varmie sont directement rattachées à la Pologne et la Prusse Orientale est placée sous le fief de la Pologne, nom donné à l'époque à la suzeraineté. Le fief polonais sur la Prusse Orientale prend fin en 1657, mais la Poméranie et la Varmie, avec leur population allemande et cachoube, font désormais partie du royaume de Pologne pendant plus de 300 ans. Ce n'est qu'en 1772, lors du premier partage de la Pologne, qu'elles repassent sous domination allemande. C'est ainsi que s'explique, en 1918 et après, la revendication de la Pologne sur les parties du pays considérées comme allemandes par les Allemands.

Lors du 1er partage, la Pologne perd également la Galicie, dont la population est à moitié polonaise et à moitié ukrainienne, au profit de l'Autriche.

Carte 18 : l'Union polono-lituanienne avant le premier partage de la Pologne.

Lors des 2e et 3e partages de 1793 et 1795, le cœur de la Pologne est divisé. Aujourd'hui encore, c'est une douleur pour chaque Polonais. Les Polonais se souviennent des trois partages comme de la perte de leur propre pays, même si plus de la moitié des terres partagées étaient plutôt des colonies que des terres polonaises à proprement parler. Ainsi, la deuxième moitié de l'histoire millénaire de la Pologne est d'abord le rétrécissement vers le cœur du pays et ensuite seulement la chute de la Pologne libre.

Conflits polono-soviétiques

Le litige porte à l'est et au nord sur des territoires qui, à l'époque de la double monarchie polono-lituanienne, faisaient partie de la partie grande-lituanie de l'empire. En 1918, ils se trouvent en Lituanie, en Biélorussie et en Ukraine. Lorsque, à la fin de la Première Guerre mondiale, les forces armées allemandes sont retirées des pays baltes et de la Russie occidentale, les troupes soviétiques avancent jusqu'en Lituanie au nord et jusqu'au Bug en Ukraine. Au printemps 1919, la Pologne attaque l'Union soviétique, affaiblie par la révolution, et la Lituanie, désormais indépendante. Elle s'empare de Vilnius et repousse les troupes soviétiques loin en Biélorussie et en Ukraine.[580]

En décembre 1919, les puissances fondatrices de la Pologne interviennent. Le « Conseil suprême des Alliés » des puissances victorieuses à Versailles désigne la frontière de peuplement entre la Pologne à l'ouest et les Biélorusses et les Ukrainiens à l'est comme frontière orientale du nouvel État polonais. La frontière s'étend désormais du nord au sud, de Grodno à Brest-Litovsk, puis le long du fleuve Bug. Elle porte le nom de l'homme qui l'a proposée, le Ministre britannique des affaires étrangères lord Curzon. Après le verdict de partage du Conseil, les Soviétiques exigent la remise des parties de la Biélorussie et de l'Ukraine qui leur ont été attribuées de leur côté de cette ligne Curzon. La Pologne refuse de céder la « Pologne orientale » qu'elle vient de conquérir. Il s'ensuit un déploiement de l'armée soviétique en direction de la Pologne. La Pologne fait de même à l'est et attaque la Russie sans déclaration de guerre. Les combats font rage pendant six mois. En mai 1920, les troupes polonaises s'emparent de l'Ukraine jusqu'à Kiev. En juillet, l'armée soviétique prend le dessus. Elle parvient à repousser l'armée polonaise jusqu'aux portes de Varsovie. Lors de la bataille de Varsovie, le vent tourne à nouveau, les Polonais l'emportent et poussent les Russes vers

[580] Les données et les faits pour la présentation suivante des conflits polono-soviétiques et polono-lituaniens sont tirés de l'encyclopédie américaine d'histoire militaire de Dupuy and Dupuy, pages 991 et suivantes.

l'est jusqu'à Minsk en Biélorussie. L'armée rouge russe est quasiment anéantie.

Les Soviétiques doivent faire la paix. Le 18 mars 1921, en vertu du traité de paix de Riga, la Russie renonce à la « Pologne orientale » de

Carte 19:1919 L'attaque de la Pologne contre la Russie.

son côté de la ligne Curzon. Elle perd ainsi 5 millions d'Ukrainiens, 1,2 million de Biélorusses et environ 1 million de juifs parmi les citoyens de son pays. Grâce à la « Pologne orientale », la Pologne gagne également les quelque 1,5 million de Polonais qui y vivent. Grâce au territoire conquis, la nouvelle frontière de la Pologne se situe à 250 kilomètres à l'intérieur de l'espace linguistique russe.

Cette paix de Riga entraîne quelques conséquences qui sont autant de raisons de la chute ultérieure de la nouvelle Pologne. Tout d'abord, l'Union soviétique conserve, au détriment de la Pologne, un motif

légitime de révision ultérieure. En 1939, elle récupérera exactement le territoire désormais perdu jusqu'à la ligne Curzon, que le « Conseil suprême des Alliés » des puissances victorieuses lui avait attribué en 1919. En 1945, elle chassera également les deux millions de Polonais qui dans l'intervalle y vivaient. En contrepartie, 15 millions

Carte 20 : la ligne de Curzon.

d'Allemands devront quitter leur patrie en Silésie, en Prusse occidentale et orientale, à Dantzig, dans l'est du Brandebourg, dans le Wartheland et en Poméranie. Deuxièmement, la Pologne achète de grandes minorités qu'elle ne pourra pas intégrer dans les années suivantes. Et troisièmement, la victoire de la Pologne, relativement petite, contre l'immense Union soviétique, incite le peuple polonais à une arrogance embarrassante. Le peuple polonais, et avec lui son

armée, pense désormais pouvoir battre militairement les grands pays voisins. Ainsi, même en 1939, ils ne voient aucune raison de négocier pour éviter de faire la guerre.

En outre, la guerre des Polonais et des Soviétiques n'est pas sans conséquences sur les relations futures entre les peuples d'Europe. Les puissances d'après-guerre, représentées par le « Conseil suprême des Alliés », acceptent sans broncher qu'un État militairement fort ne

Carte 21 : l'attaque soviétique jusqu'aux portes de Varsovie.

respecte pas une frontière qu'elles ont tracée. Elles acceptent l'attaque d'un État sans déclaration de guerre. Elles passent outre le droit à l'autodétermination de quelques millions de personnes en Europe de l'Est. Elles s'inclinent devant la force des faits qu'un pays a créée avec son armée. Cela ne reste pas sans impression durable sur les habitants

des pays vaincus, l'Union soviétique et l'Allemagne, qui feront la même chose plus tard.

Conflits polono-lituaniens

Le deuxième pays auquel la Pologne s'attaque est la Lituanie, indépendante depuis 1918. Dans un premier temps, la Russie ne veut pas reconnaître l'indépendance du nouvel État et occupe la capitale Vilnius et ses environs. Mais les Polonais considèrent que le territoire contesté est polonais. Vilnius compte une grande partie de la population polonaise, les environs sont peuplés uniquement de Lituaniens. En juillet 1920, alors que l'Union soviétique a d'autres chats à fouetter dans sa guerre avec la Pologne, elle reconnaît l'indépendance de l'État lituanien et retire ses troupes. En octobre 1920, la Pologne occupe alors la capitale Vilnius et ses environs. La Société des Nations à Genève s'y oppose en vain et propose un référendum. La Pologne ne reconnaît pas à la population du territoire conquis le droit à l'autodétermination nationale et conserve l'est du jeune État lituanien sans autoriser de consultation populaire. En 1938, la Pologne déploie des troupes à la frontière, menace de faire la guerre et contraint les Lituaniens à reconnaître la conquête polonaise de 1920 en vertu du droit international.

La guerre de 1920 et la menace de guerre de 1938 ont également une influence indirecte sur les relations ultérieures entre les États européens. D'une part, la Société des Nations perd de son importance en tant que forum, car elle assiste finalement impuissante à la rupture de la paix par un pays membre. Et deuxièmement, la Pologne invoque le droit des minorités et les liens historiques comme légitimation de ses guerres. À Vilnius et dans ses environs, les Polonais sont une minorité et leurs droits issus de l'ancienne Union polono-lituanienne sont désormais suspendus depuis 125 ans. C'est ainsi, bien que cette union ait duré 400 ans auparavant. C'est exactement avec la même fausse légitimité que Hitler a annexé le reste de la Tchéquie en 1939 et que Staline a annexé les trois États baltes en 1940. Dix-huit ans plus tard, le peuple allemand prend acte de cette injustice commise par son

propre gouvernement à l'encontre de la Tchéquie sans opposer de résistance, notamment parce que de telles agressions sont presque quotidiennes en Europe après 1918, ici en Lituanie et ailleurs, et qu'elles sont acceptées sans objection sérieuse par les puissances victorieuses. Ce genre d'injustice n'est donc plus du tout inhabituel pour les Allemands de 1939.

Conflits polono-tchèques

Le troisième État auquel la Pologne demande des terres est la Tchécoslovaquie. En 1918, les Polonais et les Tchèques revendiquent à égalité la région de Teschen, un territoire d'environ 60 kilomètres sur 50 situé au sud de la Haute-Silésie.

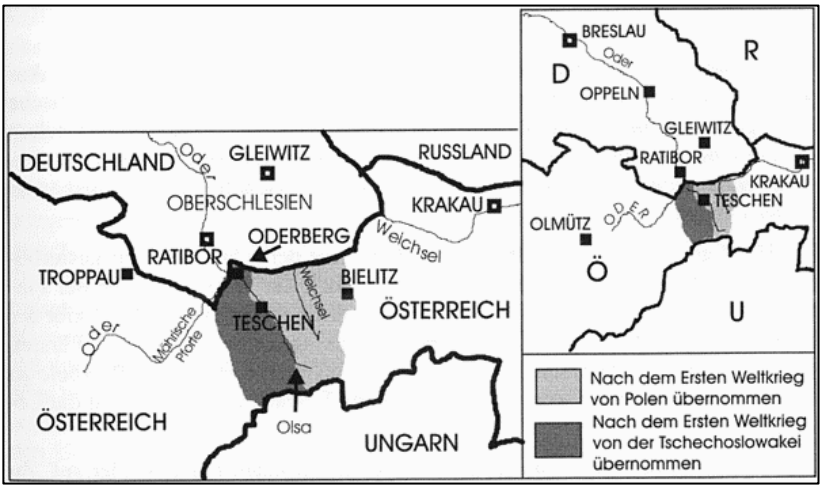
Dans la littérature, le petit pays est appelé tantôt la région de Teschen, d'après la ville de Teschen, tantôt la région d'Olsa, d'après la rivière Olsa qui le traverse. La majorité de la population est composée de Vieux-Silésiens, un petit peuple slave indépendant avec sa propre identité, semblable aux Sorabes de la Lusace allemande. Pour le reste, des Allemands, des Polonais et des Tchèques vivent dans et autour de Teschen.[581] L'importance de la région de Teschen résulte de trois facteurs. Le premier tient à la richesse de cette région en mines de charbon, en aciéries et en une partie considérable de l'industrie lourde tchèque. Le second résulte des conditions géographiques. En bordure nord de la région, l'Oder, qui s'écoule à travers la Porte de Moravie, traverse une chaîne de montagnes. L'État qui possède la Porte domine une porte d'entrée vers son pays voisin. Le troisième facteur est lié à cela. Dans la Porte de Moravie se trouve la ville d'Oderberg, qui constitue l'un des principaux nœuds ferroviaires d'Europe centrale et orientale.

Lors des négociations de Paris sur l'ordre territorial d'après-guerre, la Pologne, avec l'aide de la France, obtient que la partie orientale du territoire de Teschen lui soit attribuée. Après des querelles entre les Tchèques et les Polonais, le « Conseil suprême des Alliés » partage à

[581] Roos, Polen und Europa, page 18.

nouveau le petit pays entre les deux adversaires. Mais la Pologne ne veut pas accepter le partage tel quel. Elle fait valoir que la population de la partie occidentale, qui reste aux mains des Tchèques, est polonaise. Or, ce que les Polonais ne mentionnent pas, outre 80 000 Polonais, y résident 150 000 personnes d'autres nationalités.[582]

Le deuxième pilier de la justification polonaise repose sur les revendications historiques telles que les voient les Polonais. De 1290 à



Carte 22 : la région de Teschen faisant partie de l'Autriche entre les frontières nationales de 1918.

1653, des ducs piastiens d'origine polonaise règnent sur la petite principauté de Teschen, qui, dès 1292, fait partie du royaume de Bohême. Depuis lors, le lien entre Teschen et la Pologne se résume à une vaste parenté entre les maisons régnantes des deux pays.

Les ducs de Teschen appartiennent à une lignée latérale des rois piastes polonais, éteints dès 1370. En 1625, la lignée des Piast de Teschen s'éteint avec son dernier descendant, le duc Frédéric-Guillaume. En 1653, le roi de Bohême cède le fief orphelin de Teschen à un prince saxon.[583] Ainsi, pour illustrer mon propos par un

[582] Burneleit, page 21.
[583] Meyers Konversationslexikon sur Teschen.

parallèle historique, le territoire de Teschen n'est pas plus polonais en 1918 que la Toscane n'est allemande. Voilà pour la légitimation des Polonais.

En 1938, pendant la crise des Sudètes, la Pologne revient sur la question de Teschen. À cette époque, le gouvernement du Reich allemand exige du gouvernement tchèque à Prague qu'il lui remette les Sudètes, peuplés majoritairement d'Allemands. À Varsovie, on considère que sa propre revendication de Teschen occidental est aussi justifiée que celle de l'Allemagne sur les Sudètes. Après avoir tout d'abord reconnu la revendication polonaise, l'Angleterre et la France la rejettent finalement, car elles craignent la désintégration totale de l'État pluriethnique tchécoslovaque. Ainsi, les Britanniques, les Français et, avec eux, les Soviétiques rejettent la revendication des Polonais sur la Teschen occidentale. L'Union soviétique menace même d'en tirer de graves conséquences. En mai 1935, Moscou et Prague ont conclu un pacte d'assistance mutuelle. Ainsi, les Soviétiques avertissent les Polonais de ne pas s'en prendre à Teschen et menacent dans le cas contraire de dénoncer le pacte de non-agression polono-soviétique de juillet 1932. La réaction de l'Allemagne est différente. Le 20 septembre 1938, l'ambassadeur polonais Lipski à Berlin demande à Hitler si l'Allemagne a des doutes quant à une annexion polonaise de la partie occidentale de Teschen. Hitler et son Ministre des affaires étrangères, von Ribbentrop, ne s'opposent pas à la protection des Tchèques. Hitler exprime toutefois l'espoir qu'en contrepartie, la ville allemande de Dantzig, toujours sous mandat de la Société des Nations, puisse également être réunie au Reich allemand.[584] Ce point est abordé plus loin dans ce livre.

Au cours de la dernière semaine de septembre 1938, la Pologne déploie un corps d'armée près de Teschen et menace de guerre le gouvernement tchèque. La Tchécoslovaquie, de toute façon incapable d'agir à l'époque, cède et la Pologne occupe le territoire contesté du 1er au 10 octobre.

---

584 Rassinier, page 230.

Les conséquences de ce transfert de terres, d'industries et d'hommes sont désastreuses pour les Polonais. Tout d'abord, l'Union soviétique dénonce par retour du courrier le pacte de non-agression soviéto-polonais de 1932, dont la Pologne aurait eu grand besoin un an plus tard.[585] Moins d'un an plus tard, le 17 septembre 1939, l'Union soviétique attaque la Pologne en pleine expansion. Deuxièmement, des discussions sont désormais engagées au plus haut niveau entre Berlin et Varsovie concernant l'avenir de la ville de Dantzig. Hitler ayant, après des doutes initiaux et de nombreuses tergiversations, accordé aux Polonais, avec le Teschen occidental, la ville frontalière d'Oderberg, principalement peuplée d'Allemands et située en bordure de la Haute-Silésie[586], ses espoirs de compensation à Dantzig sont très justifiés. L'intransigeance subséquente des Polonais sur cette question un an plus tard fait déborder le vase et entraîne les Polonais dans une guerre au cours de laquelle ils devront payer un terrible tribut. Troisièmement, juste après l'annexion de Teschen, la Pologne commence à priver les non-polonais qui y vivent de leurs droits économiques et administratifs. On accuse surtout les Vieux-Silésiens de n'être que des Polonais renégats. L'État polonais se crée ainsi en peu de temps de nouvelles minorités qui souhaitent plus que tout la disparition de ce pays. Quatrièmement, la Pologne vient de violer une nouvelle fois le pacte Kellogg, dans lequel elle s'était engagée en 1928 avec d'autres États,

> *« de s'abstenir de recourir à la guerre pour résoudre les différends internationaux et de ne jamais chercher à obtenir des règlements autrement que par des moyens pacifiques ».*

Le déploiement du corps d'armée en septembre 1938 et l'ultimatum adressé aux Tchèques constituent des violations claires de cet accord de « proscription de la guerre ». Un an plus tard, la Pologne ne peut donc plus espérer être protégée par le pacte Kellogg. Cinquièmement, à l'exception de la Lettonie et de la Roumanie, la

---

585 Taylor, page 234.

586 Roos, Polen und Europa, page 355.

Pologne n'a plus de voisin qu'elle n'ait pas attaqué au moins une fois depuis 1918.

Ainsi, la toute petite affaire de Teschen, qu'aucun livre d'histoire scolaire ne juge digne d'être mentionnée, devient l'accélérateur de la question de Dantzig et de la Seconde Guerre mondiale.

Conflits germano-polonais

Le quatrième pays avec lequel la Pologne ne parvient pas à faire la paix est l'Empire allemand à l'ouest. D'un point de vue subjectif, les deux États ont, l'un envers l'autre, des exigences étendues en termes de territoires et de personnes. En 1920, suite au traité de Versailles, l'Allemagne doit céder à la nouvelle Pologne les parties de la Prusse occidentale, de la Posnanie et de la Haute-Silésie orientale, soit une population de deux millions de citoyens allemands.

En février 1919, la délégation polonaise à la conférence des vainqueurs de Versailles demande en outre l'annexion de toute la Haute-Silésie, de la Poméranie orientale, de toute la Prusse occidentale, y compris les districts purement germanophones, de la Ermeland et de la Mazurie ainsi que de la région de Memel. La Pologne demande ainsi plus que ce qu'elle a perdu depuis 1772 lors des trois partages.[587] Ces dernières revendications échouent cependant en raison de l'opposition des puissances victorieuses, l'Angleterre et l'Italie. Le Premier ministre britannique Lloyd George juge les revendications polonaises avec clairvoyance lorsqu'il déclare, le 25 mars 1919 :

> *« La proposition du gouvernement polonais de placer plus de 2 millions d'Allemands sous administration polonaise par le biais d'une nouvelle délimitation des frontières à l'ouest ne peut, à mon avis, que conduire tôt ou tard à une nouvelle guerre en Europe de l'Est ».*[588]

[587] Piekalkiewicz, page 36 et Halecki, page 224.
[588] Piekalkiewicz, page 36.

L'opinion publique allemande ressent la cession forcée de territoires à la Pologne comme plus ou moins dure selon les régions du pays. Selon l'histoire et l'appartenance linguistique de la majorité des habitants, les territoires perdus sont parfois tout à fait considérés comme polonais, parfois comme allemands et parfois aussi comme allemands primitifs.

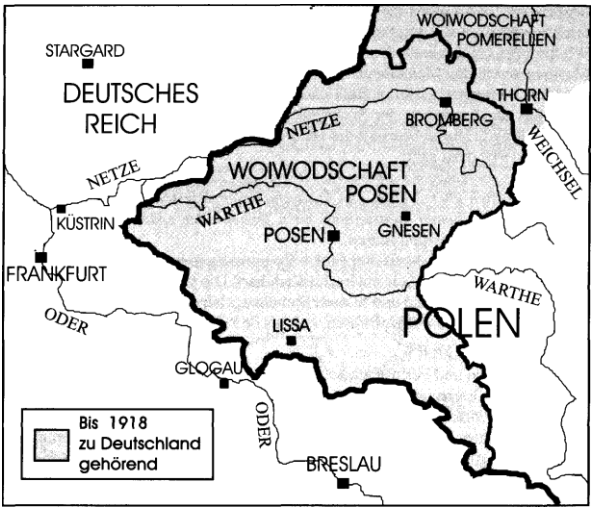
Les cessions et les pertes s'étendent de 1918 à 1922. Le 7 octobre 1918, alors que la guerre se termine pour l'Autriche-Hongrie et l'Empire allemand, un conseil de régence à Varsovie proclame l'indépendance du nouvel État polonais. Le 13 décembre, le gouvernement polonais rompt ses relations avec l'Empire allemand et

Carte 23 : les gains territoriaux de la Pologne.

la Pologne se considère désormais comme une puissance victorieuse.[589] En décembre encore, les Polonais se soulèvent dans les

[589] Halecki, page 223.

provinces de Poznan, de Prusse occidentale et de Haute-Silésie, qui appartenaient jusqu'alors à l'Empire, et tentent, par la force, de rattacher ces territoires à la Pologne.

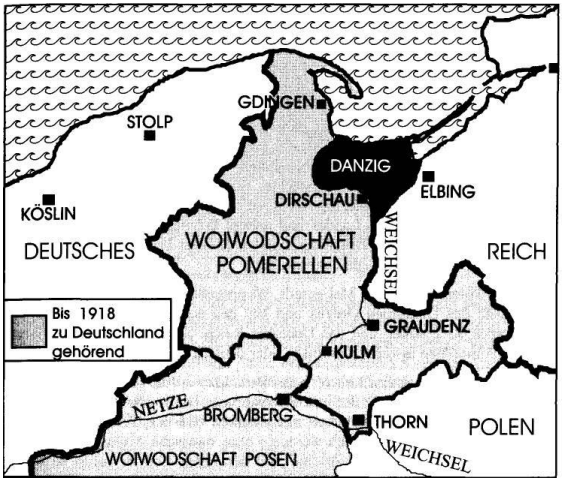


Carte 24 : l'ancienne province de Poznan.

La **province de Poznan** est polonaise jusqu'en 1793 et n'est annexée par la Prusse que lors du deuxième partage de la Pologne. Elle est depuis lors sous domination allemande, avec une brève interruption à l'époque napoléonienne. Les grandes villes de Poznan et de Gniezno sont des colonies polonaises anciennes, l'une étant autrefois une capitale royale, l'autre un siège épiscopal. Mais dès le milieu du XIII^{e} siècle, les ducs polonais ont installé des colons allemands dans la région de Poznan. Ainsi, le centre-ville actuel de Poznan est une création de colons allemands. En 1253, des colons allemands ont construit une ville sur la rive gauche de la Warta, à côté d'une ancienne colonie polonaise sur la rive droite, qui restera une commune purement allemande jusqu'à l'époque de la Contre-Réforme. En 1918, 43 % des citoyens de la ville de Poznan sont encore allemands. Ils sont 57 % à être polonais. Autrement, avant la Première Guerre mondiale, la province de Poznan est majoritairement

peuplée de Polonais. Seuls 35 % de la population de la province sont allemands. Dans l'Empire allemand, le rattachement de la province de Poznan à la nouvelle Pologne est donc rapidement accepté. Les idées de revanche, comme pour l'Alsace-Lorraine en France, n'apparaissent pas après la guerre en raison de la perte de la province de Poznan en Allemagne.

Dans la **province de Prusse occidentale**, les choses ne sont pas aussi simples. Le pays, que les Polonais appellent Pomerellen (Poméranie), a souvent oscillé, au cours de son histoire, entre la



Carte 25 : les parties de la province de Prusse occidentale devenues polonaises à partir de 1919, désormais la voïvodie de Poméranie.

domination polonaise et allemande.

Lorsqu'en 965, la Pologne s'apprête pour la première fois à conquérir la Poméranie, les Pomorans, un peuple slave occidental indépendant avec sa propre langue, y vivent. Ainsi, les personnes qui y vivent à l'origine ne sont ni allemandes ni polonaises. La première domination polonaise est de courte durée. En 1119, la Pologne réussit à soumettre à nouveau la Poméranie et les Pomorans, cette fois pour près de deux cents ans. De son côté, la Pologne est parfois sous la domination allemande, parfois elle est indépendante. La fin du XII^{e}

siècle marque également le début de l'immigration de colons allemands en Poméranie. Durant les deux premiers siècles de la domination polonaise, la Poméranie ne connaît pas de répit. Dès 1202, la Pologne se divise à nouveau en duchés distincts.

Lors de conflits entre ducs polonais et pour se défendre contre les raids du peuple voisin, les Prussiens, les Polonais appellent à plusieurs reprises l'empereur allemand, les princes allemands et finalement l'Ordre Teutonique à l'aide dans le pays. En 1226, le duc polonais Conrad de Mazovie fait don à l'Ordre Teutonique de la région située entre Kulm et Thorn, au prix d'une reconquête sur les Prussiens. À partir de 1270, deux ducs polonais s'affrontent pour la possession de la Poméranie et de sa capitale, Dantzig. Ils font appel aux Brandebourgeois allemands et à l'Ordre des chevaliers teutoniques pour les aider à prendre les armes dans leur pays. Au terme de ce conflit, le duc polonais victorieux ne peut pas rémunérer l'Ordre pour son soutien, et, en 1309, la Poméranie devient la propriété de l'Ordre Teutonique. En 1343, le roi de Pologne Casimir III renonce officiellement à la Poméranie, qui s'appelle désormais Prusse occidentale dans la langue allemande. La Poméranie-Prusse occidentale constitue désormais pour l'Empire allemand le pont terrestre entre la Poméranie et la Prusse Orientale. En 1410, après la bataille de Tannenberg, l'Ordre des chevaliers allemands reconnaît à nouveau la suprématie des Polonais. Après une nouvelle guerre, à partir de 1466, le pays revient entièrement à la Pologne. Mais la Prusse-Occidentale-Poméranie ne devient pas pour autant une partie intégrante de l'État polonais au sens où on l'entend aujourd'hui. En 1466, lors de la deuxième paix de Thorn, elle ne fait que reconnaître la souveraineté féodale du roi de Pologne, tout en conservant un certain nombre de droits souverains propres. Ainsi, les habitants de la Prusse occidentale conservent la langue allemande, le droit de payer leurs propres impôts, l'exemption du service militaire en dehors du pays et d'autres privilèges, jusqu'à ce qu'en 1569, la Pologne supprime ces prérogatives en violation de la deuxième paix de Thorn. La Poméranie est ainsi « assimilée » à la Pologne.

En 1772, la Pologne est divisée pour la première fois. La Prusse occidentale, ancienne possession de l'Ordre Teutonique et partie du territoire de l'Empire allemand avant 1466, revient alors à la Prusse et à l'Empire allemand. Il est donc totalement inutile de se demander si la Prusse-Occidentale-Poméranie est historiquement polonaise ou allemande.

En 1918, selon les statistiques, 65 à 73 % des habitants sont de langue maternelle allemande, soit deux bons tiers de la population. Les Cachoubes vivant dans le nord de la Poméranie-Prusse occidentale, qui représentent 6 % de la population totale, ne sont pas non plus polonais, même s'ils parlent une langue maternelle slave.[590] Malgré leur parenté linguistique avec les Polonais, ils sont eux-mêmes aussi peu polonais que les Néerlandais sont allemands. Ainsi, à la fin de la guerre en 1918, seul un quart des habitants de la Prusse-Occidentale-Poméranie sont polonais. Malgré cela, la délégation polonaise au « Conseil suprême des Alliés » des vainqueurs à Paris revendique le pays pour elle-même. Elle se réfère pour cela à la « forte » population polonaise et aux droits historiques qu'elle pense avoir. Et elle fait référence à la promesse des États-Unis de donner à la Pologne d'après-guerre une liaison terrestre avec la mer. La contre-demande des Allemands d'un référendum dans la province de Prusse occidentale est rejetée par les vainqueurs. L'Allemagne doit remettre la Prusse occidentale à la Pologne avant le 10 janvier 1920, à l'exception de petites régions périphériques à population purement allemande.

Le droit à l'autodétermination des peuples, érigé par les puissances victorieuses en principe de l'ordre territorial d'après-guerre, est rompu par cette réglementation. La cession forcée de la Prusse occidentale à la nouvelle Pologne est perçue en Allemagne comme un acte arbitraire des vainqueurs. D'une part, la cession forcée de la population allemande à la Pologne est douloureuse. D'autre part, la Prusse Orientale est ainsi séparée pour la première fois depuis 150

[590] Le recensement de 1910 fait état de 60 % d'Allemands, 32 % de Polonais et 7 % de Cachoubes.

ans. Elle perd ainsi son lien économique direct avec l'Empire allemand et donc son principal débouché pour les produits agricoles. Ainsi, par exemple, la vente de bovins sur le territoire du Reich chute de 70 000 têtes à 1 700 entre 1913 et 1927.[591] Les chiffres sont similaires pour les autres produits agricoles.

La perte du pont terrestre entre le nord-est de la Poméranie et la Prusse Orientale est l'un des cadeaux empoisonnés de Versailles. La voïvodie de Poméranie devient donc à partir de 1920 un fardeau et un point de discorde dans les relations entre les Allemands et les Polonais. Selon la volonté des pays vainqueurs, la Pologne doit désormais être une puissance maritime sur la mer Baltique et participer au commerce maritime à longue distance avec sa propre flotte marchande. L'Angleterre et la France font ainsi concurrence à l'Allemagne et à la Russie. Les Britanniques et les Français ont désormais une raison légale de déployer des forces navales en mer Baltique pour protéger les Polonais. La séparation de la Prusse Orientale du Reich signifie en outre que les communications allemandes par voie terrestre, maritime et aérienne vers cette région sont soumises au contrôle et aux chicanes de la Pologne.

En 1938 et 1939, le conflit entre le Reich et la Pologne concernant la partie nord de la Poméranie-Prusse occidentale s'intensifie en même temps que celui concernant Dantzig. En 1938, le Reich allemand exige tout d'abord des voies de communication sécurisées et extraterritoriales à travers la partie nord de la Poméranie, à travers ce que l'on appelle le corridor. Lorsque la Pologne refuse, l'Allemagne exige un référendum dans la région contestée. Il est à noter que jusqu'au début de la guerre, l'Allemagne ne demande pas une seule fois à la Pologne de restituer la totalité de la Prusse occidentale.

La **ville de Dantzig**, capitale de l'ancienne province de Prusse occidentale, fait partie intégrante de cette dernière. Son histoire est étroitement liée à celle de la Prusse occidentale, mais en 1920, elle se retrouve sous les feux de la rampe de l'histoire mondiale. Le 15

[591] Grimm, page 87.

novembre 1920, la ville hanséatique est séparée de l'Empire allemand et « placée sous la protection de la Société des Nations » par décision des puissances victorieuses, sans vote populaire. Les citoyens de Dantzig perdent leur nationalité allemande et sont désormais citoyens d'un « État libre de Dantzig » nouvellement créé. La ville et ses environs comptent alors 340 000 habitants. La population est à 97 % allemande et à 3 % d'origine étrangère, principalement polonaise. Entre les deux guerres, la population demande à plusieurs reprises un référendum afin de statuer sur son appartenance à l'Empire allemand. La Société des Nations rejette toutes les demandes allant dans ce sens.[592]

La Pologne n'est pas non plus satisfaite du statut de Dantzig en tant qu'État libre sous la domination de la Société des Nations. Lors de la conférence des vainqueurs à Versailles, la délégation polonaise a demandé que Dantzig soit rattachée à la nouvelle Pologne. Là encore, la justification est largement tirée d'une appartenance précoce de la ville à la Pologne.

L'endroit où se trouve aujourd'hui Dantzig est d'abord habité par des Burgondes, des Goths et des Prussiens, avant de devenir, après la période des grandes migrations, le chef-lieu des Pomorans, qui s'installent au VI^{e} siècle dans ce qui deviendra plus tard la Prusse occidentale-Poméranie. Ainsi, Dantzig à l'origine n'est ni allemande ni polonaise.

En 1119, un roi polonais conquiert pour la première fois la ville de Dantzig en même temps que le reste de la Poméranie. Vers la fin du siècle, l'immigration allemande vers Dantzig débute et, en 1224, les marchands de Lübeck fondent leur propre colonie commerciale au sein de la ville. Après l'effondrement de la Pologne en 1202 et suite aux conflits déjà mentionnés entre deux ducs polonais qui se disputent la souveraineté sur la Poméranie, Dantzig et l'ensemble de la Poméranie deviennent en 1309 la propriété de l'Ordre des Chevaliers Teutoniques. C'est la fin des deux premiers siècles de

[592] Burckhardt, page 26.

domination polonaise sur Dantzig en tant que ville de Pomorans, de Polonais et d'Allemands. En 1343, le roi de Pologne Casimir III renonce officiellement et pour toujours à Dantzig.

S'ensuit un siècle et demi au cours duquel les habitants de Dantzig adoptent le droit et la langue allemands avec les immigrants allemands. La ville fait désormais partie de l'Ordre et donc de l'Empire allemand. La période au sein de l'Empire prend toutefois fin avec le déclin de l'Ordre Teutonique. En 1454, les habitants allemands de Dantzig choisissent de leur propre chef le roi de Pologne Casimir IV comme nouveau protecteur. Pendant les 130 années suivantes, Dantzig devient ainsi une république urbaine largement souveraine au sein du royaume de Pologne, avec la langue allemande, sa propre monnaie, ses propres troupes, navires de guerre et fortifications, et le droit de décider elle-même de la guerre et de la paix. Les rois de Pologne n'ont même pas le droit d'entrer à Dantzig avec leurs propres troupes. Chaque nouveau roi de Pologne doit réaffirmer l'indépendance et les droits de la ville.[593] En 1573, le conseil municipal de Dantzig tente de rejoindre l'Allemagne, mais la Pologne oblige la ville à rester avec la Pologne. Ce faisant, Dantzig perd également sa position particulière au sein du royaume de Pologne. Moins de trois siècles et demi plus tard, en 1793, la ville-république de Dantzig, restée allemande à l'intérieur, est rattachée à la Prusse lors du second partage de la Pologne. À partir de là, elle fait partie une seconde fois de l'Empire allemand jusqu'en 1920.

Avec une histoire urbaine aussi mouvementée, les points de vue des Polonais et des Allemands sur l'appartenance de Dantzig divergent naturellement. Pour la Pologne, ce qui compte en 1920, ce sont les deux périodes pendant lesquelles elle a exercé sa suprématie sur Dantzig. Le point de vue des Polonais est ici le même que pour toutes les autres villes dont la population est allemande, russe ou lituanienne et qui ont fait partie de la Pologne au cours de l'histoire.

[593] Kendziora, page 17.

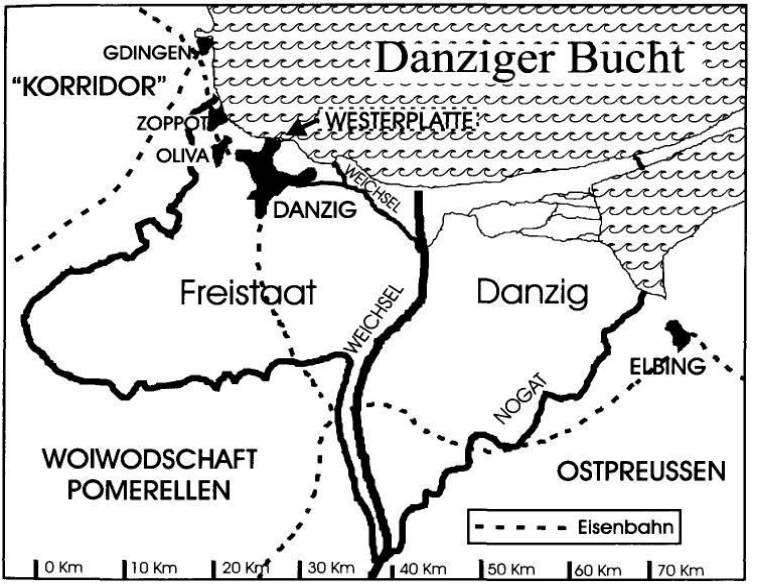
Pour l'Allemagne, ce qui compte, c'est que la population de Dantzig a toujours été et est restée allemande au cours des six derniers siècles.

L'article 102 du traité de Versailles sépare la ville hanséatique de Dantzig de l'Empire allemand, sans toutefois l'annexer à la nouvelle Pologne.

L'article 104 stipule que Dantzig sera désormais une ville « libre » dotée d'une administration propre et autonome sous la direction d'un haut-commissaire nommé par la Société des Nations. Selon le traité, la direction des affaires étrangères de Dantzig incombe au gouvernement polonais. Au cours des dix-neuf prochaines années, les intérêts de Dantzig à l'étranger seront donc représentés par Varsovie et non plus par Berlin. En vertu de l'article 104 du traité, Dantzig fait en outre, à partir de 1920, partie du territoire douanier de la Pologne. Les voies navigables de Dantzig et l'ensemble du port sont à la disposition des Polonais sans restriction. La Pologne contrôle le trafic ferroviaire et fluvial à Dantzig et dans les environs. Les services postaux et de télécommunication de la Pologne vers le port – mais uniquement ceux-ci – sont confiés aux autorités polonaises. L'influence de la Pologne sur l'État libre est ainsi clairement limitée. Cependant, au cours des dix-neuf années qui précèdent 1939, l'État polonais tente de s'approprier l'État libre par une série de petites étapes successives.

La séparation de la ville du territoire de l'Empire allemand doit permettre à la nouvelle Pologne de disposer du port maritime promis par le Président américain Wilson. Cependant, à partir de 1928, cette raison du statut spécial de Dantzig disparaît. En 1928, les Polonais mettent en service leur nouveau port de Gdynia. Ils disposent dès lors de leur propre accès à la mer. Les puissances victorieuses ne rendent pas pour autant Dantzig à l'Empire allemand.

La Pologne étend son propre réseau postal à l'ensemble de l'État libre, bien que le service postal polonais soit exclusivement prévu pour le port en vertu du traité de Versailles. Elle refuse d'accepter la monnaie de la Société des Nations, le florin de Dantzig, comme moyen de paiement sur le territoire de Dantzig, bien que celui-ci soit



Carte 26 : l'État libre de Dantzig.

lié à la livre anglaise et ne soit donc pas sans valeur. L'armée polonaise installe un dépôt de munitions dans le port, malgré les protestations du sénat de Dantzig. Plus tard, la Pologne tente de renforcer ses propres troupes dans le port afin, dit-on, de protéger le dépôt. Le renforcement des forces armées polonaises dans le port de Dantzig échoue toutefois en raison de l'opposition de la Société des Nations. En 1932, la Pologne profite d'une visite de la flotte anglaise à Dantzig pour y transférer ses propres navires de guerre. Lorsque le sénat de la ville libre proteste, la Pologne l'informe que « les navires de guerre polonais tireront sur le bâtiment public le plus proche si la population

de Dantzig insulte le drapeau polonais sur les navires polonais ».[594] À partir d'août 1932, la Pologne revendique ensuite de manière générale le droit de séjourner avec sa flotte dans le port de Dantzig. Ainsi, l'emprise de l'État polonais sur l'État libre s'étend lentement mais sûrement.

Le statut de l'État libre de Dantzig, avec une population allemande sans citoyenneté allemande, sous mandat de la Société des Nations et de plus en plus intégré à l'État polonais, suscite un mécontentement durable parmi la population de l'Empire allemand. Un « État libre de Liverpool » sous domination allemande n'aurait pas eu un effet différent sur les habitants de la Grande-Bretagne à la même époque. Les Allemands de la ville de Dantzig réagissent avec hostilité aux revendications croissantes des Polonais et souhaitent à nouveau faire partie de leur propre pays. C'est ainsi que se développe à Dantzig un sentiment national particulièrement fort.

Il ne faut pas négliger ici un aspect tout à fait important de la situation en suspens que les Britanniques et les Français créent avec le statut de petite république « libre » de Dantzig sous l'autorité de la Société des Nations, avec une population allemande et des droits douaniers, diplomatiques et commerciaux polonais. Le statut spécial construit ici ne crée pas seulement des querelles prévisibles et des risques d'explosion entre la Pologne et l'Empire allemand. Il procure également aux deux puissances garantes de Versailles, l'Angleterre et la France, une « fonction de gardien » pour Dantzig et donc un droit de regard sur tous les litiges germano-polonais à venir, ainsi qu'un pilier de la politique militaire dans la mer Baltique.

Malgré les intérêts des Britanniques et des Français et malgré les efforts des Polonais pour intégrer durablement Dantzig dans leur État, Hitler se fait des illusions jusqu'à l'été 1939. Comme Dantzig ne fait pas partie de l'État polonais en vertu du droit international, il pense pouvoir trouver une voie d'entente avec la Pologne si l'occasion se présente et si d'autres accommodements sont trouvés. Hitler

[594] Roos, Polen und Europa, page 47.

considère que sa concession, hormis celle de Teschen, consiste à renoncer définitivement aux personnes et aux territoires que l'Allemagne a perdus dans les provinces de Poznan, en Prusse occidentale et en Haute-Silésie. Il estime que les Polonais peuvent raisonnablement renoncer à une partie de leurs droits dans l'État libre de Dantzig. Mais cette ville est devenue un symbole pour les deux pays, l'Allemagne et la Pologne.

La quatrième perte de territoire pour la Pologne se situe en **Haute-Silésie orientale**. La Pologne réclame au « Conseil suprême des Alliés » des vainqueurs la totalité de la Haute-Silésie. La revendication est ici aussi justifiée par l'histoire et la population polonaise.

L'histoire de la Silésie sous la domination de la Pologne n'est cependant qu'un intermède précoce et assez bref. Vers 990, la Silésie est conquise pour la première fois par la Pologne, qui est à l'époque sous la souveraineté allemande. En 1163, lors d'une querelle de succession polonaise, l'empereur allemand Frédéric I^{er} Barberousse intervient, provoque la création de deux duchés silésiens et la mise en place de princes piastes polonais comme régents. Les ducs piastes font venir des artisans et des paysans allemands dans leur pays très peu peuplé dans le but de cultiver la Silésie. Cette dernière devient ainsi peu à peu allemande. En 1202, la Pologne se divise en ses duchés pendant plus d'un siècle, et la Silésie ne fait plus partie d'un seul État polonais. Au fil du temps, les deux duchés se divisent par héritage en de nombreuses petites principautés piastiennes. En 1327, tous les princes piastes de Haute-Silésie reconnaissent le roi de Bohême Jean, de la maison allemande de Luxembourg, comme leur suzerain. La Bohême elle-même fait partie de l'Empire allemand. En 1335, le roi de Pologne Casimir le Grand renonce, pour toujours, formellement et par traité, à sa suzeraineté sur la Silésie et aux prétentions de la Pologne. L'histoire polonaise de la Silésie prend fin au plus tard à cette date. Ainsi, lors de la refondation de l'État polonais après la Première Guerre mondiale, il n'y a plus de

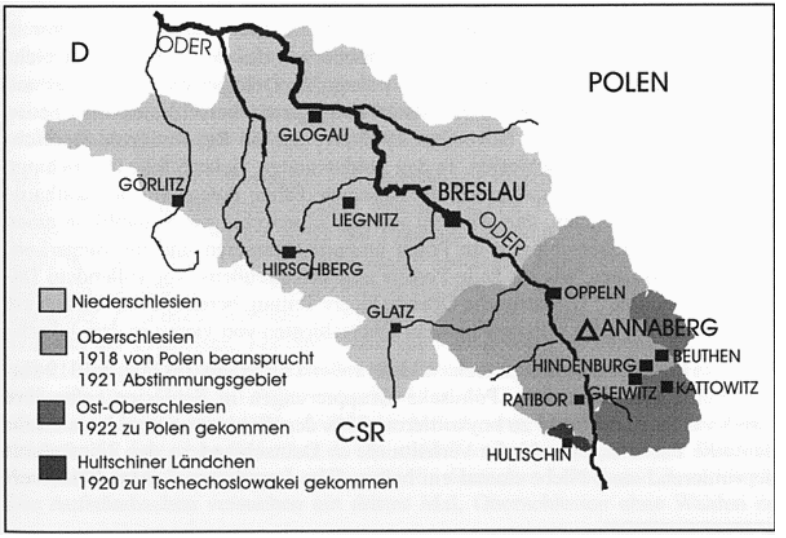
revendication polonaise sur la Silésie depuis six siècles et plus de lien politique entre la Silésie et la Pologne depuis sept siècles.

À la fin de la Première Guerre mondiale, la population de Haute-Silésie est en grande majorité allemande. Ce n'est que dans la seconde moitié du XIX[e] siècle, lorsque la Haute-Silésie orientale devient une région industrielle et que la région frontalière offre des emplois attractifs aux habitants de la Pologne russe toute proche et de la Galicie habsbourgeoise, que de grands nombres d'ouvriers industriels et agricoles polonais immigrent en Silésie. Suite à l'effondrement de l'empire allemand et à la fin de la guerre en 1918, les délégués polonais à Versailles et les descendants des travailleurs immigrés polonais tentent de rattacher toute la Haute-Silésie à la nouvelle Pologne.[595] En novembre 1918, la révolution en Allemagne atteint également la province de Silésie. Dans les conseils de soldats de nombreuses villes, des Polonais prennent les commandes et hissent le drapeau rouge et blanc de la Pologne sur les toits des mairies. Ils tentent de transformer le passage de la monarchie à la république en un rattachement de la Haute-Silésie à la Pologne et de mettre la conférence des vainqueurs à Versailles devant le fait accompli, comme dans le cas de Poznan et de la Prusse occidentale.[596] Le commandement suprême de l'armée allemande met fin à cette tentative. C'est le premier soulèvement polonais en Haute-Silésie sur quatre en l'espace de trois ans.

Ce qui suit est, jusqu'à son terme, extrêmement turbulent. En janvier 1919, des élections législatives ont lieu. Les groupes polonais de Silésie appellent leurs compatriotes à boycotter les élections. Quelque 75 % des électeurs votent néanmoins pour des partis allemands, bien que la situation en Allemagne soit à l'époque extrêmement déprimante. Moins de six mois plus tard, le 7 mai 1919, le « Conseil suprême des Alliés » des vainqueurs exige que toute la Haute-Silésie soit remise à la Pologne. Après les élections de janvier,

[595] Benoist-Méchin, tome 2, pages 157 et suivantes.
[596] Benoist-Méchin, tome 2, page 161.

c'est une violation manifeste du droit à l'autodétermination de la population silésienne. La délégation allemande à Versailles demande donc un référendum en Haute-Silésie. Après la perte de la Sarre et de la partie allemande de la Lorraine au profit de la France, il s'agirait déjà du troisième territoire industriel dont les vainqueurs veulent priver l'Allemagne. Le bassin houiller et industriel de Haute-Silésie a en outre été exploité exclusivement par des ingénieurs allemands et



Carte 27 : la Silésie.

avec des capitaux allemands.

Le 16 juin 1919, le « Conseil suprême des Alliés » accorde aux Allemands, contre la voix de la France, un référendum. Les élections doivent être dirigées par une commission interalliée et placées sous la protection des troupes alliées. L'Allemagne doit au préalable retirer ses troupes stationnées dans la zone de vote. Après le départ des soldats allemands et avant l'arrivée des soldats alliés, une deuxième insurrection polonaise éclate afin d'anticiper le référendum et les militaires étrangers. Le 10 juillet 1919, les insurgés, comme les appellent les Allemands, ou les patriotes, comme les voient les

Polonais, font sauter trois ponts de chemin de fer et de route afin de fermer la zone contestée à l'Allemagne. Les douanes allemandes parviennent certes encore à intercepter des transports d'armes et de matériel de propagande en provenance de Pologne, mais à partir du 16 juillet, les mineurs polonais se mettent en grève dans tout le bassin minier de Silésie. C'est alors qu'éclate une révolte de près de 22 000 combattants armés, organisés en associations polonaises.[597] L'ancien député du Reichstag Korfanty, qui représentait jusqu'alors les Polonais de Silésie à Berlin, prend la tête de la révolte. La Reichswehr ayant été retirée sur ordre des puissances victorieuses, des corps francs allemands interviennent. Ils entrent en Haute-Silésie malgré les protestations des vainqueurs et mettent fin à la deuxième révolte en l'espace d'une semaine.

Le 11 février 1920, la Commission de contrôle interalliée prend le pouvoir politique en Haute-Silésie. Avec elle, 11 500 soldats français et 2 000 soldats italiens, sous le commandement du général français Le Rond, entrent en Haute-Silésie. Le Rond ne cache pas sa sympathie pour la Pologne. Il prend parti au lieu de jouer les médiateurs. Le 17 août 1920, des affrontements ont lieu à Katowice entre des manifestants allemands et les troupes françaises. Korfanty profite de l'occasion pour lancer une troisième insurrection. Des affrontements sanglants et des pillages s'étendent à toute la Haute-Silésie. L'État polonais se déploie à la frontière avec onze divisions et fait pression à l'extérieur. Les milices polonaises, avec des renforts venus de Pologne, repoussent les forces de sécurité allemandes et limogent – avec la complicité silencieuse des Français – les enseignants et les fonctionnaires allemands dans plusieurs comtés. Les insurgés tentent une troisième fois de prendre le contrôle de la Haute-Silésie sans élections. Cette fois, l'insurrection se termine par des négociations. Le « Conseil suprême des Alliés » en tire alors les conséquences. En mars 1921, il transfère 2 000 soldats supplémentaires,

[597] Benoist-Méchin, tome 2, page 168.

cette fois d'Angleterre, en Haute-Silésie afin de permettre des élections non perturbées.

Le 21 mars 1921, le référendum exigé par les Allemands a lieu. La journée est précédée d'affrontements sanglants. Lors de la campagne électorale et du scrutin, 1 520 citoyens allemands trouvent la mort. Le résultat des élections entraîne la division de la Haute-Silésie. Près de 61 % de la population vote pour rester dans le Reich allemand, 39 % souhaitent être rattachés à la nouvelle Pologne. Le résultat ne montre malheureusement pas de frontière ethnique claire. Les habitants de treize villes de la région industrielle veulent majoritairement rester avec l'Allemagne, mais les habitants des campagnes dans les circonscriptions où se trouvent ces villes veulent majoritairement rejoindre la Pologne. Bien que la majorité globale suffise à l'Allemagne et que certaines de ces villes aient un accès au territoire allemand majoritaire adjacent, la Commission de contrôle interalliée les propose à la Pologne. Au sein de la commission, on n'est cependant pas d'accord au départ sur le tracé de la frontière qui doit diviser les territoires majoritaires. Les Britanniques et les Italiens proposent une ligne de démarcation qui laisserait 350 000 Polonais dans l'Empire allemand. Les Français s'imposent cependant avec une frontière où 400 000 Allemands deviennent citoyens polonais.[598] Allemands et Polonais regrettent cette décision. L'Allemagne pleure 400 000 citoyens perdus et son territoire silésien. Quelque 85 % des gisements de charbon de Haute-Silésie appartiennent désormais à la Pologne. La Pologne attendait toutefois manifestement davantage.

À peu près au moment où se déroulent les élections, la France livre des armes pour la guerre de la Pologne contre la Russie. Une partie des armes est détournée en Pologne vers la Silésie.[599] Le 1er mai 1921, la Commission interalliée annonce le tracé de la nouvelle frontière. Les Polonais ne sont pas prêts à accepter le résultat du vote et la division de la Haute-Silésie. Le 2 mai, la population polonaise se met

[598] Benoist-Méchin, tome 2, page 172.
[599] Benoist-Méchin, tome 2, page 173.

en grève dans les mines, les usines et l'agriculture de Silésie. Le 3 mai, Korfanty appelle à un quatrième soulèvement. Des trains chargés de pièces d'artillerie, de mortiers, d'armes de poing et de matériel d'approvisionnement partent de Pologne vers la Haute-Silésie, toujours allemande au regard du droit international. L'armée régulière polonaise soutient l'insurrection avec quelques bataillons d'infanterie. Les soldats français du général Le Rond laissent passer les colonnes de camions et d'infanterie polonaises sans être inquiétés. Les Italiens font leur devoir et s'opposent aux insurgés et aux forces polonaises, et ils le paient au prix de quarante morts et deux cents blessés.[600] Deux documents de Korfanty datant du 3 mai nous sont parvenus. L'appel à la population :

> *« Concitoyens !*
>
> *... Depuis 20 ans, je n'ai cessé de lutter pour vos droits et votre indépendance. Travailleurs en grève et en lutte ! Je suis désormais votre frère parmi vous et je me place – en accord avec nos partis polonais – à la tête de notre mouvement. ... Pour organiser un mouvement de masse, je nomme Nowina Doliva commandant en chef de toutes les forces armées. Tous les commandants de district, les chefs et les insurgés eux-mêmes lui doivent une obéissance absolue. ...*
>
> *Quartier général de Beuthen,*
> *3 mai 1921, jour de l'anniversaire*
> *de la Constitution polonaise.*
> *Korfanty ».*[601]

L'autre document est une lettre adressée le même jour aux gouvernements des puissances alliées victorieuses :

> *« ...Je déclare solennellement que j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour empêcher une insurrection armée ; un trouble de l'ordre public. Mais lorsque les propositions de la Haute Commission Interalliée concernant le partage de la Haute-Silésie furent connues des ouvriers et des paysans polonais,*

[600] Benoist-Méchin, tome 2, page 176.
[601] Benoist-Méchin, tome 2, page 175.

qui depuis des siècles faisaient l'objet d'une exploitation sans scrupules et d'une politique d'oppression brutale de la part de la Prusse et de l'Allemagne, un désespoir sans bornes s'empara de la masse à l'idée qu'ils pourraient retourner sous le joug prussien. ...24 heures après l'arrivée de la mauvaise nouvelle... la population a spontanément pris les armes. ... Pour que cette explosion passionnée du peuple armé acharné ne dégénère pas en état d'anarchie sous l'influence d'éléments criminels, je me suis mis, à la demande des insurgés et des grévistes, à la tête du mouvement pour ... rétablir l'ordre public le plus rapidement possible. ...

Korfanty ».[602]

La France impute le soulèvement à la presse allemande. Le 13 mai 1921, le Premier ministre britannique Lloyd George donne une toute autre appréciation de l'insurrection de son point de vue à la Chambre des communes :

« Les Alliés ont décidé par une décision générale que les parties de la Haute-Silésie qui avaient voté en majorité pour la Pologne devaient être données à la Pologne. Maintenant, les Polonais ont provoqué un soulèvement et mis les Alliés devant le fait accompli. Ce geste constitue une rupture complète du traité de paix de Versailles. La Pologne est le dernier pays qui pourrait tenter d'enfreindre le traité de Versailles. ... Si la Pologne était autorisée à envahir ces provinces allemandes, cela se terminerait mal. »[603]

Les insurgés et les troupes polonaises conquièrent jusqu'au 5 mai, c'est-à-dire en l'espace de deux jours, l'est de la Haute-Silésie jusqu'au cours supérieur de l'Oder, un territoire un quart plus grand que la Sarre. Le gouvernement du Reich proteste le 2 mai, ainsi que les 3, 4, 5 et 7 mai auprès des gouvernements des puissances victorieuses. La France tente de placer la conquête polonaise sous sa protection et menace de considérer une intervention de la Reichswehr en Haute-Silésie comme une violation du traité de Versailles et de la sanctionner par une occupation de la Ruhr. En France, la classe d'âge des conscrits de 1919, déjà démobilisée, est rappelée, ce qui prouve que la

602 Baumfalk, page 178.
603 Baumfalk, page 180.

menace n'a pas été écartée. À partir de 9 mai 1921, les Polonais tentent de poursuivre leur attaque vers l'ouest. Mais pendant ce temps, des volontaires de toute l'Allemagne et d'Autriche se rassemblent, forment des corps francs et commencent à partir du 21 mai à reconquérir le pays perdu et en partie détruit. Du 21 au 25 mai, les Polonais et les corps francs livrent une bataille décisive à Annaberg, près de la petite ville de Krappnitz. La plus grande partie des conquêtes polonaises est récupérée par l'Allemagne.

L'attitude du gouvernement du Reich à Berlin est amère pour les volontaires de toute l'Allemagne. Alors que la bataille bat encore son plein, il annonce le 24 mai par décret, sous la pression massive de Paris, que tout soldat allemand des corps francs participant aux combats en Haute-Silésie sera puni d'une peine de prison ou d'une amende pouvant aller jusqu'à 100 000 marks.[604] Ainsi, le conflit germano-polonais en Silésie contribue de manière non négligeable à détruire durablement la confiance des soldats de la Grande Guerre envers leur propre gouvernement et la nouvelle République allemande.

Le 5 juillet, les corps francs ont libéré la majeure partie de la Haute-Silésie. Le partage se fait alors selon une proposition du Ministre italien des affaires étrangères, le comte Sforza, avec une nouvelle frontière de séparation – la ligne Sforza – de sorte que les minorités allemande et polonaise soient à peu près équilibrées en nombre dans le pays étranger respectif. Le 17 juin 1922, la Haute-Silésie orientale quitte le Reich. L'historien polonais Halecki évalue ainsi le résultat de ce conflit :

> *« La France seule favorisait les revendications polonaises, tandis que l'Angleterre et l'Italie ne voulaient attribuer à la Pologne que deux districts agricoles. Finalement, la question fut résolue de la manière la plus compatible avec la justice internationale. ... De cette manière, la Pologne gagna également une partie considérable des riches régions industrielles. La nouvelle province polonaise de Silésie était la seule partie relativement petite de la République*

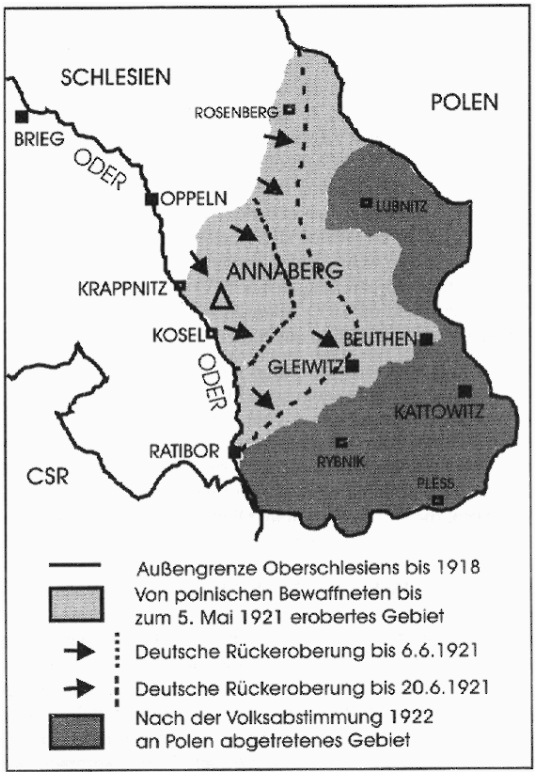
[604] Journal officiel du Reich 1921, page 711.

restaurée qui dépassait les frontières d'avant les divisions (polonaises) ».[605]

En Allemagne, la cession de la zone industrielle et des villes majoritairement allemandes situées au-delà de la ligne Sforza est perçue comme une perte douloureuse. Cela reste un obstacle entre l'Allemagne et la nouvelle Pologne jusqu'à ce qu'Adolf Hitler réduise les exigences allemandes à Dantzig et aux voies de transit. Hitler ne fait référence à aucune de ses exigences concernant la Haute-Silésie orientale. Mais la coopération franco-polonaise lors de la partition et des soulèvements polonais marquera la pensée des gouvernements allemands et de la jeune armée du Reich en matière de politique de sécurité pour les vingt années suivantes. Désormais, à chaque tension et conflit avec la France, on voit parallèlement le danger polonais ; à chaque conflit avec la Pologne, la menace française. La Reichswehr et la population ont depuis lors l'idée qu'une faiblesse militaire signifie que l'État peut être rançonné. La menace de la France d'occuper la Ruhr à l'ouest si le Reich s'oppose à des annexions étrangères à l'est restera gravée dans les mémoires jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Les préparatifs secrets d'armement avant 1933 et la reconstruction rapide des forces armées allemandes à partir de 1935 tirent leur légitimité, aux yeux de la population et des soldats, de cette expérience du début des années Vingt.

En 1919, la Pologne fait son retour sur la scène de l'histoire européenne en tant que nation indépendante. Mais elle ne cherche pas sa nouvelle identité dans les frontières imposées par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Les Polonais modernes de 1919 rêvent de l'ancienne Pologne-Lituanie de 1450. Ils commencent leur nouvelle histoire par une série de guerres qu'ils ont eux-mêmes mises en scène. Cela ne leur vaut pas seulement l'hostilité de tous leurs voisins, mais cela dévalorise aussi bon nombre de traités qui auraient peut-être pu les protéger en 1939.

[605] Halecki, page 229.



Carte 28 : les combats pour le mont Annaberg.

La Pologne, un État multiethnique

La nouvelle Pologne est devenue un État multiethnique avec l'annexion d'anciennes régions ukrainiennes, biélorusses, lituaniennes, tchèques et allemandes. En 1923, le pays compte 30 millions de citoyens polonais, dont 19 millions – soit deux tiers – ont le polonais pour langue maternelle. Cinq millions sont ukrainiens, 2,5 millions

juifs, 2 millions allemands et 1,2 million biélorusses.[606] S'y ajoutent des minorités d'origine lituanienne, tchèque ou hongroise ainsi que des Cachoubes et des Gorali. Dans la « Pologne orientale » conquise, les Polonais sont eux-mêmes une minorité. Pour 7,4 millions d'Ukrainiens, de juifs et de Biélorusses, on y compte à peine 1,5 million de Polonais, soit à peine un sixième de l'ensemble des personnes qui y vivent.[607]

La Pologne a d'abord dû reconnaître et garantir les droits de ses minorités dans le Traité de protection des minorités qui fait partie du Traité de Versailles.[608] Mais les Polonais considèrent ce Traité de protection comme discriminatoire, car il ne lie qu'eux et non pas aussi les pays voisins. Le 15 mai 1922, la Pologne adhère en outre à la « Convention de Genève pour la protection des minorités ». La Constitution du nouvel État polonais garantit également des droits appropriés aux minorités nationales.[609] L'article 109 de la Constitution polonaise stipule que :

> *« Chaque citoyen a le droit de conserver sa nationalité et de cultiver sa langue et ses spécificités nationales. Des lois spéciales de l'État garantissent aux minorités de l'État polonais le libre développement intégral de leurs spécificités nationales par le biais d'associations autonomes de minorités. »*

La protection de la vie, des droits, de la langue maternelle et des traditions des nombreuses nationalités non polonaises est ainsi assurée dans un premier temps par la loi et le droit international dans le nouvel État polonais. Mais les « lois spéciales de l'État » prévues par la Constitution ne sont jamais promulguées. La Pologne commence très vite à inverser la russification et la germanisation subies auparavant et va, avec la polonisation de ceux qui sont désormais minoritaires en Pologne, bien au-delà de ce qui leur avait été imposé

606 Castellan, pages 151 et suivantes ; les chiffres sont tirés des statistiques polonaises contradictoires de la source indiquée.
607 Info BpB, cahier 142, page 25.
608 Traité de protection des minorités du 28 juin 1919, dit traité des minorités.
609 Constitution du 17 mars 1921.

auparavant – du moins sous la domination allemande et des Habsbourg.

Tout d'abord, à partir de 1922, on expulse les non-Polonais qui sont entrés dans le pays après 1908, même s'ils y ont acquis légalement des commerces, des entreprises ou des terres. Ensuite, les non-polonais sont placés devant le choix de se décider pour la Pologne ou d'« opter » pour l'Allemagne ou d'autres pays et d'y émigrer. Les « optants » qui se déclarent pour l'Allemagne, l'Autriche ou l'Union soviétique et quittent le pays ne sont pas indemnisés dans un premier temps pour les biens laissés derrière eux, pour les biens immobiliers expropriés, pour les terres agricoles et pour leurs forêts. De plus, les fonctionnaires de langue maternelle russe ou allemande sont licenciés. Environ la moitié des écoles et des universités russes, juives et allemandes doivent fermer. L'enseignement bilingue, s'il est encore dispensé après la fin de la guerre, est interdit par la loi[610] et le polonais est déclaré seule langue d'enseignement. Une grande partie des Ukrainiens, des Biélorusses, des juifs, des Autrichiens et des Allemands se voient retirer leurs autorisations d'exercer la médecine et la pharmacie, ainsi que leurs licences commerciales et d'édition.[611] Par ailleurs, tout ce qui n'est pas polonais est boycotté par les entreprises polonaises.

À partir de 1919, les individus indésirables sont concentrés et enfermés dans des camps près de Szczypiorno et de Stralkowno. Rien que 16 000 « ennemis d'État » de langue maternelle allemande y sont détenus. En 1923, de tels camps sont également créés près de Brest-Litowsk et de Bereza Kartuska pour concentrer d'autres « ennemis de l'État ».[612] Jusqu'en 1939, environ 15 000 plaintes de minorités polonaises parviennent à la Société des Nations à Genève, dans lesquelles les personnes concernées dénoncent et déplorent les actes arbitraires, les violations du droit et le harcèlement de Polonais envers des non-Polonais. De mars à août 1939, le ministère des Affaires

610 Loi du 31 juillet 1924.
611 Loi de décembre 1921.
612 Kendziora, page 22.

étrangères à Berlin enregistre 1 500 cas de ce type à l'encontre d'Allemands.[613] Le Conseil de la Société des Nations doit aborder à plusieurs reprises la situation des minorités dans l'État polonais, mais il ne parvient guère à changer les choses. Le 15 juin 1932, lord Noel-Buxton fait un rapport devant la Chambre des Lords à Londres à propos d'une réunion du Conseil à ce sujet :

> *« Ces derniers jours, des questions importantes concernant les minorités nationales ont été traitées lors des sessions du Conseil de la Société des Nations. En particulier, la session de janvier a négocié un rapport traitant de ce que l'on appelle la terreur, qui a eu lieu en Ukraine à l'automne 1930. L'assimilation par la destruction de la culture est à l'ordre du jour. ... Pas moins d'un million d'Allemands ont déjà quitté le corridor et Poznan depuis l'annexion, car ils y vivent dans des conditions insupportables. ... Dans la partie polonaise de la Galicie orientale, les écoles primaires ont été réduites de deux tiers entre la fin de la guerre et 1929. Dans les universités où les Ukrainiens occupaient onze chaires sous la domination autrichienne, ils n'en possèdent désormais aucune, bien que le gouvernement polonais leur ait promis en 1922 leur propre université. Dans la partie de l'Ukraine polonaise qui appartenait autrefois à la Russie, en Volhynie, les conditions sont encore plus dures. Il y a ici un vaste système de colonisation par d'anciens soldats, et ces gens persécutent leurs voisins d'une manière extrêmement regrettable. ... Dans toute l'Ukraine, il existe en outre un système de persécution policière. Dans ce contexte, nous ne pouvons pas laisser de côté un fait particulièrement déplorable, à savoir la torture de prisonniers dans les prisons et de suspects qui se sont attirés la disgrâce des autorités polonaises. Des preuves convaincantes de l'utilisation de la torture médiévale dans de tels cas sont, à mon grand regret, disponibles. Ces témoignages ont été décrits au Conseil de la Société des Nations par lord Cecil, délégué du gouvernement britannique, comme choquant pour la conscience de l'humanité. Elles n'ont pas été examinées par le Conseil, comme cela aurait dû être le cas. ... Je voudrais rappeler à Vos Seigneuries leur détresse en lisant les paroles d'un éminent juriste, ... Sir Walter Napier, qui a écrit ceci :*
>
> *'Les dirigeants du village ont été encerclés, conduits dans une*

[613] ADAP, série D, volume VII, document 218.

grange, déshabillés, maintenus à terre et frappés avec de gros bâtons utilisés pour le battage. Il était interdit aux médecins de se rendre des villes aux villages. Et les paysans qui tentaient de se rendre dans les villes pour se faire soigner étaient contraints par la police de faire demi-tour.'

... Nous ne devons pas oublier que la Pologne a tout particulièrement raison de tenir compte de ces traités, car les annexions qui lui ont été accordées l'ont été à la condition qu'elle accorde l'autonomie à ces régions. Cette disposition a été établie par la Conférence des ambassadeurs de 1923, dont notre pays était un membre éminent. »[614]

L'intérêt particulier des Britanniques pour le sort des Ukrainiens en Pologne orientale, que l'on peut entendre ici, s'explique par l'afflux important d'émigrés ukrainiens au Canada britannique.

Un autre problème pour les non-polonais résulte de la très forte identification de tous les Polonais de naissance avec **l'Église catholique romaine**. Au cours des cent cinquante dernières années de domination étrangère dans la Pologne divisée, l'Église de Rome a été le refuge de la polonité. Cela produit aujourd'hui ses effets. Ainsi, après la Première Guerre mondiale, « être protestant » est devenu synonyme d'allemand en Pologne, et l'appartenance à l'une des trois églises orthodoxes de Biélorussie et d'Ukraine ne correspond pas à la véritable polonité. La formule « Polonais égale catholique » exclut également les juifs. La nouvelle Pologne utilise – là où c'est possible – l'Église pour poloniser ses minorités. Ainsi, Varsovie profite d'un concordat avec Rome[615] pour bannir le russe et le lituanien des offices dans les églises catholiques de Biélorussie et de la région de Vilnius. Ils sont remplacés par le polonais et le latin.[616] Les écoles protestantes du dimanche en langue allemande, un type d'enseignement volontaire les jours fériés, sont supprimées par la police.

La nouvelle Pologne ne sera pas un État multiethnique comme les Habsbourg avant elle. Elle ne se considère pas comme un État avec

---

[614] Burneleit, pages 26 et suivantes.
[615] Concordat du 10 février 1925.
[616] Castellan, page 156.

une multitude de confessions et de nations. Dans la Pologne de 1920, seuls sont acceptés ceux qui parlent polonais et croient au catholicisme romain. Le 14 décembre 1931, le journal anglais *Manchester Guardian* décrit la politique polonaise en matière de nationalités comme un « Enfer ».

> *« Les minorités en Pologne doivent disparaître »*, écrit le journal. *« Cette politique est menée de manière impitoyable, sans tenir compte le moins du monde de l'opinion publique mondiale, des traités internationaux et de la Société des Nations. L'Ukraine est devenue un enfer sous la domination polonaise. On peut dire la même chose de la Biélorussie avec encore plus de raison. L'objectif de la politique polonaise est la disparition des minorités nationales sur le papier et dans la réalité ».*

Les **Biélorusses** et les Ukrainiens, en tant que majorité ancestrale à l'est de la ligne Curzon, s'opposent énergiquement à toutes les tentatives de polonisation et de catholicisation. Lorsque le gouvernement polonais entreprend d'exproprier des terres en Biélorussie et d'interdire la langue biélorusse dans les journaux et les écoles en 1924 et 1925, un soulèvement populaire, la terreur et la contre-terreur s'installent. Le pays reste non pacifié jusqu'à l'occupation par l'Union soviétique en septembre 1939.

En Ukraine aussi, la coexistence des Polonais et des **Ukrainiens** se déroule sous une mauvaise étoile. Après la fin de la guerre mondiale, les Ukrainiens se livrent d'abord à de graves violences contre les Polonais, dont ils se souviennent comme d'anciens oppresseurs. Puis la Pologne conquiert l'Ukraine occidentale à l'est de la ligne Curzon, et la vengeance fait rage dans le sens inverse. Un observateur sur place, le professeur de slavistique français Martel, décrit la prise de territoire de l'Ukraine par les Polonais de manière un peu drastique :

> *« On a tiré, on a pendu, on a torturé, on a emprisonné, on a confisqué, bref, on s'est amusé comme au bon vieux temps. De nombreux prêtres ukrainiens ont été exécutés. Pour éviter la surpopulation, les Polonais ne faisaient pas de prisonniers. ... Les prisons de Lviv débordent d'Ukrainiens de*

toutes conditions ... dont le seul crime est d'être ukrainien ou de parler ukrainien ».[617]

Les Polonais savent que les Ukrainiens de leur pays aspirent à la création de leur propre État avec les Ukrainiens de l'Union soviétique voisine, ou du moins à leur unification. Varsovie soupçonne donc les Ukrainiens polonais d'être communistes ou bolcheviques et de pactiser avec les Soviétiques. Ce n'est qu'en 1933 et 1934 que la situation en Ukraine polonaise se détend pour un moment de répit, lorsque la Pologne tente de rallier ses « propres » Ukrainiens et ceux de l'Union soviétique à une Grande Ukraine sous domination polonaise.

Cependant, la haine des deux nations l'une envers l'autre persiste au sein de la nouvelle Pologne jusqu'à ce que l'Union soviétique reconquière le pays. En 1930, l'archevêque Szeptyckyj, métropolite de l'Église gréco-catholique de Lviv, écrit une lettre à un ami dans laquelle il se lamente :

« Nous traversons une période terrible. Les expéditions punitives ruinent nos villages, nos écoles, nos institutions économiques. Des milliers de villageois, des prêtres, des femmes, des intellectuels sont battus, souvent jusqu'à ce qu'ils perdent connaissance. Des contributions et des réquisitions excessives sont imposées aux villages, comme pendant la guerre. La police et l'armée mènent une véritable guerre contre la population pacifique et innocente de notre malheureux pays. Le prétexte selon lequel on ne fait que combattre ou réprimer les communistes et les terroristes est totalement fallacieux. Ce n'est qu'une fiction. Il s'agit d'une aggravation en forme de crise d'un système de persécutions qui n'a pas cessé depuis 1920 ».[618]

La Pologne compte également 2,5 millions de **juifs** parmi ses grandes minorités. Ce groupe est également considéré comme un problème par les Polonais. L'historien polonais Halecki écrit en 1970 dans son *Histoire de la Pologne* :

---

[617] Castellan, page 159.
[618] Castellan, page 161.

« La question juive est devenue particulièrement brûlante avant la Seconde Guerre mondiale. Il s'agissait d'une question très cruciale si l'on considère que plus de trois millions de juifs – près de 10 % de la population totale – étaient dispersés dans tout le pays, qu'ils représentaient un pourcentage encore bien plus élevé parmi les habitants des villes, dans le commerce et l'industrie et dans certaines professions, et que seul un nombre insignifiant d'entre eux était réellement assimilé. Dans ces conditions, l'émergence d'un mouvement antisémite, pour des raisons économiques bien plus que raciales, était presque inévitable ».[619]

Aux raisons raciales et économiques évoquées par Halecki s'ajoutent probablement des raisons de politique partisane pour expliquer la faible intégration des juifs parmi les Polonais. Parmi les membres de la minorité juive, les partisans du Parti communiste polonais sont manifestement particulièrement nombreux ou du moins soupçonnés de l'être. En mars 1937, le Premier ministre polonais Skladkowski se plaint, lors d'un entretien avec le professeur Burckhardt, haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig, que « 60 % de nos juifs sont des communistes et 90 % de tous les communistes sont des juifs ».[620] En Pologne, les communistes sont toujours soupçonnés d'être des sympathisants de la mal-aimée Union soviétique.

En 1935, le Ministre polonais des affaires étrangères Beck met en place un groupe de travail chargé d'étudier « la question juive en Pologne » et de trouver des moyens de la résoudre. Le hasard veut que le développement de l'île de Madagascar devienne un sujet public en France en 1937. On cherche des colons, mais les Français se montrent peu enclins à y émigrer. Lorsque le Ministre français des affaires étrangères Delbos effectue une visite d'État à Varsovie en décembre 1937, son hôte Beck profite de l'occasion pour demander à Delbos « s'il est d'accord pour que tous les juifs polonais émigrent vers l'île de Madagascar ».[621] Delbos ne répond pas à cette question.

---

619 Halecki, page 234.
620 Burckhardt, page 73.
621 Rassinier, page 127.

Le Premier ministre Skladkowski estime lui aussi que les juifs feraient bien d'entreprendre leur émigration en collaboration avec l'État polonais. Il exprime cette opinion lors d'une réunion de la commission budgétaire de la Diète.[622] La population juive est manifestement un sujet permanent pour les hauts responsables politiques polonais, jusqu'à la chute de l'État en 1939. En 1931, l'ancien Ministre des affaires étrangères Dmowski déclare que la question juive est le plus grand problème pour la civilisation de la terre entière, et il défend le point de vue selon lequel seule « l'expulsion totale » des juifs de Pologne peut résoudre la question juive.[623]

Le mouvement antisémite, comme le qualifie Halecki, fait qu'entre 1933 et 1938, quelque 557 000 juifs quittent leur patrie polonaise pour chercher refuge en Allemagne voisine (d'où, durant la même période, 170 000 juifs allemands émigrent à l'étranger).[624] Les autorités allemandes du Reich tentent d'expulser à nouveau vers la Pologne environ 50 000 de ces juifs en fuite. La police polonaise empêche le retour de ces pauvres gens et les repousse à la frontière du côté allemand à coups de baïonnette. Cette expulsion et ce rejet des juifs constituent un pan de l'histoire commune profondément honteux pour l'Allemagne comme pour la Pologne. La Pologne retire aussitôt la nationalité polonaise aux juifs qui ont émigré en Allemagne et ailleurs. Le sort des juifs restés en Pologne deviendra plus tard une catastrophe après la conquête de la partie du pays occupée par les Allemands, par la faute de ces derniers.

Une autre minorité, mais qui ne compte que 106 000 personnes, est celle des **Cachoubes**. Ce sont les descendants des Pomorans, la population autochtone de la Poméranie côtière d'avant la première conquête polonaise. Outre leur propre langue, ils cultivent leur propre identité. L'importance politique des Cachoubes dans les années Vingt découle de leur zone d'implantation au nord de la Prusse occidentale-

622 Séance du 14 janvier 1939, voir Archiv der Gegenwart, page 3889.
623 Hoggan, page 24. Cité ici : Swiat Powojenny i Polska, Varsovie 1937, page 317.
624 Benoist-Méchin, tome 7, page 39.

Poméranie, là où la Poméranie et la Prusse Orientale se rapprochent le plus. Les Polonais comptent les Cachoubes comme des Polonais, prouvant ainsi que la population du corridor a toujours été polonaise. Le mécontentement des Cachoubes vis-à-vis de leur nouveau pouvoir à Varsovie est interprété par les Polonais comme de l'ingratitude et de la stupidité.

La **minorité allemande** en Pologne – initialement d'un peu plus de 2 millions de personnes – diminue jusqu'en 1923 à 1,2 million en raison de l'expulsion des « optants », de l'émigration des fonctionnaires licenciés qui ne peuvent plus vivre là-bas sans salaire, de la fermeture de nombreuses écoles allemandes, des expropriations et de la terreur. Au même moment, l'Empire allemand est en proie à une crise économique. Il doit en outre accueillir et nourrir les personnes expulsées d'Alsace-Lorraine et de la Rhénanie occupée. Le gouvernement du Reich demande donc aux Allemands vivant encore en Pologne d'y rester.[625] Cela suscite à son tour le soupçon et l'accusation en Pologne que l'Allemagne veut y maintenir une minorité et ainsi revendiquer des territoires perdus.

Les Allemands qui restent en Pologne n'acceptent qu'avec réticence leur sort de citoyens de seconde classe sous une domination étrangère. De même, les tentatives d'éduquer les Allemands à devenir polonais avec insistance n'ont guère de succès. Les Polonais considèrent donc la minorité allemande comme déloyale et les considèrent comme des étrangers, bien qu'ils soient désormais citoyens de leur État. En septembre 1934, la Pologne dénonce unilatéralement le traité de protection des minorités qu'elle avait dû conclure en 1919 à la demande des puissances victorieuses. Dès 1934, Adolf Hitler s'efforce de résoudre la question de Dantzig et le problème du corridor en accord avec le gouvernement polonais. Il espère obtenir des concessions et tente d'apaiser les tensions entre les deux pays, notamment au profit de la minorité allemande en Pologne. Ces efforts aboutissent à deux traités : le traité d'amitié et de non-

[625] Strobel, page 23.

agression de 1934 et un accord de protection des minorités en novembre 1937. L'effet de ce dernier pour la minorité allemande en Pologne ne dure pas longtemps. Lorsqu'en 1938, l'Autriche puis les Sudètes sont annexés à l'Empire allemand – ou occupés, comme le voient les Polonais –, la crainte des Polonais que l'Allemagne ne leur réclame des terres et des hommes appartenant à l'ancien Empire allemand augmente. Après l'annexion du territoire de Teschen par la Pologne en septembre 1938, lorsque Hitler exige des négociations sur l'avenir de la ville de Dantzig et une garantie de liaisons de transport sûres vers la Prusse Orientale séparée, l'hostilité des Polonais envers leur minorité allemande prend à nouveau des formes aiguës. Des actes de terreur contre les Allemands, la destruction de magasins allemands et des incendies criminels dans des fermes allemandes se transforment en pogroms. Après le rattachement du pays de Memel au Reich en mars, la situation des Allemands en Pologne devient tout à fait insupportable.

Les Polonais considèrent désormais qu'une guerre avec l'Allemagne est inévitable. C'est pourquoi, à la mi-août 1939, on commence en Pologne à arrêter préventivement les membres de la minorité et à les emmener en Pologne intérieure.[626] Durant l'été 1939, le nombre d'Allemands qui veulent y échapper et quittent la Pologne « illégalement » ne cesse d'augmenter. Jusqu'à la mi-août, plus de 76 000 personnes se sont enfuies vers le Reich[627] et 18 000 de plus vers la région de Dantzig. Les rapports sur la manière dont les Polonais traitent leur minorité allemande et les descriptions des fugitifs jettent de l'huile sur le feu des relations germano-polonaises dans les dernières semaines et les derniers jours avant le déclenchement de la guerre. Le débat sur l'avenir de Dantzig prend ainsi une deuxième dimension. L'afflux de réfugiés polonais à l'été 1939 suscite à nouveau l'indignation en Allemagne quant au traitement réservé à leurs compatriotes dans le pays voisin, la Pologne. La sinistre expression circule : « Quand le Führer y mettra-t-il fin ? »

---

626 Schulze-Dirschau, page 155 et Rasmus, page 115.
627 Stader Tageblatt du 18 août 1939.

Contrairement à ce que les vainqueurs de la Première Guerre mondiale avaient prévu et souhaité, la Pologne ne s'est pas développée en un État pluriethnique à l'image de la Suisse. Elle a perdu dès le début la chance d'intégrer les minorités dans une nouvelle patrie. La nouvelle Pologne ne fait même pas l'effort d'attirer les grandes minorités allemandes, juives, biélorusses et ukrainiennes dans son propre pays. La Pologne devient plutôt un État dans lequel la nation titulaire tente de poloniser par des mesures coercitives le tiers des citoyens qui ne sont pas ethniquement polonais ou de les inciter à émigrer. Les efforts pour détruire l'identité des Allemands, des juifs, des Biélorusses, des Lituaniens et des Ukrainiens font monter la haine et la terreur dans une spirale qui dure depuis près de deux décennies. Plutôt que de chercher la réconciliation et la normalisation, le chauvinisme des Polonais, la force la plus puissante du pays, maintient toutes les plaies ouvertes. Ainsi, en 1939, plus personne en Allemagne et en Russie n'est prêt à considérer les Polonais comme les victimes des trois anciennes divisions, à qui l'on doit quelque chose sur le plan historique. On voit désormais en eux les auteurs de crimes contre les Allemands et les Russes, qui ont subi un sort funeste en tant que minorités en Pologne. En somme, la politique polonaise en matière de minorités entraîne des tensions extrêmes dans le pays et une solide polonophobie dans presque tous les pays voisins. La Pologne sera donc le deuxième des trois États plurinationaux nés à Versailles et à Saint-Germain à s'effondrer à cause de l'égoïsme de sa nation titulaire. Tout comme la Tchécoslovaquie avant et la Yougoslavie après ont échoué en raison de l'incapacité des Tchèques et des Serbes à faire participer correctement leurs minorités à l'État, la Pologne échoue.

La position fondamentale de l'Allemagne vis-à-vis de la Pologne

Après 1920, aucune force politique de l'Empire allemand n'accepte la perte des régions de Dantzig et de Prusse occidentale, entièrement ou majoritairement peuplées d'Allemands. Une modification ultérieure du tracé de la frontière germano-polonaise est donc la préoccupation commune de tous les partis du Reichstag, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Le Ministre des affaires étrangères Stresemann l'exprime dans une lettre[628], dans laquelle il écrit :

> *« L'une de mes tâches essentielles est la correction des frontières orientales : la reconquête de Dantzig, du corridor polonais et une correction des frontières de la Haute-Silésie : ... Le fait que nous ne reconnaissions pas la frontière à l'Est, je l'ai exprimé un jour, au grand dam du gouvernement polonais, dans un discours public à la commission des affaires étrangères, lorsque j'ai déclaré qu'aucun gouvernement allemand, des nationaux allemands aux communistes, ne reconnaîtrait jamais la frontière du traité de Versailles ».*[629]

Le 14 décembre 1925, Stresemann, prix Nobel de la paix et père de la réconciliation franco-allemande, exprime à nouveau la même chose dans un discours de principe sur les négociations de Locarno, qui ont entériné les frontières de la France et la possession de l'Alsace et de la Lorraine :

> *« L'autre ensemble de questions était celui des questions orientales. L'engagement de s'abstenir de toute attaque, nous l'avons pris à l'Ouest. Nous l'avons refusé pour l'Est. La Société des Nations laisse libre cours à la guerre lorsqu'il n'est pas possible de s'entendre sur des questions politiques. Je n'aspire certes pas à des conflits armés, mais je n'exclus pas non plus des modifications de frontières à l'Est, si l'impossible délimitation de celles-ci devait un jour engendrer des conditions qui le rendraient nécessaire ».*[630]

---

[628] Lettre du 7 septembre 1925.
[629] Kern, page 72.
[630] Burneleit, page 31.

Par ailleurs, lors de ces négociations de Locarno, la Grande-Bretagne a également refusé de garantir l'existence des territoires anciennement allemands au profit de la Pologne.

Le consensus sur la révision souhaitée de la frontière orientale de l'Allemagne ne s'étend pas seulement aux communistes allemands, à l'extrême gauche. Il est soutenu par les communistes de toute l'Europe, y compris, de manière remarquable, par le PC polonais. Dans la question des minorités avant la Seconde Guerre mondiale, les communistes européens sont en principe du côté des « opprimés ». Dans la déclaration des partis communistes de janvier 1933, déjà mentionnée dans une partie précédente de ce livre, le droit à l'autodétermination de tous les groupes de population séparés de l'ancien Empire allemand est revendiqué et, si nécessaire, le retour des terres et des hommes dans l'Empire allemand. Cette déclaration parle *expressis verbis*[631] également de Dantzig, de la Haute-Silésie et de la Prusse occidentale-Poméranie. En ce qui concerne la Pologne, il est dit :

> *« La Conférence constate que le prolétariat révolutionnaire de France, d'Italie, de Pologne, d'Angleterre (etc.) ... développe une lutte sans merci contre la politique impérialiste et belliqueuse de sa propre bourgeoisie et contre l'oppression nationale : contre la politique de pillage de l'impérialisme polonais à l'égard de Dantzig, contre l'oppression nationale en Haute-Silésie et en Poméranie ... La conférence salue la lutte du PC polonais pour le droit à la libre autodétermination de la population de Haute-Silésie et du corridor polonais, de l'Ukraine occidentale et de la Biélorussie jusqu'à la séparation de la Pologne, et pour le droit de la population de Dantzig au rattachement volontaire à l'Allemagne ».*[632]

Les réserves concernant la frontière orientale allemande et le statut de la ville de Dantzig existent donc en Allemagne bien avant l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir. Elles ne sont pas une particularité de la politique étrangère nationale-socialiste. Tous les partis du Reichstag

631 Explicitement.
632 Burneleit, page 33.

allemand sont d'accord sur ces questions, ce qui est rare. Les seize gouvernements du Reich de l'après-guerre voient, outre leur objectif de corriger à l'occasion les frontières allemandes avec la Pologne, le danger que la Pologne elle-même annexe encore d'autres territoires de l'Allemagne. La clarté et la fréquence des revendications polonaises concernant la Prusse Orientale, la Poméranie et la Haute-Silésie dans les discours publics, les journaux et sur les affiches ne peuvent être ignorées. L'Allemagne, qui ne dispose jusqu'en 1933 que de dix divisions de l'armée de terre et d'aucune force aérienne, ne pourrait pas résister militairement avec succès à la Pologne avec ses trente divisions plus sa propre force aérienne en cas d'attaque contre l'une des provinces. C'est ainsi que les gouvernements, jusqu'à Adolf Hitler, tentent d'ôter toute force à la pression des Polonais par une entente globale avec la France ainsi qu'avec l'Union soviétique.

Les réflexions militaires polonaises

La sécurité de la Pologne repose en partie sur des traités et en partie sur l'armée. Bien que dans un premier temps, le nouvel État profite de la faiblesse de ses grands voisins, ses effectifs relatifs diminuent au fil des années jusqu'à ce qu'il n'en reste plus grand-chose en 1939. Dès 1920, la Pologne entretient une armée de trente divisions avec près de 300 000 hommes.[633] En 1920 et 1921, la Pologne peut encore battre les troupes de son grand voisin lors de la guerre contre l'Union soviétique et parvient presque à l'anéantir. Pendant de longues années, l'Allemagne voisine, qui ne compte que dix divisions, ne fait pas non plus le poids face aux Polonais.

Au début des années 1930, les relations changent. En 1931, l'Union soviétique dispose déjà de quatre-vingts divisions militaires.[634] En 1939, au début de la Seconde Guerre mondiale, la Pologne, avec

[633] Roos, Polen und Europa, page 138.
[634] Roos, Polen und Europa, page 32.

une armée de paix de trente-cinq divisions[635], se situe entre l'Allemagne, avec cinquante et une[636] divisions de paix, et l'Union soviétique, avec cent quarante-trois.[637] Le désavantage de la Pologne ne réside pas seulement dans ces chiffres. Il réside également dans le fait que la Pologne, bien qu'elle ait consacré entre les deux guerres un tiers complet des recettes de l'État à son armée, n'a pas réussi à maintenir à jour le parc d'armes de l'armée de terre et les avions de son armée de l'air. La situation centrale de la Pologne est moins décisive – bien que cela soit surprenant – car l'Union soviétique et l'Allemagne sont également des pays qui sont stratégiquement coincés à l'époque : l'Allemagne entre la France et la Pologne et l'Union soviétique entre la Pologne et le Japon en Extrême-Orient.

Rétrospectivement et compte tenu de la défaite de la Pologne en 1939, il semble grotesque de considérer la Pologne comme une menace pour le Reich allemand ou l'Union soviétique. Pourtant, du point de vue de l'époque, la Pologne représente bien un danger sérieux pour les deux pays, en association avec la France d'une part et le Japon d'autre part. Cette appréciation de la Pologne par les Allemands et les Russes dans les années Vingt et Trente du XX[e] siècle, si étonnante aujourd'hui, résulte à l'époque premièrement d'expériences encore récentes, deuxièmement, jusqu'en 1935, des plans d'attaque de la Pologne en cas de guerre et troisièmement, de ce que l'on fait et dit en Pologne. Les souvenirs de l'annexion de la « Pologne orientale » et des tentatives de conquête de la Haute-Silésie sont maintenus en éveil depuis la Pologne par de nouvelles revendications concernant le territoire et les habitants et par de nouveaux gestes menaçants. La Pologne veille à ne pas laisser les blessures se cicatriser[638].

---

635 Ploetz, 2[e] Guerre mondiale, partie 2, page 337 (31 divisions et des brigades de cavalerie d'une puissance de 4 divisions supplémentaires).
636 Ploetz, 2[e] Guerre mondiale, partie 2, page 122.
637 Ploetz, 2[e] Guerre mondiale, 2e partie, page 448.
638 [NdT : un trait qu'elle a en commun avec le « peuple élu de Dieu ».]

La Pologne a également des raisons objectives de craindre l'Empire allemand et l'Union soviétique. Premièrement, le levier français contre l'Allemagne s'affaiblit depuis que cette dernière a reconnu en 1925 à Locarno les gains territoriaux de la France après la Grande Guerre. Deuxièmement, on sait en Pologne que l'Allemagne ne reconnaît pas les gains territoriaux de la Pologne partout où la majorité de la population parle allemand et où les vainqueurs ont empêché les référendums. Troisièmement, la frontière occidentale et septentrionale est difficile à défendre face à l'Empire allemand, malgré la supériorité de ses propres troupes. Si l'on considère la Prusse Orientale comme une porte d'entrée potentielle en direction de Varsovie ou le danger qu'elle représente contre le ravitaillement maritime de la Pologne par la Poméranie, cela doit inquiéter les Polonais. Ainsi, la planification de la défense polonaise vers l'ouest est en principe axée sur le danger que représente l'Allemagne.

Jusqu'en 1935, tant que la Pologne est en position de supériorité, ses préparatifs de guerre reposent sur un plan commun franco-polonais, le plan Foch. Celui-ci prévoit une attaque des deux pays contre l'Allemagne, avec une attaque principale sur Berlin et une attaque secondaire des Polonais contre la Prusse Orientale.[639] L'État-major polonais a également préparé trois plans supplémentaires. Un pour une attaque limitée contre l'arrière-poméranie afin d'élargir le corridor, un deuxième pour occuper Dantzig et une partie de la Prusse Orientale et un troisième contre la Silésie centrale.[640] Jusqu'en 1935, la défense des Polonais se résume donc à une attaque contre l'Allemagne. Ensuite, la Pologne change de régime. Après la mort de Piłsudski en 1935, un collectif de successeurs sous la direction du général Rydz-Śmigły prend le pouvoir dans l'État. C'est à peu près à cette époque que l'armée allemande atteint la taille des forces armées polonaises. L'armée rouge soviétique est devenue bien plus importante que l'armée polonaise. Dès lors, le plan d'intervention polonais pour la guerre prévoit la défense du pays sur son propre sol.

639 Roos, Planification de la Pologne, page 187.
640 Ibid.

L'idée de battre l'Allemagne sur deux fronts dans le cadre d'une offensive franco-polonaise commune se retrouve cependant encore, à partir de 1935, comme objectif stratégique dans le « *Studium Niemcy* » (« Étude de l'Allemagne ») de l'État-major polonais.[641]

En 1939, l'idée d'une attaque contre l'Allemagne n'est pas encore totalement abandonnée. En 1939, la défense de la Pologne se fonde sur un mémoire du général Kutrzeba daté du 26 janvier 1938.[642] Le général part du principe réaliste de l'infériorité des forces polonaises par rapport aux forces allemandes, mais il pense qu'elles pourront quand même défendre la Pologne pendant quelques semaines. Il s'attend à ce que la France aide militairement la Pologne dans un délai de moins de huit semaines et que l'Allemagne puisse alors être battue. Le concept de Kutrzeba part également du principe qu'après une phase initiale défensive, la guerre peut être gagnée par la Pologne et la France dans une deuxième phase avec une attaque sur Berlin. Il pense que cela se produira lorsque la Wehrmacht devra retirer une partie de ses troupes de Pologne et les lancer contre la France.

Indépendamment des circonstances réelles, les victoires passées contre l'Union soviétique et la Lituanie, ainsi qu'une fierté nationale prononcée, confèrent aux Polonais une conscience de soi militaire qui s'est transformée en une surestimation totale de soi. Le Ministre polonais des affaires étrangères, le colonel Beck, le commandant en chef Rydz-Śmigly et apparemment aussi la majorité du corps des officiers polonais croient encore, peu avant le début de la guerre, que les forces armées polonaises sont supérieures aux forces allemandes et qu'elles battront la Wehrmacht si nécessaire. Ainsi, l'état d'esprit de l'été 1939 en Pologne trompe également les Britanniques et les Français. Il leur fait croire que leur partenaire allié, la Pologne, est un facteur de poids dans la guerre attendue avec l'Allemagne. Au milieu de l'année 1939, le Ministre polonais de la guerre assure à son homologue français et l'ambassadeur polonais à Paris au Ministre

641 Roos, Planification de la Pologne, page 191.
642 Schneider, pages 205 et suivantes.

français des affaires étrangères que si une guerre éclate, ce seront les Polonais qui envahiront l'Allemagne en premier, et non l'inverse.[643]

Deux fonctionnaires du Foreign Office de Londres, qui voyagent en Pologne en mai et juin 1939 dans le cadre d'une « *fact finding mission* »[644], relatent dans leur compte rendu de voyage leur rencontre avec un chef de département de l'État-major polonais et d'autres officiers :

> *« J'ai appris, en partie par lui et en partie par les autres messieurs, que l'on songeait à attaquer la Prusse Orientale au début de la guerre, parce qu'il serait difficile aux Allemands de renforcer rapidement et suffisamment la province »...*

Plus loin dans le rapport, il poursuit :

> *« Quoi qu'il en soit, il semblait que l'opinion générale était que la Prusse Orientale devait être annexée par la Pologne ».*[645]

La confiance de la Pologne en sa propre force militaire va si loin que les journaux polonais impriment des cartes et des affiches montrant les « frontières occidentales historiques de la Pologne » sur l'Elbe, dans l'attente d'une victoire certaine sur l'Allemagne. Bien que les Polonais soient conscients de la lente guérison de leurs deux voisins, bien qu'ils prennent acte du développement de l'armée en Union soviétique et en Allemagne et qu'ils soient préoccupés par leur propre sécurité, ils continuent de rêver à de nouvelles expansions. De nombreuses déclarations officielles et officieuses indiquent clairement que leurs rêves ne sont pas cachés aux Allemands.

Le 9 octobre 1925, on peut par exemple lire dans la *Gazeta Gdansk* :

> *« La Pologne doit insister sur le fait qu'elle ne peut pas exister sans Königsberg, sans toute la Prusse Orientale. Nous devons maintenant exiger à Locarno que toute la Prusse Orientale soit liquidée. Si cela ne se fait pas de*

---

643 Bonnet, pages 224 et 252.
644 Mission d'enquête.
645 Foreign Office, S.W. 1, 9 juin 1939, Gladwyn Jebb.

manière pacifique, il y aura un deuxième Tannenberg. »

Il s'agit de la bataille de 1410, au cours de laquelle l'armée polono-lituanienne a battu l'armée de l'Ordre Teutonique, marquant ainsi le début de son déclin politique.

En 1930, la revue *Mocarstwowiec* (La ligue de la grande puissance), proche de Piłsudski, écrit :

> *« Nous sommes conscients que la guerre entre la Pologne et l'Allemagne ne peut être évitée. Nous devons nous préparer systématiquement et énergiquement à cette guerre. La génération actuelle verra qu'une nouvelle victoire à Tannenberg sera inscrite dans les pages de l'histoire. Mais nous battrons ce Tannenberg dans les faubourgs de Berlin. Notre idéal est de compléter la Pologne par les frontières de l'Oder à l'ouest et de la Neisse en Lusace, et d'incorporer la Prusse de la Pregel à la Spree. Dans cette guerre, aucun prisonnier ne sera fait. Il n'y aura pas de place pour les sentiments humanitaires. Nous surprendrons le monde entier avec notre guerre contre l'Allemagne ».*

En septembre 1930, trois ans avant la prise de pouvoir par Hitler, le Ministre polonais des affaires étrangères Zaleski déclare au président du Sénat de Dantzig, le Dr Ziehm, que seul un corps d'armée polonais pourrait résoudre la question de Dantzig.[646] En 1934, l'Académie polonaise des sciences fait imprimer des cartes postales illustrées montrant le roi polonais Boleslaw Chrobry devant une carte de la Pologne sur laquelle l'Allemagne, avec la Prusse Orientale, la Silésie, la Poméranie, la Marche de Brandebourg et Lübeck, est reconnue comme une partie occidentale de la Pologne. Le texte imprimé dit ceci :

> *« En Pologne vit l'esprit de Bolestaw le Brave. La moindre poussière de terre polonaise retourne à la mère patrie ».*[647]

Aujourd'hui encore, les visiteurs du musée militaire lituanien de Kaunas peuvent admirer une carte polonaise des années Trente qui

[646] Miksche, page 66.
[647] Piekalkiewicz, Seite 50.

montre la Marche de Brandebourg avec Berlin, la Poméranie, la Silésie et la Prusse Orientale comme des territoires polonais perdus.

La presse polonaise poursuit son travail d'influence à l'intérieur ainsi que de menace à l'extérieur jusqu'en 1939. Le 20 juillet 1939, l'hebdomadaire *Narod W Walce* (Peuple en guerre) commente :

Fig. 9 : Bolesław Chrobry devant une carte de la Pologne avec Lübeck, Leipzig et Berlin.

> *« Dantzig doit rester polonaise et l'Allemagne doit être contrainte de céder à la Pologne le territoire de la Prusse Orientale sans population ».*

Ici aussi – comme chez Beneš ... – l'expulsion ultérieure des Allemands traverse déjà certains esprits.

La Pologne ne se contente pas de rêver et de faire ce genre de choses. En octobre 1931, le maréchal Pilsudski, alors chef du gouvernement à Varsovie, fait savoir au Président américain Hoover « que la Pologne doit faire face à une attaque imminente de troupes allemandes irrégulières et envahir l'Allemagne afin de régler les choses une fois pour toutes. »[648] Même si cela ne s'est pas produit et même si – comme on le suppose aujourd'hui – l'intention de Pilsudski était

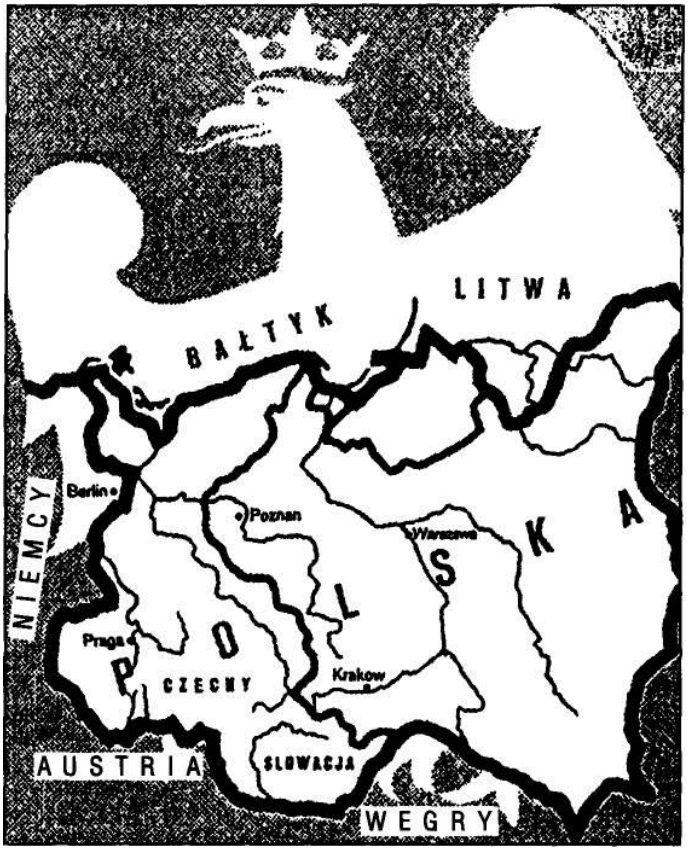


Fig. 10 : Les territoires polonais « perdus » dans une représentation polonaise du printemps 1939.

[648] Roos, Polen und Europa, page 38.

uniquement de dissuader l'élite politique américaine de corriger le traité de Versailles par cette annonce, la note n'en est pas moins un jeu d'esprit dangereux. Les dirigeants polonais montrent qu'ils sont prêts à rompre le pacte Kellogg, vieux d'à peine trois ans, dans lequel la Pologne a également signé pour renoncer à la guerre comme solution aux différends internationaux.

En 1932, Piłsudski réalise une manœuvre à l'égard de l'Allemagne et de l'Union soviétique, jusque-là liées par un traité. Le 25 juillet 1932, Varsovie et Moscou concluent le pacte de non-agression polono-soviétique. Par ce traité, l'Union soviétique assure aux Polonais qu'ils ne fourniront « ni aide ni assistance, directement ou indirectement, au Reich allemand en cas de conflit germano-polonais ».[649] Il laisse au gouvernement polonais les coudées franches face à la Russie pour tout conflit éventuel contre le Reich allemand à l'Ouest.

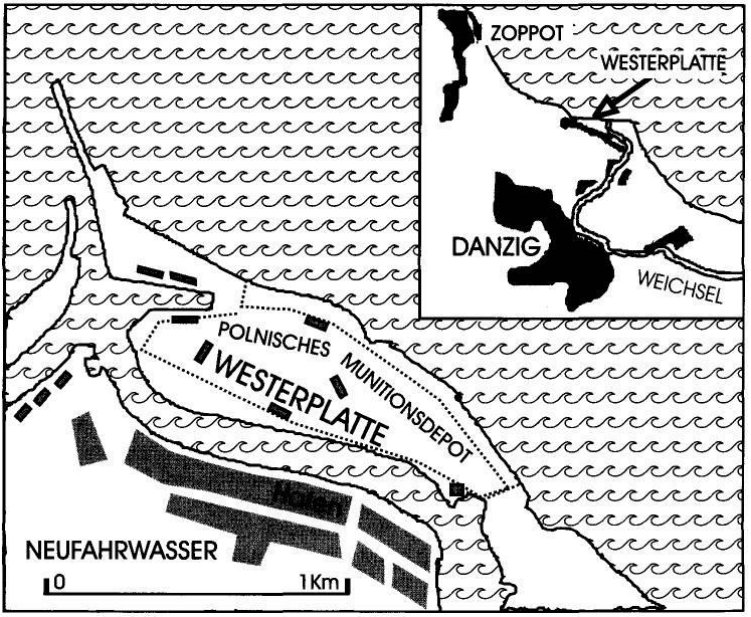
Cinq semaines après l'entrée en fonction de Hitler, la Pologne lance le premier test de sa nouvelle liberté d'action. Le 6 mars 1933, Piłsudski renforce les troupes polonaises dans l'État libre de Dantzig. Il fait stationner un bataillon d'infanterie de marine sur la Westerplatte, à l'entrée du port de Dantzig.

La Société des Nations n'y avait accordé par contrat à la Pologne qu'une équipe de garde relativement modeste pour un dépôt de munitions. Ainsi, au lieu d'une épreuve de force contre l'Empire allemand, c'est une épreuve de force contre la Société des Nations qui se produit. Les soldats polonais doivent être retirés.

La deuxième tentative visant à exploiter le soutien de Moscou contre l'Allemagne est de bien plus grande envergure. En 1933, le maréchal Piłsudski entreprend trois tentatives pour inciter la France à mener une guerre d'agression commune contre l'Allemagne. Ces tentatives sont entrées dans l'historiographie sous le nom de « plans de guerre préventive de Piłsudski ». « Préventives », car on prête au maréchal polonais l'intention d'anticiper les efforts déployés à

[649] 75 Vertrag-Ploetz, partie II, 4e volume, page 114.

l'époque par l'Empire allemand en vue d'obtenir un assouplissement des restrictions d'armement imposées par Versailles lors des négociations de Genève sur le désarmement. La tentative du gouvernement du Reich allemand, encore sous la direction du Chancelier Brüning, d'obtenir une telle modification du traité et la mise en place d'une défense à domicile des citoyens de Dantzig sont une justification suffisante pour le Maréchal Piłsudski de « punir »



Carte 29 : Dantzig et la région de Westerplatte.

l'Allemagne et – c'est à supposer – d'en tirer de nouveaux gains territoriaux.

La première tentative d'inciter le gouvernement français à mener une telle guerre d'agression contre l'Allemagne a lieu en février ou mars 1933. Piłsudski fait sonder les Français en toute discrétion pour savoir si la France est prête à une guerre pour contraindre l'Allemagne à respecter les dispositions de Versailles. La France se sent liée par l'interdiction d'attaquer contenue dans le pacte Kellogg et ne répond

pas à l'offre. La tentative polonaise est contestée plus tard depuis Varsovie, mais elle ne passe pas inaperçue. Le 17 février, l'envoyé polonais à Berlin Wysocki fait un faux pas alors qu'il doit discuter avec le « chef de la division Europe de l'Est » du ministère des Affaires étrangères Meyer des remplacements de l'attaché militaire allemand à Varsovie et du consul général polonais à Königsberg. Il demande ainsi,

> *« s'il est encore utile de pourvoir ces postes, puisque nous sommes à la veille d'une guerre entre l'Allemagne et la Pologne ».*[650]

Après la guerre, la Commission historique de l'État-major polonais a également mentionné les tentatives de sondage polonaises à Paris.[651]

Le deuxième sondage polonais à Paris en vue d'une guerre préventive a lieu à la mi-avril 1933. La Pologne est alors en proie à des troubles anti-allemands. À cette époque, le maréchal fait déployer des troupes. La cavalerie est concentrée en Poméranie, devant Dantzig et à la frontière avec la Prusse Orientale. Des troupes d'élite sont retirées de la frontière orientale de la Pologne et y sont également transférées. Dans la deuxième moitié du mois d'avril, Hitler est informé pour la première fois par l'ambassadeur von Moltke de Varsovie des tentatives du gouvernement polonais d'inciter la France à mener une guerre préventive contre l'Allemagne.[652] La France ne manifestant pas, même après le deuxième sondage de Piłsudski, d'inclination à s'engager sans raison valable dans une guerre commune aux côtés de la Pologne contre l'Allemagne, le chef d'État polonais cherche un autre moyen de contrebalancer le poids croissant de son voisin allemand. Le 15 novembre 1933, il fait demander par l'ambassadeur polonais à Berlin, Lipski, au gouvernement du Reich allemand s'il existe un moyen de procurer à la Pologne une réassurance contre l'Allemagne après le retrait de l'Allemagne de la Société des Nations.[653]

---

[650] ADAP, série C, volume I, document 22.
[651] Polnischer Generalstab (État-major polonais), 1951, volume I, partie 1.
[652] Roos, Präventivkriegspläne, page 361.
[653] Vertrag-Ploetz, page 126.

Hitler propose à Pilsudski un traité d'amitié et de non-agression. Le 24 novembre, l'ambassadeur allemand von Moltke présente le projet de traité au ministère polonais des Affaires étrangères. Puis, pendant six semaines, c'est le silence radio entre Varsovie et Berlin. Au cours de cette période, Pilsudski tente une troisième fois d'inciter Paris à anticiper un futur réarmement de l'Allemagne par une guerre préventive.[654] Lorsque la France lui montre à nouveau son hostilité, le chef d'État polonais décide de changer de politique étrangère. Le 9 janvier 1934, le pacte d'amitié et de non-agression germano-polonais est conclu. Le calme revient pour quatre ans.

Les réflexions polonaises sur l'invasion du Reich allemand et les trois sondages auprès du gouvernement français n'auraient probablement pas abouti sans le traité russo-polonais. En 1933 encore, avec ses propres troupes et une attaque simultanée de la France contre l'Allemagne de l'Ouest, l'armée polonaise aurait pu conquérir la Prusse Orientale et Dantzig sans prendre plus de risques.

L'affaire Westerplatten de 1933 et les sondages de guerre polonais à Paris, qui ont été rendus publics, ont produit un double impact sur Hitler, qui venait d'entrer en fonction. D'une part, il cherche désormais à se rapprocher de la Pologne, que l'Allemagne n'aurait pas pu affronter dans une guerre en 1933. D'autre part, Hitler se rend compte que, dès qu'il y aura un conflit avec la France, la Pologne deviendra un danger pour l'Allemagne. Et il sait que la Pologne ne respecte pas le pacte Kellogg, qui exclut les guerres pour résoudre les conflits internationaux, si cela est à son avantage. Lorsqu'en mai et en août 1939, Hitler prononce le deuxième et le troisième de ses désormais célèbres « discours clés » devant le commandement de la Wehrmacht, il exprime exactement ce qu'il a dû vivre six ans plus tôt, alors qu'il venait d'entrer en fonction. La Pologne et les puissances occidentales, qui étaient les adversaires de l'Allemagne pendant la guerre, ne font pas seulement le jeu de l'une et de l'autre ; la Pologne joue également contre l'Allemagne. Hitler déclare le 22 août 1939

[654] Roos, Präventivkriegspläne, page 359.

devant la haute hiérarchie : « Il était clair pour moi que tôt ou tard, il faudrait en venir à une confrontation avec la Pologne ». Hitler n'aurait certainement pas eu besoin d'employer ces mots pour éclairer les généraux et les amiraux sur la Pologne. Les officiers supérieurs savent eux-mêmes à l'époque que la Pologne est toujours à l'affût sur le dos de l'Allemagne depuis 1918 et qu'elle profite de l'occasion pour faire des gains, rompre des contrats et battre le tambour en France pour faire la guerre à l'Allemagne.

La politique d'alliance de la Pologne

Le deuxième pilier de la politique de sécurité polonaise est un réseau de traités. **La France et le collectif des vainqueurs** tissent d'abord ce réseau. Ces derniers lient la Pologne à un traité de protection des minorités afin de désamorcer l'explosif prévisible que constituent les minorités nouvellement créées et de priver les patries de ces minorités d'une raison d'intervention ou de reconquête ultérieure. Comme nous l'avons déjà mentionné, la Pologne perçoit ce règlement comme une discrimination et dénonce le traité en 1934, qui fait pourtant partie du traité de Versailles. Dans la littérature, le traité polonais de protection des minorités est donc parfois appelé le « petit traité de Versailles ». Avec cette résiliation, la Pologne ébranle pour la deuxième fois la construction des traités de la « banlieue parisienne ». La première fois, c'était la non-reconnaissance de la ligne Curzon. Les gouvernements polonais démantèlent ainsi un ordre de paix auquel ils ne cessent pourtant de se référer eux-mêmes ; un ordre qui aurait peut-être pu protéger la Pologne par la suite.

Les relations entre la Pologne et la France

Parmi les puissances victorieuses, c'est surtout la France d'après-guerre qui tisse un réseau de traités bilatéraux afin d'encercler l'Allemagne d'après-guerre. La somme des petits et moyens États d'Europe de l'Est que la France lie à l'Allemagne par son réseau

s'appelle la « **Petite Entente** », en référence à l'Alliance de la Première Guerre mondiale.

La Pologne devient pour la France le principal partenaire de cette Petite Entente contre l'Allemagne. Le 19 février 1921, les deux États concluent un traité d'alliance. Le cœur du traité est la promesse de se soutenir mutuellement en cas d'attaque non provoquée par des États tiers. Le même jour, le traité est complété par une convention militaire secrète qui règle tous les détails du soutien français en cas d'attaque allemande ou soviétique contre la Pologne.[655] L'intention de la France derrière ces traités est cependant que, si la France devait en avoir besoin un jour, la Pologne la soutienne avec des troupes face à l'Allemagne.[656]

En octobre 1925, lorsque le gouvernement allemand du Reich reconnaît à Locarno les gains territoriaux de la France issus de la Première Guerre mondiale, l'intérêt de cette dernière pour un soutien des Polonais diminue. Le même mois, Paris remplace l'ancien traité d'alliance de 1921 par un nouveau traité de garantie[657], toutefois plus modéré, qui reflète la baisse d'intérêt des Français. D'une part, le nouveau traité de garantie ne contient plus de dispositions relatives à la protection des Polonais en cas d'attaque par les Russes, et d'autre part, il lie le cas d'assistance en faveur de la Pologne à une décision préalable de la Société des Nations.

En 1936, lorsque Hitler fait entrer des troupes dans la zone démilitarisée de Rhénanie et rétablit ainsi la souveraineté militaire sur son propre territoire, la France se sent trop faible pour l'en empêcher. Elle ne fait plus usage de sa possibilité d'activer la Petite Entente pour une « action punitive » contre l'Allemagne. Varsovie sait dès lors que Paris ne mise plus sur la carte polonaise. Pourtant, après l'occupation allemande de la Rhénanie, les gouvernements de Paris et de Varsovie se mettent d'accord pour considérer à nouveau l'ancien traité

655 Gamelin, tome II, page 466.
656 Taylor, page 55.
657 Traité de garantie franco-polonais du 16 octobre 1925.

d'alliance de 1921 comme valable.[658] Mais quelques mois plus tard, en août 1936, il s'avère pour l'armée polonaise que le commandant en chef français Gamelin n'est plus disposé à prendre des engagements précis sur le type et le moment de l'intervention française en cas d'attaque allemande contre la Pologne.[659] Désormais, la Pologne n'a plus aucune garantie que la France s'opposera de toutes ses forces à toute tentative allemande de réviser le tracé de la frontière germano-polonaise si l'occasion se présente.

Entre 1920 et 1934, on se dispute passionnément en France sur le bien et le mal, le sens et le non-sens de la politique de Versailles de Clemenceau. On se rend bien compte que la querelle entre les Allemands et les Polonais à propos de Dantzig et du corridor est l'œuvre de leur propre « ordre de paix ». La politique et les médias discutent publiquement des possibilités de désamorcer ce risque permanent pour la paix en Europe. Pour le Français moyen des années Vingt et Trente, il est clair qu'en cas de guerre, il ne serait pas prêt à s'engager dans une autre guerre pour les intérêts de la Pologne. Mais la France estime qu'il est sage et utile de garder « un pied polonais dans la porte allemande ».

Les relations entre la Pologne et la Grande-Bretagne

Ce n'est que peu avant le début de la Seconde Guerre mondiale que la Grande-Bretagne assume le rôle de « puissance protectrice » de la Pologne. L'attitude de Londres vis-à-vis de Varsovie après la conclusion du traité de Versailles reste d'abord longtemps très distante. En Angleterre, on comprend parfaitement qu'en cédant deux millions d'Allemands à la nouvelle Pologne, en construisant l'Etat libre de Dantzig et le corridor terrestre polonais entre la Prusse Orientale et le Reich, on a jeté les bases d'une prochaine guerre. Déjà, pendant les négociations que les vainqueurs mènent à Versailles sur le sort des vaincus, le Premier ministre britannique Lloyd George

[658] Roos, Planung Polens, page 190.
[659] Roos, Planung Polens, page 192 et Gamelin, tome II, pages 230 et suivantes.

présente un mémorandum dans lequel il prophétise avec une vilaine pique contre la Pologne :

> *« La proposition de la Commission polonaise visant à placer 2,1 millions d'Allemands sous la tutelle d'un peuple d'une autre religion, qui n'a jamais fait preuve au cours de son histoire d'une capacité à se gouverner de manière stable, ne peut que conduire, à mon avis, tôt ou tard, à une nouvelle guerre en Europe de l'Est. »*[660]

En outre, la distance que Londres maintient avec Varsovie se nourrit de la politique des minorités en Ukraine. Le groupe important d'émigrés ukrainiens au Canada britannique fait en sorte que le traitement indigne des Ukrainiens en Galicie ne passe pas inaperçu en Angleterre.

Bien que l'Angleterre ait elle-même contribué en 1919 à élever la Pologne au rang de puissance maritime en lui ouvrant un corridor vers la mer Baltique et en lui accordant des droits portuaires dans la ville de Dantzig, elle ne veut toutefois pas que cela la lie durablement. Selon les calculs de la Grande-Bretagne, la nouvelle flotte polonaise sert certes à lier des parties des flottes soviétiques et allemandes de la Baltique lors de futurs conflits dans cette mer intérieure, mais l'Angleterre ne veut pas pour autant donner de garanties concernant le corridor et Dantzig. À Londres, on veut que la nouvelle Pologne lie les Soviétiques et les Allemands, et non l'Angleterre. Le chef d'État polonais Pilsudski en fera bientôt l'expérience.

En 1925, lors des négociations de Locarno, Pilsudski tente en vain d'obtenir une garantie des Britanniques sur les frontières germano-polonaises. Le Secrétaire d'État au Foreign Office Chamberlain déclare alors expressément que l'Angleterre ne se portera pas garante de ces frontières.[661] La politique étrangère de Londres reflète manifestement aussi l'opinion publique de son propre pays sur cette

---

[660] Burneleit, page 22 (Mémorandum Lloyd George du 25 mars 1919 intitulé « Quelques considérations pour la conférence de paix avant qu'elle ne fixe définitivement ses conditions »).
[661] Burneleit, page 33.

question. Le *Manchester Guardian* affirme que l'Angleterre ne garantira jamais les frontières de la Pologne. Et le *Times* écrit que les nouvelles frontières en Europe de l'Est ne sont plus tenables. Lorsque la Pologne soulève à nouveau la question de la garantie de ses frontières lors de la session de septembre 1927 de la Société des Nations, elle doit constater que le gouvernement anglais n'en veut toujours pas. Au contraire, le climat politique en Grande-Bretagne se retourne plutôt contre la Pologne. Le 24 novembre 1932, Churchill, alors député conservateur, déclare dans un discours devant la Chambre des Communes :

> *« Si le gouvernement anglais souhaite vraiment faire quelque chose pour promouvoir la paix, il devrait prendre les devants et rouvrir à son tour la question de Dantzig et du corridor tant que les pays vainqueurs sont encore en position de force. Si ces questions ne sont pas résolues, il ne peut y avoir aucun espoir de paix durable ».*[662]

Churchill voit lui aussi que le statut de Dantzig et de la Prusse-Occidentale-Poméranie ne pourra pas être maintenu durablement.

Quatorze mois après ce discours de Churchill, Hitler devient Chancelier du Reich allemand. En 1934, le traité conclu entre Hitler et Piłsudski met fin à l'intérêt des Britanniques pour les relations germano-polonaises pendant quatre bonnes années.

En 1938, la demande allemande de rapatriement des Allemands des Sudètes dans le Reich ramène la Pologne dans le champ de vision de la politique étrangère anglaise. La Pologne considère que sa revendication sur les Teschen occidentales est aussi légitime que la demande allemande sur les Sudètes et exige la cession du territoire contesté. En amont de la conférence de Munich, Londres montre tout d'abord de la compréhension pour les souhaits de Varsovie, mais ne veut ensuite pas qu'ils y soient traités. Selon le consensus de la conférence de Munich, l'Allemagne obtient les territoires de l'ancienne Habsbourg en Tchécoslovaquie, dont la majorité est peuplée d'Allemands. Selon la volonté des quatre puissances de la conférence

[662] Kern, page 82.

de Munich, la Teschen occidentale, qui ne compte qu'un tiers de Polonais, doit cependant rester en Tchécoslovaquie. Aussi, lorsque la Pologne annexe tout de même la Teschen occidentale, Londres s'indigne. Tel est l'état des relations britannico-polonaises un an à peine avant le début de la guerre. Rien n'indique alors qu'un an plus tard, l'Angleterre se rangera du côté de la Pologne dans le conflit germano-polonais sur la problématique de Dantzig, du corridor et des minorités, et déclarera, de sa propre initiative, la guerre à l'Allemagne.

Les relations entre la Pologne et l'Union soviétique

Ces relations sont tout d'abord définies par le traité de paix de Riga[663], par lequel les Soviétiques ont cédé des parties de la Biélorussie et de l'Ukraine à la Pologne en 1921. Pour les Russes, cela reste une plaie ouverte, pour les Polonais une étape à franchir. Le maréchal Pilsudski, qui a en tête une nouvelle Pologne dans les frontières de l'ancienne Union polono-lituanienne de 1569, poursuit comme objectif lointain de sa politique étrangère une fédération dans laquelle la Lituanie, toute la Biélorussie et toute l'Ukraine sont des protectorats sous la domination de la Pologne. Tous les gouvernements polonais tolèrent donc à Varsovie le gouvernement en exil d'une république ukrainienne inexistante.[664] En 1927, lorsque l'envoyé soviétique Voïkov est assassiné à Varsovie par un exilé russe, les tensions soviéto-polonaises sont telles que les deux pays se préparent à la guerre, qui n'aura pas lieu. En 1929, le Ministre soviétique des affaires étrangères Litvinov parvient à convaincre la Pologne, la Roumanie et les États baltes de conclure un « pacte de non-agression » régional, en prévision du pacte Kellogg qui n'a pas encore été ratifié par tous les pays. Ils signent le 29 février 1929 le « protocole Litvinow », selon lequel les guerres entre ces États doivent être exclues à l'avenir pour résoudre les litiges internationaux. La Pologne, y compris les territoires contestés de la « Pologne orientale », est ainsi protégée contractuellement contre la Russie.

663 Traité de Riga du 18 mars 1921.
664 Roos, Polen und Europa, page 12.

À partir de septembre 1931, lorsque le Japon occupe la Mandchourie, les préoccupations de la Russie se déplacent vers l'Extrême-Orient. L'Union soviétique reprend les négociations antérieures sur un pacte de non-agression avec la Pologne. Le 23 janvier 1932, un traité est paraphé à Moscou et signé en juillet. Ce pacte de non-agression polono-soviétique contient une disposition importante pour la Pologne, à savoir qu'en cas de conflit germano-polonais, l'Union soviétique « ne pourra fournir au Reich allemand, directement ou indirectement, aucune aide ou assistance pendant toute la durée du conflit ».[665] Mais ce traité perd également son effet en 1938, lorsque la Pologne arrache à la Tchécoslovaquie le reste du territoire de Teschen, contre l'avertissement de la Russie.[666] L'Union soviétique, également alliée de la Tchéquie depuis 1935, avait auparavant menacé la Pologne – comme nous l'avons déjà mentionné – de dénoncer le pacte de non-agression polono-soviétique en cas d'attaque des Polonais contre la Tchécoslovaquie. Ainsi, en annexant Teschen, la Pologne a violé et annulé de facto deux traités avec l'Union soviétique, le protocole de Litvinow de 1929 et le pacte de non-agression de 1932. Ces deux traités avaient été proposés aux Polonais par les Soviétiques. On peut certes constater à juste titre que les Soviétiques n'ont pas non plus respecté par la suite d'autres traités de non-agression, par exemple avec la Finlande, l'Estonie et d'autres pays, et que les deux traités avec la Pologne auraient probablement été également violés en cas de besoin, mais la violation du protocole Litvinov est clairement le fait des Polonais. En acquérant des terres de leur propre chef au détriment de leurs voisins tchèques, les Polonais ont également violé le pacte Kellogg, déjà cité à plusieurs reprises. Ils ont eux-mêmes rompu les contrats qui auraient pu protéger leur « Pologne orientale » contre les Soviétiques. La Pologne chasse comme un requin dans le bassin des requins jusqu'à ce qu'elle soit elle-même dévorée.

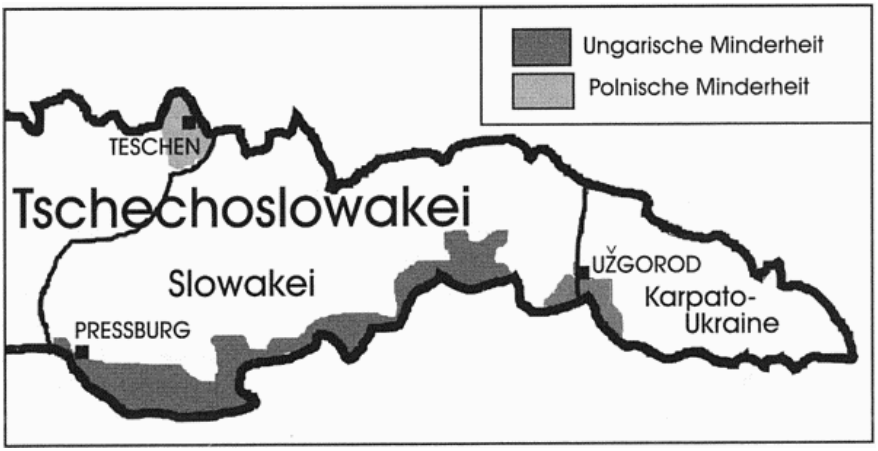
---

[665] Roos, Polen und Europa, page 34.

[666] Note soviétique au gouvernement polonais du 23 septembre 1938.

Les relations entre la Pologne et la Tchécoslovaquie

Au cours des vingt années de leur indépendance, les relations entre les voisins tchécoslovaques et polonais sont restées froides et distantes. Les deux pays sont des États pluriethniques confrontés à des problèmes similaires, à savoir la loyauté peu marquée de leurs minorités populaires. Tous deux sont donc confrontés à la convoitise des peuples mères de leurs minorités. Tant les Polonais que les Tchèques auraient donc eu des raisons de se serrer les coudes. Mais



Carte 30 : les régions périphériques avec des minorités hongroises et polonaises.

quelques contradictions séparent les deux voisins. Il s'agit tout d'abord de la revendication de la Pologne pour la partie tchécoslovaque de la région industrielle de Teschen. Deuxièmement, dans la direction opposée, les Tchèques soutiennent ouvertement les aspirations à l'indépendance des Ukrainiens dans la Galicie polonaise voisine. Et c'est troisièmement le soutien des Polonais aux Hongrois qui veulent récupérer les régions périphériques de la Tchécoslovaquie peuplées de Hongrois.

Ainsi, dans cet espace, chacun pactise avec l'ennemi du voisin au lieu de chercher l'équilibre et l'union avec ce dernier. De plus, les dirigeants polonais – à l'instar des dirigeants allemands – arrivent très

tôt à la conclusion que la Tchécoslovaquie, produit artificiel de Versailles, n'est pas viable et qu'elle se disloquera d'elle-même en raison du conflit interne entre les nations. Lorsque la diplomatie française tente, avant la crise des Sudètes en 1938, d'intégrer la Pologne dans une coalition anti-allemande pour soutenir la Tchécoslovaquie, elle en prend pour son grade. Les Français reçoivent une froide rebuffade. Le Ministre polonais des affaires étrangères Beck fait savoir à l'ambassadeur français Noel à Varsovie que « la Tchécoslovaquie doit disparaître dans un avenir proche » et que l'on se prépare en Pologne même « à s'approprier une partie de l'héritage ».[667] L'ambassadeur polonais à Paris, le comte Łukasiewicz, donne au Ministre français des affaires étrangères Bonnet une information dans le même sens. Łukasiewicz répond « que la Tchécoslovaquie, composition arbitraire de nombreuses minorités extrêmement hostiles les unes aux autres, est un pays condamné à mort. Vouloir la défendre malgré tout est une grave erreur de la part de la France et de la Grande-Bretagne ».[668]

Le déploiement des troupes polonaises à Teschen, la menace de guerre dans la dernière semaine de septembre 1938 et l'occupation de Teschen-Ouest le 1er octobre ruinent définitivement les relations polono-tchèques. Outre l'effet domino que cet acte déclenchera plus tard en Union soviétique et dans le Reich allemand à l'égard de la Pologne, la Pologne compte ainsi un ennemi supplémentaire.

Les relations de la Pologne avec l'Empire allemand

Les relations germano-polonaises ont déjà été décrites dans les grandes lignes. Lorsque le Ministre des affaires étrangères Stresemann couronne en 1925 ses efforts d'amitié et de réconciliation avec la France par le Pacte rhénan et la reconnaissance de la frontière franco-allemande, le maréchal Piłsudski tente d'obtenir les mêmes concessions et garanties pour les frontières germano-polonaises et

667 Bonnet, page 41.
668 Ibid.

pour les gains territoriaux de la Pologne. Le Ministre allemand des affaires étrangères rejette les souhaits de Piłsudski et déclare ouvertement que l'Allemagne n'entamera pas de guerre, mais qu'elle attend l'occasion d'un nouveau règlement dans les régions frontalières. De son côté, la Pologne ne cesse de s'efforcer, à petits pas et à grand renfort de subterfuges, de détacher Dantzig du mandat de la Société des Nations et de l'intégrer à son propre territoire. De plus, les nombreuses voix semi-officielles et privées polonaises qui réclament la Silésie, la Prusse Orientale et la Poméranie pour la Pologne ne veulent pas se taire. Ainsi, jusqu'en 1933, les relations entre les deux pays sont placées sous la double hypothèque des revendications allemandes envers la Pologne et des souhaits polonais d'obtenir davantage de terres allemandes.

Seul Adolf Hitler rompt avec cette attitude allemande rigide. Il voit en la Pologne le pays d'un peuple ancien qui, contrairement aux Tchèques et aux Slovaques, n'a jamais fait partie dans son intégralité du Saint Empire romain germanique au cours de l'histoire. Pour Hitler, l'État polonais est un tampon entre le « Troisième Reich » et l'Union soviétique communiste qu'il déteste tant. Bien que la Pologne tente, après son entrée en fonction, d'empêcher la résurgence de l'Allemagne par une guerre préventive et d'autres manœuvres, Hitler propose au dictateur polonais, le maréchal Piłsudski, un pacte d'amitié et de non-agression qui est signé par les deux parties en janvier 1934, un traité d'une durée de dix ans.[669]

Piłsudski comprend que la situation évolue au détriment de la Pologne. Il enregistre la baisse d'intérêt de la France. Il voit avec inquiétude le rapprochement des Français avec les Russes. Il connaît l'alternative de Hitler de s'allier avec l'Union soviétique plutôt qu'avec la Pologne. En outre, il est conscient que le réarmement de l'Allemagne est difficilement évitable à long terme. Hitler, quant à lui, espère amener la Pologne à faire des concessions s'il réduit considérablement les prétentions allemandes en matière de révision et

[669] Traité D-PO du 26 janvier 1934. Voir Vertrags-Ploetz partie II, tome 4, page 125.

s'il soutient la Pologne dans ses ambitions orientales. Pilsudski nourrit en effet ses propres désirs d'une fédération de la Grande Pologne avec une Ukraine semi-dépendante sous la domination de la Pologne. Hitler a lui aussi des ambitions ukrainiennes. Il voit dans la partie de l'Ukraine située à l'est des frontières de la Pologne la future colonie de l'Allemagne. Les deux dictateurs savent que cela ne peut se faire que contre l'Union soviétique, et chacun espère profiter d'une manière ou d'une autre des « visions » de l'autre à un moment ou à un autre.

Depuis la conclusion de l'accord germano-polonais de 1934, les relations entre Berlin et Varsovie sont globalement positives. Il en sera de même après la mort de Pilsudski. Il semble même que des solutions ne soient pas exclues pour les différends germano-polonais concernant les minorités et les territoires. François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, observe la scène :

> *« Le colonel Beck (Ministre polonais des affaires étrangères) était en bons termes avec Göring et ce dernier répondait chaque année à une invitation à chasser dans les forêts polonaises. Lors de ces rencontres amicales, on parlait bien sûr de la question de Dantzig et du corridor polonais, c'est-à-dire de problèmes qui devaient un jour être résolus dans l'intérêt des bonnes relations entre les deux pays. Le colonel Beck a fait comprendre que la Pologne ne refuserait pas de restituer Dantzig au Reich si elle y conservait des prérogatives économiques. De même, la Pologne accepterait une autoroute et une ligne de chemin de fer extraterritoriales entre la Prusse occidentale et la Prusse Orientale ».*[670]

Le traité avec l'Allemagne offre à la Pologne la possibilité d'acquérir d'autres territoires. En 1938, lorsque les Allemands des Sudètes souhaitent quitter la fédération des Tchèques et des Slovaques, le gouvernement polonais voit sa chance arriver. Les 20 et 24 septembre 1938, il fait demander à l'ambassadeur Lipski à Berlin, d'abord à Hitler, puis à von Ribbentrop, si la Pologne pourrait profiter de la crise actuelle des Sudètes pour arracher à la Tchécoslovaquie en difficulté la partie encore tchèque du territoire de

[670] François-Poncet, page 213.

Teschen.[671] Hitler ne s'y oppose pas, mais il exprime en même temps l'espoir que l'on puisse bientôt trouver un accord à l'amiable sur la question de Dantzig. La Pologne s'en prend alors à la Tchécoslovaquie, déjà déchirée et incapable de se défendre, et annexe Teschen et son territoire industriel le 1er octobre 1938.

Il s'ensuit une série de tentatives infructueuses de la part de

Fig. 11 : Le Ministre de la propagande Goebbels en visite chez le maréchal Piłsudski après la signature du traité germano-polonais. De gauche à droite : l'envoyé comte Moltke, Piłsudski, Goebbels, le Ministre polonais des affaires étrangères Beck.

l'Allemagne visant à résoudre le problème de Dantzig et du corridor par la voie de la négociation. Au cœur des propositions de compromis allemandes se trouve l'offre de reconnaître comme définitives les acquisitions territoriales polonaises de 1918 à 1921 sur d'anciennes terres allemandes. Il s'agit de territoires en Haute-Silésie, en Prusse occidentale et de la province de Poznan. Le maréchal Piłsudski avait demandé, en vain, cette reconnaissance à plusieurs reprises de 1920 à sa mort en 1935. Les seize gouvernements du Reich qui ont précédé Hitler n'avaient pas voulu répondre à ce souhait des Polonais. Hitler

[671] Rassinier, page 230.

offre alors la garantie demandée contre deux « objets d'échange » : le rattachement au Reich de l'ancienne ville hanséatique de Dantzig, qui n'est de toute façon pas polonaise au regard du droit international, et des voies d'accès extraterritoriales à la Prusse Orientale séparée. Le gouvernement du Reich tente à six reprises d'entamer des négociations, mais en vain. La série de pourparlers commence le 24 octobre 1938[672] et se poursuit avec de nouvelles tentatives le 19 novembre[673], le 5 janvier 1939[674], les 25 et 26 janvier[675], le 21 mars[676] et le 28 avril[677], jusqu'à ce que la dernière offre soit faite à la Pologne le 30 août 1939[678]. Le 24 octobre 1938, trois semaines après que les Polonais aient obtenu Teschen et Oderberg, le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop propose à ses collègues polonais un programme en huit points destiné à résoudre les problèmes germano-polonais. Les huit points restent, avec des modifications, la base des offres allemandes ultérieures jusqu'à celle du 30 août 1939. Ils sont les suivants :

> *« 1. L'État libre de Dantzig retourne à l'Empire allemand.*
>
> *2. Une autoroute du Reich extraterritoriale, appartenant à l'Allemagne, et un chemin de fer à plusieurs voies, tout aussi extraterritorial, sont construits à travers le corridor.*
>
> *3. La Pologne conserve également une route ou une autoroute et un chemin de fer extraterritoriaux dans la région de Dantzig, ainsi qu'un port franc.*
>
> *4. La Pologne obtient une garantie de débouché pour ses marchandises sur le territoire de Dantzig.*
>
> *5. Les deux nations reconnaissent leurs frontières communes (garantie) ou leurs territoires respectifs.*

672 ADAP, série D, volume V, document 81.
673 ADAP, série D, volume y Document 101.
674 ADAP, série D, volume y document 119.
675 (pas de procès-verbal connu).
676 ADAP, série D, volume VI, document 61.
677 ADAP, série D, tome VI, document 276.
678 AA 1939, n° 2, document 466, annexe II.

6. Le traité germano-polonais est prolongé de 10 à 25 ans.

7. La Pologne adhère au traité anti-Komintern.

8. Les deux pays ajoutent une clause de consultation à leur traité ».[679]

Malgré tous les efforts déployés jusqu'à présent par les deux parties pour maintenir leurs relations intactes, une évolution interne à la Pologne commence alors à prendre le pas sur le dialogue entre les gouvernements polonais et allemand. À partir de 1937, le climat intérieur change en Pologne. Premièrement, l'« entente » de Beck avec l'Allemagne est attaquée. Deuxièmement, le harcèlement des minorités atteint de nouveaux sommets et troisièmement, la presse polonaise s'en prend à tous les Allemands. Beck n'a donc pratiquement plus de marge de manœuvre pour agir sur la question de Dantzig.

Le 19 novembre 1938, l'ambassadeur Lipski fait savoir à Ribbentrop, lors d'un entretien, que son Ministre des affaires étrangères Beck ne pourra pas accepter les souhaits allemands concernant Dantzig pour des raisons de politique intérieure. Le même jour, la réponse officielle de Beck à la proposition allemande parvient à Adolf Hitler. Elle est polie, mais n'engage à rien. Beck tente d'échapper à une concession sur Dantzig en répondant qu'il faut chercher une solution globale à tous les problèmes encore en suspens. Varsovie n'accepte pas non plus la proposition allemande de voir la Pologne devenir un nouveau membre de l'alliance antisoviétique Antikomintern. En tant que voisin, la Pologne ne peut pas s'opposer aussi ouvertement à la Russie sans conséquences négatives. La « proposition Antikomintern » n'apparaît donc plus dans les autres offres de négociation allemandes.

Même après ce refus de Varsovie, la Pologne aurait eu la possibilité de négocier une solution pour Dantzig du côté allemand en échange de certaines concessions à son avantage ou, si les choses tournaient mal, d'accepter le fait accompli en ce qui concerne Dantzig, même

[679] ADAP, série D, volume V, document 81.

sans pertes territoriales propres. Hitler continue d'espérer une solution négociée. Le 5 janvier 1939, Beck rend visite au Chancelier allemand dans sa résidence alpine près de Salzbourg, sur l'Obersalzberg. Lors de cette rencontre, Hitler spécule toujours sur une certaine gratitude pour Oderberg et Teschen. Il soumet une seconde fois la proposition d'octobre et offre à nouveau de reconnaître les territoires perdus en tant qu'entité polonaise. Il exige en échange Dantzig et des voies de transit extraterritoriales.[680] Hitler résume la proposition de Dantzig à la formule suivante :

> *« Dantzig entre politiquement dans la communauté allemande et reste économiquement avec la Pologne ».*[681]

Même le corridor doit rester polonais.

Cette fois encore, le Ministre polonais des affaires étrangères ne fait pas un pas vers lui. Mais il assure à Hitler qu'il « veut bien réfléchir tranquillement au problème ».[682] On se sépare en promettant de continuer à chercher des solutions. La paix n'est pas encore perdue.

Le 25 janvier 1939, la partie allemande fait une troisième tentative avec une contre-visite de von Ribbentrop à Varsovie. Cette fois encore, rien ne bouge qui puisse faire avancer la question de Dantzig. Une fois de plus, la porte n'est pas fermée, malgré des avis fondamentalement différents. Le communiqué final de la rencontre parle d'un

> *« accord selon lequel les questions actuelles et futures, qui concernent les deux États en commun, doivent être examinées et résolues dans le respect des intérêts légitimes des deux nations ».*[683]

Les deux parties restent intéressées par une entente fructueuse. Mais le gouvernement du Reich cherche toujours à atténuer les dommages laissés par Versailles. Il veut Dantzig et est prêt à renoncer

---

[680] v. Weizsäcker-Papiere, pages 153 et 511.
[681] ADAP, Serie D, Band V, Dokument 119
[682] Ibid.
[683] Archiv der Gegenwart, page 3908.

définitivement à la Prusse occidentale, à la province de Poznan et à la Haute-Silésie orientale. Le gouvernement polonais, quant à lui, veut maintenir le statu quo. Il n'est pas non plus prêt à accepter comme compromis la formule nouvellement introduite « Dantzig revient politiquement à l'Allemagne et reste économiquement à la Pologne ». Ainsi, même à la fin du mois de janvier 1939, aucune solution négociée n'est en vue pour mettre durablement fin au conflit germano-polonais.

Cette tentative de janvier de von Ribbentrop de résoudre la question de Dantzig par la voie de la négociation est torpillée – il faut le préciser ici – par la France. Sept semaines plus tôt seulement, von Ribbentrop avait conclu le pacte franco-allemand de non-agression, il avait à nouveau renoncé à l'Alsace et à la Lorraine et le Ministre avait ramené chez lui l'impression subjective d'avoir « les coudées franches à l'Est ». Ainsi, lors de sa visite de janvier à Varsovie, von Ribbentrop peut en fait s'attendre à ce que la France ne s'oppose pas à ses négociations en Pologne. Mais dès le premier jour de son séjour à Varsovie, le gouvernement français s'en mêle et fait comprendre aux Polonais qu'ils peuvent compter sur le soutien total des Britanniques et des Français en ce qui concerne Dantzig. Le 26 janvier, bien coordonné avec la visite de Ribbentrop chez Beck, le Ministre français des affaires étrangères Bonnet prononce un discours sur les grandes lignes de sa politique étrangère devant l'Assemblée nationale à Paris :

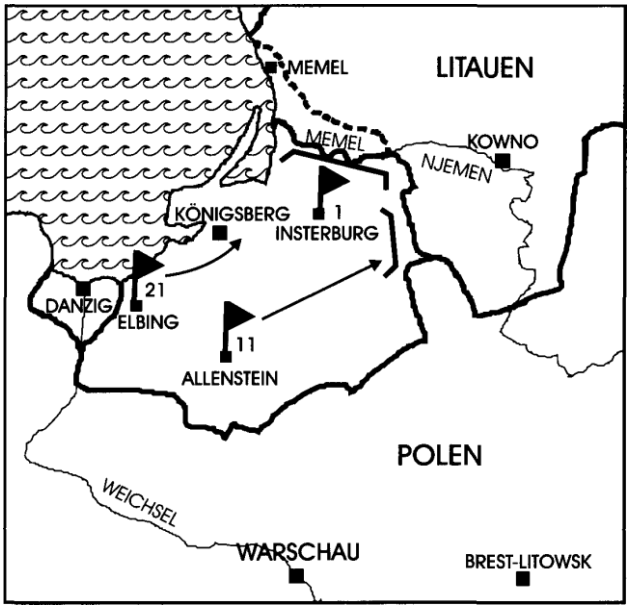
> *« ... En cas de guerre, ... si l'Angleterre et la France devaient être impliquées, toutes les forces de la Grande-Bretagne seraient à la disposition de la France et également toutes les forces de la France à la disposition de la Grande-Bretagne. ... En ce qui concerne les relations avec la Pologne, il suffit de rappeler que le Ministre polonais des affaires étrangères, M. Beck, a déclaré que l'amitié franco-polonaise constitue toujours l'un des fondements de la politique polonaise ».*[684]

Le Premier ministre Daladier souligne lors de la même réunion

[684] Paul Karl Schmidt, pages 64 et suivantes.

« qu'il faut opposer un non catégorique aux demandes de certains voisins ».

Comme la Tchécoslovaquie n'a pas encore éclaté à cette époque et que le Reich allemand n'a pas encore occupé le reste de la Tchéquie, Bonnet ne peut penser, dans son discours de guerre, qu'à un conflit autour de Dantzig. De même, l'exhortation de Daladier à « opposer un non catégorique aux exigences de certains voisins » ne peut concerner, en janvier 1939, que les Polonais et non les Tchèques. Ainsi, les paroles de Bonnet et de Daladier sont une invitation non



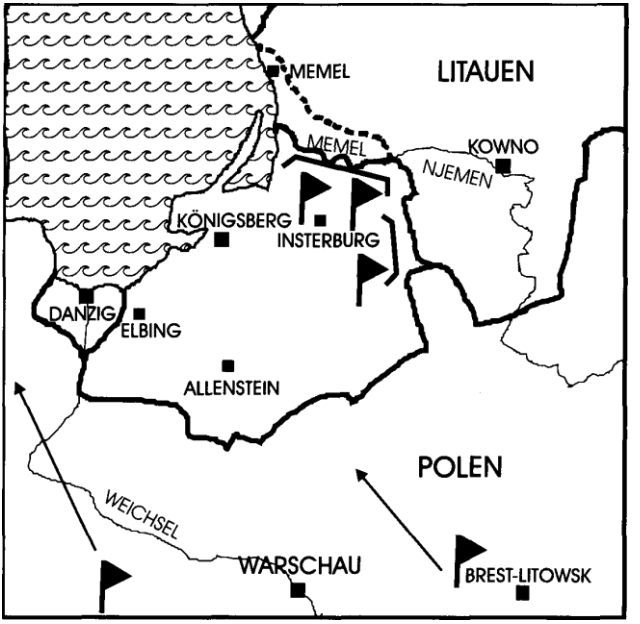
Carte 31 : le 21 mars 1939, les troupes allemandes défilent à la frontière lituanienne.

dissimulée à Varsovie à opposer « un non catégorique » aux désirs allemands concernant Dantzig. De même, la mention de l'état de préparation à la guerre de l'Angleterre et de la France n'est pas une parole en l'air en ce jour de visite de Ribbentrop à Varsovie.

En janvier 1939, alors que l'Allemagne ne réclame toujours que Dantzig et les voies de transit, en échange d'un abandon définitif de la

Prusse occidentale, de la Posnanie et de la Haute-Silésie orientale, la France refuse une telle solution. Il ne peut pas encore être question à ce moment-là de punir l'Allemagne pour l'occupation de la Tchéquie. Il s'agit manifestement pour les Français de préserver les vestiges de Versailles et d'empêcher une réconciliation définitive des Allemands et des Polonais.

Six semaines après la rencontre de Varsovie, la Pologne a l'occasion de s'opposer ouvertement aux pressions allemandes avec le



Carte 32 : mars 1939 Transfert de troupes polonaises vers les frontières de la Prusse orientale et de la Poméranie occidentale.

soutien de l'Angleterre. Cette opportunité se présente lorsque, le 16 mars 1939, Hitler fait marcher les troupes allemandes sur le reste de la Tchécoslovaquie en décomposition et que la population allemande de la région de Memel, séparée du reste du pays, demande son rattachement au Reich allemand lors d'un soulèvement populaire. Ce dernier point revêt de l'importance car, cinq jours plus tard, le

gouvernement du Reich transfère les trois divisions de la Wehrmacht stationnées en Prusse Orientale vers le nord, à la frontière du territoire de Memel.[685] La Pologne saura tirer parti à la fois de l'occupation de la Tchéquie et des troupes allemandes à la frontière du Memel.

Hitler annexe pour la première fois un pays non allemand, la Tchéquie, et agit ainsi contre la volonté expresse de la France et de l'Angleterre de maintenir la Tchécoslovaquie en tant qu'État indépendant en Europe centrale et orientale. Le Ministre Beck profite de l'irritation des Britanniques pour demander au gouvernement de Londres un accord de protection contre l'Allemagne. Le maréchal polonais Rydz-Śmigly profite en même temps du déplacement des troupes allemandes à la frontière du territoire de Memel pour faire une manœuvre douteuse. Sous prétexte que les Allemands veulent annexer Dantzig, il fait mobiliser une partie des forces armées polonaises, appelle trois classes de réservistes et des milliers de spécialistes dans les casernes, augmente les effectifs de l'armée de plus de 330 000 soldats et fait défiler des unités de combat en direction de Dantzig et de la Poméranie.[686]

Cette évolution rapide et imprévue coïncide avec la tentative suivante du Ministre allemand des affaires étrangères de rouvrir les négociations avec la Pologne sur l'avenir de Dantzig. Von Ribbentrop voit l'évolution de la situation chez les Polonais et tente d'anticiper une nouvelle aggravation du sentiment anti-allemand. Le 21 mars, il demande à l'ambassadeur Lipski de se rendre à Varsovie et de transmettre à son gouvernement la demande officielle allemande de nouvelles négociations. C'est la quatrième fois que l'Allemagne tente de résoudre le problème de Dantzig par la voie de la négociation.

Presque au même moment, la demande polonaise d'un traité de protection est présentée à Londres. Les Britanniques acceptent et la Pologne adopte d'emblée de nouvelles habitudes vis-à-vis de

685 Benoist-Méchin, tome 7, page 101.
686 Taylor, page 271 et Roos, Planung Polens, page 194.

l'Allemagne. Au lieu de négocier les différends bilatéraux comme convenu dans le traité germano-polonais de 1934, elle adopte le comportement de Rydz-SmigJy. Varsovie se mobilise partiellement et fait défiler des troupes devant la ville, dont l'Allemagne souhaitait qu'elle fasse l'objet de négociations. Ce geste de menace en réponse à une demande de négociation est contraire à l'esprit du traité germano-polonais dans lequel les deux parties contractantes se sont mises d'accord pour résoudre leurs différends :

> *« En aucun cas, cependant, ils ne recourront à la force pour régler ces différends ».*[687]

À cette époque, il n'y a pas encore la moindre menace de la part du gouvernement du Reich allemand à l'égard de la Pologne.

Le 26 mars 1939, l'ambassadeur Lipski retourne à Berlin et remet un mémorandum-réponse[688] par lequel le Ministre polonais des affaires étrangères fait savoir qu'il tient à des relations germano-polonaises de bon voisinage et que des discussions sont possibles. Mais sur le fond, la réponse est un non clair aux deux souhaits allemands, agrémenté d'amabilités diplomatiques. Pour les voies de communication, la Pologne estime qu'il ne peut y avoir de voies de transit extraterritoriales à travers la Poméranie, et pour Dantzig, le Ministre polonais propose de garantir conjointement à l'avenir le statut actuel de l'État libre. Le caractère explosif de la note réside dans l'échange de mots au cours duquel elle est remise. Après avoir reçu et lu le mémorandum polonais, von Ribbentrop dit à Lipski que cette réponse à la demande allemande ne constitue pas une solution en ce qui concerne Dantzig. Il insiste sur le fait que la seule voie possible est la réintégration de Dantzig dans le Reich et les voies de transit extraterritoriales. La réponse de Lipski est qu'[il a]

> *« le désagréable devoir de faire remarquer que toute poursuite de ces plans allemands, en particulier en ce qui concerne le retour de Dantzig dans le Reich,*

---

687 Vertrag-Ploetz, page 127.

688 ADAP, série D, volume VI, document 101 et document du TMI, volume XLI, document 208.

signifierait la guerre avec la Pologne ».[689]

C'est ici qu'apparaît la première menace de guerre entre la Pologne et l'Empire allemand. Et c'est le Polonais qui la prononce. La Pologne mise sur la guerre pour maintenir Dantzig en dehors de l'Empire, plutôt que d'ouvrir la voie au retour de Dantzig. La menace de guerre, qui se répète désormais plus souvent, est comprise au sens large. La « poursuite des plans allemands », dit Lipski, signifie déjà la guerre. Au sens strict, ce serait aussi le cas de toutes les autres offres de négociation allemandes. En tant que porte-parole officiel de la Pologne, Lipski viole ici non seulement l'esprit mais aussi le texte du traité germano-polonais.

La première menace de guerre de la part de la Pologne est imprimée et transmise dans les notes de cette conversation dans les dossiers d'avant-guerre du ministère des Affaires étrangères (AA 1939) et dans les actes du procès de Nuremberg.[690] Il est intéressant de noter que cette menace ne figure plus dans le même compte-rendu de conversation publié à nouveau après la guerre dans les « *Akten der Deutschen Auswärtigen Politik* » (ADAP – 1956).[691] Il est impossible de trouver aujourd'hui un original de ce compte-rendu de cette conversation si explosive du 26 mars 1939 dans les archives de l'Auswärtiges Amt.

Après la dangereuse intervention de Lipski sur le thème de la guerre, von Ribbentrop répond au regard du déploiement des troupes polonaises à la lisière du territoire de Dantzig :

> *« que, par exemple, une violation du territoire de Dantzig par les troupes polonaises serait considérée par l'Allemagne comme une violation des frontières du Reich ».*

Cette menace du côté allemand est imprimée dans les deux versions du document cité. Ainsi, dans la version la plus courte d'après-guerre des « *Akten der Deutschen Auswärtigen Politik* », la menace

---

[689] Document TMI, volume XLI, document 208, et AA 1939 n° 2, document 208.
[690] Document TMI, volume XLI, document 208.
[691] ADAP, série D, volume VI, document 101.

allemande est la seule à avoir été conservée. La première menace de guerre prononcée par Lipski n'est plus mentionnée après la guerre.

Dès le 26 mars 1939, les deux parties ont donc déclaré que la modification ou la non-modification du statut de Dantzig contre leurs propres intérêts signifiait la guerre. Le jour même, Von Ribbentrop informe le Führer de la réaction très dure de la Pologne. Hitler ordonne au Ministre de faire savoir à l'ambassadeur polonais qu'aucune solution aux différends germano-polonais ne peut naturellement être trouvée sur cette base. Von Ribbentrop rapporte cet entretien en précisant que Hitler a ajouté la remarque suivante à l'ordre :

« Il ne faut évidemment pas parler de guerre ici ».[692]

Beck, quant à lui, au lieu de rassurer également, en rajoute une couche. Le 28 mars, il convoque l'ambassadeur allemand à Varsovie, von Moltke, à son ministère afin de lui faire part de son point de vue sur les menaces précédentes.[693] Il précise devant von Moltke qu'il n'accepte pas la déclaration du Ministre allemand des Affaires étrangères à l'ambassadeur polonais

« une attaque polonaise contre la ville libre de Dantzig serait considérée par le gouvernement du Reich comme une attaque contre l'Allemagne »

par sa propre constatation, von Moltke répond :

« Vous voulez négocier à la pointe des baïonnettes ».

Le Ministre polonais a ainsi réaffirmé officiellement que tout changement à Dantzig dans le sens des souhaits allemands déclencherait une guerre entre la Pologne et l'Empire allemand. Il est désormais clair que l'Allemagne n'a plus le choix, dans la question de Dantzig, qu'entre le renoncement ou la guerre avec la Pologne. La porte d'une solution limitée à Dantzig, sans toucher à la Pologne, est ainsi fermée.

---

692 Débats du TMI, volume X, page 299.
693 Livre blanc polonais, document n° 64.

Le 31 mars 1939, trois jours après le « non » clair et catégorique de la Pologne, le gouvernement britannique annonce que l'Angleterre garantit l'intégrité de la Pologne face à l'Allemagne. Cela implique que la Grande-Bretagne se battra contre l'Allemagne en cas de conflit germano-polonais à propos de Dantzig.

L'annonce par les Polonais qu'ils préféreraient faire la guerre plutôt que de conclure un compromis, la mobilisation provocatrice et l'intervention de l'Angleterre ôtent à Hitler, dans les derniers jours de mars 1939, tout espoir de parvenir seul à ses fins sur la question de Dantzig par la voie actuelle. Il place désormais l'option militaire à côté de nouvelles négociations et fait préparer une attaque contre la Pologne. Le 3 avril, Adolf Hitler donne des instructions pour le « cas blanc ». Il s'agit d'ordonner à la Wehrmacht de préparer une attaque contre la Pologne de manière à ce qu'elle soit possible dès le 1er septembre 1939. Le contexte politique de la directive donnée se trouve dans son paragraphe I. Le gouvernement allemand a décidé de ne pas la suivre :

> *« Les relations de l'Allemagne avec la Pologne restent régies par le principe d'éviter les perturbations. Si la Pologne devait modifier sa politique vis-à-vis de l'Allemagne, basée jusqu'à présent sur le même principe, et adopter une attitude menaçante pour le Reich, un règlement de compte définitif pourrait s'avérer nécessaire ».*[694]

La Pologne danse sur le volcan à partir du 3 avril 1939. L'éruption est annoncée pour le 1er septembre.

Hitler voit dans la mobilisation une réponse à une offre de négociation et dans l'accord anglo-polonais, manifestement dirigé contre l'Allemagne, une rupture du traité d'amitié et de non-agression germano-polonais de 1934, qu'il dénonce donc quatre semaines plus tard. Hitler prononce cette dénonciation le 27 avril dans un mémorandum adressé au gouvernement polonais[695] et le lendemain dans un discours au Reichstag. Dans le mémorandum et dans le

[694] OKW, directive « Fall Weiß » du 3 avril 1939, voir dtv-Hitlers Weisungen, page 19
[695] ADAP, série D, volume VI, pages 288 et suivantes.

discours, il reconnaît une nouvelle fois les droits de la Pologne sur la Prusse occidentale-Poméranie et son propre accès à la mer Baltique. Il propose de négocier de nouvelles dispositions contractuelles entre les deux États. Il s'agit de la cinquième offre allemande visant à régler définitivement les points litigieux entre l'Allemagne et la Pologne par des traités. Dans le mémorandum et dans le discours au Reichstag, Hitler ne menace pas un seul instant la Pologne de mesures violentes ou de guerre. La voie vers la paix entre l'Empire allemand et la Pologne serait toujours ouverte en cas de retour de Dantzig.

En Pologne, les choses sont jugées tout à fait différemment. Le 5 mai 1939, le Ministre des affaires étrangères Beck justifie sa politique de statu quo et de rejet des exigences allemandes devant la Diète, le parlement de Varsovie.[696] Le statut de la ville libre – dit-il – ne repose pas sur les traités de Versailles, mais sur l'appartenance séculaire de la ville à la Pologne. La richesse de Dantzig est le résultat du commerce extérieur que la Pologne opère sur la Vistule via le port de Dantzig. Il ne dit pas que la Vistule s'est ensablée au cours des dix-neuf dernières années sous administration polonaise et qu'aucun bateau n'y navigue plus. Beck demande à l'assemblée plénière du Parlement ce que l'Allemagne a à offrir à la Pologne en échange de Dantzig. L'offre du gouvernement allemand du Reich de reconnaître comme définitivement polonaises toutes les acquisitions territoriales d'anciens territoires allemands par la Pologne après la Première Guerre mondiale n'en est pas une. Les territoires en question étaient « de jure et de facto[697] indiscutablement polonais depuis longtemps ». Ainsi, la demande allemande concernant Dantzig et les voies de transit extraterritoriales n'était rien d'autre qu'une prise sans contrepartie. Dans son discours, Beck omet de mentionner que le maréchal Pilsudki avait, de son vivant, demandé à plusieurs reprises aux gouvernements allemands du Reich de lui accorder précisément cette reconnaissance. En guise de conclusion, Beck dit :

696 British War Bluebook, Document 15.

697 Selon la situation juridique et dans la réalité.

Le même jour, le 5 mai, le gouvernement polonais répond à l'Allemagne par une note sur la dénonciation du pacte de non-agression.[698] Il y explique que, premièrement, la Pologne veut négocier, que, deuxièmement, l'Allemagne a toujours promis de respecter les droits polonais à Dantzig et qu'elle doit s'en tenir là, et que, troisièmement, la réponse que Lipski a apportée à Berlin le 26 mars constitue déjà une avancée pour les Allemands. On a proposé de garantir ensemble la poursuite de l'indépendance de Dantzig et on a laissé entrevoir d'autres simplifications administratives sur les voies de transit. Il ne peut cependant pas y avoir de rattachement de Dantzig à l'Empire allemand ni de voies de communication extraterritoriales.

La note polonaise du 5 mai 1939 exige le respect des droits de la Pologne dans l'État libre de Dantzig, or ce sont précisément ces droits qui ont été garantis pour l'essentiel dans la proposition allemande sur Dantzig, qui a été rejetée. En outre, la Pologne exige dans la note que l'Allemagne continue à respecter le pacte de non-agression de 1934, car celui-ci ne peut pas être dénoncé avant l'expiration d'un délai de dix ans. Ce faisant, elle omet soigneusement de mentionner que la mobilisation partielle de l'armée polonaise et le déploiement de troupes aux portes de Dantzig le 24 mars constituaient eux-mêmes des violations de l'accord de 1934. En outre, le gouvernement polonais invoque dans sa note le pacte Kellogg qu'il a lui-même déjà violé à quatre reprises. En substance, la note polonaise du 5 mai 1939 ne propose rien d'autre que l'Allemagne garantisse elle-même le maintien de Dantzig en dehors de la fédération allemande du Reich, en association avec la Pologne.

Bien que la Grande-Bretagne se soit clairement et ouvertement rangée du côté de la Pologne dans le conflit germano-polonais depuis que Hitler a enfreint le droit avec le reste de la Tchéquie, on y doute également de l'attitude du gouvernement polonais. Ainsi, le 4 mai

[698] Livre bleu de la guerre britannique, document 16.

1939, l'ambassadeur anglais Henderson écrit de Berlin à son Secrétraire d'État lord Halifax à Londres :

> *« ... Une fois de plus, la cause allemande est loin d'être injustifiée ou immorale ... Ma thèse a toujours été que l'Allemagne ne peut pas revenir à la normalité ... tant que ses revendications légitimes n'auront pas été satisfaites. La question du corridor de Dantzig était, avec le problème de Memel, l'une d'entre elles. Selon mon collègue belge, presque tous les représentants diplomatiques ici considèrent l'offre allemande comme étonnamment favorable. L'envoyé hollandais, le chargé d'affaires américain et mon collègue sud-africain m'ont également parlé dans ce sens... ».*[699]

Après la réponse négative de Beck et son discours à la Diète du 5 mai, Hitler se rend compte que le rattachement de Dantzig ne peut se faire sans la menace de la guerre et probablement même sans la guerre avec la Pologne. Il décide d'attaquer la Pologne « à la première occasion appropriée ».[700] Au grand détriment de la Pologne, Adolf Hitler se détourne désormais de la petite solution qu'il avait adoptée jusqu'à présent pour Dantzig et se tourne vers une grande solution pour la Pologne. Plus grave encore, il intègre désormais la Pologne dans ses idées, jusqu'alors vagues, d'« espace vital à l'Est ». Dans ce concept d'espace vital jusqu'alors non concrétisé, la Pologne a été jusqu'en mai un partenaire possible dans les souhaits de Hitler. La Pologne devient alors une victime. Hitler l'évoque pour la première fois dans son discours devant les principaux généraux le 23 mai 1939.

Ce qui suit s'apparente à une glissade sur un plan incliné. En juin et juillet 1939, le harcèlement des minorités en Pologne, les incidents frontaliers et la pression de Dantzig augmentent à tel point qu'il n'est plus possible de négocier sans tension entre les gouvernements polonais et allemand. Fin juillet, début août, un conflit entre la Pologne et le Sénat de Dantzig à propos du service douanier dans l'État libre met encore plus à mal les relations germano-polonaises. Sur les conseils de Hitler, le Sénat de Dantzig cède, et les journaux

---

[699] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume V, pages 422 sqq.
[700] Formule tirée du « Discours général » de Hitler du 23 mai 1939.

polonais et français rapportent que le Chancellier s'est incliné devant la fermeté de la Pologne.[701] Le conflit commence alors à déraper psychologiquement. Hitler veut réussir. Le prix devient secondaire.

Dans les dernières semaines avant le déclenchement de la guerre, Hitler tente d'intimider les Polonais en les menaçant désormais ouvertement. Il utilise à cet effet des entretiens avec Londres, le représentant de la Société des Nations pour Dantzig, le professeur Burckhardt, et un médiateur suédois du nom de Dahlerus. Les menaces et la médiation britannique incitent Beck à déclarer le 28 août qu'il est d'accord avec de nouvelles négociations germano-polonaises sur l'avenir de Dantzig. Mais Beck élude les demandes allemandes de discussions dans les jours qui suivent.

Le 30 août 1939, Hitler fait une nouvelle offre – selon les Allemands – ou une nouvelle demande – selon les Polonais – à la toute dernière heure. Hitler veut encore rallier les Britanniques à sa cause et laisse donc aux Polonais un pont sur lequel ils pourraient passer. La proposition allemande, élaborée à la hâte par des diplomates et des juristes, ressemble aux précédentes. Elle exige toujours le rattachement de Dantzig au Reich. Mais elle demande également – et c'est une nouveauté – un référendum pour les habitants du « corridor ».

Les passages concernés dans la proposition allemande sont les suivants :

> *2) La zone dite du 'corridor', ..., décidera elle-même de son appartenance à l'Allemagne ou à la Pologne.*
>
> *3) À cette fin, ce territoire procédera à un vote. ...*
>
> *Afin d'assurer un vote objectif ... cette zone mentionnée sera soumise, comme la zone de la Sarre, à une commission internationale à constituer immédiatement, formée par les quatre grandes puissances : Italie, Union soviétique, France et Angleterre. ...*

---

[701] Benoist-Méchin, tome 7, pages 212 et 217.

4) Le port polonais de Gdynia, qui est en principe sur le territoire polonais, est exclu de cette zone. ...

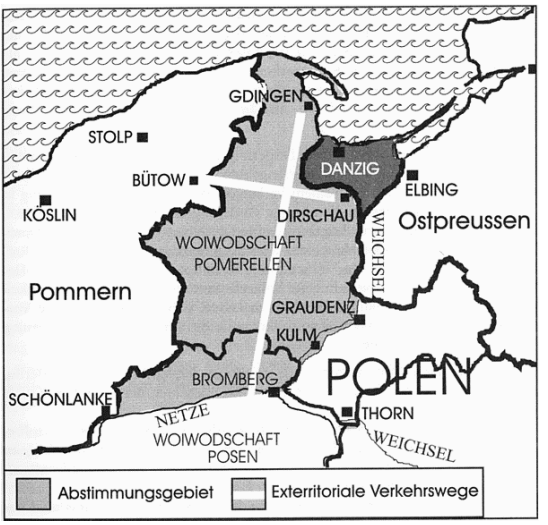
8) Afin de garantir, après concertation, la sécurité de la libre circulation de l'Allemagne avec sa province de Dantzig-Prusse Orientale et de la Pologne avec la mer, l'Allemagne se verra attribuer, si le territoire de vote revient à la Pologne, une zone de circulation extraterritoriale... pour la construction d'une autoroute impériale et d'une ligne de chemin de fer à quatre voies. ... Si le vote est favorable à l'Allemagne, la Pologne obtient les mêmes droits de circulation libre et illimitée vers son port de Gdynia.[702]

C'est la sixième et dernière offre du côté allemand. Hitler ne laisse plus aux Polonais la possibilité de jouer la montre. Il fixe un délai pour le début des discussions. Il « s'attend » à ce que Varsovie envoie un négociateur plénipotentiaire à Berlin avant le 30 août 1939 à minuit. Le ministre Beck ne veut accepter ni la pression du temps ni le lieu des négociations à Berlin. Il ordonne à Lipski, dans la capitale allemande, de ne pas accepter la nouvelle proposition allemande.[703] La Wehrmacht entre en Pologne un jour et cinq heures après que la date proposée et « attendue » pour le début de nouveaux pourparlers se soit écoulée sans résultat.

La dernière offre de Hitler, dont les Polonais ne tiennent plus compte de cette manière, détériore certes la base de négociation pour les Polonais avec le référendum exigé, mais cette fois encore, le gouvernement du Reich ne pose aucune exigence concernant les anciens territoires allemands de la province de Poznan et de la Haute-Silésie orientale. Ces deux régions auraient été d'une grande valeur pour l'Empire allemand en tant que territoires riches en minerais et en charbon. Même le territoire de vote « corridor » est désigné dans la proposition comme étant légèrement plus petit que l'ancienne province allemande de Prusse occidentale.

---

[702] Benoist-Méchin, volume 7, pages 482-185.
[703] Dahlerus, page 112.



Carte 33 : les propositions allemandes du 30 août 1939.

Même si Hitler demande davantage à la Pologne avec cette dernière exigence que dans les cinq offres de négociation précédentes, il ne revendique pas grand-chose. En demandant un référendum en Prusse-Occidentale-Poméranie, il s'en tient à l'ancienne exigence du Président américain Wilson d'une « participation populaire pour régler tout problème de territoire et de souveraineté »[704] et à la proposition identique du Premier ministre anglais de l'époque, Lloyd George, lors de la conférence des vainqueurs de Versailles, de faire voter les habitants des territoires contestés par référendum sur leur appartenance à la Pologne ou à l'Allemagne.[705] Même la proposition hitlérienne d'une commission internationale de contrôle pour le référendum émane de Lloyd George.

Il y a deux commentaires intéressants sur cette dernière proposition de Berlin. Le premier est celui de l'historien français Rassinier, qui écrit à ce sujet après la guerre :

[704] Discours de Wilson du 4.7.1918 à Mount Vernon.
[705] Benoist-Méchin, tome 7, page 482.

« Si les peuples français et britannique avaient eu connaissance de ces propositions le 30 août, Paris et Londres auraient difficilement pu déclarer la guerre à l'Allemagne sans susciter une tempête d'indignation qui aurait imposé la paix ».[706]

Le deuxième commentaire est celui de l'épouse du Ministre britannique de la Marine, Cooper. Lorsqu'elle entend la proposition allemande, elle la trouve « si raisonnable » que son mari est horrifié. L'idée que l'opinion publique anglaise puisse réagir de la même manière à la proposition de Hitler l'incite à téléphoner immédiatement au *Daily Mail* et au *Daily Telegraph* pour demander aux rédactions de présenter la proposition allemande sous un jour aussi défavorable que possible.[707]

Le bilan des relations germano-polonaises au cours des vingt années qui séparent les deux guerres est que le comportement polonais a été plutôt agressif au cours des premières années, puis est devenu défensif après le rétablissement de l'Allemagne. En ce qui concerne ses propres possessions, Varsovie s'en tient au statu quo établi à Versailles. Mais ce statut comporte trop de divergences avec Dantzig, la Prusse occidentale, la Posnanie, la Haute-Silésie orientale et le traitement de la minorité allemande en Pologne pour qu'il puisse être maintenu à long terme. La Pologne, qui n'a aucun scrupule à modifier par la force le statu quo de Versailles vis-à-vis de la Lituanie, de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie, défend son propre statu quo sans le moindre compromis. Comme la Pologne veut conserver ses acquis dans le conflit avec l'Allemagne et que cette dernière exige des changements, c'est l'Empire allemand qui se retrouve en fin de compte à la traîne. Pourtant, la Pologne ne peut tirer aucun avantage du fait qu'avec l'acquis de Versailles en 1939, elle est mieux placée en droit international que l'Empire allemand avec ses désirs. La Pologne perd la guerre et la liberté malgré les garanties de l'Angleterre pour une durée de cinquante ans.

---

706 Rassinier, page 291.
707 Benoist-Méchin, tome 7, page 486.

Le gouvernement polonais avait tout à fait le choix en 1939. Il a eu l'occasion de s'allier avec le Reich allemand sans devoir sacrifier ses propres territoires. Après tout, Dantzig, dont il est question, ne fait pas partie de l'État polonais. La Pologne aurait tout à fait pu jouer son rôle de petit partenaire souverain de l'Allemagne en tant que pays libre. La Pologne est apparue plusieurs fois dans l'histoire comme le « rempart de l'Occident » contre les invasions des Mongols et des Magyars. Elle aurait tout à fait pu – c'était l'idée initiale de Hitler – jouer à nouveau ce rôle, cette fois-ci en association avec l'Allemagne contre le bolchevisme que les Soviétiques voulaient à l'époque exporter vers l'Ouest.

Dans un autre rôle, les Polonais auraient pu s'assurer leur territoire, la liberté et la paix, en servant de base arrière à l'Allemagne. Depuis 1933, Hitler s'efforce de briser le cercle de la coalition anti-allemande que la France a formé autour du Reich avec la Petite Entente. Hitler ne fait pas la fine bouche. Dans sa vision obsessionnelle d'une guerre contre la France et la Grande-Bretagne, une Pologne calme et alliée sur ses arrières aurait été précieuse.[708] Ce n'est pas pour rien que Hitler propose à la Pologne un pacte de vingt-cinq ans.

En 1939, la Pologne est elle-même une dictature comme l'Allemagne, dans laquelle les droits de l'homme des minorités sont aussi peu valables que les droits de l'homme des juifs et des « dissidents » en Allemagne. La décision de la Pologne en faveur des démocraties occidentales en 1939 n'est pas un rapprochement avec des pays apparentés. Il s'agit en premier lieu d'un pacte avec les ennemis de son propre ennemi. Il s'agit en outre – ce que les Polonais ignorent dans leur égoïsme – d'une alliance avec deux pays qu'ils ont laissés tomber deux fois en 1939 contre l'Allemagne et en 1945 contre l'Union soviétique, par le même égoïsme : la France et la Grande-Bretagne.

[708] Voir les déclarations de Hitler consignées dans le procès-verbal de Hoßbach.

La Pologne et le pacte Kellogg

Un autre traité qui aurait pu protéger les Polonais est le Pacte Kellogg[709] de 1928, déjà mentionné, dans lequel les États-Unis, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, la Pologne, l'Allemagne et d'autres déclarent,

> *« qu'ils condamnent la guerre comme moyen de résoudre les différends internationaux et qu'ils y renoncent comme instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles ».* (Art I)

Ils conviennent :

> *« que le règlement et la décision de tous les différends ... qui pourraient surgir entre eux ..., ne seront jamais recherchés autrement que par des moyens pacifiques ».* (Art II)

Le point faible du traité pour la Pologne est le préambule. Il stipule que :

> *« toute puissance signataire qui entrerait en guerre devrait être déclarée déchue des avantages accordés par le présent traité ».*

Après que la Pologne ait tenté d'inciter la France à entrer en guerre contre l'Allemagne en 1933 et après qu'elle ait menacé de guerre la Lituanie puis la Tchécoslovaquie en 1938, il est évident que l'Allemagne et l'Union soviétique suivront la recommandation et ne laisseront plus le pacte Kellogg s'appliquer à la Pologne.

Le bilan

En 1939, la Pologne a peu de choses à faire valoir en sa faveur. La politique étrangère consistant à prendre constamment l'avantage sans être fidèle à ses propres alliances se transforme pour la Pologne en « jeu de chaises musicales ». Elle change si souvent de place qu'à la fin il ne lui reste plus de chaise. Après s'être approprié les territoires de quatre de ses voisins, la nouvelle Pologne est tributaire de traités et

[709] Traité de bannissement de la guerre du 27 août 1928, dit « Pacte Kellog » ou « Pacte de Paris ».

d'alliances. Le patronage de la Société des Nations et la sympathie de l'Angleterre ont très rapidement pesé sur la Pologne suite aux brutalités commises contre ses minorités. L'amour de la France pour la Pologne s'est éteint depuis que l'Allemagne a renoncé à l'Alsace et à la Lorraine. À Varsovie, on le sait au moins depuis 1933. Le pacte Kellogg a été si souvent rompu que la Pologne ne peut plus en attendre de protection. Le traité avec la Russie a été sacrifié en 1938 pour 80 000 Polonais dans la région de Teschen et la moitié d'une région industrielle. Le traité avec l'Allemagne n'est pas respecté lorsque le gouvernement allemand du Reich demande à discuter de Dantzig, la Pologne fait alors appel à des réservistes et déploie des troupes devant Dantzig. L'Allemagne ne réclame même pas de terres qui seraient polonaises en vertu du droit international. Le traité que la Pologne conclut en échange avec l'Angleterre n'apporte aucune sécurité à la Pologne. L'Angleterre veut couper les ailes de l'Allemagne et non pas sauver la Pologne. Lorsque les choses deviennent sérieuses, la Grande-Bretagne abandonne de facto la République de Pologne aux Allemands, puis à l'Union soviétique. Après à peine deux décennies de souveraineté retrouvée, la Pologne se retrouve en août 1939 sur les ruines de sa politique étrangère, trois semaines plus tard, elle est elle-même une ruine.

Les plans de Hitler pour la Pologne

Les avis sur les intentions de Hitler concernant la Pologne sont très partagés. Une partie des historiens est d'avis qu'il a considéré très tôt la Pologne comme la première étape de ses plans de conquête du monde. Une autre partie estime qu'il n'avait pas de plans aussi vastes et penche pour l'idée que la Pologne avait sa chance d'exister en tant que puissance moyenne à côté de l'Allemagne. Selon cette école, Hitler n'aurait pris la décision de conquérir la Pologne que très tard.

Si l'on part du principe que Hitler a souvent trompé son entourage, qu'il a généralement gardé pour lui ce qu'il pensait et voulait, il est de

toute façon difficile de découvrir la vérité à ce sujet. Si l'on considère au contraire qu'il s'est exprimé en partie ouvertement et en partie de manière trompeuse sur ce qu'il voulait faire, la recherche de ses plans pour la Pologne est plus facile. C'est la deuxième voie que nous allons essayer de suivre.

Dans son livre *Mein Kampf*, Hitler s'exprime encore de manière assez succincte et vague sur la question polonaise. Il n'y a que deux passages qu'il consacre à ce sujet.

En effet, Hitler ne fait qu'y critiquer les précédentes tentatives de germanisation des Autrichiens et des Prussiens à l'égard de leurs minorités polonaises, avec la volonté d'imposer l'allemand comme langue aux Polonais. Il décrit que la « germanisation » n'a été durable que là où le pays concerné a été colonisé par des paysans allemands après la conquête.[710] Ce texte de *Mein Kampf* est une réflexion qui se réfère uniquement au passé. Il n'y a aucune référence à une révision des frontières qu'il envisage, ni même à une conquête ultérieure du pays voisin, la Pologne. *Mein Kampf* ne peut pas servir de preuve d'une intention précoce de Hitler de s'en prendre plus tard à la Pologne.

En 1923, Hitler, alors âgé de 34 ans seulement, expose dans son livre ce qui l'anime à l'époque. Son identité nationale fortement ressentie y joue un rôle important et déterminant pour lui. La conscience nationale de Hitler s'est formée dans l'État multiethnique de l'ancienne Habsbourg, dans lequel les Allemands étaient devenus une minorité de 23 % à côté d'une majorité slave et hongroise. Dans *Mein Kampf*, ses idées tournent donc toujours et encore autour de la survie de la germanité dans cet environnement désormais à majorité slave. Ainsi, en 1923, Adolf Hitler voit la politique mondiale comme une lutte des peuples pour leur place sur terre. L'expérience d'être une minorité dans son propre pays a manifestement laissé à Hitler une animosité envers tous les Slaves, qu'ils soient Polonais, Tchèques ou Russes. Même cela ne permet pas de conclure que Hitler pense déjà à la guerre avec la Pologne lorsqu'il écrit son livre.

[710] Hitler, pages 297 et suivantes et 429 et suivantes.

Dix ans après *Mein Kampf*, Hitler devient Chancelier. Sa première apparition devant les chefs de la Reichswehr le 3 février 1933 – quatre jours après son entrée en fonction – reflète l'attitude fondamentale décrite ci-dessus. Le tout nouveau Chancelier Hitler s'adresse aux généraux de haut rang et leur présente pour la première fois les grandes lignes de son programme : la lutte contre le traité de Versailles, la reconstruction de la Wehrmacht et la promotion de l'économie allemande et du commerce extérieur. Sur ce dernier point, il explique que

> *« il faudrait peut-être se battre pour obtenir de nouvelles possibilités d'exportation ou bien – et ce serait sans doute mieux – conquérir un nouvel espace vital à l'Est et le germaniser sans ménagement ».*[711]

En entendant cette référence, on pense aujourd'hui involontairement à la conquête ultérieure de l'État de Pologne. Mais dans le discours cité, la Pologne n'est pas mentionnée. On ne sait donc pas si Hitler pense déjà à la Pologne en février 1933. Pour les généraux présents, les propos de Hitler sur Versailles allaient de soi. Ils ont certainement entendu avec soulagement les affirmations concernant la reconstruction d'une armée. Les deux chefs de gouvernement qui ont précédé Hitler avaient déjà voulu commencer. Au vu de la situation réelle en 1933, les réflexions du nouveau Chancelier sur l'espace vital à l'Est ont probablement davantage été perçues par les généraux comme des affabulations mal conçues que comme une déclaration d'intention sérieuse. Le souci des généraux à l'époque était la capacité de défense du Reich et rien de plus. Pourtant, Hitler parle ici d'espace vital à l'Est, mais la Pologne n'est pas mentionnée.

On aurait pu s'attendre ensuite à ce que Hitler poursuive la politique polonaise de tous ses prédécesseurs depuis 1918 et adopte une ligne dure vis-à-vis de Varsovie. D'autant plus que la Pologne accompagne l'entrée en fonction de Hitler de la provocation du débarquement de troupes sur la Westerplatte de Dantzig et de la

[711] Jacobsen, page 81.

tentative d'inciter la France à mener une guerre d'agression contre l'Allemagne. Hitler apprend les intentions de guerre de la Pologne en avril 1933.[712] La manière dont il réagit est alors étonnante. Au lieu de rendre la monnaie de sa pièce, Hitler cherche à faire la paix avec les Polonais. En janvier 1934, un pacte germano-polonais de non-agression est conclu sur proposition allemande.[713] Dans ce traité, on renonce certes à la guerre comme moyen de règlement des différends, mais l'Allemagne se réserve des solutions de négociation ultérieures pour ses propres revendications territoriales.

Après l'échec des tentatives du maréchal Piłsudski d'inciter la France à faire la guerre à l'Allemagne, la Pologne cède à son tour. Les deux chefs d'État Hitler et Piłsudski découvrent une convergence partielle d'intérêts qui conduit à un apaisement des relations germano-polonaises pour les cinq années à venir. Les régimes polonais et allemand sont alors assez proches dans leur égocentrisme national, leurs formes de pouvoir autoritaires, leur rejet du parlementarisme, leur anticommunisme et, malheureusement, leur antisémitisme[714]. Hitler et Piłsudski voient dans le bolchevisme un danger pressant pour l'Allemagne, pour la Pologne et, en fin de compte, pour toute l'Europe. Tous deux ont intérêt à détacher de l'Union soviétique la partie de l'Ukraine située à l'est de la frontière polonaise.[715] Piłsudski pense ici à une fédération de son pays avec une Ukraine tout entière sous la suprématie de la Pologne. Hitler déplace un objectif lointain qu'il envisage pour une époque ultérieure, lorsque l'Allemagne aura surmonté les dommages de Versailles. Il s'agit de compenser les colonies perdues en 1918 par une nouvelle colonie en Ukraine. C'est

712 Roos, Präventivkriegspläne, page 361.

713 Traité de non-agression germano-polonais du 26 janvier 1934.

714 [NdT : il est regrettable que l'auteur n'ait pas compris l'origine profonde des maux de l'Allemagne et, par extension, et c'est aujourd'hui d'autant plus clair, de toute l'Europe et plus largement, de tout l'Occident !]

715 Jacobsen, page 82. Les intérêts de l'Ukraine sont faussement présentés par Jacobsen comme une préoccupation uniquement allemande, par une sélection unilatérale de documents. [NdT : il est capital de reconnaître l'origine des noms, ici, Jacobsen : Jacobson : fils de Jacob.]

ainsi qu'en 1933 et 1934, il y a quelques sondages prudents et non contraignants entre Varsovie et Berlin sur une possibilité d'agir ensemble en Ukraine, mais rien de plus.[716]

Le comportement de Hitler vis-à-vis de la Pologne de 1933 à 1939 représente un tournant de la politique étrangère allemande vers l'Est. Les gouvernements d'avant 1933 avaient toujours exigé que les frontières orientales de l'Allemagne soient modifiées au détriment de la Pologne. Cela incluait la possibilité de corrections en Prusse occidentale-Poméranie et en Haute-Silésie orientale. Avant 1933, l'un des leviers de cette politique a été le rapprochement de l'Allemagne et de l'Union soviétique. Hitler, quant à lui, cherche à se rapprocher de la Pologne et à prendre ses distances avec l'Union soviétique. Adolf Hitler veut lui aussi la révision des frontières, mais il réduit d'emblée les exigences de l'Allemagne à ce qu'il pense être le minimum acceptable pour la Pologne : le retour de la ville de Dantzig, qui ne fait de toute façon pas partie de l'État polonais, et des voies de communication extraterritoriales à travers le corridor. Hitler espère, à force de persévérance, amener les Polonais à faire des concessions sur la question du corridor de Dantzig s'il leur laisse les mains libres en Europe de l'Est pour leurs propres ambitions. L'erreur de calcul de Hitler est de croire que les Polonais considèrent comme une concession le fait de renoncer à l'ancienne Prusse occidentale allemande et à une correction de la frontière en Haute-Silésie. Ce qui est un compromis équitable aux yeux de Hitler est perçu par les Polonais comme une atteinte à leur souveraineté, à leur inviolabilité territoriale et à leur dignité nationale. Hitler ne perd ses illusions que lorsque Varsovie, après avoir accepté l'annexion polonaise d'Oderberg et de Teschen en 1939, ne montre même pas l'ombre d'une concession aux souhaits de l'Allemagne concernant Dantzig. C'est à partir de ce moment que Hitler joue à nouveau la carte de Moscou pour Dantzig et le corridor.

[716] Benoist-Méchin, tome 7, pages 179 et suivantes.

La politique polonaise ne réapparaît que dans les discours que le Führer tient en secret et en cercle fermé devant les principaux généraux de la Wehrmacht. Le 5 novembre 1937, Hitler parle pour la première fois de la guerre et de ses projets de rattachement de l'Autriche à l'Allemagne et d'annexion de la Tchéquie devant les généraux et son Ministre des affaires étrangères von Neurath.[717] La Pologne n'y est toutefois mentionnée que comme un problème marginal. Dans son discours, Hitler exprime à deux reprises l'espoir et l'attente que la Pologne reste neutre en cas de guerre de l'Allemagne avec des États tiers. Aucune allusion n'est donc faite à une quelconque intention du Chancelier d'agir un jour contre la Pologne. Le même jour, le 5 novembre 1937, l'Allemagne et la Pologne concluent un nouvel accord de protection des minorités. Là encore, on ne peut guère y voir une indication des intentions ultérieures de Hitler à l'égard de la Pologne.

Deux semaines après la réunion générale, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et Dantzig sont à nouveau brièvement évoqués. Le 19 novembre, le député anglais et futur Secrétaire d'État au Foreign Office lord Halifax, en accord avec le Premier ministre Chamberlain et le Secrétaire d'État au Foreign Office Eden, rend visite à Hitler sur l'Obersalzberg. Il doit sonder les possibilités de coopération entre l'Empire allemand et l'Angleterre. Au cours de son entretien avec Hitler, Halifax parle d'un

> *« changement de l'ordre européen qui se produira probablement tôt ou tard. Parmi ces questions figurent Dantzig, l'Autriche et la Tchécoslovaquie. L'Angleterre ne s'intéresse qu'à ce que ces changements soient réalisés par le biais d'une évolution pacifique... ».*[718]

Hitler croit que l'Angleterre ne lui posera pas de problème lors des négociations avec la Pologne pour l'annexion de Dantzig.

Après le rattachement de l'Autriche au Reich allemand en mars 1938, Hitler et son Ministre des affaires étrangères von Neurath ont

---

[717] Discours du 5 novembre 1937 reproduit dans le procès-verbal Hoßbach.
[718] ADAP, série D, volume I, annexe du document 31.

un entretien le 24 avril, au cours duquel le Führer déclare « qu'il pense être à la hauteur de ses succès en matière de politique étrangère ». « Il ne faut pas », selon lui, « trop tirer sur la corde ».[719] Hitler ne s'attend manifestement pas à ce qu'il ne puisse pas résoudre la question de Dantzig dans un avenir proche comme il l'a fait pour la Rhénanie en 1936 et pour l'Autriche peu de temps auparavant. Il semble qu'il se soit bercé d'illusions en pensant qu'il pourrait s'arranger à l'amiable avec la Pologne en faisant des concessions. C'est également l'impression que l'on a lorsqu'on lit, dans le discours de novembre 1937 que nous venons d'évoquer, qu'il voit venir une guerre avec l'Angleterre et la France dans les années 1943 à 1945. En 1937 et 1938, la Pologne est manifestement encore pour Hitler le *Kantonist* [personne peu fiable – NdT] incertain qu'il préférerait lier à lui et à l'Allemagne plutôt que de lui faire la guerre.

Cette attitude restera manifestement inchangée jusqu'à la crise des Sudètes. Le 26 septembre 1938, Hitler annonce devant un public nombreux au Palais des sports de Berlin :

> *« Nous comprenons qu'il y a ici deux peuples qui doivent vivre côte à côte et dont aucun des deux ne peut éliminer l'autre. Un État de 33 millions d'habitants cherchera toujours à avoir un accès à la mer. Il faut donc trouver une voie d'entente ».*[720]

En septembre 1938, la question de Teschen entraîne un rapprochement entre Varsovie et Berlin. Hitler espère alors être remercié pour son soutien concernant Teschen et obtenir une compensation pour avoir concédé le rattachement de la ville d'Oderberg, à majorité allemande, à la Pologne. Hitler, qui a par ailleurs l'instinct des opportunités, ne profite pas de cette occasion pour engager le gouvernement de Varsovie dans une solution pour Dantzig. Au lieu de cela, il se fie avec une confiance inappropriée à l'état désormais positif des relations germano-polonaises et laisse passer quelques semaines sans rien faire. Hitler et von Ribbentrop

[719] v. Weizsäcker-Papiere, page 126.
[720] Domarus, tome I, page 925.

demandent au gouvernement polonais, d'abord de manière tâtonnante, puis directement et plus tard de manière pressante, le 24 octobre et le 19 novembre 1938, le 5, le 25 et le 26 janvier 1939 et enfin le 21 mars et le 28 avril, de résoudre et de régler par la voie de la négociation le problème encore ouvert de Dantzig et des liaisons de transit extraterritoriales à travers le corridor. La première proposition de Ribbentrop à Lipski, datée du 24 octobre 1938, a déjà été présentée dans son intégralité lors de la description de la politique d'alliance polonaise dans une partie antérieure de ce livre.[721]

Dès les deux premiers entretiens, le 24 octobre et le 19 novembre, Lipski fait savoir à von Ribbentrop que Beck n'a aucune marge de manœuvre en politique intérieure en ce qui concerne Dantzig. Le 19 novembre, Beck rejette poliment mais fermement les souhaits allemands concernant Dantzig. Hitler fait alors préparer une solution sans la bénédiction de la Pologne. Le 24 novembre, le Führer donne l'ordre à l'armée de se préparer à une occupation de Dantzig par surprise à partir de la Prusse Orientale.[722] La voie de la Prusse Orientale évite aux troupes allemandes de devoir pénétrer en territoire polonais. Hitler complète sa directive au commandant en chef de l'armée, le colonel général von Brauchitsch, par une explication orale dans laquelle il dit :

> *« En tout état de cause, j'ai l'intention de ne prendre cette mesure que si Lipski laisse entendre que le gouvernement polonais ne veut pas défendre une cession volontaire de Dantzig devant son peuple et qu'il lui faciliterait la situation par un 'fait accompli' créé par l'Allemagne ».*[723]

En novembre 1938, Hitler espère donc toujours trouver une solution qui lui permettrait de limiter le conflit. Une guerre contre la Pologne n'est manifestement pas dans ses intentions à l'époque. Il estime qu'une Pologne intacte est trop précieuse pour servir de tampon entre l'Allemagne et l'Union soviétique.

---

721 ADAP, série D, volume V, document 81.
722 Instruction du 24 novembre 1938, Documents TMI, volume XXXIV.
723 Benoist-Méchin, tome 7, page 185.

Même au début de l'année 1939, il semble qu'il puisse encore y avoir une solution conforme aux souhaits allemands. L'ambassadeur français à Berlin François-Poncet fait part de son point de vue sur l'état des choses en janvier 1939 :

> *« Hitler a suggéré de créer un passage extraterritorial avec une autoroute et une ligne de chemin de fer à travers le corridor, de sorte que la Prusse Orientale ait une liaison directe avec le Reich. Le colonel Beck avait déclaré qu'une telle solution lui paraissait acceptable ».*[724]

La visite de Ribbentrop à Varsovie le 26 janvier se termine également par un communiqué final commun, qui donne l'impression que la porte d'une solution négociée germano-polonaise pour Dantzig reste ouverte. De son point de vue, Hitler suppose qu'avec les deux exigences minimales « Dantzig et les liaisons de transport », avec le renoncement à la Poméranie, autrefois principalement allemande, et à des corrections de frontières en Haute-Silésie, il s'accommode suffisamment des Polonais pour qu'ils ne puissent pas lui refuser une main tendue à long terme. Il offre en outre en contrepartie la garantie des frontières déjà mentionnée et la prolongation du pacte de non-agression pour une durée de vingt-cinq ans. Hitler sait également qu'aucun chancelier d'après-guerre avant lui n'est allé aussi loin dans le « renoncement ». À cet égard et vis-à-vis de la Pologne, il se sent manifestement un homme de paix.

Mais en mars 1939, Hitler fait une erreur avec la Tchéquie. Le gouvernement polonais saisit rapidement l'occasion de changer de front et d'obtenir la garantie des Britanniques et des Français contre l'Allemagne. Hitler ne se rend apparemment pas compte que c'est lui-même qui a ouvert la porte à Varsovie pour changer de camp. Il est déçu et modifie progressivement son approche vis-à-vis de la Pologne. Hitler se prépare désormais à résoudre la question de Dantzig par la force, si ce n'est par la négociation. Il n'est pas clair à partir de quand Hitler veut vraiment la guerre avec la Pologne et s'il n'espère pas jusqu'au bout que le gouvernement polonais cède.

---

[724] François-Poncet, page 192.

De nombreux historiens estiment que Hitler s'est lancé dans la guerre contre la Pologne avec préméditation dès le début de son règne, mais au plus tard depuis le début de 1939. Ils citent comme preuve le fait que le 3 avril 1939, il a donné l'ordre à la Wehrmacht d'élaborer un plan de campagne contre la Pologne.[725] Et ils déduisent des discours-clés de Hitler du 23 mai et du 22 août 1939 que telle était sa ferme volonté : la guerre et pas seulement le retour de Dantzig dans le Reich. Il y a beaucoup d'arguments qui vont à l'encontre de cette opinion.

Le 25 mars 1939, alors que Lipski se trouve à Varsovie avec la nouvelle offre de négociation allemande, alors que la Pologne va chercher en Angleterre la nouvelle promesse de protection, alors que Hitler ne sait pas encore que la porte de l'entente germano-polonaise sur Dantzig vient de se refermer, il donne au commandant en chef de l'armée, le colonel général von Brauchitsch, une nouvelle directive sur la conduite à tenir vis-à-vis de la Pologne, de la Tchéquie et de la Slovaquie.[726] On y lit, à propos de la Pologne :

> *« La question de Dantzig : Lipski revient de Varsovie le dimanche 26 mars. (Il) avait pour mission de demander à la Pologne si elle était prête à un arrangement concernant Dantzig. Le Führer ne veut cependant pas résoudre la question de Dantzig par la force. (Il) Ne veut pas pousser la Pologne dans les bras de l'Angleterre. ...*
>
> *La question polonaise : pour l'instant, le Führer n'a pas l'intention de résoudre la question polonaise. Mais elle doit désormais être traitée. »*

Il est par ailleurs précisé qu'une attaque ultérieure contre la Pologne devrait bénéficier de conditions politiques favorables.

Le même jour, le 25 mars 1939, les dossiers du ministère allemand des Affaires étrangères contiennent une autre note qui montre que

---

[725] OKW, directive « Fall Weiß » du 3 avril 1939, voir dtv – Hitlers Weisungen, pages 19 et suivantes.

[726] Documents TMI volume XXXVIII, page 247 - Les compléments entre parenthèses sont de l'auteur.

Hitler mise toujours sur une solution douce. Il y est noté comme « *Weisung des Führers* » (directive du Führer) :

> *« Le Führer ne veut cependant pas résoudre la question de Dantzig par la force. Ne veut pas pousser la Pologne dans les bras de l'Angleterre. Une éventuelle occupation militaire de Dantzig n'entrerait en ligne de compte que si Lipski laissait entendre que le gouvernement polonais ne pourrait pas défendre une cession volontaire de Dantzig vis-à-vis de son peuple et qu'il lui faciliterait la solution par un fait accompli ».*[727]

Le Chancelier s'était exprimé presque de la même manière six mois plus tôt face au colonel général von Brauchitsch.[728] Le texte de la directive hitlérienne du 25 mars 1939 et la note dans les dossiers du ministère des Affaires étrangères laissent planer le doute sur le fait que la conquête ultérieure de la Pologne soit déjà à l'époque l'objectif inconditionnel du Führer. Il l'envisage toutefois comme une possibilité dans le cas d'une provocation massive de la Pologne, qui ne peut être exclue à l'époque. Hitler n'a pas oublié les sondages de guerre de la Pologne en France en 1933.

Le 26 mars, Adolf Hitler apprend l'accord polono-britannique et le refus polonais sur la question de Dantzig. S'il avait voulu la guerre à tout prix, il aurait pu trouver suffisamment de raisons, avec la mobilisation partielle de l'armée polonaise le 23 mars, qui n'a pas été provoquée par l'Allemagne, avec le déploiement simultané de troupes en direction de Dantzig et avec la multiplication des attaques contre les membres de la minorité allemande en Pologne depuis le début de l'année, pour s'engager à attaquer la Pologne lors de sa prochaine directive au commandement de la Wehrmacht. Au lieu de cela, Hitler donne l'ordre, dans sa directive du 3 avril 1939 sur le « cas blanc », de préparer un plan d'attaque contre la Pologne de manière à ce que l'attaque soit possible à partir du 1er septembre 1939. Il ne précise pas si cela aura lieu. Au contraire, suite à l'émission de cette directive, Hitler dit au commandant en chef de l'armée qu'il ne souhaite pas de

[727] ADAP, série D, volume VI, document 99.
[728] Benoist-Méchin, tome 7, page 185.

conflit avec la Pologne et qu'il n'a pas non plus intérêt à l'affaiblir et à soutenir ainsi les aspirations à l'indépendance des Ukrainiens.[729]

Le texte de la directive est révélateur à plus d'un titre :

« Directive 'Cas blanc' 3 avril 1939

I. L'attitude actuelle de la Pologne exige qu'au-delà de la sécurisation de la frontière Est, les préparatifs militaires soient entrepris afin d'exclure à l'avenir toute menace de ce côté.

1. Conditions et objectifs politiques :

Les relations entre l'Allemagne et la Pologne restent régies par le principe d'éviter toute perturbation. Si la Pologne devait modifier sa politique vis-à-vis de l'Allemagne, basée jusqu'à présent sur le même principe, et adopter une attitude menaçante pour le Reich, un règlement définitif des comptes pourrait s'avérer nécessaire. ... La direction politique considère qu'il est de son devoir, dans ce cas, d'isoler éventuellement la Pologne, c'est-à-dire de limiter la guerre à la Pologne. ...

2. Les exigences militaires :

Les grands objectifs de la construction de l'armée allemande restent déterminés par l'opposition des démocraties occidentales. Le 'cas blanc' ne constitue qu'un complément préventif aux préparatifs, mais ne doit en aucun cas être considéré comme la condition préalable à un affrontement militaire avec les adversaires de l'Ouest.

3) Mission de la Wehrmacht :

La mission de la Wehrmacht est d'anéantir la force de défense polonaise. »[730]

Les formulations montrent qu'il s'agit d'une « instruction préalable » pour le cas où la Pologne réagirait à un retour de Dantzig contre sa volonté par une déclaration de guerre. L'ambassadeur polonais Lipski avait, « de sa propre initiative », proféré cette menace

[729] Miksche, page 69.
[730] dtv – Hitlers Weisungen, pages 19 et suivantes.

une semaine plus tôt devant le Ministre allemand des affaires étrangères von Ribbentrop.

Les plans et les ordres d'attaque en réserve sont tout à fait courants en Europe dans les années Vingt et Trente, comme le démontre le fameux plan Foch d'attaque des Français et des Polonais contre l'Allemagne. La directive pour le « cas blanc » montre en outre que les idées de Hitler sur l'engagement de la Wehrmacht à long terme ne sont pas orientées vers la Pologne. L'armement de la Wehrmacht est toujours orienté vers l'affrontement « prévu » par Hitler avec les deux puissances coloniales de l'Ouest.

Le 28 avril 1939, après avoir donné des instructions pour le « cas blanc », Hitler soumet tout de même une nouvelle fois son offre au gouvernement polonais :

> *« 1. Dantzig réintègre le cadre de l'Empire allemand en tant qu'État libre.*
>
> *2. L'Allemagne obtient une route et une ligne de chemin de fer à sa disposition à travers le corridor.*
>
> *En contrepartie, l'Allemagne est prête :*
>
> *3. À reconnaître tous les droits économiques de la Pologne à Dantzig ;*
>
> *4. À garantir à la Pologne un port franc à Dantzig, de n'importe quelle taille et avec un accès entièrement libre ;*
>
> *5. À considérer et à accepter définitivement les frontières entre l'Allemagne et la Pologne ; et*
>
> *6. À conclure un pacte de non-agression de vingt-cinq ans avec la Pologne ».*

Cette offre ne fait pas avancer Hitler d'un pouce. Il s'ensuit ce que l'on appelle son discours clé du 23 mai devant les commandants en chef de la Wehrmacht.[731] Même ce discours devant les généraux, souvent cité comme preuve, ne permet pas forcément de conclure

[731] Domarus, tome II, pages 1196 et suivantes.

que Hitler avait déjà prévu fermement, fin mai 1939, d'envahir la Pologne en septembre. Des phrases telles que :

> *« Il n'est donc plus question de ménager la Pologne, et il reste la décision d'attaquer la Pologne à la première occasion appropriée ».* Et
>
> *« Dantzig n'est pas la question qui nous préoccupe. Il s'agit pour nous d'élargir notre espace vital à l'Est »*

sont régulièrement citées dans le discours comme preuve de la ferme volonté de Hitler d'attaquer la Pologne. Mais le contexte global du discours indique autre chose. Hitler a convoqué les commandants en chef et les chefs d'État-major des différentes parties de la Wehrmacht pour leur annoncer la création d'un service d'études indépendant au sein du commandement suprême de la Wehrmacht (OKW). Il sait que cette nouvelle entreprise concurrente est loin de faire l'unanimité auprès des États-majors généraux des composantes de la Wehrmacht. Hitler explique donc la nécessité d'un tel État-major par les exigences de la conduite moderne de la guerre à l'avenir. Pour justifier cela, il expose dans celle-ci ses réflexions sur les guerres possibles en Europe. Il s'agit en premier lieu de la situation de l'Allemagne face aux adversaires que sont l'Angleterre, la France et l'Union soviétique. Dans l'argumentation de Hitler, la Pologne ne joue qu'un rôle de satellite des Britanniques à l'arrière de l'Allemagne. Des passages de discours tels que :

> *« Le Polonais n'est pas un ennemi supplémentaire. La Pologne sera toujours du côté de nos adversaires »* et
>
> *« Il faut s'efforcer d'infliger d'emblée à l'adversaire (il s'agit ici de l'Angleterre[732]) une frappe ou un coup fatal. ... Cela n'est possible que si l'on ne s'engage pas dans une guerre contre l'Angleterre par l'intermédiaire de la Pologne »*

indiquent plutôt qu'en mai 1939, la Pologne n'est pas encore au centre des préoccupations de Hitler. Ces phrases sont le reflet du

[732] Note de l'auteur.

changement de camp de la Pologne deux mois avant ce discours. Le discours du 23 mai est agressif, mais il traite d'un conflit ultérieur avec l'Angleterre, lorsqu'il s'agira de réclamer aux Britanniques l'une des colonies perdues ou de la remplacer en Ukraine. L'objet de ce discours est le nouveau service d'études de l'OKW. Le thème principal de la justification de cet État-major est un conflit ultérieur avec l'Angleterre, redouté par Hitler. La Pologne n'est pas le sujet en question, malgré les expressions dramatiques. Mais la Pologne figure désormais – et c'est une nouveauté – sur la « liste à abattre » de Hitler. À la fin du discours, Hitler déclare que la Wehrmacht doit être prête pour la guerre de 1943 à 1944. Il n'est pas question de la Pologne ni de 1939. Si le discours de mai montre une chose en ce qui concerne la Pologne, c'est que Hitler comprend que sa politique de coopération a échoué. Désormais, la Pologne n'est plus pour lui un partenaire potentiel, mais un adversaire potentiel.

Jusqu'à l'été 1939, Hitler n'a jamais menacé de faire la guerre, que ce soit publiquement ou par le biais de canaux diplomatiques. Jusqu'à présent, seule sa demande de négociations autour de Dantzig et des liaisons par le corridor est en jeu.

En plus de la question de Dantzig, un tout autre problème germano-polonais intervient en 1939 et suscite beaucoup de colère dans l'opinion publique allemande. Tout au long de l'année, la situation des minorités allemande et ukrainienne en Pologne, qui était déjà loin d'être satisfaisante auparavant, se détériore. Le Secrétaire général von Weizsäcker, alors adjoint du Ministre des affaires étrangères à Berlin, écrit à ce sujet :

> *« Nos rapports diplomatiques et consulaires de Pologne montraient comment, en 1939, la vague montait de plus en plus haut, recouvrant le problème initial, Dantzig et le passage par le corridor ».*[733]

Durant l'été, les tensions entre le Reich et la Pologne s'aggravent à un rythme de plus en plus soutenu et deviennent encore plus

[733] v. Weizsäcker Erinnerungen, page 242.

dramatiques.[734] Une série d'incidents et d'échanges de coups de feu ont lieu aux frontières. Les exactions contre les membres des minorités sont désormais monnaie courante. En Galicie, une vague d'arrestations de personnes ukrainiennes est en cours. Les Allemands « déloyaux et hostiles à l'État » sont transportés par milliers vers la Pologne intérieure et concentrés dans des camps. Les entreprises polonaises licencient en masse les ouvriers de langue maternelle allemande. Les jeunes Allemands ne trouvent pas d'emploi. Un grand nombre d'entreprises allemandes doivent fermer sur ordre des autorités. Dans de nombreuses villes, les magasins allemands sont boycottés. Même des soldats polonais montent des piquets de boycott « en armes » devant les magasins. En Haute-Silésie, la Pologne ferme le petit trafic frontalier et dix mille navetteurs allemands sont coupés de leur emploi. Pour couronner le tout, l'artillerie navale et côtière polonaise tire à trois reprises sur des avions de passagers civils de la Lufthansa en pleine mer. S'ajoute à cela la nervosité croissante de la population de Dantzig. Les manifestations des habitants de Dantzig en faveur de leur réunification avec l'Allemagne n'en finissent plus. En juillet et août, une vague de réfugiés « *Volksdeutschen* » se dirige vers l'Allemagne et s'intensifie de jour en jour, comme à Berlin juste avant la construction du mur en 1961. Le 17 août, on compte plus de 76 000 réfugiés à la frontière germano-polonaise et 18 000 autres sur le territoire de Dantzig. La situation est telle que la question de Dantzig et des minorités ne peut plus être repoussée.

En Pologne aussi, on est profondément irrité par l'Allemagne et la part de population germanophone dans son propre pays. Le Reich traite de plus en plus souvent directement avec les autorités de Dantzig – au lieu de suivre la voie diplomatique via le ministère polonais des Affaires étrangères à Varsovie, comme l'exige le statut de Dantzig. La minorité allemande – tout comme la minorité ukrainienne – est en outre accusée d'être déloyale envers la Pologne et d'être une ennemie dans son propre pays.

---

[734] Ce qui suit est tiré du Stader Tageblatt juillet-août 1939 et des documents sur la Antécédents de la guerre de AA 1939 n° 2, documents 349 à 437.

Après cinq initiatives de négociations du côté allemand à l'automne, à l'hiver et au printemps 1938/39, qui restent toutes infructueuses, Hitler prend manifestement la décision à la fin du printemps 1939 de résoudre le faisceau de problèmes germano-polonais par une guerre si nécessaire. Hitler sait qu'une campagne militaire ne peut pas commencer trop tard dans l'année en raison du temps automnal habituel en Europe de l'Est. La pluie, la boue et le brouillard entravent les mouvements des troupes terrestres et excluent avec une certaine probabilité l'intervention des forces aériennes. Ainsi, lorsqu'il évoque la possibilité de la guerre, Hitler vise toujours la fin du mois d'août ou le début du mois de septembre. Le 12 août, Hitler annonce au Ministre italien des affaires étrangères, le comte Ciano, qu'il attaquera la Pologne après la prochaine provocation. Lorsque Ciano demande des précisions, la réponse de Hitler est : « fin août ».[735] Ce qui le gêne encore jusqu'en août, c'est la tentative des Britanniques et des Français d'engager les Soviétiques dans une alliance contre l'Allemagne. Avec l'Union soviétique dans le camp adverse, Hitler n'aurait pas osé frapper la Pologne, de son propre aveu.[736] Mais lorsque les Soviétiques se rangent du côté allemand vers le 20 août et que Hitler et von Ribbentrop parviennent à conclure un pacte de non-agression avec Staline et Molotov le 23 août, la date d'une attaque contre la Pologne est également fixée pour Hitler, au cas où Varsovie resterait inflexible sur la question de Dantzig.

Le 22 août 1939, il réunit les commandants des groupes d'armées et des armées des trois parties de la Wehrmacht à l'Obersalzberg et annonce son intention. Le discours qu'il prononce à cette occasion est son troisième discours dit « clé », déjà mentionné. Il déclare qu'il s'attendait d'abord à une guerre contre les puissances occidentales. Mais maintenant, « il doit d'abord se tourner vers la Pologne ». Le texte de ce discours nous est parvenu :

« Les relations avec la Pologne sont devenues intolérables. Mes propositions

[735] Domarus, tome II, page 1226.
[736] v. Weizsäcker-Papiere, page 181.

à la Pologne concernant Dantzig et le corridor ont été perturbées par l'intervention de l'Angleterre. La Pologne a changé de ton à notre égard. L'état de tension est insupportable à la longue. Le moment est plus propice maintenant que dans deux ou trois ans ».[737]

Hitler mentionne également qu'il a pris la décision d'attaquer dès le printemps 1939. S'il dit la vérité ici, il s'agit de la période qui suit le basculement de la Pologne dans le camp des Britanniques et des Français.

Dans les derniers jours avant le début de la guerre, Hitler ne cesse d'hésiter. Il déclare tantôt qu'il mise désormais sur la guerre, tantôt qu'il espère encore que le gouvernement polonais cédera. Ainsi, le matin du 24 août, il confie en privé au Secrétaire général von Weizsäcker qu'il pense que l'Angleterre laissera quand même tomber la Pologne et que Varsovie acceptera ce qu'il demande.[738]

Hitler est obsédé par le succès, et manifestement pas nécessairement par la guerre. À ses yeux, un succès aurait également été de résoudre seul la question de Dantzig et le problème du transit par la manœuvre du pacte de non-agression germano-soviétique et par la menace du déploiement de cinquante-deux divisions de l'armée, sans faire la guerre. Cette solution aurait poursuivi la série de ses succès précédents d'une manière qui lui aurait été favorable sur le plan de la politique intérieure. Jusqu'à cette date, Adolf Hitler s'est vanté à plusieurs reprises d'avoir réussi à occuper la Rhénanie, à rapatrier les Sudètes, l'Autriche et la région de Memel, et même à annexer le reste de la Tchéquie sans guerre ni effusion de sang.

Même dans les quatre derniers jours, avant que la Wehrmacht ne se lance à l'assaut de la Pologne, Hitler ne retire pas son offre « Dantzig contre la paix ». Au début, c'est encore l'ancienne offre, Dantzig et les voies de transit contre la reconnaissance des gains territoriaux polonais de 1920 à 1923 au détriment de l'Allemagne. Le 30 août, Hitler augmente le prix à payer pour la Pologne. Dans la

[737] Jacobsen, page 99.
[738] v. Weizsäcker Erinnerungen, page 253.

dernière offre déjà mentionnée, que le représentant polonais n'accepte plus, Hitler exige, outre Dantzig et les voies de transit, un référendum en Prusse occidentale-Poméranie. Selon la nouvelle proposition de Hitler, c'est la majorité de la population locale qui doit décider si la région doit revenir à l'Allemagne ou si elle doit rester polonaise. Cette proposition, qui s'appuie sur la règle du droit à l'autodétermination des peuples, désormais reconnue au niveau international, est elle aussi encore modérée. Pour finir, Hitler insiste pour que la Pologne donne ce qu'elle a refusé de négocier pendant un an. Hitler veut Dantzig ou la guerre, et la Pologne choisit la guerre.

Après la guerre, on a argumenté que Hitler avait fait sa dernière offre de négociation en demandant un référendum en Prusse occidentale-Poméranie uniquement pour feindre une intention inexistante. Dans les derniers jours avant la guerre, il n'aurait plus cherché sérieusement une solution pacifique au conflit, mais aurait voulu la guerre à tout prix avec la Pologne. La dernière proposition de compromis faite à la Pologne rend cette hypothèse assez improbable. Si Hitler avait voulu la guerre à tout prix, il aurait augmenté ses exigences envers la Pologne à un point tel que même l'Angleterre n'aurait plus pu conseiller aux Polonais de négocier. Il n'aurait surtout pas laissé les négociations germano-polonaises et germano-anglaises se poursuivre jusqu'à l'après-midi précédant le déclenchement de la guerre.

Il existe également un indice de l'époque de la campagne contre la Pologne qui montre que Hitler avait certes accepté la guerre avec un risque élevé, mais qu'il ne l'avait pas calculé avec certitude. Le lieutenant-colonel von Vormann, officier de liaison de l'armée dans l'entourage de Hitler, décrit ses monologues du soir, au cours desquels il essaie, en petit comité, de se faire une idée claire des prochaines étapes. Von Vormann raconte son séjour en Pologne :

> *« Hitler parlait souvent pendant de longues heures de la future organisation de l'Etat polonais. Il ne savait absolument pas lui-même ce qu'il*

voulait réellement. Il n'arrivait pas non plus à prendre une décision ».[739]

La perplexité de Hitler à cette époque laisse penser qu'il n'avait pas encore pris en compte la Pologne dans ses calculs pour l'automne 1939. Dans le cas contraire, lui et ses conseillers auraient déjà préparé un concept pour une Pologne vaincue.

La succession d'actions et de réactions hitlériennes au cours de la dernière année avant le début de la guerre permet de conclure – malgré toutes ses paroles belliqueuses – que le Führer ne recourt à la « grande solution polonaise » qu'après l'échec d'une « petite solution à Dantzig ». Le long chemin parcouru depuis la proposition de négociation jusqu'à l'attaque contre la Pologne, en passant par la préparation de la tentative de coup de main à Dantzig, par d'autres propositions de négociation, par la préparation d'un plan éventuel pour la guerre contre la Pologne, par des exigences pressantes envers le gouvernement polonais, par la demande d'aide à l'Angleterre sur la question de Dantzig et du transit, ne permet pas de conclure que Hitler voulait conquérir et démembrer la Pologne depuis le début.

Adolf Hitler a lui-même gâché ses chances de récupérer diplomatiquement Dantzig lorsqu'il a fait occuper le reste de la Tchéquie au printemps 1939 contre sa promesse et l'a déclaré protectorat. Il ne s'est manifestement jamais avoué cette erreur stratégique, politique et morale. Il se considère plutôt comme une victime de l'infamie des Polonais, qui ont commencé par s'emparer d'Oderberg et de Teschen, puis, au lieu de rendre quelque chose en échange, sont passés à l'ennemi. Hitler aurait certainement réussi à régler la question de Dantzig et le problème du transit sans cette erreur capitale de la Tchéquie et avec plus de patience, même sans guerre, car les positions de la Pologne dans cette affaire reposent sur des bases très faibles sur le plan historique, ethnographique et du droit international. L'attitude de Hitler vis-à-vis de la Pologne n'aurait pas nécessairement dû conduire à la guerre avec la Pologne. Mais en fin de compte, ce n'est manifestement plus la question de Dantzig qui

[739] v. Vormann, page 14.

pousse Hitler à se précipiter. C'est la surpression dans le chaudron des minorités polonaises qui provoque l'escalade des choses. Le traitement des Allemands et des Ukrainiens dans l'État multiethnique de Pologne a bouleversé les esprits en Allemagne en 1939, tout comme soixante ans plus tard, la répression des Serbes contre les Albanais dans l'État multiethnique de Yougoslavie a suscité l'indignation des Européens. L'aggravation de la situation de la minorité allemande et le refus des Polonais de poursuivre les négociations sur Dantzig poussent Hitler à trouver une solution erronée et fatale en août 1939. Il déclenche la Seconde Guerre mondiale.

Le rôle de Roosevelt dans le litige sur Dantzig

Au tournant de l'année 1938 et 1939, les discussions germano-polonaises se poursuivent. Les Français et les Britanniques ne montrent à cette époque pratiquement aucune disposition à mener une nouvelle guerre au profit de la Pologne et au détriment de l'Allemagne. D'une part, ils sont soulagés d'avoir réglé pacifiquement le conflit germano-tchèque sur les Sudètes. D'autre part, les Polonais se sont attaqués à la Tchécoslovaquie en octobre 1938, contre la volonté déclarée des Britanniques et des Français, et se sont emparés de la région industrielle de Westteschen. Tout à fait à l'opposé de ce sentiment, on a l'impression que Roosevelt tenait à pousser l'Europe dans la guerre malgré le règlement des Sudètes qui venait d'être conclu.

William Bullitt, ambassadeur de Roosevelt et confident personnel à Paris, donne cette impression lorsqu'il expose au professeur Burckhardt, haut-commissaire de la Société des Nations pour Dantzig, le 2 décembre 1938, son évaluation de l'évolution de l'affaire de Dantzig. Burckhardt a noté cette conversation dans son journal :

> *« Il m'a déclaré avec une étrange satisfaction que les Polonais étaient prêts à faire la guerre à cause de Dantzig. ... En avril, la nouvelle guerre va éclater.*

Jamais, depuis le torpillage du Lusitania[740]*, il n'y eut en Amérique une haine aussi religieuse contre l'Allemagne qu'aujourd'hui. Chamberlain et Daladier seront balayés par l'opinion publique. Il s'agit d'une guerre sainte. ... ».*[741]

Au-delà des propos de Bullitt, des mesures sont prises. Le 4 janvier 1939, Roosevelt fait passer l'ensemble de la flotte américaine du Pacifique par le canal de Panama, du côté atlantique, pour des manœuvres dans les Caraïbes. Le même jour, il demande au Congrès 1,3 milliard de dollars supplémentaires pour l'armement et – ce qui est un signal clair à l'époque – il demande aux membres du Congrès d'abroger les lois américaines sur la neutralité ou de les assouplir.[742] Cette dernière demande lui est refusée. Les fonds pour l'armement, la flotte à l'entrée de l'Atlantique et la tentative de se défaire des contraintes des lois sur la neutralité sont trois signaux envoyés à l'Allemagne, à la Pologne, à la Grande-Bretagne et à la France. Roosevelt ne laisse planer aucun doute sur sa volonté d'empêcher un nouveau démantèlement de l'ordre d'après-guerre de Versailles, sur sa désapprobation du rattachement de Dantzig au Reich allemand et sur son intervention contre l'Allemagne en cas de guerre pour Dantzig.

Les trois menaces du 4 janvier 1939 ne sont certainement pas sans influence sur les discussions germano-polonaises en cours, qui doivent entrer dans leur troisième phase le 5 janvier. En octobre 1938, les Polonais s'étaient emparés de Teschen-Ouest avec l'approbation de Hitler. Ce dernier pouvait alors compter sur une certaine complaisance du gouvernement polonais sur la question de Dantzig. Les premières négociations germano-polonaises d'octobre et de novembre 1938 n'ont certes pas abouti, comme nous l'avons déjà mentionné, mais la voie de la négociation reste ouverte. La veille de la troisième tentative allemande de régler les problèmes de Dantzig et du corridor, le 4 janvier, Roosevelt montre aux Polonais que l'Allemagne

---

[740] Le torpillage par un sous-marin allemand du *Lusitania*, qui transportait des munitions pour l'Angleterre en plus des passagers, contribue à la déclaration de guerre américaine à l'Allemagne en 1917.

[741] Burckhardt, page 225.

[742] Bavendamm, Roosevelts Krieg, page 375.

doit s'attendre à un adversaire puissant. En février 1939, Roosevelt parvient également à saper les négociations germano-anglaises en cours sur un traité commercial en présentant sa propre offre, qui exclut un traité germano-britannique. Le Président américain a ainsi à la fois entravé un rapprochement entre Londres et Berlin et causé des dommages à l'économie allemande. L'intervention massive et sans équivoque de Roosevelt au tournant de l'année 1938-1939 ne manque pas d'avoir l'effet escompté sur la fermeté des Polonais face à l'Allemagne et sur le courage des Britanniques face à l'Allemagne.

Le 15 mars, les troupes allemandes envahissent le reste de la Tchéquie, marquant ainsi la première rupture claire de la paix par Hitler. Dès lors, Roosevelt resserre son filet autour de l'Allemagne. La première de ses nombreuses mesures, l'augmentation de tous les droits de douane sur les marchandises en provenance du Reich allemand, a déjà été mentionnée. Le 19, le ministère anglais des Affaires étrangères demande au ministère américain de poursuivre la coopération navale entre les deux pays et de transférer l'US Navy à Hawaï, dans le Pacifique. Le 23, Roosevelt accepte les deux, libérant ainsi la flotte anglaise du Pacifique pour les opérations en Méditerranée et dans l'Atlantique. Le 20, le Président présente au Congrès un projet de loi visant à réviser les lois sur la neutralité. Le même jour, l'Angleterre propose pour la première fois à la Pologne de garantir sa sécurité. Alors que les négociations sur la nature de la garantie s'enlisent, Roosevelt influence les décisions de Chamberlain. Le 26, le Président étatsunien, que son Congrès empêche toujours d'intervenir directement, envoie l'ambassadeur américain Kennedy à Londres, auprès de Chamberlain, pour lui faire part du danger que représenterait pour les Polonais et la paix une garantie insuffisante des Britanniques.[743] Le Premier ministre anglais assure l'ambassadeur américain que l'Angleterre se tiendra aux côtés de la Pologne et la défendra si Hitler déclenche une guerre à cause de Dantzig. Cinq

[743] Bavendamm, Roosevelts Weg zum Krieg, page 529.

jours plus tard, le 31 mars, Chamberlain donne sa garantie à la Pologne.

> *« Les manifestations et les mesures prises par le gouvernement américain au cours des dernières semaines montrent de plus en plus clairement que la prétention du Président Roosevelt à diriger les affaires politiques mondiales débouche sur l'objectif de détruire l'Allemagne nationale-socialiste par tous les moyens disponibles. ... Roosevelt est convaincu au plus profond de lui-même que l'Allemagne est l'ennemi à abattre parce qu'elle a si gravement perturbé l'équilibre des puissances et le statu quo que l'Amérique en subira les conséquences si elle ne parvient pas à jouer les préveneurs ».*[744]

Le 14 avril, Roosevelt écrit les lettres déjà mentionnées à Hitler et à Mussolini et demande des garanties pour trente et un États nommément désignés. Le 19 avril, avant même que Hitler n'ait répondu à sa demande de garantie pour ces trente et un États[745], le Président fait savoir au gouvernement britannique qu'il considère qu'il est indispensable que l'Angleterre introduise le service militaire obligatoire. Le 28 avril, la loi correspondante est votée à la Chambre des Communes. Les Français reçoivent également des indications selon lesquelles l'Amérique est de leur côté en cas de conflit avec l'Allemagne ou le Japon. Le 15 avril, l'attaché naval américain fait savoir au commandement de la marine française à Paris que Roosevelt pourrait ordonner à la marine américaine de se rendre en mer d'Irlande ou aux Philippines, sans en référer au Congrès, si des informations sur des plans de guerre des pays de l'Axe étaient connues.[746] De cette manière indirecte, la France se voit également proposer son aide contre l'Allemagne dans l'Atlantique ou contre le Japon devant l'Indochine française.

Fin juin 1939, Roosevelt échoue face au Congrès qui n'est pas prêt à lever l'embargo sur les armes contre les nations en guerre et à assouplir les lois sur la neutralité. Le Président est donc toujours tenu

---

744 ADAP, série D, volume VI, pages 107 et suivantes.
745 Bavendamm, Roosevelts Weg zum Krieg, page 573.
746 Bavendamm, Roosevelts Weg zum Krieg, page 572.

de maintenir les États-Unis à l'écart d'une guerre des États en Europe. Néanmoins, la position du Président est claire et définie. Il s'oppose aux régimes autoritaires du Japon, de l'Allemagne et de l'Italie. Il voit dans la montée en puissance des trois États cités un risque majeur pour le leadership moral, économique et stratégique maritime qu'il revendique pour l'Amérique. Et en ce qui concerne l'Allemagne, Roosevelt estime que le statut de la ville de Dantzig en tant que mandat de la Société des Nations, la séparation de la Prusse Orientale du Reich par le corridor polonais et l'extension de la Pologne également aux parties de la Prusse occidentale majoritairement peuplées d'Allemands constituent la solution juste et durable fixée à Versailles. Il encourage ainsi la Pologne, les Britanniques et les Français à ne pas répondre aux exigences de l'Allemagne.

Les relations entre l'Union soviétique et l'Allemagne

L'Union soviétique est un autre participant au « grand match » pour Dantzig à partir du printemps 1933. La relation de l'Union soviétique avec l'Allemagne se détermine de manière toujours changeante, tantôt tactiquement selon les nécessités évidentes, tantôt stratégiquement selon les objectifs à long terme de Moscou. Ainsi, après 1918, la Russie soviétique est d'abord le paria du monde en tant qu'État bolchevique et est rejetée comme l'Allemagne, qui a perdu la guerre. C'est pourquoi les deux États parias concluent en 1922 le traité de Rapallo, afin de rompre l'isolement dont ils souffrent tous deux et de s'aider mutuellement sur le plan économique. Il est suivi en 1926 par le traité de Berlin, un traité de neutralité d'une durée de cinq ans. Les deux accords de Rapallo et de Berlin permettent, entre autres, la coopération déjà décrite entre l'armée soviétique et la Reichswehr, qui ouvre aux militaires allemands des possibilités d'entraînement et d'expérimentation et aux Russes leur part d'apprentissage. Mais les avantages tactiques pour les deux parties ne peuvent pas masquer

l'opposition des systèmes. Pour les bolcheviques, l'Allemagne est un pays « capitaliste » comme l'Angleterre ou la France et, en tant que tel, un État situé dans le camp adverse. En 1920, Lénine définit la relation stratégique de l'Union soviétique avec ces États, et Staline s'y tiendra en 1939. Le 6 décembre 1920, Lénine prononce un discours de principe devant les hauts fonctionnaires de l'organisation moscovite du parti communiste russe/bolchevique :

> *« Jusqu'à la victoire finale du socialisme dans le monde entier »,* la règle fondamentale est *« qu'il faut exploiter les contradictions et les oppositions entre deux groupes de puissances impérialistes, entre deux groupes d'États capitalistes, et les pousser l'un contre l'autre ».* S'il est impossible de les vaincre tous les deux, *« il faut savoir grouper ses forces de façon à ce qu'ils soient en conflit entre eux. ... Mais dès que nous serons assez forts pour abattre le capitalisme tout entier, nous le prendrons immédiatement à la gorge ».*[747]

Ainsi, pour Lénine, l'Allemagne, en tant qu'État « capitaliste et impérialiste », se trouve par principe dans le camp des adversaires, malgré toute la coopération économique et militaire. Staline s'en inspirera à l'été 1939 lorsqu'il tentera d'inciter les Britanniques et les Français, puis les Allemands, à se faire la guerre.

La réassurance de la Pologne auprès de la France juste avant le début de la guerre

Paris ne rompt jamais ses liens avec Varsovie. Lors de la visite de von Ribbentrop en Pologne en janvier 1939, alors que celui-ci tente de négocier au sujet de Dantzig, le Premier ministre Daladier et le Ministre des affaires étrangères Bonnet encouragent le gouvernement polonais, dans leurs discours à l'Assemblée nationale déjà cités, à « opposer un non catégorique aux exigences de certains voisins ».

---

[747] Topitch, pages 39 et suivantes, citées d'après Lénine, Werke, tome 31, Berlin (Est) 1964, page 434 424.

Les relations entre les Français et les Polonais, malgré tout refroidies, se réchauffent à partir du printemps 1939. Le 16 mars 1939, Hitler rompt – comme nous l'avons vu – sa promesse de Munich et fait du reste de la Tchéquie un protectorat. C'est une raison pour les Polonais, les Britanniques et les Français de craindre que le gouvernement du Reich allemand ne prenne également en charge Dantzig dans un avenir proche. La Pologne, qui a déclaré officiellement à plusieurs reprises que le rattachement de Dantzig équivaudrait à une déclaration de guerre, ne veut désormais plus se défaire de ce lien et demande à l'Angleterre et à la France de lui promettre une garantie pour elle-même. Le 25 mars 1939, Londres fait cette promesse. Le 31 mars, Paris fait également la déclaration de garantie demandée à Varsovie. Le 15 mai, le Ministre polonais de la Guerre, le général Kasprzycki, se rend à Paris pour discuter avec son homologue français, le général Gamelin, de la manière dont la France soutiendra la Pologne dans une éventuelle guerre. Le résultat général des discussions est la promesse mutuelle d'agir ensemble contre l'Allemagne en cas de guerre. La Pologne promet d'infliger un maximum de pertes à la Wehrmacht allemande et de ne pas s'avouer vaincue avant le début des opérations franco-britanniques à l'ouest. Dès que la Wehrmacht elle-même aura été mise à mal – selon les Polonais – la Prusse Orientale sera attaquée.[748]

De son côté, le Français Gamelin promet des attaques aériennes contre l'Allemagne dans les premiers jours d'une guerre, des opérations limitées de l'armée à partir du troisième jour et une offensive française avec quarante divisions de l'armée à partir du 15e jour de la mobilisation générale en France.[749] Le 19 mai, la réunion des deux ministres de la Guerre se conclut par un accord écrit qui engage l'armée française à prendre l'offensive contre l'Allemagne à partir du 15e jour.[750] Le texte français dit « avec les gros de ses forces », ce que

[748] Roos, Planung Polens (Planification de la Pologne), page 198.
[749] Rassinier, page 266.
[750] Piekalkiewicz, page 45, de même que Deighton, page 105, de même que Roos, Planung Polens, page 199.

Gamelin interprète après la défaite de la Pologne comme « avec environ un tiers de ses forces ».[751] Le texte polonais dit « *swymi głównymi silami* », ce qui signifie en allemand « avec les principales forces ». Ce qui est important pour l'Allemagne, c'est que la promesse d'une attaque des Français contre l'Allemagne est valable même si la Pologne n'est pas attaquée, mais que seule la ville de Dantzig est rattachée à l'Allemagne.[752]

Le 31 mai 1939, deux semaines après la conférence franco-polonaise des ministres de la guerre, d'où les Polonais ont ramené de si vastes promesses, le général Gamelin écrit les directives pour le futur commandant en chef du front français sur le Rhin et la Moselle.[753] Dans cette directive, il n'est alors plus question d'offensives contre l'Allemagne. On y lit :

> *« Cet engagement lui-même comportera deux phases :*
>
> *a. Dans la première phase, il s'agira de repousser éventuellement l'ennemi hors du territoire national (sous-entendu français) ; puis de nous rapprocher de sa position de résistance (sous-entendu allemande). ...*
>
> *b. Dans une deuxième phase, ..., il s'agira d'explorer les secteurs de la position allemande sur lesquels on pourrait alors concentrer tous les efforts en utilisant nos moyens existants ».*

Gamelin révèle ainsi qu'en mai 1939 déjà, il n'avait pas prévu de soulager la Pologne dans une guerre avec l'Allemagne par une attaque de forces puissantes. Sa promesse en ce sens au Ministre polonais de la guerre Kasprzycki n'est donc qu'un appât pour que les Polonais risquent la guerre pour Dantzig.

Le 23 août 1939, le jour de la conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique, le cabinet français fait le point sur la

---

751 Gamelin, tome II, page 421 et Roos, Planung Polens, pages 198 et suivantes.

752 Piekalkiewicz, page 45.

753 Extrait des « Directives du chef d'État-major général pour le futur commandant en chef du théâtre d'opérations nord-est concernant les opérations possibles entre le Rhin et la Moselle », voir Gamelin, Servir tome II, pages 426 sq., les notes entre parenthèses sont de l'auteur.

situation afin de déterminer s'il est possible de remplir le devoir d'alliance envers la Pologne sans l'aide de la Russie. Le compte rendu de la réunion révèle les pensées du chef d'État-major français, le général Gamelin, une semaine avant la « clause de défense » avec la Pologne.[754] Le commandant en chef français doit savoir à l'époque que l'armée allemande dispose au total de cent six divisions d'active et de réserve et la Pologne de cinquante-deux au total. Il sait également que l'aviation polonaise est inférieure à l'aviation allemande. Malgré cela, Gamelin présente ce calcul aux ministres réunis :

> *« La France peut opposer à 200 divisions allemandes environ 120 de ses propres divisions. Elle doit donc conserver l'appui des 80 divisions polonaises. ... L'armée polonaise résistera honorablement à l'armée allemande. Le froid et le mauvais temps arrêteront rapidement les hostilités, de sorte que la bataille se poursuivra encore à l'est au printemps 1940. À ce moment-là, l'armée française sera renforcée par de nombreuses divisions britanniques débarquées sur le continent. ...Au printemps 1940, la France pourra donc compter sur 240 divisions, soit l'ensemble des 120 divisions françaises, 80 divisions polonaises et une quarantaine de divisions anglaises. Si, en outre, l'Allemagne violait la neutralité hollandaise et belge, elle amènerait ainsi à nos côtés 30 divisions hollandaises et belges supplémentaires, ce qui porterait alors à 270 le nombre total de divisions alliées contre 200 divisions allemandes ».*[755]

Ce calcul de Gamelin révèle trois faits peu flatteurs pour la France. Premièrement, le Ministre reconnaît que l'armée française n'a pas l'intention de venir en aide à l'armée polonaise avant le printemps 1940 et non pas après quinze jours, comme il l'avait promis au général Kasprzycki en mai 1939. Deuxièmement, Gamelin révèle ici qu'il s'agissait pour lui, lors de l'accord de mai, d'engager quatre-vingt divisions polonaises dans une future guerre de la France contre l'Allemagne. Au moment de la promesse française, le 19 mai, il n'y avait pas encore de menace allemande contre la Pologne et donc pas de raison légitime pour la France de faire la guerre à l'Allemagne.

---

[754] Procès-verbal du général Decamps du 23 août 1939, Bonnet, page 266.
[755] Bonnet, pages 265 et suivantes.

Troisièmement, il apparaît que Gamelin informe ses collègues ministres à Paris, avant même la guerre, qu'une offensive de délestage aussi précoce pour aider la Pologne – comme promis – n'est pas du tout prévue. Il aurait alors été du devoir de Bonnet, le Ministre des affaires étrangères, de mettre en garde son collègue polonais Beck contre une attitude trop dure vis-à-vis de la demande de l'Allemagne concernant Dantzig. Au lieu de cela, Gamelin a rassuré les Polonais en leur promettant une guerre sur deux fronts contre l'Allemagne, Bonnet les a laissés – bien que mieux informé – se complaire dans leur fausse croyance, et tous deux ont laissé les Polonais courir à leur perte les yeux fermés.

En 1939, la France se sert des Polonais pour ses propres intérêts nationaux. Paris voit dans une nouvelle guerre l'occasion de ramener l'Allemagne au niveau fixé par le traité de Versailles et de la punir pour l'occupation de la Tchéquie. Le gouvernement français incite la Pologne à s'entêter sur la question de Dantzig, sachant pertinemment qu'une guerre en résultera. Gamelin présente également son scénario idéal lors de la réunion du cabinet du 23 août. Il s'attend à une guerre à l'échelle européenne avec la France et la Pologne d'un côté, suivies de la Grande-Bretagne, de la Belgique et des Pays-Bas et de l'Allemagne de l'autre. En été 1939, la France mise délibérément sur la guerre.

Le 1er septembre 1939, la Wehrmacht entre en action contre la Pologne. Le 3 septembre, Paris déclare la guerre à Berlin. La France ne tient pas sa promesse, ne mène pas d'offensive contre l'Allemagne et laisse les Polonais se faire écraser. Gamelin tentera plus tard d'expliquer cela dans ses mémoires par le fait que les Polonais avaient mal traduit l'accord militaire du 19 mai 1939. Il n'avait jamais promis d'attaquer l'Allemagne avec le gros des forces françaises.[756]

[756] Gamelin, tome II, page 421.

La réassurance de la Pologne auprès de l'Angleterre juste avant le début de la guerre

En octobre 1938, les relations entre la Grande-Bretagne et la Pologne sont encore gelées. La Pologne avait annexé Teschen contre la volonté de l'Angleterre. Mais avec le coup de main de Hitler contre la Tchéquie en mars 1939, la Pologne revient soudainement au centre de l'intérêt anglais. Lorsque Hitler fait occuper le reste de la Tchéquie et rompt ainsi ses engagements de Munich ; Londres, Moscou et Paris craignent que le dictateur allemand nourrisse des ambitions plus larges que le simple retour de Dantzig. À Londres, on sait très bien qu'après le retour de Dantzig, ce sera le tour des colonies que la Grande-Bretagne a prises à l'Allemagne en 1919. L'Angleterre veut donc mettre un terme à temps à la poursuite des révisions, et le conflit allemand avec la Pologne au sujet de l'État libre de Dantzig s'y prête bien. Ainsi, l'Angleterre mise désormais sur la Pologne. La mésaventure polonaise de Teschen est ainsi pardonnée sans autre commentaire. Le 20 mars, quatre jours après l'invasion allemande de la Tchéquie, Londres propose à Varsovie un traité de protection contre l'Allemagne et suggère d'inclure la France et l'Union soviétique comme autres puissances de garantie.[757] Pour Varsovie, c'est un cadeau du ciel permettant de continuer à repousser tous les désirs allemands concernant Dantzig. Mais la Pologne veut éviter que l'Union soviétique ne devienne ainsi sa propre puissance protectrice et s'efforce de tenir les Russes à l'écart. Le gouvernement polonais demande donc à la Grande-Bretagne de conclure un accord bilatéral de protection contre l'Allemagne.[758] Il argumente que les négociations pour conclure une alliance à quatre prendraient trop de temps et que la France garantit de toute façon la sécurité de l'État polonais depuis 1921.

---

[757] Mémorandum du Foreign Office britannique au gouvernement polonais du 20 mars 1939, voir Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume IV, pages 400 et suivantes.
[758] Demande du 23 mars 1939, voir Livre blanc du gouvernement polonais, document n° 66, pages 93 et suivantes.

Les Britanniques auraient certainement eu raison de partager la responsabilité de la sécurité de la Pologne avec l'Union soviétique, mais un tout autre évènement, une rumeur politique à Londres, met du piquant et de l'urgence dans les discussions avec les Polonais.

En même temps que l'invasion allemande de la Tchéquie, une délégation roumaine négocie à Londres afin d'obtenir des crédits d'État britanniques pour la Roumanie. Le chef de la délégation, le diplomate Tilea, profite de la consternation des Anglais face au sort de la Tchéquie pour détourner leurs préoccupations vers la Roumanie. Il affirme que l'Allemagne est sur le point d'envahir également la Roumanie. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître en raison de la distance de 400 kilomètres qui sépare l'Allemagne de la Roumanie, le Roumain touche les Britanniques à un point très sensible. La majorité de toutes les actions pour les champs pétrolifères roumains sont à l'époque en possession des Britanniques. Ainsi, cette rumeur roumaine met en ébullition l'opinion publique anglaise. Les journaux londoniens, parisiens et new-yorkais font le tour du monde en un jour avec la fausse nouvelle de l'attaque allemande contre la Roumanie. La rumeur produit son effet, bien qu'elle soit officiellement démentie dès le lendemain, le 18 mars, par le Ministre roumain des affaires étrangères Gafencu.[759] Alors que l'Angleterre tente encore de convaincre la France, l'Union soviétique et la Pologne de former une alliance à quatre contre l'Allemagne, Varsovie profite du climat créé par la rumeur roumaine. Le Ministre polonais Beck presse son collègue anglais lord Halifax, « vu le déroulement rapide des évènements », de renoncer à des négociations qui prennent du temps et de conclure immédiatement un accord de protection anglo-polonais. Le Secrétaire d'État au Foreign Office Halifax, qui a appris dans l'intervalle que la rumeur sur la Roumanie est fausse et qu'il n'y a pas encore de menace de l'Allemagne contre la Pologne, accepte. Le

[759] Rassinier, pages 232 et suivantes.

31 mars 1939, lord Halifax prononce devant la Chambre des Communes à Londres une déclaration de garantie pour la Pologne.[760]

Ce qui est piquant dans ce patronage des Britanniques sur la Pologne, c'est qu'il résulte d'une irritation face à l'attitude de Hitler envers la Tchécoslovaquie. Ce que l'on n'a pas vraiment remarqué à Londres, c'est que six mois auparavant, la Pologne avait elle-même tenté de diviser la Tchécoslovaquie par la force. Le 24 octobre 1938, Beck avait demandé à Hitler s'il était possible de détacher la partie orientale de la Tchécoslovaquie, la fameuse Ukraine des Carpates, et de l'attribuer à la Hongrie.[761] La Pologne et la Hongrie sont alors alliées. En octobre 1938, Hitler n'est pas d'accord. Ainsi, la Grande-Bretagne « protège » dorénavant les Polonais parce que l'Allemagne a liquidé la Tchéquie, alors qu'auparavant la Pologne n'avait pas le droit de liquider elle-même la Tchéquie en raison du veto de l'Allemagne.

Le 3 avril 1939, le Ministre polonais des affaires étrangères se rend à Londres afin d'obtenir par écrit la déclaration de garantie britannique du 31 mars et de la compléter par une déclaration polonaise. Les deux parties s'assurent alors de se porter mutuellement assistance en cas de menace directe ou indirecte d'autres États.[762] L'étendue exacte de l'assistance et de l'aide est réservée à un « accord permanent » ultérieur. Cet accord ne sera toutefois conclu que le 25 août.

Le 7 avril 1939, un tout autre évènement déchaîne les passions en Europe et aux États-Unis : l'Italie attaque l'Albanie. Le 13 avril, la France et l'Angleterre réagissent en garantissant conjointement l'indépendance de la Grèce et de la Roumanie. Le 15 avril, le Président américain Roosevelt envoie le télégramme susmentionné aux gouvernements allemand et italien. Il leur demande de garantir

---

[760] Livre bleu de la guerre britannique, document 17.

[761] Roos, Polen und Europa, pages 383 et suivantes.

[762] Communiqué anglo-polonais sur l'entretien du Ministre polonais des affaires étrangères Beck à Londres le 6 avril 1939, voir Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume V, pages 35 et suivantes.

qu'ils n'attaqueront pas les trente et un États européens nommément cités.[763]

Du 24 avril au 4 mai, les délégations des États-majors français et anglais se rencontrent à Londres pour une conférence. Le thème doit être la garantie pour la Pologne, mais il est presque exclusivement question de la coopération franco-britannique en cas de guerre. Les débats et les accords portent surtout sur les routes maritimes, les colonies en Afrique du Nord et en Extrême-Orient et les bases de Gibraltar à Singapour.[764] La Pologne n'est qu'une pierre dans la mosaïque des deux grandes puissances. L'État-major anglais prévoit d'envoyer en France six divisions d'infanterie au cours des six premières semaines de la guerre, dix divisions territoriales en six mois et seize autres au cours de la première année. Au total, cela fait trente-deux divisions pour soutenir la France contre l'Allemagne et non quarante, comme le rapporte peu après le général Gamelin au cabinet français. Lors des discussions, l'utilisation de la flotte britannique n'est envisagée que dans le cadre d'une guerre contre le Japon et l'Italie. Il n'est pas question ici d'une aide directe des Britanniques aux Polonais. Pour l'Angleterre, il s'agit manifestement au printemps 1939 de se préparer à un affrontement global avec ses concurrents. La garantie polonaise de Londres est visiblement un signal politique visant à tenir l'Allemagne éloignée de Dantzig et de la Pologne. Comme le montrent les discussions franco-britanniques, elle ne constitue pas une offre d'intervention immédiate et sur place en faveur de la Pologne.

Cette avalanche de garanties n'est pas seulement un avertissement, c'est aussi une tentation. Autant l'Allemagne et l'Italie doivent désormais s'attendre à ce qu'aucun de leurs nouveaux coups de force ne reste sans réponse, autant la protection incite les Polonais à se montrer à l'avenir intransigeants envers l'Allemagne. Déjà pendant les entretiens polono-britanniques, le 26 mars, Lipski, de retour de

763 ADAP, série D, volume VI, document n° 200.
764 Procès-verbal du général Lelong du 5 mai 1939, AA 1939/41, n° 6, document 1.

Varsovie, transmet au Ministre allemand des affaires étrangères un non clair à la proposition allemande de Dantzig. Il ajoute – comme nous l'avons déjà mentionné – qu'il y aura une guerre avec la Pologne si l'Allemagne poursuit son plan de récupération de Dantzig. Cette première menace de guerre dans la bouche d'un diplomate polonais n'aurait peut-être pas eu lieu si le gouvernement polonais n'avait pas pu compter sur l'Angleterre et la France pour faire la guerre aux côtés de la Pologne. La première directive de Hitler concernant la guerre contre la Pologne n'est en effet donnée qu'une semaine après la menace de l'ambassadeur polonais.

La garantie britannique a d'autres effets contre-productifs. Le nouveau refus catégorique de la Pologne de rattacher Dantzig au Reich montre à Hitler que la voie des négociations ne lui est manifestement plus ouverte. Hitler croit certes encore que l'Angleterre laissera tomber la Pologne dans la crise, et il propose à nouveau à la Pologne le 28 avril un échange « Dantzig contre des contreparties », mais il se rend compte à ce moment-là que de nouvelles discussions avec la Pologne sous l'égide de l'Angleterre sont pratiquement inutiles. La garantie anglaise de mars 1939 détruit les dernières chances de limiter le conflit germano-polonais à Dantzig et aux voies de transit extraterritoriales. Avec le soutien de l'Angleterre, la Pologne peut faire du retour de Dantzig un *casus belli*.[765] Si l'Allemagne veut Dantzig, elle doit désormais faire la guerre à la Pologne. L'engagement de lord Halifax envers les Polonais en mars 1939 est exactement le même que celui de l'empereur Guillaume II envers les Autrichiens en juillet 1914, « l'Allemagne restera fidèle à l'alliance austro-hongroise ». C'est un chèque en blanc pour la Pologne.

Le 18 juillet 1939, l'ambassadeur britannique Henderson, qui voit depuis Berlin le danger que représente le soutien de l'Angleterre aux Polonais, écrit dans un rapport à Londres :

« Hitler peut déjà croire que l'Angleterre veut dans tous les cas faire la

[765] Un motif de guerre.

guerre à l'Allemagne. S'il ne le croit pas encore, il ne manque plus grand-chose pour qu'il en arrive à une telle opinion. Je ne pense pas non plus – soyons honnêtes – qu'il soit politiquement intelligent ou même juste de pousser les Polonais à bout. »[766]

Comme rien ne bouge à la table des négociations, Hitler se fixe lui-même une date – probablement en avril 1939 – pour le retour de Dantzig dans le Reich allemand.

Lorsque la Pologne se montre ferme, assurée de l'aide en armes de l'Angleterre et de la France, Hitler tente à nouveau d'actionner le levier de Londres, Paris et Moscou. Le 19 août 1939, après l'échec de la tentative franco-britannique d'engager l'Union soviétique dans une alliance contre l'Allemagne, Hitler profite de la nouvelle situation. Le 25 août, il propose une alliance au gouvernement anglais en échange de l'aide de Londres pour la récupération de Dantzig et du corridor. En contrepartie, Hitler offre la garantie des nouvelles frontières de la Pologne et l'aide de l'Allemagne à la défense de l'Empire britannique, où que ce soit dans le monde.[767] Mais à Londres, on est désormais fermement décidé à soutenir la position de la Pologne sur la question de Dantzig. La déception causée par l'action de Hitler à l'égard de la Tchéquie y est trop profonde. On ne fait pas confiance à la nouvelle promesse de garantie concernant les frontières de la Pologne.

Le jour de l'offre de Hitler, le 25 août, Londres et Varsovie concluent l'accord d'assistance que Beck et Halifax s'étaient promis le 6 avril à Londres. L'article 1 du nouvel accord de protection réitère les promesses d'avril d'accorder « immédiatement toute l'aide qui est au pouvoir de la partie contractante qui apporte son soutien » en cas d'attaque par des États tiers. L'article 2 du traité élargit toutefois considérablement l'ancienne promesse d'assistance. Il stipule :

« Article 2

(1) Les engagements visés à l'article 1er s'appliquent également dans le cas

[766] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, volume VI, document 347.
[767] ADAP, série D, volume VII, pages 233 et suivantes.

où un État européen menace indubitablement, de manière directe ou indirecte, l'indépendance d'une partie contractante et que la partie contractante en question estime nécessaire de s'y opposer avec ses forces armées. »[768]

La Grande-Bretagne s'est ainsi engagée à intervenir même si la Pologne estime nécessaire d'opposer une résistance militaire à une « menace indirecte ». Avec cette formulation, c'est à Varsovie de décider quand une menace indirecte – quelle qu'elle soit – devient un cas de guerre. Cela donne carte blanche à la Pologne pour déclarer que la pression allemande en faveur du rattachement de Dantzig au Reich est une « menace indirecte » et pour y réagir militairement. Dans un tel cas, l'Angleterre devrait, selon l'article 2, soutenir immédiatement la Pologne avec toutes les forces dont elle dispose. Le gouvernement anglais se lie ainsi aux décisions prévisibles du gouvernement polonais.

Il est quasiment exclu que les Britanniques, avec leur expérience mondiale, aient formulé le texte de l'accord d'assistance de manière aussi extensible, sans réfléchir et sans le vouloir. Avec leur garantie étendue, ils détruisent la dernière petite chance d'obtenir des concessions de la part des Polonais sur la question de Dantzig. La Pologne ayant déclaré depuis longtemps qu'une modification du statut de Dantzig signifiait la guerre, et l'Allemagne ayant annoncé qu'elle annexerait Dantzig à partir de septembre 1939, même sans l'accord de la Pologne, la promesse de protection de l'Angleterre n'est rien d'autre qu'une déclaration de participation à la guerre, désormais quasiment certaine grâce à son propre concours, aux côtés de la Pologne contre l'Allemagne. L'accord de protection des Britanniques du 25 août 1939 contraste remarquablement avec l'activité de médiation de dernière minute du gouvernement londonien dans les jours qui suivent. Dans les derniers jours avant le début de la guerre, la Grande-Bretagne fait de la médiation sur une porte qu'elle a de facto elle-même fermée. Si l'on considère uniquement le traité d'assistance mutuelle anglo-polonais du 25 août et que l'on fait abstraction des tentatives de

[768] Livre bleu de la guerre britannique, document 19.

médiation anglaises qui suivent, on a l'impression que le gouvernement anglais a finalement œuvré avec raffinement au déclenchement de la guerre. Avec l'« affaire Dantzig », on assiste – c'est peut-être le motif – à la naissance d'un « cas de guerre » habilement manigancé et qui, en apparence, n'est pourtant pas de son fait, dans lequel la Grande-Bretagne peut mettre un terme à la montée en puissance de l'Empire allemand avec l'aide des Polonais, des Français et des Américains. Une telle guerre permettrait également de mettre fin aux exigences de Hitler concernant la restitution des anciennes colonies allemandes.

Ainsi, une semaine avant le début de la guerre, la promesse de Londres dans ses bagages, Varsovie n'est plus disposée à faire un seul pas vers l'Allemagne sur la question de Dantzig. La Pologne refuse les revendications de l'Allemagne sur Dantzig et les voies de transit à travers le corridor sous souveraineté allemande et abandonne donc, en faisant confiance à la Grande-Bretagne, le partenariat avec l'Allemagne qui s'est développé depuis 1934. Avec ce changement, le gouvernement polonais mise sur un intérêt britannique pour le destin de la Pologne, qui n'existe pas en réalité. C'est ainsi qu'en 1939, la Pologne bascule dans le camp anti-allemand, scellant ainsi son absence de liberté pour les cinquante années à venir.

Un protocole additionnel secret, signé par les Britanniques et les Polonais en complément de leur accord d'assistance mutuelle, donne des informations sur les intérêts de l'Angleterre. Dans le protocole additionnel secret du 25 août, il est précisé que l'alliance conclue n'est valable que contre l'Allemagne.[769] Ainsi, l'Angleterre n'a pas à protéger la Pologne contre l'Union soviétique si celle-ci fait ce qui est évident. Face au danger soviétique, qui menace les Polonais tout autant que l'Allemagne, le protocole additionnel montre que l'Angleterre veut avant tout mettre fin à la montée en puissance de l'Allemagne et non pas protéger en premier lieu la Pologne. Lorsque l'armée rouge

[769] Documents of International Affairs 1939-1946, volume 1, page 471 et Michaelis, pages 506 et suivantes.

envahit la Pologne le 17 septembre 1939 et annexe la « Pologne orientale », le gouvernement britannique en prend acte, même sans conséquence.

L'échec du rapprochement anglo-franco-soviétique

Dans les années Trente, l'Angleterre et la France voient avec un malaise croissant l'Allemagne se reformer sur le plan de la politique intérieure, de l'économie et de l'armée. Au moment de l'annexion de l'Autriche et du rattachement des Sudètes en 1938, les deux pays se sentent incapables de mettre un frein militaire aux exigences allemandes. Dans le cas de l'Autriche et des Sudètes, le droit à l'autodétermination des peuples et mille ans d'histoire commune plaident en outre en faveur de la demande des Allemands, des Autrichiens et des Allemands des Sudètes. Le malaise des Britanniques et des Français n'est cependant pas atténué par la légitimité de cette politique de « retour dans le Reich ».

L'Union soviétique, qui n'est pas menacée par l'Empire allemand, a d'autres projets et d'autres problèmes. Depuis la Première Guerre mondiale, elle est largement tenue à l'écart de la participation politique en Europe. Lors de la conférence de Munich, elle est même exclue par l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie. C'est ainsi que la Russie tente, tantôt avec le soutien de la France et de l'Angleterre, tantôt avec l'aide de l'Allemagne, de retrouver sa place sur la scène de la grande politique européenne.

L'objectif immédiat de la Russie est de récupérer les territoires biélorusses et ukrainiens conquis par la Pologne en 1921 à l'est de la ligne Curzon. L'objectif à long terme est d'étendre le marxisme à l'Europe occidentale. Le chemin vers ces deux objectifs passe toujours par la Pologne.

Staline estime que ces deux objectifs pourraient un beau jour, sans effort supplémentaire, revenir à l'Union soviétique comme fruits mûrs

d'une guerre européenne entre les États capitalistes. Il espère qu'à l'issue d'une telle guerre, l'Europe, avec ses États affaiblis, sa population appauvrie et ses armées mal en point, deviendra une proie facile pour la révolution marxiste et l'expansion soviétique. Sur ce point, Staline ressemble à Hitler qui – comme le rapporte le procès-verbal de Hoßbach – s'attend dans un premier temps également à des guerres en Europe sans la participation de l'Allemagne. Ainsi, début 1939, l'Union soviétique cherche à revenir sur la grande scène européenne. Elle tente, dans le cadre de discussions presque simultanées avec les puissances occidentales d'une part et l'Allemagne d'autre part, d'améliorer sa position de départ en vue de futures extensions territoriales et d'influence. L'occupation de la Tchéquie le 16 mars 1939 offre à Staline une occasion bienvenue de le faire. Avec l'occupation de la Tchéquie par Hitler, la politique étrangère allemande quitte le terrain de ses revendications légitimes pour aller braconner. La réponse ne se fait pas attendre.

Le jour même de l'invasion allemande de la Tchéquie, le 16 mars 1939, le Ministre français des affaires étrangères Bonnet propose à l'ambassadeur soviétique à Paris des consultations franco-soviétiques. Il suggère de discuter de mesures communes en cas de nouvelles actions de la partie allemande contre un pays d'Europe de l'Est. Le 18, le Ministre soviétique des affaires étrangères Litvinov réagit en adressant la même proposition aux gouvernements de Paris, Londres, Varsovie, Bucarest et Ankara.[770] Le lendemain, le Ministre britannique des affaires étrangères Halifax fait de même avec une note adressée à ses homologues français, polonais et soviétique. Halifax tente alors d'organiser une alliance quadripartite franco-anglo-polono-soviétique contre le Reich allemand. Mais la Pologne – comme nous l'avons déjà décrit – ne veut pas risquer un patronage soviétique et détruit la première tentative des grandes puissances de parvenir à un accord. Le résultat n'est pas seulement la garantie britannique pour la Pologne du 31 mars, mentionnée précédemment. Par la suite, la Pologne fait

[770] Shirer, page 428.

également échouer la tentative des Britanniques et des Français d'amener les Soviétiques dans le bateau anti-allemand pour une prochaine guerre.

Bien que les Soviétiques négocient au printemps et à l'été 1939 avec les Britanniques et les Français en vue d'une alliance contre le Reich allemand, ils gardent pendant toute cette période la porte ouverte pour intervenir peut-être non pas contre mais avec l'Allemagne auprès des Polonais.

Le 14 avril 1939, des négociateurs français, anglais et soviétiques entament des pourparlers en vue d'une union contre l'Allemagne. Le 17, les Soviétiques proposent aux Britanniques et aux Français une alliance tripartite contre l'Allemagne.[771] Le même jour, l'ambassadeur soviétique Merekalow rend visite au Secrétaire général von Weizsäcker à Berlin et lui explique,

> *« que les divergences idéologiques n'avaient pas besoin de perturber les relations germano-russes, comme c'est le cas pour les relations russo-italiennes. »* Il poursuit : *« L'Union soviétique n'a pas exploité les frictions actuelles entre l'Allemagne et les démocraties occidentales contre l'Allemagne et ne souhaite pas le faire ».*[772]

Ainsi, en avril 1939, les Soviétiques se tiennent à la porte des Britanniques et des Français, tout en veillant à ce que la porte des Allemands leur reste ouverte.

Entre le 15 avril et le 23 juin, les gouvernements anglais et soviétique échangent chacun sept notes afin de définir le cadre d'une alliance contre l'Allemagne.[773] Le 8 et le 17 juillet, les gouvernements de Paris et de Londres présentent à celui de Moscou un projet de traité que les Russes n'acceptent toutefois que lorsque les Britanniques et les Français leur assurent qu'ils entameront des négociations militaires en vue de mener une guerre contre l'Allemagne. À cette époque, l'Allemagne ne prévoit pas de faire la guerre à la France, à

[771] Maser, page 74.
[772] ADAP, série D, volume VI, document 215.
[773] Maser, page 53.

l'Angleterre ou à la Russie. Le 24 juillet, un accord franco-britannico-soviétique de coopération militaire est paraphé, mais pas signé. Personne n'est donc définitivement lié, mais la voie est ainsi ouverte à des négociations entre les États-majors britanniques, français et soviétiques.

Par la suite, les dirigeants russes continuent à tirer les ficelles dans deux directions différentes. Le 4 août, Staline approuve un document élaboré par les commissariats du peuple à la Défense et aux Affaires étrangères, intitulé « Présentations pour les négociations avec l'Angleterre et la France », qui prévoit cinq possibilités différentes de déploiement pouvant aller jusqu'à cent vingts divisions de l'armée contre l'Allemagne.[774] Le lendemain, le chargé d'affaires de l'ambassade soviétique à Berlin, Astakhov, rend visite au conseiller de la Légation Schnurre et lui transmet de la part du Ministre des affaires étrangères Molotov à Moscou que l'Union soviétique est intéressée par une normalisation et une amélioration des relations avec l'Allemagne.[775] Tant les Britanniques et les Français que les Allemands continuent à chercher l'aide de l'Union soviétique.

Le 11 août, les missions militaires de Londres et de Paris arrivent à Moscou.[776] Le 13, les discussions commencent. Les Anglais et les Français n'ont pas apporté à Moscou d'idées concrètes sur la manière dont ils pourraient mener leur guerre contre l'Allemagne et avec quelles forces. Les négociateurs soviétiques, sous la direction du maréchal Vorochilov, présentent au contraire les cinq options de déploiement contre l'Allemagne approuvées par Staline. Selon le scénario, ils proposent de mobiliser contre l'Allemagne 70 à 100 % des forces militaires prévues par les Britanniques et les Français.[777] Il est question d'un maximum de 2 millions d'hommes et de cent deux

[774] Maser, page 22.

[775] Maser, page 75 et ADAP, série D, volume VI, document 772.

[776] Le compte rendu des négociations militaires soviéto-franco-britanniques décrites ci-dessous est tiré d'un article du journal russe « Vie internationale », numéro 3/1959, pages 139-158 (Moscou) est tiré de cet article. Voir également Benoist-Méchin, tome 7, pages 239 et suivantes.

[777] Maser, page 26.

divisions soviétiques, d'attaques contre la Prusse Orientale et la Silésie, de 5 500 avions, de bombardiers d'une portée allant jusqu'à 4 000 kilomètres et, en outre, de l'utilisation de la flotte soviétique du Nord et de la flotte de la mer Noire pour couper l'Allemagne des importations de pétrole. En termes de forces armées, c'est ce que la Wehrmacht est capable de rassembler avec des divisions de réserve et en termes de forces aériennes, c'est plus que le nombre d'avions de front allemands. Si la Russie se rangeait du côté de la Pologne, l'Allemagne se retrouverait dans une guerre sur deux fronts avec une infériorité de forces de 2,5 contre 1. Le maréchal Vorochilov commente cela en ces termes devant les délégations militaires britannique et française :

> *« Les opérations des troupes soviétiques contre la Prusse Orientale et en Galicie, et les opérations de l'Angleterre et de la France à l'ouest, signifieraient la fin de l'Allemagne ».*[778]

Si l'Union soviétique devait soutenir militairement la Pologne contre l'Allemagne, les forces soviétiques devraient être autorisées à marcher sur le territoire polonais. En souvenir de l'ancien conflit de la ligne Curzon avec la Russie, la Pologne craint que le passage de troupes de soutien ne se transforme en une occupation russe de la « Pologne orientale ». Le gouvernement polonais refuse donc de donner son accord à une telle alliance. C'est l'une des raisons de l'échec des discussions franco-soviétiques et britanniques. L'autre est le refus des délégations militaires anglaise et française de promettre concrètement aux Soviétiques leur propre aide en armement. Les Français ne veulent que protéger leurs propres frontières en cas de guerre et ne veulent pas, comme les Russes, envahir l'Allemagne, et le chef de la délégation anglaise n'est pas muni d'un pouvoir de négociation écrit. Les Russes ont l'impression qu'en cas de guerre, l'Union soviétique sera la seule à payer pour les Polonais, les Britanniques et les Français. Les négociations franco-anglo-

[778] Maser, Seite 30 und Documents Brit. Foreign Policy, Third Series, Volume VII, Appendix II.

soviétiques traînent ainsi en longueur jusqu'au 21 août, date à laquelle elles sont interrompues sans succès. Pour Staline, la deuxième solution pour acquérir la « Pologne orientale » est désormais ouverte : le pacte avec Hitler.

Dès le 19 août, Staline obtient l'accord du Politburo pour conclure une alliance avec les Allemands plutôt qu'avec la France et l'Angleterre. Il justifie ce changement de cap devant l'organe décisionnel suprême de l'Union soviétique par une analyse approfondie des avantages et des inconvénients que présentent les deux possibilités d'action pour les Russes. Staline se base sur la très forte probabilité d'une guerre entre l'Allemagne d'une part et l'Angleterre et la France d'autre part. Une confrontation de l'Allemagne avec le trio Angleterre-France-Union soviétique se solderait trop rapidement par une défaite allemande. Une guerre dans laquelle les Allemands n'auraient à combattre que les Britanniques et les Français serait en revanche plus durable. Il serait donc plus intelligent de soutenir l'Allemagne, jugée plus faible, plutôt que les Britanniques et les Français. Ainsi, une guerre entre les Etats capitalistes pourrait se prolonger et les forces de ces États s'useraient davantage qu'en cas de victoire rapide des Britanniques et des Français sur l'Allemagne.[779] Dans la perspective d'une guerre sur deux fronts contre une puissance supérieure, il y aurait en outre le risque que Hitler renonce à une guerre pour Dantzig. Le 19 août, Staline et le Politburo décident donc de changer de cap et de négocier avec l'Allemagne. Le même jour, la décision est prise de doubler le nombre de divisions de tirailleurs.

Deux facettes de ces vains efforts de rapprochement anglo-franco-soviétiques apparaissent si l'on éclair l'ensemble du processus et si on l'observe attentivement. Tout d'abord, il est remarquable que l'Angleterre et la France tentent ici de conclure une alliance avec une

[779] Certains historiens considèrent que les deux transcriptions de ces déclarations de Staline qui ont été retrouvées sont des faux. D'autres apportent des preuves de leur authenticité. Leur contenu correspond au moins à la logique du discours de Lénine du 6 décembre 1920 mentionné plus haut.

dictature. La Russie soviétique est elle-même un État qui a des ambitions de domination mondiale. Elle est antidémocratique et, comme chacun le sait en France et en Grande-Bretagne, elle bafoue sans scrupule les droits de l'homme de ses citoyens. La criminalité d'État, telle qu'elle apparaît par exemple dans les « purges » parmi les élites russes en 1936 et 1937, est bien connue à l'Ouest en 1939. Le même Winston Churchill qui, en mai 1919, déclare devant l'Aldwych Club de Londres :

> *« De toutes les tyrannies de l'histoire, la tyrannie bolchevique est la pire, la plus destructrice, la plus humiliante. Prétendre qu'elle n'est guère pire que le militarisme allemand est une pure absurdité »*[780]

défend brièvement l'alliance avec cette « tyrannie bolchevique » devant la Chambre des communes le 19 mai 1939, en mettant en avant les intérêts britanniques :

> *« Sans un front oriental efficace, il n'y aura pas de défense suffisante de nos intérêts à l'Ouest, et sans la Russie, il n'y aura pas de front oriental ».*[781]

Dans son opposition à l'Allemagne, Churchill n'a manifestement aucun scrupule à collaborer avec une dictature antidémocratique dont le taux d'homicide étatique dépasse de loin celui de l'Allemagne jusqu'alors. Les élites politiques anglaises et françaises s'efforcent de conclure une alliance avec une dictature manifestement criminelle et justifient leur démarche par la volonté de défendre la démocratie et les droits de l'homme et de contrecarrer les ambitions de [prétendue – NdT] domination mondiale de l'Allemagne. La tentative de conclure un pacte avec une dictature qui étrangle le droit et la liberté dans son propre pays depuis près de deux décennies révèle la prétention de protéger le droit, la liberté et la démocratie comme un prétexte à de tout autres fins. L'Angleterre et la France veulent empêcher le renforcement de l'Allemagne à l'été 1939. Il s'agit ici pour les deux

[780] Bernhardt, page 32.
[781] Mémoires de Churchill, page 454.

États d'assurer leur propre puissance et non pas de défendre la Pologne ou les droits de l'homme.

L'autre facette, totalement ignorée par l'historiographie allemande, est un accord que les Britanniques et les Français sont prêts à conclure. Pendant les discussions anglo-franco-soviétiques de juillet 1939, les Soviétiques augmentent leurs exigences pour une alliance contre l'Allemagne. Parmi les « sacrifices » que les Russes exigent des Britanniques et des Français, il y a aussi le fait de laisser les trois petits États baltes dans la sphère d'influence de l'Union soviétique. Le Secrétaire d'État anglais Halifax accepte cela avec des grincements de dents, mais le gouvernement français insiste pour que l'alliance avec la Russie n'échoue pas.[782] L'alliance échoue, comme nous l'avons dit, à cause de l'opposition de la Pologne et du refus franco-britannique de s'engager concrètement sur sa propre aide en armes. Ainsi, en juillet 1939, les Français et les Britanniques sont tout à fait disposés à laisser les Baltes sous la « garde » de l'Union soviétique, afin d'acheter en échange l'aide en armement des Russes contre l'Allemagne. Churchill justifie l'abandon des trois États baltes aux Soviétiques dans le discours déjà cité à la Chambre des communes le 19 mai 1939 par une prétendue « communauté d'intérêts » entre les Russes, les Lituaniens, les Lettons et les Estoniens. Il explique à ce propos :

> *« Qu'en est-il des États baltes de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie, pour lesquels Pierre le Grand est entré en guerre ? La Russie a le plus grand intérêt à ce que ces pays ne tombent pas entre les mains de l'Allemagne nazie ».*[783]

Quatre semaines plus tard, le gouvernement du Reich allemand commet le même « crime » que les Britanniques et les Français n'avaient pas réussi à commettre en juillet 1939 grâce au veto des Polonais : l'Allemagne abandonne les Lettons et les Estoniens à la sphère d'influence de la Russie dans l'accord secret Molotov-Ribbentrop. Pour préciser le « crime », il faut mentionner que ni les Britanniques, ni les Français, ni les Allemands n'autorisent les

---

[782] Rassinier, page 261 et Benoist-Mechin, tome 7, pages 231 et suivantes.
[783] Mémoires de Churchill, pages 454 et suivantes.

Soviétiques à annexer l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Les trois pays n'accordent aux Russes que l'inclusion des États baltes dans leur zone d'influence. Le déroulement de ces vaines tentatives franco-anglaises de conclure un pacte avec l'Union soviétique en juillet 1939 démystifie la politique d'avant-guerre des deux démocraties. Il ne s'agit pas pour elles de morale ou d'idéal, mais uniquement de pouvoir.

L'entente germano-soviétique

Avant même la signature prévue du traité final entre Londres, Moscou et Paris, l'opposition de Varsovie à l'union des deux puissances occidentales avec les Soviétiques se dessine. Le 4 août 1939, Berlin profite de cette attitude de Varsovie et propose à Moscou des entretiens en vue d'une entente. Le 12 août, avant même que les délégations militaires de l'Angleterre, de la France et de l'Union soviétique n'aient entamé à Moscou leurs négociations sur une campagne contre l'Allemagne, le chargé d'affaires soviétique à Berlin Astakhov se présente une deuxième fois au ministère des Affaires étrangères auprès du chef du département Europe de l'Est Schnurre. Sur ordre de Molotov, il transmet que « du côté soviétique, on est intéressé par une discussion sur les différents groupes de questions évoqués jusqu'à présent ». Parmi les questions qui intéressent, Astakhov cite le « problème polonais ».[784] Le Russe propose également de négocier à Moscou.

Le 15 août, au deuxième jour des négociations franco-britanniques et russes, des discussions germano-soviétiques commencent à Moscou. L'ambassadeur Graf von der Schulenburg rend visite au Ministre des affaires étrangères Molotov et demande à ce que son Ministre von Ribbentrop soit reçu par Staline. Molotov salue l'intention allemande de chercher à améliorer les relations avec l'Union soviétique. Il indique ensuite au comte les sujets qui intéressent les Soviétiques. Il s'agit de quatre questions. Premièrement, on

[784] ADAP, série D, volume VII, document 50.

espère à Moscou une influence modératrice de Berlin sur Tokyo, car l'Union soviétique et le Japon sont encore en guerre. Deuxièmement et troisièmement, Molotov souhaite un pacte de non-agression et un traité de commerce et de crédit avec l'Allemagne. Le quatrième souhait est manifestement une tromperie. Molotov parle de garantir ensemble les États baltes.[785] Le comte von der Schulenburg rend compte immédiatement à Berlin de sa visite à Molotov. Il est remarquable que le rapport soit suivi le lendemain d'une courte lettre dans laquelle il exprime ses doutes quant à la volonté réelle des Soviétiques de garantir l'existence des États baltes conjointement avec les Allemands.[786] Cette courte lettre du 16 août se croise avec la directive suivante de Berlin. Dans cette lettre, von Ribbentrop assure les Soviétiques d'un pacte de non-agression pour vingt-cinq ans et envisage, comme il l'a demandé, d'exercer une influence sur le Japon. Une fois de plus, il est remarquable que von Ribbentropp déclare que le Reich allemand est prêt à « garantir les États baltes conjointement avec l'Union soviétique ».[787]

Le lendemain, le 17 août, l'ambassadeur allemand contacte Molotov une deuxième fois pour lui faire part des réactions de Berlin. De son côté, le Ministre soviétique des affaires étrangères remet une réponse écrite aux questions en suspens depuis la première audience de Schulenburg auprès de lui. Dans cette note de réponse[788], les souhaits d'un accord de commerce et de crédit et d'un pacte de non-agression sont à nouveau mentionnés. En outre, Molotov reconnaît dans cette lettre que l'Union soviétique a été contrainte, suite à l'attitude hostile de l'Allemagne envers les Soviétiques,

> *« de prendre les premières mesures pour préparer un front de défense contre une éventuelle agression contre l'Union soviétique de la part de l'Allemagne ».*

785 ADAP, série D, volume VII, document 79.
786 ADAP, série D, volume VII, document 88.
787 ADAP, série D, volume VII, document 75.
788 ADAP, série D, volume VII, document 105.

Il s'agit sans aucun doute des attaques proposées trois jours plus tôt aux Britanniques et aux Français contre la Prusse Orientale et la Silésie. La lettre poursuit :

> *« ... que le gouvernement soviétique n'a jamais eu aucune intention agressive contre l'Allemagne. »*

Au lieu de l'intention, toujours mentionnée jusqu'ici, de garantir l'existence des républiques baltes en commun avec le Reich allemand, Molotov propose désormais un « protocole spécial » qui « fait partie intégrante du pacte ». « Partie intégrante » signifie que ce « protocole spécial » sera intégré au traité que veut le gouvernement du Reich allemand. L'Allemagne – c'est le message – obtient les deux ou rien. Comme la lettre de Molotov ne dit rien sur le contenu de ce protocole, von der Schulenburg demande immédiatement au ministre russe quels sont les souhaits du gouvernement soviétique à ce sujet. Molotov ne donne aucune réponse à ce sujet, mais – comme on le sait aujourd'hui – le « protocole spécial » est devenu une semaine plus tard le « protocole additionnel secret » par lequel le gouvernement du Reich allemand reconnaît que la Pologne orientale, la Bessarabie, la Finlande et les États baltes font partie de la sphère d'intérêt de l'Union soviétique. Ainsi, les Soviétiques ont déjà enfoncé leurs clous pour le pacte Hitler-Staline du 24 août, alors qu'ils discutent encore au même moment avec les Britanniques et les Français d'une guerre contre l'Allemagne.

L'ambassadeur von der Schulenburg câblera la lettre de Molotov au petit matin du 18 août au Ministre von Ribbentrop, qui enverra sa réponse le jour même. Le Ministre allemand des affaires étrangères écrit, sans connaître les souhaits de Staline et en méconnaissant le sens du « protocole spécial », que le gouvernement du Reich est d'accord avec la « garantie des États baltes ».[789]

Le 19 août, les gouvernements anglais et français informent le gouvernement soviétique qu'ils ne signeront pas le traité franco-

[789] ADAP, série D, volume VII, document 113.

soviétique négocié précédemment en raison de l'opposition du gouvernement polonais. Plus rien ne s'oppose donc à ce que la Russie change de camp. À 16 heures, l'ambassadeur allemand est à nouveau convoqué au bureau des affaires étrangères chez Molotov. Celui-ci lui remet un projet de texte pour le pacte de non-agression germano-soviétique. Le texte du traité ne contient pas encore le protocole additionnel, mais il se termine par la phrase suivante :

> *« La validité du présent Pacte est subordonnée à la signature simultanée d'un protocole spécial sur les points intéressant les parties contractantes dans le domaine de la politique étrangère ».*[790]

Le comte von der Schulenburg transmet le texte à l'Allemagne la nuit même. Le « chat » avec les pays baltes n'est donc toujours pas « sorti du sac ».

Les choses s'enchaînent. Hitler – pressé par le temps dans la crise de Dantzig – se tourne vers le pacte de non-agression avec Staline, dont il espère qu'il incitera les Polonais, les Britanniques et les Français à céder sur le problème du corridor de Dantzig. Le protocole additionnel, dont il ne sait toujours pas ce que les Soviétiques y mettront, ne l'intéresse pas. Hitler télégraphie à Staline le 20 août pour lui dire qu'il accepte le projet de pacte de non-agression et qu'il veut envoyer von Ribbentrop avec « les pleins pouvoirs » signer le traité et « rédiger et signer le protocole ».[791] Le 21 août, Staline remercie Hitler pour son télégramme et invite von Ribbentrop à Moscou pour le 23 août.[792]

Lorsque, le 22 août, Hitler informe les chefs d'armée et de groupe d'armée de la Wehrmacht, qui s'est entre-temps déployée, qu'il a décidé de faire la guerre à la Pologne, il ne sait pas encore que, 24 heures plus tard, Staline se fera céder par Ribbentrop, dans le protocole additionnel secret, de grandes parties de l'Europe de l'Est en tant que zones d'intérêt soviétique. Hitler croit encore que von

---

790 ADAP, série D, volume VII, document 133.
791 ADAP, série D, volume VII, document 142.
792 ADAP, série D, volume VII, document 159.

Ribbentrop doit signer à Moscou la garantie pour les trois États baltes. Il peut certes se douter que Staline exigera un prix pour le pacte de non-agression, mais il ne sait pas que quatre semaines plus tard, la Russie s'emparera elle-même des deux tiers de la Pologne. Le lendemain, le 23 août, Ribbentrop arrive à Moscou. À 18 heures, Staline et Molotov reçoivent von Ribbentrop et le comte von der Schulenburg au Kremlin. Après des salutations courtes et polies, on entre rapidement dans le vif du sujet. Le pacte de non-agression sur lequel on se met bientôt d'accord correspond presque entièrement au projet russe, à l'exception du point selon lequel il doit être valable pour dix ans, au lieu des cinq proposés par les Soviétiques. Il s'agit ensuite du protocole additionnel secret souhaité par Staline. Von Ribbentrop, à qui Hitler a confié un pouvoir de négociation illimité, n'est pas tout à fait sûr de son fait face aux exigences de Staline. Vers 22 heures, il demande d'interrompre les discussions pour une courte durée et obtient l'accord de Hitler par téléphone.[793]

Placé devant le choix de conserver sa liberté d'action sur la question de Dantzig face à la Pologne, la Grande-Bretagne et la France avec l'appui de Staline, ou de renoncer à Dantzig, aux voies de transit extraterritoriales et à la protection de la minorité allemande en Pologne sans Staline, Hitler accepte les limites de la sphère d'intérêt que le Russe exige. Hitler, qui ne connaissait pas les exigences de Staline, décide évidemment sans hésiter. Peu après minuit, le 24 août, le pacte de non-agression[794] et le protocole additionnel secret sont signés par Molotov et Ribbentrop. Les deux paragraphes décisifs du protocole additionnel sont les suivants :

> *« 1) En cas de réorganisation territoriale et politique dans les territoires appartenant aux États baltes (Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie), la frontière nord de la Lituanie constitue également la limite des sphères d'intérêt de l'Allemagne et de l'URSS. L'intérêt de la Lituanie pour le territoire de Vilnius est reconnu par les deux parties.*

793 Maser, page 41.
794 ADAP, série D, volume VII, document 228.

2) En cas de réorganisation territoriale et politique des territoires appartenant à l'État polonais, les sphères d'intérêt de l'Allemagne et de l'URSS sont délimitées approximativement par la ligne des fleuves Narew, Vistule et San.

La question de savoir si les intérêts des deux parties rendent souhaitable le maintien d'un État polonais indépendant et comment cet État devrait être délimité ne pourra être définitivement résolue qu'au cours de l'évolution politique ultérieure. »[795]

L'accord germano-soviétique, si rapide après l'échec des négociations franco-anglo-soviétiques précédentes, est un choc pour toute l'Europe, un choc pour la Grande-Bretagne et la France, et pourtant il n'incite pas la Pologne à se rapprocher de l'Allemagne sur la question de Dantzig. Si la surprise est si grande, c'est que les relations entre Moscou et Berlin ne sont pas exemptes de tensions et d'oppositions depuis la Première Guerre mondiale. Les relations entre les deux États sont tout à fait changeantes et pas toujours au détriment de la Pologne. L'Allemagne mène, surtout à partir de 1933, une politique intérieure et extérieure clairement anticommuniste. De cette manière, les relations germano-polonaises, affectées par des questions de frontières, s'opposent aux relations germano-soviétiques, affectées par des questions idéologiques. Mais lorsque la Pologne intègre la Teschen occidentale contre l'avertissement de la Russie soviétique, et lorsqu'elle refuse d'ouvrir la voie à la réintégration de Dantzig contre le souhait pressant des Allemands, elle viole les intérêts des deux voisins. La Pologne met en péril ses relations de voisinage jusqu'alors normales à cause de deux petits bouts de terre qui ne sont même pas polonais. Elle risque ainsi que l'Union soviétique et l'Allemagne, qui ont toutes deux des prétentions sur des terres colonisées respectivement par des Russes et des Allemands, s'entendent au détriment de la Pologne. Et c'est ce qui se passe.

[795] ADAP, série D, volume VII, document 229.

Fig. 12 : Après la signature
De gauche à droite : Le Ministre des affaires étrangères v. Ribbentrop, le conseiller de légation Hencke, Jossif Staline, le conseiller de légation Hilger et le Ministre des affaires étrangères Molotov.

Le pacte de non-agression germano-soviétique garantit à l'Allemagne et à la Russie que l'autre puissance ne prendra pas parti pour protéger la Pologne en cas de guerre. L'opposition germano-soviétique n'est donc plus une protection pour les Polonais du centre.

Le Protocole additionnel secret ne parle que de sphères d'intérêt. Il n'exprime pas que l'Union soviétique peut désormais s'emparer de la Finlande et des États baltes. Même si cet accord secret germano-soviétique sera critiqué plus tard avec véhémence, il correspond aux usages de l'époque. Il est alors tout à fait courant pour tous les grands États de délimiter des sphères d'intérêt entre eux, sans demander l'avis des pays situés dans ces sphères. Ainsi, comme nous l'avons déjà mentionné, la Grande-Bretagne et l'Italie concluent un tel accord en

avril 1938[796] : l'Angleterre donne à l'Italie « les coudées franches » en Abyssinie et vis-à-vis de l'Espagne et se fait garantir en échange une liberté d'action en Europe centrale.

Lors des négociations anglo-franco-soviétiques de juillet 1939, déjà décrites, les participants tentent également de délimiter leurs sphères. Tant l'Angleterre et l'Allemagne que la France, l'Italie et l'Union soviétique sont conscientes de ce que les sphères d'intérêt signifient en réalité. Elles sont l'autorisation de manœuvrer dans les sphères au détriment des petits États.

Le jour suivant, le diplomate allemand Herwarth von Bittenfeld fait parvenir de Moscou au Président américain Roosevelt le protocole additionnel secret fixant la frontière des sphères d'intérêt à travers la Pologne. Roosevelt omet d'en informer rapidement les Polonais.[797]

La tentative de médiation du Vatican

En cette période de négociations et de coalitions multiples, où la plupart des États européens s'efforcent avant tout de bien se positionner en vue d'une prochaine guerre et où ils jouent tous avec le feu, le Saint-Siège reste la seule autorité sans intérêts territoriaux ou hégémoniques propres. Le pape Pie XII voit qu'une autre guerre en Europe ne fera guère de vainqueurs, mais beaucoup de perdants parmi les nations chrétiennes occidentales.

La Pologne et l'Allemagne se disputent des territoires avec une population allemande sous souveraineté polonaise. L'Angleterre prend parti dans ce conflit de la Pologne. L'Italie pose des exigences à la France concernant Djibouti, la Corse et Nice. L'Angleterre et l'Italie sont en désaccord sur le canal de Suez. La France ne veut toujours pas laisser l'Allemagne se libérer des chaînes de Versailles et s'oppose

[796] Accord anglo-italien du 16 avril 1938, voir Mémoires de Churchill, page 115.
[797] Herwarth, page 188.

à elle sur la question de Dantzig. L'Angleterre n'accorde à aucune puissance continentale une position dominante sur le continent. Avec tant de barils de poudre et tant de mèches allumées, la moindre étincelle quelque part en Europe peut mettre le feu au continent en peu de temps.

Dans cette situation hautement explosive, le pape Pie XII fait une tentative pour désamorcer les différends des cinq grands États dans une conférence de paix entre les cinq puissances, s'il est possible de les régler et de préserver ainsi la paix en Europe. Le Saint-Père, un chef de l'Église ayant une longue expérience diplomatique, sait que de telles conférences doivent être préparées par des sondages auprès des parties concernées si l'on veut qu'elles soient couronnées de succès. C'est pourquoi il envoie des diplomates de l'Église dans les capitales des cinq pays concernés.

La première entrevue de ce type a lieu le 1er mai 1939 avec Mussolini. Après une journée de réflexion, le Duce italien accepte le plan du pape sans restriction ni condition.[798] Le 5 mai, le nonce de Berlin, Mgr Orsenigo, rend visite à Adolf Hitler à Berchtesgaden. Les procès-verbaux de leurs entretiens révèlent que le Führer « ne croit pas à un danger de guerre, car l'ambiance tendue est davantage due à l'agitation qu'aux faits ».[799] Hitler se réserve toutefois le droit de consulter Mussolini avant d'accepter la conférence. Tous deux, le Führer et le Duce, s'étaient mutuellement promis de telles consultations. Hitler demande à Orsenigo de « transmettre ses sincères remerciements au Saint-Siège » et donne immédiatement l'ordre au Ministre des affaires étrangères von Ribbentropp de se concerter avec Mussolini. Ainsi, jusqu'au 5 mai, les deux chef d'État ont accepté dans un cas et n'ont pas annulé dans l'autre.

Le 5 mai, le Ministre français des affaires étrangères Bonnet est également informé du plan de paix de Pie XII. Peu après, le Président Daladier fait savoir personnellement au nonce du pape à Paris que la

[798] Rassinier, page 246.
[799] ADAP, série D, volume VI, document 331.

France « ne participera à aucune conférence qui se tiendrait sous la menace des canons allemands ».[800] Lorsque le nonce enchaîne, Daladier tempère en disant qu'avec une telle conférence, « il serait alors évident pour tout le monde que le Pape ne serait utilisé que pour tirer les marrons du feu italiens et préparer un nouveau Munich ». Peu après, le Secrétaire général du Quai d'Orsay Leger justifie tout autrement le refus français de la conférence de paix auprès de l'ambassadeur américain Bullitt à Paris :

> *« Si une telle conférence devait avoir lieu, 'on attendrait de la France et de la Pologne qu'elles fassent des concessions à l'Allemagne et à l'Italie, avec le Pape comme arbitre et la Grande-Bretagne comme arbitre suprême'... Quant à la Pologne, le Quai d'Orsay est convaincu que Varsovie 'n'acceptera pas l'arbitrage d'une puissance étrangère dans l'affaire des revendications allemandes'. Dans le cas contraire, la France craignait que l'Angleterre 'arbitre' les intérêts des Français et des Polonais lors de la conférence, afin de tenir les négociations à l'écart de la question des colonies britanniques, qui serait sinon inévitable. »*[801]

Ainsi, en 1939, la France ne veut pas d'une paix qui pourrait lui coûter ses propres concessions.

Le 5 mai, le plan du Pape est également présenté à lord Halifax. Il transmet sa réponse le même jour par un télégramme à l'ambassadeur britannique auprès du Vatican, dans lequel on peut lire ceci :

> *« Que Sa Sainteté offre ses bons offices séparément et successivement à la Pologne et à l'Allemagne, à la France et à l'Italie ».*[802]

À l'époque, l'Angleterre refuse de participer à des négociations sur le conflit de Dantzig ou sur le conflit franco-italien. Après l'amère expérience de la conférence de paix de Munich, qui n'a finalement pas pu sauver l'indépendance de la Tchéquie parce que Hitler n'a pas tenu parole, Londres ne voit plus l'utilité de telles conférences.

---

[800] Tansill, page 564.
[801] Tansill, pages 564 et suivantes.
[802] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume V, Seite 435.

Le Ministre polonais des Affaires étrangères fait savoir, à propos de la proposition de conférence du Pape, que la Pologne ne souhaite pas participer à une conférence qui porterait sur les concessions polonaises à l'Allemagne. La Pologne ne souhaite pas participer à une « deuxième conférence de Munich ».[803]

Mussolini, qui avait d'abord accepté le plan de conférence de Pie XII, et Hitler, qui ne l'avait pas refusé dans un premier temps, répondent à l'offre du Pape par une note concertée le 12 mai, après le refus des Français, des Britanniques et des Polonais. Tous deux font remarquer que

> *« la situation atmosphérique ne semble pas encore suffisamment favorable pour favoriser une discussion internationale en grand comité »*[804]

et demandent de renoncer à une médiation pontificale.

La tentative du Pape Pie XII est l'une des dernières chances de l'Europe d'échapper à une guerre telle qu'elle surviendrait. Mais Hitler avait déjà détruit la base d'une telle conférence de paix, un minimum de confiance mutuelle, avant même que Pie XII n'ait présenté sa proposition.

Avec l'échec de cette initiative papale de mai 1939, il devient évident que l'Angleterre et la France, depuis l'annexion de la Tchéquie en tant que protectorat allemand, ne sont plus intéressées avant tout par le maintien de la paix en Europe, mais en premier lieu par l'endiguement de l'Allemagne, même si cela devait signifier la guerre. Désormais, ce n'est plus l'intégration de Dantzig à la Pologne ou à l'Allemagne qui compte du point de vue britannique, mais uniquement le comportement de l'Allemagne vis-à-vis de la Pologne. Le comportement ultérieur de la Pologne vis-à-vis de l'Allemagne n'a plus d'importance pour l'Angleterre.

---

[803] Tansill, page 565.
[804] ADAP, série D, volume VI, document 372.

Deux autres initiatives de paix lancées par le pape juste avant le début de la guerre n'aboutissent pas non plus.[805]

Le déroulement ultérieur des évènements montre toutefois que l'Europe n'aurait probablement pas échappé à une autre guerre pour la domination du continent, même sans Dantzig. L'Europe occidentale n'aurait probablement pas accepté l'invasion de la Finlande par Staline en novembre 1939 sans intervenir. Néanmoins, dès l'attaque prévue de l'Union soviétique contre le Reich allemand, les États d'Europe occidentale auraient dû sauver leurs formes d'État et de vie de la menace du bolchevisme et prendre parti. Malgré ses préparatifs avancés pour attaquer l'Allemagne à l'automne 1941, Staline n'entre pas en action uniquement parce que Hitler a lancé sa campagne contre l'Union soviétique quelques semaines plus tôt.

L'aggravation de la situation à Dantzig et en Pologne

Pour les habitants de Pologne, d'Allemagne et de l'État libre de Dantzig, l'année 1939 jusqu'au début de la guerre est plus qu'une période d'actions diplomatiques intenses. Pour beaucoup, c'est avant tout une période d'émotions intenses. Les négociations, tantôt ouvertes, tantôt secrètes, sur les corrections de frontières et les coalitions pour la guerre, que l'on entend littéralement venir, sont de toute façon difficilement compréhensibles pour les citoyens européens.

À Dantzig, le désir de rattachement à la mère patrie augmente. En Allemagne, on pense avoir raison lorsque Hitler exige le rattachement de Dantzig et des voies de communication sûres vers la Prusse Orientale coupée du monde. Et en Pologne, la colère et la haine contre les concitoyens déloyaux de langue allemande, biélorusse et ukrainienne augmentent.

[805] Le 24 août 1939 et le 31 août 1939.

Depuis les garanties de l'Angleterre et les promesses militaires de la France, un sentiment de certitude de victoire, entre rêve et ivresse, grandit en Pologne. En Allemagne, la population veut certes Dantzig, mais pas la guerre. Et à Dantzig, ni les Allemands ni les Polonais ne trouvent la modération qui aurait été de mise en 1939. Avec la garantie britannique de mars pour la Pologne et la résiliation du traité germano-polonais en avril, les tensions entre Berlin et Varsovie s'aggravent, ce que l'on fait immédiatement sentir à la minorité allemande en Pologne. À partir de mai 1939, les exactions commises par les Polonais contre les Allemands prennent à nouveau des formes graves. Dans les campagnes, les fermes allemandes sont incendiées en grand nombre par des Polonais, les paysans sont chassés, les gens sont battus dans les villes, dans certains cas battus à mort. Les services religieux allemands sont si souvent pris d'assaut et dissous que le Vatican se voit contraint de s'en plaindre auprès du gouvernement polonais. Le gouvernement du Reich allemand doit mettre en place des camps d'accueil durant l'été 1939 afin de maîtriser le flux de réfugiés allemands en provenance de Pologne.[806]

À partir de juin 1939, les accusations et les soupçons mutuels se multiplient dans l'État libre de Dantzig entre la population germano-dantzickoise et les autorités polono- dantzickoises.[807] Des transports militaires polonais traversent le territoire de Dantzig sans être signalés au préalable au sénat allemand de Dantzig, comme cela avait été convenu. La garnison militaire polonaise dans le dépôt de munitions de Westerplatte, à côté du port de Dantzig, est renforcée à deux cent quarante soldats, bien que la Société des Nations n'en ait autorisé que quatre-vingt-huit. Les douaniers polonais, initialement au nombre de six, sont dans l'intervalle passés à cent dix.[808] Lorsque les autorités germano-danoises se plaignent des transports militaires et du

[806] Jusqu'à la mi-août, le nombre de réfugiés s'élève à 78 000 sur le territoire de l'Empire allemand et encore 18 000 qui se réfugient à Dantzig. Voir Rasmus, pages 28 et suivantes.
[807] La présentation suivante est tirée du livre du représentant de la Société des Nations pour Dantzig, le professeur Burckhardt, « Meine Dantziger Mission », pages 321-345, et des dossiers conservés dans les ADAP.
[808] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VI, Document 6.

renforcement auprès du commissaire général polonais auprès du sénat de Dantzig, M. Chodacki, celui-ci rejette les plaintes.

Une querelle connue sous le nom de « conflit des inspecteurs des douanes » devient particulièrement critique à l'été 1939. À partir du mois de mai, les contrôles et le comportement des douaniers polonais à l'égard des habitants de Dantzig se durcissent dans le petit trafic frontalier, qui revêt une importance particulière pour les habitants de la région en raison de leur isolement. En outre, les douaniers polonais s'arrogent vis-à-vis de leurs collègues allemands un pouvoir de commandement qu'ils n'ont pas.[809] Et, au grand dam de la partie allemande, le nombre de fonctionnaires polonais est encore considérablement augmenté. La police allemande prétend qu'une partie des douaniers supplémentaires appartiennent aux services de renseignement polonais et sont ainsi infiltrés à Dantzig. Les fonctionnaires allemands ne coopèrent alors plus vraiment avec les Polonais. Ceux-ci retardent à leur tour l'exportation des produits agricoles et de la pêche de Dantzig, qui se détériorent particulièrement vite pendant l'été chaud de 1939. Dans cette situation tendue, le président du sénat de Dantzig écrit au commissaire général polonais pour se plaindre des incidents décrits et annoncer que les douaniers allemands ne recevront plus d'instructions de leurs homologues polonais. En réponse, le commissaire général Chodacki envoie par retour du courrier au président Greiser un ultimatum pour retirer cette instruction avant 18 heures le jour même[810], faute de quoi

> *« le gouvernement polonais exercera immédiatement des représailles contre la ville libre ».*

En outre, Chodacki fait savoir que les douanes polonaises seront désormais armées.[811] Le conflit est également attisé par le fait qu'un

---

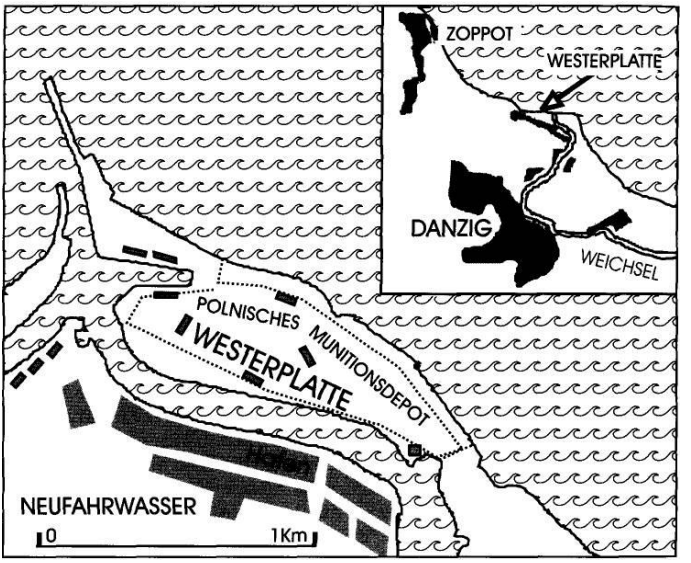
809 Selon le traité de Varsovie, les douaniers polonais ne sont ni supérieurs ni inférieurs aux douaniers allemands.

810 Ultimatum de Chodacki du 5 août 1939, 01h00, voir ADAP, série D, volume VI, document 774.

811 Selon le traité de Varsovie, les douaniers polonais ne peuvent porter des armes que si les douaniers allemands en portent également.

fonctionnaire subalterne de l'administration du Sénat écrit à Chodacki de sa propre initiative et sans aucun mandat :

> *« ... les autorités de Dantzig s'opposeraient par la force à toute tentative des inspecteurs des douanes polonaises d'exercer leur fonction… avec des armes ».*[812]



Carte 34 : Dantzig et la région de Westerplatte (voir carte 29).

Hitler, sollicité par le président du Sénat, insiste pour que la situation se détende et « n'empoisonne pas davantage l'affaire ».[813] Le président Greiser parvient à convaincre le commissaire général Chodacki de lever l'ultimatum.

Aussi insignifiant que puisse paraître cet incident, il montre à quel point le monde est au bord de la guerre. Le Secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères von Weizsäcker transmet au chargé d'affaires polonais à Berlin la désapprobation du gouvernement du Reich concernant le conflit des inspecteurs des douanes, l'ultimatum

[812] Benoist-Méchin, tome 7, page 211.
[813] ADAP, série D, volume VI, document 771.

et les menaces à l'encontre de la population de Dantzig. Celui-ci consulte son ministère à Varsovie et informe officiellement von Weizsäcker le lendemain que la Pologne considérera toute ingérence du gouvernement du Reich dans les relations polono-dantzikoises au détriment de la Pologne comme un « acte d'agression ».[814] Le ministère polonais des Affaires étrangères fait ainsi comprendre que toute prise de parti du gouvernement du Reich en faveur de Dantzig et au détriment de la Pologne signifiera la guerre. Compte tenu de l'insignifiance du litige douanier à Dantzig, il s'agit d'une menace massive, d'autant plus que l'Angleterre et la France avaient assuré qu'elles soutiendraient la Pologne dans toute guerre déclenchée par l'Allemagne.

Hitler se montre indigné par l'ultimatum polonais en cette période déjà si tendue, et il parle de « la limite de sa tolérance ». La presse polonaise jette alors de l'huile sur le feu en écrivant que Hitler a « cédé » dans le litige douanier et qu'une seule note un peu abrupte a suffi à « le mettre à genoux ».[815]

Le 8 août, l'ambassadeur britannique Henderson commente ainsi l'incident de Dantzig dans une lettre adressée au Secrétaire d'État au Foreign Office Halifax à Londres :

> *« Les éléments enclins à humilier l'Allemagne sont confortés par des articles de presse en Angleterre et en Pologne, ...Il se peut que l'humiliation soit bénéfique pour Hitler, mais si cette politique dangereuse n'est pas celle du gouvernement de Sa Majesté, je suggère sérieusement que le maximum soit fait, tant à Varsovie qu'à Londres, pour éviter que Hitler ne soit poussé, dans les semaines à venir, dans une situation où l'orgueil du dictateur ne lui permettrait plus d'avancer lentement, même s'il le voulait ».*[816]

C'est trois semaines avant la guerre. L'ultimatum de Chodacki et la réaction de Hitler à celui-ci, si peu de temps avant le début de la guerre, permettent de tirer des conclusions sur ses intentions à l'égard

---

814 v. Weizsäcker Erinnerungen, pages 244 et suivantes.
815 Benoist-Méchin, tome 7, page 213.
816 Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VI, Document 585.

de la Pologne. Si le Führer avait vraiment voulu la guerre avec la Pologne au lieu de se contenter de Dantzig et des voies de transit, il aurait pu facilement l'avoir à ce moment-là. Il aurait simplement dû signifier au sénat de Dantzig de ne pas céder dans le conflit des inspecteurs des douanes. La Pologne serait alors intervenue contre l'État libre, comme il en avait été menacé. En réaction, Dantzig aurait pu déclarer son rattachement à l'Empire allemand et la Pologne serait – c'est certain – intervenue militairement contre Dantzig. Ce sont les Polonais, et non les Allemands, qui auraient ainsi déclenché cette guerre qui couve. Si Hitler avait voulu à tout prix faire la guerre à la Pologne début août 1939, il n'aurait guère laissé passer cette chance. Il n'aurait sans doute pas donné au président du Sénat Greiser le conseil de « ne pas empoisonner davantage l'affaire ».

Aux turbulences réelles s'ajoutent les turbulences fictives. Le 5 juillet 1939, une rumeur circule selon laquelle le Führer ferait ce jour-là son entrée à Dantzig et que le rattachement au Reich ne serait plus qu'une question d'heures. Rien de tout cela n'est vrai, mais cela montre la situation désormais tendue dans la ville séparée.[817] Toujours en juillet, la fausse nouvelle se répand que les Polonais prévoient d'occuper militairement les lignes de chemin de fer à l'intérieur de l'État libre. Le gouvernement polonais dément et rien de tel ne se produit.

En juillet et en août, la situation en Pologne et à la frontière germano-polonaise s'aggrave à tel point que Dantzig devient presque secondaire.[818] En juillet, les manifestations germanophobes dans les villes polonaises atteignent un nouveau sommet. Les fermetures forcées de commerces et d'entreprises appartenant à des Allemands sont quotidiennes. Dans la région de Teschen, qui vient d'être acquise par la Pologne, des enseignants, des pasteurs et des fonctionnaires germanophones et tchèques sont licenciés sans pension parce qu'ils sont « déloyaux et d'opinion contraire à l'État ». En Haute-Silésie, ce

[817] Benoist-Méchin, tome 7, page 209.
[818] AA 1939 n° 2, documents 393 à 444. Les évènements suivants sont également relatés dans le Stader Tageblatt juillet et août 1939.

sont les ouvriers et les cadres germanophones qui sont licenciés en masse de l'industrie, ainsi que les fonctionnaires et les ouvriers forestiers. D'autres écoles allemandes doivent fermer sur ordre des autorités polonaises. De début juillet à mi-août 1939, les consuls allemands en Pologne signalent plusieurs centaines d'agressions contre des *Volksdeutschen*. L'éventail va du passage à tabac à la castration. Des faits similaires sont rapportés en Galicie : arrestations massives d'Ukrainiens, destruction d'un grand nombre d'églises orthodoxes et catholiques ukrainiennes et, à Lviv, interdiction du journal en langue ukrainienne *Dilo*.

Du côté allemand, les violences polonaises contre les membres de la minorité allemande sont pendant ce temps compensées par des représailles de l'État contre les Polonais sur le territoire du Reich. Les expulsions d'Allemands là-bas sont suivies d'expulsions de Polonais ici. Tout cela ne fait qu'attiser le sentiment anti-allemand en Pologne.

Pendant ce temps, à Dantzig, les choses bougent, mais d'une autre manière. Lors de grandes manifestations, la population allemande de la ville réclame le rattachement à la mère patrie avec le slogan « *heim ins Reich* » (retour au Reich). En août, la SS-Heimwehr fait pour la première fois une apparition publique dans les rues de Dantzig lors d'un défilé. Et le Gauleiter Forster provoque Londres et Paris de manière tout à fait superflue. Lors d'une manifestation de masse, il accuse les Britanniques et les Français de s'ingérer de manière injustifiée dans les affaires de Dantzig et de prendre ainsi le parti des Polonais :

> *« La manière dont nous voulons organiser notre avenir ne les concerne pas. Nous, habitants de Dantzig, ne nous préoccupons pas non plus de la manière dont les Anglais et les Français essaient de façonner leur destin ».*[819]

La guerre est également évoquée à l'étranger et les esprits sont attisés, ce qui n'est toutefois pas surprenant après l'occupation de la Tchéquie, après l'attaque de l'Italie contre l'Albanie et au vu de

[819] Stader Tageblatt du 14 août 1939.

l'escalade de la situation en Pologne. En avril 1939, lord Halifax informe Roosevelt qu'à tout moment, la flotte britannique pourrait être la cible d'une « attaque éclair » allemande.[820] Le 9 avril, Bullit signale depuis Paris au Département d'État[821] à Washington :

> *« J'ai parlé brièvement cette nuit avec Bonnet (le Ministre français des affaires étrangères). Il m'a demandé d'informer mon gouvernement qu'il était minuit moins cinq. D'un moment à l'autre, la guerre pourrait éclater ».*[822]

Deux jours plus tard, Bullitt rapporte à Washington une conversation avec le Premier ministre français Daladier. Il écrit que Daladier pense que Hitler et Mussolini « s'apprêtent probablement à entrer en guerre dans une ou deux semaines ».[823] À cette époque, le gouvernement du Reich tente toujours d'arriver à ses fins par la voie de la négociation sur les questions de Dantzig et du corridor.

Le mois d'août n'apporte pas non plus d'amélioration de la situation. L'Empire allemand maintient ses exigences envers la Pologne. Les Polonais refusent tout accord à leur détriment sur la question de Dantzig et des voies de transit. Les Anglais et les Français tentent d'entraîner les Russes dans la guerre contre l'Allemagne, avant que celle-ci n'impose à son tour la neutralité aux Russes dans le conflit à venir. Pendant ce temps, la musique de fond en provenance de Dantzig et de Pologne devient de plus en plus stridente.

Le 16 août, l'ambassadeur anglais Henderson tente une nouvelle fois de conseiller la raison et la modération depuis Berlin. Il envoie un télégramme au Secrétaire d'État au Foreign Office Halifax dans lequel il écrit :

> *« Je recommanderais personnellement de suggérer au gouvernement polonais – et de le suggérer immédiatement – d'ordonner à son ambassadeur local d'entreprendre une quelconque démarche diplomatique, ce qui devrait lui être facile par l'intermédiaire de Göring. ... Lipski, malgré tout ce qui s'est passé,*

---

820 Note du 5 avril 1939, voir Tansill, page 554.
821 Département d'État américain.
822 Tansill, page 558.
823 Ibid.

est toujours 'persona grata' ici.[824] *Les Polonais pourraient proposer de revenir à la situation des négociations d'avant mars ... pour permettre de reprendre les discussions ».*[825]

Deux télégrammes envoyés le lendemain par Halifax à Kennard, l'ambassadeur anglais à Varsovie, ne montrent aucune réaction à la recommandation de Henderson.

Au cours de la dernière semaine précédant la déclaration de guerre, des batteries antiaériennes polonaises tentent à quelques reprises d'abattre des avions de ligne de la Deutsche Lufthansa sur leur vol Berlin-Königsberg au-dessus de la mer Baltique. De nombreuses fusillades ont lieu aux postes-frontières entre les douaniers et les soldats polonais et allemands, faisant de nombreux morts. Les incendies de fermes allemandes dans les régions frontalières polonaises se poursuivent sans relâche. En août, les attaques et les incendies criminels perpétrés par les Polonais s'étendent également au côté allemand de la frontière. Les derniers jours avant le début de la guerre, le « service de sécurité du *Reichsführer SS* » (SD) met en scène de faux incendies et attentats à l'explosif des deux côtés de la frontière afin de les exploiter à des fins de propagande.[826] Ces activités illégales du SD n'auraient pas été nécessaires pour dresser l'étranger contre la Pologne ou pour créer un motif supplémentaire pour l'invasion allemande de la Pologne, étant donné le nombre d'attaques polonaises déjà en cours. La population du côté allemand assiste avec un effroi croissant à l'afflux de réfugiés, aux fusillades et aux attaques contre les paysans allemands de l'autre côté de la frontière. Elle s'attend à ce que l'on mette bientôt un terme à ces agissements. Le 31 août, la veille du début de la guerre, des Polonais assassinent également le consul allemand en poste à Cracovie. En août 1939, même sans guerre, la frontière germano-polonaise est dans un état critique.

[824] Personne agréée.
[825] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième Série, Volume VII, Document 35.
[826] Rasmus, pages 92 et 357.

L'opinion publique du Reich allemand sur Dantzig, la guerre et la Pologne

L'opinion publique allemande vis-à-vis du peuple voisin à l'Est, des territoires perdus après la Grande Guerre et d'un éventuel conflit concernant Dantzig, la Prusse occidentale et la Haute-Silésie est bien entendu encore très différente avant la Seconde Guerre mondiale qu'après la catastrophe de la guerre perdue en 1945. Avant 1939, l'approbation ou le rejet de la politique étrangère allemande à l'égard de la Pologne sont essentiellement marqués par les opinions que la majorité de la population a à l'époque sur la politique du chef d'État Hitler. Dans son livre d'après-guerre *Anmerkungen zu Hitler* (Remarques sur Hitler), le journaliste Sebastian Haffner, émigré en Angleterre en 1938, les décrit de manière très pertinente comme suit :[827]

> *« Les 'réalisations positives' de Hitler ont plongé la population allemande de l'époque, indépendamment de son appartenance à la classe ouvrière ou à la bourgeoisie, et indépendamment de ses liens antérieurs avec le KPD, le SPD, le Zentrum ou qui que ce soit d'autre, dans une 'adhésion à Hitler et une foi dans le Führer' qui ne laissent pratiquement aucune marge de manœuvre à une critique saine. La liste des réalisations hitlériennes est désormais longue et respectable. On lui attribue un miracle économique sans inflation au milieu d'une dépression mondiale persistante. Selon Sebastian Haffner, 'la détresse criante et la misère de masse avaient laissé place à une prospérité modeste et confortable'. Les obligations pénales de Versailles sont en grande partie abrogées. La Sarre et les territoires de Memel font à nouveau partie du Reich, tout comme les Autrichiens, qui avaient eux-mêmes demandé l'annexion lors de deux référendums, et les Allemands des Sudètes. Miraculeusement, il n'y a pas eu de guerre pour autant. Ainsi, en ce qui concerne le gouvernement hitlérien jusqu'au début de la guerre, la population allemande est heureuse et confiante. Le côté négatif du bilan, marqué par la persécution des dissidents politiques et par les crimes commis contre les minorités d'origine étrangère,*

[827] Haffner, pages 37 et suivantes.

n'apparaît pas aussi clairement et n'est pas jugé suffisamment grave pour entamer la confiance et les réussites ».

Voilà pour les « remarques sur Hitler » de Haffner. Par cette description, l'émigré Haffner décrit comment les citoyens intéressés ont ressenti, vu et évalué la situation dans leur propre pays et la position de l'Empire allemand dans le monde en 1939. Cela aide à répondre à la question de savoir pourquoi le peuple allemand a accepté la politique étrangère menant à l'ouverture de la guerre comme il le fait à la fin de l'été 1939. Haffner résiste à la tentation d'insérer sa connaissance d'après-guerre du déroulement et de la fin de cette guerre dans l'observation des hommes de 1939. Il décrit uniquement ce que l'on pense **alors** en Allemagne.

Dans l'état d'esprit positif de l'époque, le peuple allemand suit son premier homme politique sur le chemin de la grande catastrophe que nous appelons aujourd'hui la Seconde Guerre mondiale. Pour le citoyen allemand normal de 1939, le début d'une nouvelle guerre à l'époque n'est tout d'abord qu'une dernière étape, encore en suspens, visant à mettre fin aux sanctions injustifiées et aux violations du droit international de Versailles. Cette dernière étape doit servir à la libération de nos compatriotes allemands, contraints de vivre depuis vingt ans sous la domination polonaise. On ne peut pas encore savoir à l'époque que ce pas vers le rejet définitif du traité de Versailles est aussi le premier dans une toute autre direction, qui mènera d'abord à la nouvelle guerre mondiale, puis à une nouvelle défaite en 1945. Le fait que, malgré tout, de nombreuses personnes nourrissent dès 1939 des pressentiments angoissés ne signifie pas qu'elles savent avec clarté ce qui va encore se développer à partir du conflit avec la Pologne.

Jusqu'en 1939, l'opinion publique est influencée par de tout autres facteurs qu'à partir du début de la guerre. Il y a tout d'abord les discours de Hitler, dans lesquels le Führer ne cesse de souligner de manière suggestive sa volonté de paix. Il dit si souvent qu'on le croit, qu'il connaît les souffrances de la guerre par sa propre et amère expérience, et qu'il veut servir la paix en Europe. Deuxièmement, malgré tous les coups de poker que l'on peut déjà déceler chez Hitler

à l'époque, le fait qu'il se soit toujours sorti de l'annexion de la Sarre, de l'occupation de la Rhénanie, de l'annexion de l'Autriche et des Sudètes, et même de l'occupation illégale du reste de la Tchéquie, sans guerre ni effusion de sang, parle en faveur de sa politique étrangère.

Troisièmement, lors de la résolution de la question de Dantzig, la population enregistre parfaitement le fait que Hitler est le premier Chancelier d'après-guerre à renoncer au retour de la Prusse-Occidentale et de la Poméranie et à la correction des frontières en Haute-Silésie, et que la province de Posnanie n'est plus un sujet d'actualité pour lui depuis longtemps. En vertu du droit à l'autodétermination des peuples reconnu depuis 1918, l'Empire allemand aurait pu faire valoir ses intérêts dans les parties de la Prusse occidentale et de la Haute-Silésie qui, jusqu'en 1919, étaient majoritairement allemandes et habitées par des Allemands. L'autolimitation à Dantzig qu'Adolf Hitler s'impose apparemment face au gouvernement polonais et la certitude que Dantzig est allemande et pas du tout polonaise amènent les gens dans toute l'Allemagne à croire que Hitler mène le conflit avec la Pologne pour une cause tout à fait juste.

Le quatrième facteur qui influence l'opinion publique en 1939 sur l'attitude de Hitler vis-à-vis de la Pologne est le niveau d'information des gens sur la situation de Dantzig et sur les problèmes de circulation sur les routes de transit vers la Prusse Orientale séparée. Tout le monde en Allemagne sait que Dantzig est devenu un territoire semi-autonome sous la surveillance de la Société des Nations et non une partie de l'État polonais. Tout le monde sait que la population de Dantzig a demandé à plusieurs reprises des référendums au cours des dernières années et qu'elle souhaite être rattachée à son « propre » pays. Tout le monde sait que la Pologne elle-même revendique l'État libre semi-autonome et a annoncé la guerre en cas de rattachement de Dantzig au Reich. Tout le monde connaît les rapports sur la situation sur les voies de transit à travers le corridor, sur les trains scellés, les tracasseries douanières, les tirs de fusil sur les trains de voyageurs et

les tentatives des batteries antiaériennes polonaises d'abattre les avions de la Lufthansa.

La cinquième chose qui semble encore pire que Dantzig est l'oppression de la minorité allemande en Pologne. Le sort des Allemands qui sont restés dans les territoires séparés et qui n'ont pas émigré ressemble à celui des Albanais du Kosovo dans la Yougoslavie des années 90 du XX^{e} siècle. Tout comme le monde libre en 1999 pense ne plus pouvoir assister sans réagir aux souffrances et aux persécutions des Kosovars et lance donc une guerre contre la Serbie, la majorité de la population allemande en 1939 pense qu'elle ne peut plus tolérer les souffrances de ses compatriotes en Pologne. C'est donc avec appréhension, mais aussi avec la foi en une « juste cause », qu'elle suit Hitler dans la guerre.

Une sixième raison qui conduit à la solidarité de la population avec Hitler au début de la guerre est l'image que l'on se fait de l'étranger. La soi-disant paix de Versailles est en totale opposition avec les accords de paix modérés conclus par les Allemands au cours des cent dernières années. Les conditions des traités de paix ont été négociées avec la France en 1815, avec l'Autriche en 1866 et à nouveau avec la France en 1872, et non pas dictées. Aucun des pays vaincus n'a jamais été désarmé ni pillé. Aucun d'entre eux ne s'est vu attribuer, comme une sentence, la responsabilité exclusive du déclenchement de la guerre. Aucun des peuples vaincus n'a été privé de son honneur collectif après la défaite. Après la Première Guerre mondiale, les Allemands connaissent encore en détail les antécédents de cette guerre. Ils jugent Versailles pour ce qu'il est sans aucun doute selon leur niveau de connaissance : un acte de vengeance de la France, d'enrichissement de l'Angleterre, de naïveté de l'Amérique et un salaire de Judas pour l'Italie autrefois alliée, globalement un retour à l'époque de la barbarie. Après ces antécédents, la Grande-Bretagne et la France ne sont pas, pour les Allemands de 1939, des puissances auxquelles on peut encore faire confiance. Si Hitler bouscule souvent imprudemment l'Angleterre et la France avant la guerre, il n'a pas à s'attendre à la critique de larges couches de la population dans son

propre pays. Ce ne sont généralement que des diplomates, des politiciens et des officiers supérieurs qui voient où tout cela peut mener.

Un septième facteur est certainement l'expérience des années qui ont suivi la guerre. Ni les vainqueurs ni la Société des Nations n'ont spontanément tendu la main aux Allemands vaincus pour qu'ils se réconcilient. Au contraire, de nombreux pays vainqueurs n'ont pas respecté leurs engagements de désarmement pris à Versailles. De plus, alors que l'Allemagne est pratiquement sans défense militaire, la France a mis en place un réseau de traités militaires avec les pays voisins de l'Allemagne autour du Reich. Dans la période précédant l'arrivée de Hitler, l'Angleterre, la France et l'Amérique n'ont pas accordé aux gouvernements démocratiquement légitimés du Reich la moindre concession territoriale qui aurait pu rendre l'ordre d'après-guerre de Versailles supportable pour les Allemands.[828] Dans ce contexte, les méthodes expéditives de Hitler sont devenues attrayantes. Il n'est donc pas étonnant qu'en 1939, et tout particulièrement dans le cas de Dantzig, l'Allemagne considère l'auto-assistance comme une forme légitime et éprouvée de relations entre États. Ce qui semble si brutal aujourd'hui n'est pour les gens des années 1930 que la mise en œuvre conséquente du droit à l'autodétermination, qui revient aux Allemands comme à tous les autres peuples. Cette vision des Allemands n'est d'ailleurs pas totalement incompréhensible pour les Britanniques intelligents de l'époque. L'ambassadeur anglais à Berlin, sir Henderson, écrit ainsi peu après le début de la guerre, avec un regret évident :

> *« L'expérience d'après-guerre avait malheureusement appris à l'Allemagne nazie que rien ne pouvait être obtenu sans violence ou menace de violence ».*[829]

Presque personne dans le Reich allemand ne veut d'une nouvelle guerre en 1939. Les horreurs de la précédente sont loin d'être

[828] Même le retrait anticipé des troupes d'occupation en 1930 a dû être acheté avec l'assurance allemande de payer des réparations jusqu'en 1988.
[829] Henderson, page 197.

oubliées. Mais presque tout le monde souhaite que les problèmes non résolus avec les Polonais soient bientôt réglés. La majorité des Allemands fondent d'abord leurs espoirs sur les négociations germano-polonaises, puis sur la méthode de Hitler, qui consiste à menacer de recourir à l'armée. Lorsque le succès n'est pas au rendez-vous et que Hitler donne l'ordre d'attaquer la Pologne, la majorité de tous les citoyens accepte cette nouvelle guerre dont ils ont espéré jusqu'au bout qu'elle leur serait épargnée.

L'auto-évaluation de la Pologne à la veille de la guerre

Avec les déclarations de garantie franco-britanniques derrière elle et en se fiant à la promesse d'une grande attaque des Français contre l'Allemagne en cas de guerre, la direction de l'État polonais se berce au printemps et à l'été 1939 d'une sécurité trompeuse. Du point de vue polonais, l'Allemagne est prise au piège entre environ cent vingts divisions françaises et d'autres divisions anglaises à l'ouest, la puissante flotte de guerre britannique sur les mers et quarante-cinq divisions polonaises à l'est. Le Ministre des affaires étrangères Beck et avec lui, manifestement, la majorité du gouvernement se bercent de l'illusion que les forces armées polonaises sont supérieures à la Wehrmacht et qu'elles la battront en coopération avec les Britanniques et les Français.

Immédiatement après les promesses de garantie et d'aide anglaises et françaises, l'ambassadeur von Moltke rend compte des vues polonaises sur ce sujet de Varsovie à Berlin :

> *« Cette assurance et cette surestimation de sa propre force militaire, telles qu'elles s'expriment dans la presse, constituent un danger pour le caractère national polonais. Le fait qu'il ne s'agisse pas seulement de propagande de presse est prouvé par les propos tenus par le Vice-ministre de la Guerre Gluchowski lors d'une conversation sérieuse, dans laquelle il a déclaré que l'armée allemande était un grand bluff, car l'Allemagne n'avait pas les réserves*

nécessaires pour remplir ses formations. À la question de savoir s'il pensait que la Pologne était sérieusement supérieure à l'Allemagne, Gluchowski a répondu : 'Mais bien sûr'».[830]

Gmchowski n'est pas le seul à évaluer la force de la Pologne. Le 15 mai 1939, lors des négociations militaires franco-polonaises à Paris, des membres de la délégation française demandent au Ministre polonais de la Guerre, le Général Kasprzycki, si les fortifications polonaises aux frontières résisteront à une attaque allemande. Il répond plein d'assurance :

« Nous n'avons pas de fortifications, car nous avons l'intention de mener une guerre de mouvement et d'envahir l'Allemagne dès le début des opérations ». [831]

Deux semaines avant le début de la guerre, le Ministre français des affaires étrangères Bonnet met en garde l'ambassadeur polonais, le Comte Łukasiewicz, contre la puissance de la Wehrmacht allemande. Łukasiewicz rejette également les craintes de Bonnet en disant ceci :

« Au contraire, l'armée polonaise pénétrera en Allemagne dès le premier jour ».[832]

Dans les cercles du gouvernement polonais, les rumeurs sur l'opposition du commandement de la Wehrmacht aux plans d'attaque de Hitler se sont manifestement propagées. Cela aussi nourrit la certitude de la victoire en Pologne. Dix-huit heures avant le début de la guerre, un médiateur suédois du nom de Dahlerus et un diplomate de l'ambassade britannique à Berlin tentent, pour ainsi dire à la dernière minute, de transmettre à l'ambassadeur polonais Lipski une nouvelle offre de négociation de Hitler. Lipski fait clairement savoir qu'il ne veut pas en prendre connaissance et dit au Britannique :

« qu'il n'a aucune raison de s'intéresser aux notes ou aux offres de

[830] Rapport de l'ambassadeur du 28 mars 1939 de Varsovie, voir ADAP, série D, volume VI, document 115 et AA 1939 volume 2, document 210.
[831] Bonnet, page 224.
[832] Bonnet, page 252.

l'Allemagne. Il connaissait bien la situation en Allemagne après avoir été ambassadeur pendant cinq ans et demi. ...Il était convaincu qu'en cas de guerre, des troubles éclateraient dans ce pays et que les troupes polonaises marcheraient avec succès sur Berlin ».[833]

Même après le 23 août, date à laquelle le traité germano-soviétique si fatal à la Pologne est conclu, le Ministre polonais des affaires étrangères Beck n'évalue toujours pas correctement la situation de son pays. Il juge le pacte comme un acte désespéré des Allemands qui, selon lui, sont en mauvaise posture face aux Polonais, Britanniques et Français alliés.[834] Beck est tellement influencé par l'autopromotion exagérée de l'armée polonaise, lié par l'ambiance de guerre agitée de la population et déterminé par l'attitude anti-allemande des médias en Pologne, qu'il ne lui reste plus de marge de manœuvre sur la question de Dantzig par la faute de la Pologne. Les quelques voix modératrices qui se font encore entendre en Pologne restent sans effet. Le 23 août – ceci doit servir d'exemple – le comte Lubieński, chef de cabinet du Ministre polonais des affaires étrangères, arrive de Varsovie à Berlin et tente de désamorcer la crise imminente en décrivant son ministre comme étant disposé à la paix et à la négociation, mais incapable d'agir pour le moment. Lubieński veut gagner du temps pour Beck. Son argument :

« Le colonel Beck est parfaitement conscient de la situation. Il ne sous-estime nullement la force de l'armée allemande, bien que le maréchal Rydz-Śmigły affirme constamment qu'il la mettra en pièces dans une nouvelle bataille à Grunwald.[835] *Il connaît également la faiblesse des armées française et britannique. Par ailleurs, la détente qui s'est produite entre l'Allemagne et l'Union soviétique l'inquiète beaucoup. Mais vous devez aussi reconnaître que l'humeur nationale en Pologne s'est enflammée jusqu'à l'incandescence et qu'aucun homme d'État ne peut aujourd'hui trouver la formule magique pour apaiser les esprits déchaînés ... ».*[836]

---

[833] Dahlerus, page 110 et Protocoles du TMI, volume IX, page 521.
[834] Rassinier, page 268.
[835] Bataille historique de Tannenberg 1410.
[836] Benoist-Méchin, tome 7, pages 433 et s.

La mission de Lubieński reste malheureusement sans effet. Beck n'en tire aucune conséquence. Il manque l'occasion d'échanger le statut de la ville de Dantzig contre la garantie des frontières d'après-guerre de la Pologne. Ce dernier point a été, pendant plus de vingt ans, l'objectif de la politique étrangère polonaise.

Ainsi, la veille du début de la guerre, la plupart des officiers, diplomates, hommes politiques et collaborateurs des médias polonais croient davantage à l'entrée des troupes polonaises à Berlin qu'à la conquête prochaine de la capitale Varsovie par la Wehrmacht.

Les dernières propositions de médiation

Août 1939 est un mois chaud à tous points de vue. Les Britanniques, les Polonais, les Russes, les Français, les Italiens, les Allemands, les Américains, les Belges, les Suédois et le Saint-Siège soufflent sur les braises ou transportent des seaux d'eau en fonction de leurs intérêts ; les uns pour la paix, les autres pour le droit à l'autodétermination de leur propre peuple ou pour la préservation de leurs acquis et, en fin de compte, la plupart pour la guerre.

Au nom des chefs de nombreux petits États, le roi des Belges lance un appel aux Allemands et aux Polonais pour qu'ils s'entendent à l'amiable et préservent la paix en Europe. Les efforts du Saint-Père en mai visant à appeler les puissances en conflit à une conférence de paix ont déjà été décrits. Les Italiens acceptent immédiatement. Les Britanniques, les Français et les Polonais s'y opposent et l'Allemagne répond que cela ne sert à rien. Le mois d'août est marqué par une série d'autres tentatives de conférence. Le 8 août, le médiateur suédois Dahlerus propose une discussion secrète germano-britannique, franco-italienne en vue d'un règlement pacifique du conflit.[837] L'Empire allemand, représenté par le Ministre Göring, accepte immédiatement. L'Angleterre fait savoir qu'il ne faut pas s'attendre à

[837] Dahlerus, page 48.

une réponse anglaise avant un certain temps. Les Britanniques et les Français négocient à ce moment-là avec les Soviétiques à Moscou afin de conclure une alliance tripartite contre l'Allemagne. On peut supposer que Londres veut d'abord que le traité avec Moscou soit en bonne voie avant d'entamer d'autres discussions à ce niveau avec Berlin. Le temps et les chances sont ainsi perdus. Le 19 août, les négociations anglo-franco-russes échouent. Ce sont alors à nouveau les Anglais qui veulent négocier avec le gouvernement Reich allemand. Ceci fera l'objet d'une autre partie de ce livre.

Le 22 août, le Premier ministre français Daladier demande au Président Roosevelt de convoquer une conférence mondiale sur la paix à Washington. La France acceptera et Hitler refusera probablement. Ainsi, au moins « la question morale » de cette querelle serait réglée.[838] Le résultat de cette proposition n'est pas écrasant. Le 24 août, Roosevelt envoie un message de paix à Hitler et au Président polonais Moscicki. Roosevelt demande « de s'abstenir de toute agression pendant un certain temps » et de s'entendre dans le cadre de négociations directes.[839] Hitler, qui essaie précisément de faire cela depuis neuf mois sans succès, laisse Roosevelt sans réponse. Moscicki lui répond que ce n'est pas la Pologne qui veut quelque chose ici.[840] Pas un mot sur Dantzig ou sur les voies de transit extraterritoriales demandées.

La dernière proposition de médiation qui mérite encore d'être mentionnée vient de Mussolini. Le 31 août, la veille du début de la guerre, le Duce invite les chefs de gouvernement allemand, polonais, français et anglais à une conférence de paix pour le 5 septembre. Comme thème principal d'audience, il propose de revoir les dispositions du traité de Versailles comme origine de la crise en cours.[841] C'est la première proposition qui s'attaque aux racines du danger de guerre, mais la proposition arrive trop tard. La querelle des

[838] Bavendamm, Roosevelt's Way to War, page 594.
[839] British War Bluebook, documents 124 et 125.
[840] Rassinier, page 276 cité dans le Livre blanc polonais, document 90.
[841] Rassinier, page 296.

peuples semée à Versailles aurait dû être éliminée en temps voulu par ceux là même qui l'ont initiée. Au lieu de cela, en France et en Pologne, on se raidit sur les positions de Versailles. La garantie donnée par l'Angleterre à la Pologne gâche la dernière chance pour les Polonais de bouger. Et on laisse à Hitler le soin de réparer les dégâts de Versailles, pièce par pièce, pendant plusieurs années, jusqu'à ce qu'il ait suffisamment de succès, de pratique et d'expérience pour oser la guerre contre la Pologne.

Le jour même de la proposition de Mussolini, la radio allemande intercepte la directive du Ministre Beck à Lipski à Berlin, lui demandant de ne pas accepter la nouvelle proposition de négociation allemande. Ainsi, même cette proposition italienne, en soi bonne, n'a déjà plus aucune valeur pour Hitler lorsqu'il en prend connaissance. Lorsque Hitler est informé de la proposition de Mussolini, les troupes allemandes avancent déjà vers leurs positions de départ pour l'attaque contre la Pologne. Il reste moins de neuf heures avant le début de l'offensive. Après neuf mois de négociations infructueuses, Hitler ne veut pas rester sur la touche. Il n'accepte donc pas la proposition de Mussolini. Trop tard.

Au terme de la multitude de tentatives infructueuses d'empêcher la guerre de Dantzig par des incantations ou par la médiation, il ne reste que deux États qui se disputent la question ouverte de savoir si l'Allemagne peut ou non régler seule le litige créé à Versailles. Il s'agit de la Grande-Bretagne et de l'Empire allemand. Au cœur du conflit se trouve la décision fatale de Hitler de faire de la Tchéquie un protectorat. Cela a tellement indigné le gouvernement anglais qu'il ne veut pas que cela se reproduise. En conséquence, la Pologne bénéficie d'une garantie, ce qui incite le gouvernement de Varsovie à déclarer que toute modification du statut de l'État libre de Dantzig constitue un casus belli. Ainsi, le gouvernement du Reich ne peut plus réunifier la ville allemande de Dantzig avec l'Allemagne sans qu'il y ait une guerre avec la Pologne. La guerre contre la Pologne – ne serait-ce que pour Dantzig – signifie donc la guerre contre l'Angleterre. La France ne joue plus que le rôle de « chargeur ». Ainsi, la question de la

« réunification avec Dantzig ou non » s'est transformée en « guerre entre la Grande-Bretagne et l'Empire allemand ». Et c'est surtout de cela qu'il s'agit dans la dernière semaine avant la guerre.

La dernière semaine avant la guerre

Adolf Hitler est déterminé à résoudre la question ouverte de Dantzig, le problème des communications entre la Prusse Orientale et le Reich et la protection des minorités allemandes en Pologne avant l'hiver par la négociation ou, si cela n'est pas possible, par la guerre. Jusqu'à présent, les généraux ont certes averti à plusieurs reprises qu'une guerre contre la Pologne entraînerait également une guerre contre l'Angleterre, la France et, si elle se prolongeait, la guerre contre les États-Unis, et qu'une guerre sur deux fronts ne pouvait pas être gagnée par la Wehrmacht. Mais elle a également conseillé que les opérations militaires, si la guerre devait avoir lieu, ne pourraient pas être lancées après le 2 septembre en raison des données climatiques et météorologiques.[842] Les conditions de routes et de chemins deviendraient rapidement trop difficiles pour l'armée de terre et les conditions météorologiques de vol pour la Luftwaffe après cette date en Europe de l'Est. Ainsi, la décision de Hitler n'est pas exempte de l'influence de cette date.

Mercredi 23 août 1939

Neuf jours avant le déclenchement de la guerre.

La sensation de la presse du matin dans le monde entier est la nouvelle du vol du Ministre allemand des affaires étrangères von Ribbentrop vers Moscou. Il est dit que le gouvernement du Reich allemand et le gouvernement de l'Union soviétique se sont mis d'accord pour conclure un pacte de non-agression. Le Premier

[842] v. Below, page 190.

ministre Chamberlain, qui vient tout juste d'apprendre l'échec des efforts anglais à Moscou et le revirement de Staline, envoie immédiatement à Berlin l'ambassadeur Henderson avec une lettre pour Hitler. Ce dernier assure d'abord Henderson de son estime personnelle, mais se plaint ensuite de l'attitude de l'Angleterre envers l'Allemagne sur la question de Dantzig :

> *« L'Allemagne a fait une offre décente et juste à la Pologne : »*[843]
>
> > *« Il (Hitler) ne voit aucune possibilité par la voie de la négociation, car il est convaincu que le gouvernement britannique ne tient absolument pas à un tel règlement ».*

Henderson rétorque ainsi :

> *« que l'offre allemande avait bien eu lieu, mais qu'elle avait le caractère d'un diktat ».*

Hitler en vient aux choses fondamentales et regrette que l'Angleterre se fasse un ennemi de lui, « qui voulait être lui-même le plus grand ami de l'Angleterre ». Il souligne,

> *« que l'Allemagne n'a jamais rien entrepris au détriment de l'Angleterre, mais que malgré cela, l'Angleterre s'oppose à l'Allemagne ».*

Et en ce qui concerne Dantzig et la Pologne,

> *« que l'Angleterre adopte le point de vue suivant : plutôt la guerre que quelque chose à l'avantage de l'Allemagne ».*

La réponse de Henderson présente les choses de manière britannique :

> *« on s'est seulement opposé au principe de la force ».*

Hitler menace,

> *« qu'à la moindre tentative polonaise de continuer à agir contre les Allemands ou contre Dantzig, il interviendrait immédiatement ». ...*

---

[843] Cette citation et les suivantes sont tirées de la transcription de l'entretien ADAP, série D, volume VII, document 200.

« À la prochaine provocation polonaise, j'agirai ».

Comme les voies de fait contre les Allemands sont monnaie courante en Pologne et que les incidents aux frontières de Dantzig ne sont pas rares, Hitler affirme ainsi que l'Allemagne est sur le point d'attaquer la Pologne. La conversation est terminée. Hitler a fait comprendre à l'ambassadeur Henderson qu'il blâme l'Angleterre pour l'inutilité des négociations avec la Pologne. Et Henderson a tenté de faire comprendre à Hitler qu'une guerre avec la Pologne entraînerait une guerre avec la Grande-Bretagne, même si l'Union soviétique n'était plus du côté de l'Angleterre.

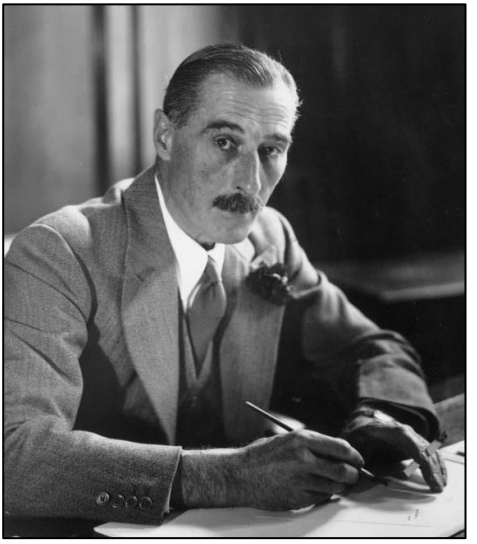


Fig. 13 : Sir Nevil Henderson, l'ambassadeur britannique à Berlin.

La lettre de Chamberlain, remise par Henderson à Hitler, met une fois de plus en avant la loyauté de l'Angleterre envers la Pologne, mais elle contient également deux offres.[844] La première est un jeu de temporisation qui n'a que peu de sens au regard du caractère

[844] ADAP, série D, volume VII – annexe au document 200.

dramatique de cette crise. Chamberlain propose de suspendre les négociations avec la Pologne jusqu'à ce que les relations germano-polonaises se soient refroidies et apaisées. La deuxième proposition doit séduire Hitler. Le Premier ministre britannique laisse entrevoir des négociations ultérieures qui, parallèlement à la question de Dantzig, « pourraient régler simultanément les grandes relations internationales à venir, y compris celles qui intéressent l'Angleterre et l'Allemagne ». Il s'agit là d'une offre voilée visant à réorganiser les relations anglo-allemandes en même temps que le règlement de l'affaire polonaise. C'est ce que Hitler tente de faire depuis son entrée en fonction.

De plus, la lettre de Chamberlain contient un avertissement très direct selon lequel une guerre entre la Grande-Bretagne et l'Empire allemand serait une longue guerre avec de nombreux fronts. Ce qui est tragique pour le peuple allemand et de nombreux autres peuples, c'est que Hitler ne se rend pas compte de la dimension de l'avertissement et de ses conséquences. La Grande-Bretagne veut et va faire de la guerre pour une seule ville hanséatique de la Baltique une guerre mondiale. Elle fera appel aux dominions d'Australie, d'Inde et du Canada, réactivera la vieille fraternité d'armes avec les États-Unis et portera la guerre sur les vastes flancs de l'Allemagne, de la Norvège au nord à la Grèce au sud de l'Europe.

Hitler est pressé de répondre. Dès 18 heures le même jour, il remet à Henderson la lettre de réponse à Chamberlain.[845] Il souligne son désir d'amitié avec la Grande-Bretagne, se plaint de la Pologne et renvoie la balle à l'Angleterre en évoquant sa responsabilité à Versailles.

> *« L'Allemagne »,* écrit Hitler, *« n'a jamais cherché de conflits avec l'Angleterre et ne s'est jamais immiscée dans les intérêts anglais. Elle s'est au contraire efforcée pendant des années – bien que malheureusement en vain – de gagner l'amitié anglaise ».*

[845] ADAP, série D, volume VII, document 201.

Voilà la réponse de Hitler à l'offre de négociations globales. Il se tourne ensuite vers la Pologne et poursuit :

> *« L'Allemagne était prête à résoudre la question de Dantzig et celle du corridor par le biais de négociations, grâce à une proposition d'une générosité véritablement unique ».*

L'Angleterre, argumente-t-il, a saboté cette offre en faisant monter la tension contre l'Allemagne et en donnant une garantie aux Polonais. L'Allemagne ne tolérera plus les pressions et les ultimatums à l'égard de la minorité allemande en Pologne et contre la ville de Dantzig.

> *« Indépendamment de cela, les questions du corridor et de Dantzig doivent et vont trouver leur solution ».*

La lettre se termine par les phrases suivantes :

> *« La question du traitement des problèmes européens dans un sens pacifique ne peut pas être décidée par l'Allemagne, mais en premier lieu par ceux qui, depuis le crime du diktat de Versailles, se sont opposés de manière persistante et conséquente à toute révision pacifique. J'ai lutté toute ma vie pour une amitié germano-anglaise, mais j'ai été convaincu par le comportement de la diplomatie britannique – du moins jusqu'à présent – de l'inutilité d'une telle tentative. Si cela devait changer à l'avenir, personne ne pourrait être plus heureux que moi.*
>
> *signé. Adolf Hitler »*

Ce premier échange de notes, au cours de la dernière semaine avant la guerre, laisse encore espérer une entente. Les deux chefs de gouvernement s'assurent qu'ils veulent éviter la guerre. Mais ils poursuivent chacun de leur côté une double stratégie qui est en soi contradictoire. Chamberlain ne veut tolérer la résolution des problèmes en suspens que par la voie de la négociation, mais il a de facto lui-même fermé cette voie avec sa promesse de garantie aux Polonais. Et Hitler veut à la fois se rapprocher de l'Angleterre et ne plus faire de surplace dans la question de Dantzig. Cela aussi est difficilement conciliable.

Hitler est confronté au « ou bien – ou bien » et il prépare les deux : les négociations et la guerre. L'après-midi du 23 août, il fait venir l'adjudant-major de la Wehrmacht, le colonel Schmundt, et lui ordonne de préparer l'attaque de la Pologne pour le 26 août à 4h30 du matin.[846] Après la lettre à Chamberlain et l'entretien avec Schmundt, Hitler envoie encore un télégramme à Daladier, le Premier ministre français. Il y explique entre autres :

> *« Je n'ai aucune hostilité envers la France. J'ai personnellement renoncé à l'Alsace-Lorraine et j'ai reconnu la frontière franco-allemande. Je ne veux pas de conflit avec votre pays et je souhaite seulement entretenir de bonnes relations avec lui. C'est pourquoi l'idée que je doive combattre la France à cause de la Pologne est très dure pour moi. Les défis polonais ont créé pour l'Empire une situation qui ne peut pas durer. ... Je n'attaquerai pas la France. Mais si elle participe au conflit, j'irai jusqu'au bout ».*[847]

La réponse de Daladier parvient à Hitler le 27 août.

Le 23 août, le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop mène des négociations à Moscou avec Staline et le Ministre des affaires étrangères Molotov, et von Ribbentrop téléphone à Hitler pour obtenir le feu vert pour le « protocole additionnel secret ». C'est tard dans la nuit que le pacte germano-soviétique de non-agression porte les signatures des deux parties.

Jeudi 24 août 1939

Huit jours avant le déclenchement de la guerre.

À deux heures du matin, von Ribbentrop annonce au Führer, par téléphone depuis Moscou, la signature du traité.[848] Hitler reprend alors espoir que l'Angleterre reconsidère son rôle dans le soutien à la

---

[846] v. Below, page 182.
[847] Bonnet, page 274.
[848] v. Below, page 183.

Pologne, compte tenu de la nouvelle situation, et que la Pologne sera elle aussi plus disposée à négocier au sujet de Dantzig.[849]

De même qu'en Angleterre et en France, il y a d'un côté des forces qui se réjouiraient d'un assouplissement du gouvernement polonais et d'autres qui préféreraient stopper l'extension du pouvoir allemand par une guerre, de même en Allemagne, dans l'entourage de Hitler, il y a aussi bien des hommes qui veulent empêcher une guerre que d'autres qui poussent à un règlement de comptes avec les Polonais. À Berlin, c'est justement le Ministre des affaires étrangères qui est manifestement prêt à risquer la solution guerrière, von Ribbentrop. Son Secrétaire général von Weizsäcker et le commandant en chef de la Luftwaffe, le maréchal Göring, travaillent contre lui. Le maréchal, à

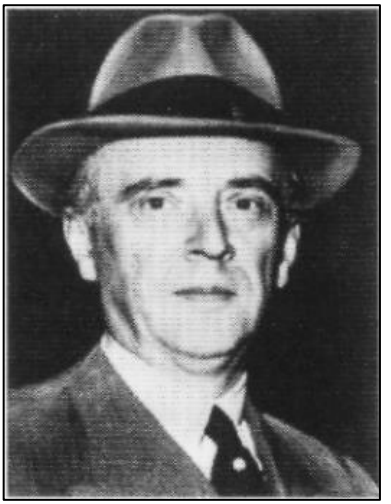


Fig. 14 : Le médiateur de paix suédois Birger Dahlerus.

la fois Ministre de l'aviation et Président du Reichstag, a dans ses fonctions le même accès au Führer que von Ribbentrop.

En lisant les lettres de Chamberlain et de Hitler, Göring a l'espoir de trouver une issue au conflit germano-anglais sur la question

[849] v. Weizsäcker Erinnerungen, page 253.

polonaise de Dantzig. Il voit une réelle chance d'éviter la guerre comme issue de cette crise. Mais Göring voit aussi que von Ribbentrop pousse Hitler à la guerre plutôt qu'il ne le freine. Göring tente donc de contourner le Ministre des affaires étrangères. Il utilise pour cela des interlocuteurs qu'il a lui-même en Angleterre et l'intermédiaire suédois qui avait tenté d'organiser le 8 août une conférence de crise anglo-germano-italo-française, l'industriel Dahlerus.

Le maréchal appelle le Suédois à Berlin, lui expose les menaces qui pèsent sur la situation, regrette que la conférence quadripartite qu'il avait proposée n'ait pas eu lieu et lui demande de se rendre à Londres le lendemain et de faire savoir au gouvernement anglais que le gouvernement allemand souhaite parvenir à un accord germano-britannique. Göring affirme qu'il utilisera toute l'influence qu'il a au sein du gouvernement pour qu'une telle entente aboutisse.[850]

Pendant ce temps, à Londres, le Premier ministre Chamberlain prononce un discours devant la Chambre des Communes.[851] Il réaffirme la fidélité des Britanniques à leur alliance avec les Polonais. Il déplore qu'au lieu de discuter calmement du conflit des inspecteurs des douanes à Dantzig, au lieu de négocier le sort de la minorité allemande en Pologne et au lieu de régler tous les autres différends, le gouvernement du Reich allemand exige maintenant Dantzig sans compromis, alors que :

> *« on était prêt en Pologne, et on est toujours prêt, à discuter des différends avec l'Allemagne ».*

Chamberlain rejette en outre la demande de Hitler de reconnaître l'Europe de l'Est comme sphère d'intérêt allemande en faisant remarquer que l'Angleterre est pour la liberté et l'indépendance des peuples.

Le discours est aussi compréhensible du point de vue britannique qu'il est hypocrite du point de vue allemand de l'époque. Dans l'affaire

---

[850] Rassinier, page 277.

[851] Livre bleu de la guerre britannique, document 64.

de Dantzig, la Pologne est devenue aussi intransigeante que l'Empire allemand. Et la Grande-Bretagne conserve ses propres sphères d'intérêt en Asie du Moyen-Orient et en Afrique. Elle se soucie peu de la liberté et de l'indépendance des peuples tenus par les colonies, de l'Inde au Nigeria. Pourtant, le discours ne dresse pas de nouveaux obstacles.

L'ambassadeur Henderson juge visiblement le comportement du gouvernement polonais différemment de son chef de gouvernement à Londres. En fin de matinée, il fait part par télégramme au Foreign Office de ce qu'il considère comme le résultat de ses deux derniers entretiens avec le Chancelier allemand :

> *« Le traité avec la Russie en main, l'initiative revient désormais à Hitler. J'attends maintenant un ultimatum de la Pologne. Il est maintenant difficile de négocier avec Hitler. C'était dévastateur parce que j'ai pensé dès le début que les Polonais avaient agi de manière extrêmement stupide et non pas sage. Tant pis. Peut-être que la Providence pense que nous devons d'abord apprendre par une guerre à ne plus faire ce genre de choses ».*[852]

Vers midi, Hitler reçoit une information du chef de la presse du Reich selon laquelle on peut s'attendre à la signature d'un traité d'assistance mutuelle anglo-polonais dans la journée. L'espoir de Hitler que la conclusion du traité germano-soviétique de la nuit dernière puisse inciter les Britanniques à conseiller aux Polonais de céder sur la question de Dantzig s'évanouit donc pour le moment.[853] Il fait venir le général Keitel, chef du haut commandement de la Wehrmacht, et lui demande s'il est encore possible d'arrêter et de reporter l'attaque contre la Pologne.[854] Il doit – dit Hitler – « gagner du temps pour d'autres négociations ». La demande immédiate auprès de l'armée confirme que c'est possible et Hitler ordonne de reporter l'attaque à une date inconnue. Ce jour-là, le 24 août, le Führer privilégie visiblement toujours une « solution sans effusion de sang ».

---

[852] Documents Brit. Foreign Policity, Troisième série, Volume VII, Document 257.
[853] v. Weizsäcker Erinnerungen, page 254.
[854] Keitel, pages 248 et suivantes.

Tout au long de la journée, les gouvernements de Londres et de Varsovie échangent activement des informations. L'ambassadeur anglais à Varsovie, sir Kennard, télégraphie à Londres que les plaintes allemandes concernant les prétendus mauvais traitements infligés aux membres des minorités sont des déformations de faits et des exagérations.[855] Ainsi, ce ne sont pas 76 000 Allemands qui ont fui illégalement la Pologne, mais tout au plus 17 000. Et Kennard se plaint du nombre très élevé d'agressions contre les membres de la minorité polonaise en Allemagne. Il n'est pas évident de savoir dans quelle mesure la présentation de Kennard a été crue à Londres, compte tenu des débats antérieurs à la Chambre des Communes sur la terreur exercée contre les minorités ukrainienne et allemande dans la nouvelle Pologne.

Pendant ce temps, à Paris, on s'efforce de faire la paix à sa manière.

> *« Le gouvernement français recommande vivement à la Pologne de se garder de toute réaction militaire et de répondre par une action diplomatique si le Sénat de Dantzig devait déclarer de lui-même l'annexion de Dantzig à l'Empire allemand ».*[856]

Ce qui est étonnant, c'est que la France ne lance pas cette « auto-affiliation » comme une idée et un compromis dans le débat germano-anglo-polonais. On a plutôt l'impression que le gouvernement français préfère attendre, dans cette situation très tendue, que l'Allemagne s'empare elle-même de Dantzig et prenne la responsabilité de la guerre.

À Washington, tout le monde s'en tient à la politique de quarantaine de Roosevelt contre l'Allemagne, bien que le « pacte Hitler-Staline » de la nuit précédente ait changé d'un coup la situation de la Pologne. Au petit matin de ce jour, le diplomate allemand Herwarth von Bittenfeld révèle à Moscou à un collègue américain le contenu de l'accord additionnel secret, vieux d'à peine six heures, qui

---

[855] British War Bluebook, document 52.

[856] Bonnet, page 273 et Livre jaune français, pièce 222.

divise l'Europe de l'Est en une sphère d'intérêt russe et une sphère allemande. La ligne de démarcation divise également la Pologne. À midi, l'ambassadeur Steinhardt transmet par câble le contenu du protocole additionnel secret au ministère des Affaires étrangères à Washington.[857] Peu après, le Président Roosevelt et son Secrétaire d'État Hull apprennent la nouvelle brûlante et donc le danger qui menace désormais la Pologne vis-à-vis de la Russie. Roosevelt et Hull n'entreprennent rien pour avertir Varsovie, Londres et Paris. Au lieu de cela, le Président envoie le soir même un message aux gouvernements de Varsovie et de Berlin, leur demandant de trouver une solution aux problèmes germano-polonais par le biais de négociations pacifiques. Un avertissement le jour même aurait peut-être pu inciter les Polonais à accepter la proposition de Hitler du 28 avril. La dernière offre de Hitler était un port franc et des privilèges économiques à Dantzig, la reconnaissance des gains territoriaux polonais de 1920 dans la province de Poznan, en Prusse occidentale et en Haute-Silésie du sud-est, et un traité de paix pour vingt-cinq ans contre des voies extraterritoriales à travers le corridor et Dantzig, qui n'est de toute façon pas polonaise, mais toujours un territoire sous mandat de la Société des Nations. Un avertissement aux Britanniques aurait peut-être empêché le traité de garantie pour la Pologne, qui est conclu ce jour-là. Mais pour Roosevelt, il est important que Hitler s'empêtre dans la querelle de Dantzig et, visiblement, de moindre importance que la Pologne survive. Roosevelt se tait, comme il le fera deux ans plus tard avant l'attaque de Pearl Harbor.

La contribution de la Pologne ce jour-là consiste à fermer les frontières extérieures de Dantzig le matin à 11 heures. Les difficultés d'approvisionnement qui en découlent rapidement dans la ville contribuent à attiser le sentiment des habitants de Dantzig en faveur d'un rattachement rapide.

---

[857] Bavendamm, Roosevelt's Way to War, page 592, et Rassinier, page 340. Un fac-similé du télégramme de Steinhardt est disponible dans Maser, pages 63 et 64.

Vendredi 25 août

Sept jours avant le déclenchement de la guerre.

Hitler espère toujours que le gouvernement polonais cédera à la dernière minute. Il reporte toujours l'attaque de la Wehrmacht contre la Pologne à une date indéterminée. Vers 8 heures, le médiateur suédois Dahlerus, mandaté par le maréchal Göring, décolle de Berlin-Tempelhof pour Londres à bord d'un avion spécial. Dans l'après-midi, il parvient à s'introduire auprès du Secrétaire d'État au Foreign Office lord Halifax et à lui transmettre le message de Göring.

À Berlin, les nouvelles se succèdent, toutes aussi désagréables les unes que les autres pour le Führer. Les premières nouvelles qui lui parviennent sont celles de la frontière germano-polonaise.[858] Il s'agit de rapports sur les affrontements et les coups de main des deux côtés. Des fermes allemandes sont encore brûlées du côté polonais de la frontière. Des troupes de choc allemandes répliquent aux incendies criminels la nuit même du côté opposé. Le flux de réfugiés se poursuit également. Les troupes frontalières polonaises tentent de repousser les groupes de réfugiés allemands de la frontière à l'aide de tirs de fusils et de mitrailleuses. L'infanterie allemande pénètre en territoire polonais et s'efforce de libérer les fugitifs. Malgré cela, huit personnes ont été abattues la nuit précédente alors qu'elles tentaient de fuir. En outre, un avion de ligne civil en route vers Königsberg a été abattu par la DCA polonaise au-dessus de la mer Baltique. Hitler est indigné. Il écrit spontanément à Mussolini et tente – sans le dire clairement – de s'assurer de son soutien dans le conflit avec la Pologne :

> *« Depuis le printemps, si les relations de l'Allemagne avec la Pologne sont insatisfaisantes, ce n'est pas par la faute du Reich, mais essentiellement du fait de l'Angleterre, et elles ont été tout simplement insupportables au cours des dernières semaines. Les nouvelles concernant la persécution des Allemands dans cette région ne sont pas des informations de presse inventées, mais*

[858] Benoist-Méchin, tome 7, pages 383 et suivantes. Les représailles allemandes réapparaissent le lendemain dans une note de protestation du gouvernement polonais adressée au gouvernement du Reich : ADAP, série D, tome VII, document 330.

seulement une fraction d'une vérité bouleversante. ... L'affirmation du gouvernement polonais selon laquelle il n'est pas responsable des évènements inhumains, des nombreux incidents frontaliers (cette nuit seulement 21 incursions polonaises à la frontière), des tirs sur des avions de ligne allemands ...prouve seulement qu'il n'a plus la main sur la soldatesque qu'il a excitée. ... Dans ces circonstances, personne ne peut prédire ce que l'heure suivante nous réserve. »[859]

À peine la lettre à Mussolini est-elle partie qu'un rapport préliminaire de l'ambassade allemande à Londres parvient à Hitler.[860] Il s'agit de l'évaluation des deux discours prononcés la veille par Chamberlain et Halifax devant la Chambre des Communes et la Chambre des Lords, de l'image de l'opinion publique, de la première évaluation de la presse matinale et de la confirmation de la signature du pacte d'assistance mutuelle anglo-polonais. Hitler apprend par le rapport que, selon l'évaluation du message, le peuple anglais est manifestement uni derrière le gouvernement et que les partis, de la gauche à la droite, ainsi que la presse, considèrent la garantie pour la Pologne comme un « point d'honneur qui ne peut plus être discuté ». Le rapport souligne toutefois que Chamberlain et Halifax ont évité dans les deux discours tout ce qui pourrait encore aggraver la situation actuelle. Cette évaluation de Londres fait vaciller la confiance de Hitler, qui pensait jusqu'à présent que l'Angleterre pourrait finalement laisser tomber la Pologne.

La perspective de se retrouver en guerre avec l'Angleterre à cause de Dantzig et des voies de transit contredit toutes les assurances données par Hitler aux généraux selon lesquelles il saurait déjà l'éviter. Elle n'est pas non plus compatible avec sa vision stratégique d'une future coopération et amitié germano-britannique. Le 25 août au matin, Hitler décide donc de repousser l'attaque contre la Pologne et de faire une nouvelle offre à l'Angleterre. Il fait à nouveau reporter l'attaque initialement prévue pour le lendemain à une date

[859] ADAP, série D, volume VII, document 266.
[860] ADAP, série D, volume VII, document 287, reçu à Berlin par téléphone en avance le 25 août, écrit le 26 août.

indéterminée.[861] La raison donnée à Keitel est la même que la veille : « J'ai besoin de temps pour négocier ». Il convoque ensuite l'ambassadeur anglais Henderson à la chancellerie du Reich.

Les deux hommes se retrouvent face à face à 13h30. Hitler parle – selon la note d'entretien de Henderson – « d'une voix sérieuse et avec tous les signes de la sincérité ».[862] Il reprend la dernière conversation, au cours de laquelle Henderson avait exprimé l'espoir d'une entente germano-britannique, et laisse entrevoir une grande alliance globale avec l'Angleterre, une fois le problème germano-polonais résolu.[863] Hitler se plaint ensuite des vingt et un incidents frontaliers de la nuit dernière et assure qu'il ne tolérera plus à l'avenir de tels « états macédoniens » à la frontière orientale de l'Allemagne. Il regrette que ce conflit avec la Pologne entraîne une guerre avec l'Angleterre. Immédiatement après la résolution de la question germano-polonaise, il soumettra au gouvernement britannique une proposition de traité dans laquelle il garantira l'acquis de l'Empire britannique, assurera l'aide allemande partout où une telle aide sera nécessaire, confirmera une fois de plus le caractère définitif de la frontière occidentale allemande et souhaitera négocier pacifiquement des revendications coloniales limitées. Sur le sujet en question, Hitler reste ferme. Il déclare ainsi :

> *« Le problème de Dantzig et du corridor doit être résolu. »* Et il ajoute : *« Si le gouvernement britannique envisageait ces idées, il pourrait en résulter une bénédiction pour l'Allemagne et aussi pour l'Empire britannique. S'il rejette ces idées, ce sera la guerre ».*

Henderson insiste sur l'alliance de l'Angleterre avec les Polonais et rétorque que l'offre d'alliance allemande ne peut être prise en considération qu'après que la question polonaise ait été résolue par voie de négociation. Hitler rétorque qu'il essaie depuis six mois de

---

[861] Keitel, page 249.
[862] British War Bluebook, Document 69.
[863] Les mots-clés de l'entretien sont tirés des dossiers de l'AA : ADAP, série D, volume VII, document 265 et du British War Bluebook, Document 69.

régler la question de Dantzig par des entretiens avec le gouvernement polonais, qu'il a invité plusieurs fois le Ministre des affaires étrangères Beck à le faire et que celui-ci a toujours refusé.

Après le départ de Henderson, Hitler doute manifestement d'avoir réussi à convaincre l'Anglais. Il réitère ses demandes en six points et les envoie immédiatement à Henderson à l'ambassade. Dans le deuxième point de la liste, Hitler adopte un ton qui n'avait pas été utilisé jusqu'à présent. Il demande que la Grande-Bretagne aide à la récupération de Dantzig et du corridor.[864] La balle est donc dans le camp de l'Angleterre, qui pourrait alors jouer les médiateurs ou pousser la Pologne à répondre aux exigences modérées de l'Allemagne.

Les doutes qui assaillent Hitler ce jour-là ne concernent pas seulement l'attitude de l'Angleterre. En effet, l'Italie a dans l'intervalle fait savoir par petites touches, dans plusieurs notes, qu'elle ne participerait pas à une guerre de l'Allemagne contre la Pologne. Hitler avait d'abord pris en compte le fait que l'Italie pourrait se lier à la France, alliée de la Pologne. Ce matin-là, le Führer prend définitivement conscience qu'il ne faut plus compter sur l'Italie à cet égard. Il connaît les canaux d'information italo-français et franco-britanniques, et il sait qu'à Londres, la nouvelle de l'abandon de l'Allemagne par l'Italie sera connue aussi rapidement qu'à Berlin. Hitler a encore perdu un atout et l'Angleterre en a gagné un. Une raison de moins pour le gouvernement anglais de recommander au gouvernement polonais de céder sur la question de Dantzig. Ainsi, l'option de l'attaque redevient plus probable pour Hitler que la solution des négociations. Il convoque les généraux von Brauchitsch, Keitel et Halder à la chancellerie du Reich et décide vers 15 heures que la Pologne sera attaquée le 31 août s'il n'y a pas d'autre solution d'ici là.[865] La décision finale n'est donc prévue que pour le 30 août à 17 heures. D'une part, Hitler a besoin de temps pour négocier et,

[864] Benoist-Méchin, tome 7, pages 515 et suivantes.
[865] Keitel, page 250.

d'autre part, il ne doit pas perdre de vue le 2 septembre comme dernier jour d'attaque possible sur le plan militaire. Le temps presse.

> *« Compte tenu de la gravité de la situation, je veux vous faire une déclaration que je vous demande de transmettre à M. Daladier.*[866]
>
> *Comme je lui ai déjà dit, je n'ai aucun sentiment d'hostilité à l'égard de la France. J'ai personnellement renoncé à l'Alsace-Lorraine et reconnu la frontière franco-allemande. Je ne veux pas de conflit avec son pays. ... En conséquence, l'idée que je doive me battre avec la France à cause de la Pologne m'est extrêmement pénible. Les défis polonais ont cependant créé pour l'Empire une situation qui ne peut plus durer.*
>
> *Il y a plusieurs mois, j'ai fait des propositions extrêmement raisonnables à la Pologne, lorsque j'ai demandé le retour de Dantzig et une étroite bande de territoire pour relier cette ville à la Prusse Orientale. Le gouvernement polonais a non seulement rejeté mes propositions, mais il a également maltraité les minorités allemandes de la pire des manières. ... La France ne tolérerait pas une telle chose, pas plus que l'Allemagne. Ces choses ont assez duré, et je répondrai par la force à de nouveaux défis. Je tiens à le dire encore une fois : je souhaite éviter un conflit avec votre pays. Je n'attaquerai pas la France, mais si elle s'engage dans le conflit, j'irai jusqu'au bout. Dites-le, s'il vous plaît, à M. Daladier de ma part ».*[867]

L'ambassadeur Coulondre répond :

> *« Maintenant que tout malentendu est dissipé, je tiens à vous donner ma parole d'honneur de soldat que si la Pologne était attaquée, la France la soutiendrait avec ses forces armées. Mais je peux aussi vous donner ma parole d'honneur que le gouvernement de la République française fera jusqu'au dernier moment tout ce qui est en son pouvoir pour maintenir la paix. Il ne manquera pas d'adresser au gouvernement polonais des avertissements de prudence ».*[868]

Hitler rétorque vivement :

---

[866] Premier ministre français.
[867] Benoist-Méchin, tome 7, pages 396 et suivantes et Livre jaune français, document 242.
[868] Benoist-Méchin, tome 7, page 397 et Livre jaune français, document 242.

« Alors pourquoi, oui pourquoi avez-vous donné un chèque en blanc à la Pologne ? ».

Le Français dévoile alors la véritable raison de la guerre au seuil de laquelle le monde se trouve en ces jours :

« C'est le résultat des évènements du 15 mars dernier. L'occupation de Prague a fait une profonde impression sur les esprits en France. Elle a fait naître partout un sentiment d'insécurité, ce qui a incité la France à resserrer ses alliances ».[869]

Hitler a dû comprendre ici – et en fait depuis longtemps – qu'on lui présentait maintenant la facture de l'occupation illégale du reste de la Tchéquie. D'autres postes figurent implicitement sur cette facture :

- la dénonciation du traité de Versailles,
- le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne,
- l'hérésie de la forme autoritaire de l'État,
- l'accroissement de la puissance du Reich au cours des six dernières années,
- le réarmement de la Wehrmacht,
- la demande de Hitler de restituer les anciennes colonies allemandes et
- la volonté allemande de devenir la puissance dominante en Europe centrale et orientale.

Il ne s'agit plus seulement de Dantzig et des voies de transit, c'est-à-dire des questions sur lesquelles l'Angleterre partageait généralement les points de vue des Allemands dans le passé. Pour la Grande-Bretagne et la France, Dantzig est désormais l'obstacle devant lequel elles veulent placer l'Empire allemand ou par lequel elles veulent le faire tomber.

Juste après l'entretien avec Coulondre, la réponse de Mussolini à la lettre de Hitler du matin même arrive. Le Duce fait part au Führer de sa pleine compréhension pour l'attitude allemande vis-à-vis de la

[869] Ibid.

Pologne et reconnaît qu'une situation aussi tendue ne peut pas durer indéfiniment. Mais il écrit également que l'Italie n'est pas prête à la guerre et qu'elle ne peut malheureusement pas participer à des affrontements avec la Pologne et ses alliés.[870] Hitler est consterné. L'Italie ne lui accorde pas son soutien. L'Angleterre continue de renforcer les Polonais au lieu de les pousser à la table des négociations, et la France est fermement décidée à entrer en guerre aux côtés de la Pologne.

De nombreux télégrammes circulent également entre l'ambassade d'Angleterre à Varsovie et le ministère des Affaires étrangères à Londres. À 1 heure, Halifax, à Londres, demande à Kennard, à Varsovie, d'exhorter les Polonais à « s'abstenir de toute action qui pourrait les placer dans le rôle d'agresseurs ».[871] À 1h20, Kennard lui télégraphie en retour que l'ambassadeur français a déjà transmis cet avertissement au Ministre polonais des affaires étrangères Beck au cours de la nuit précédente.[872] À 2h35, un autre télégramme est envoyé à Halifax à Londres. Kennard rapporte qu'il a appris de la bouche de Beck, que Göring a tenté à Berlin d'avoir un entretien avec Lipski sur l'attitude de la Pologne face aux propositions allemandes. À cette occasion, Beck a manifestement présenté d'éventuelles discussions germano-polonaises comme une rupture de la fidélité de la Pologne à son alliance avec l'Angleterre. Et Kennard transmet cette vision des choses comme si elle était la sienne. Il écrit dans le télégramme de 02h35 que Göring a tenté de semer la discorde entre l'Angleterre et la Pologne auprès de Lipski.

> *« M. Beck pense »,* poursuit le rapport, *« que le gouvernement allemand fait tous les efforts possibles pour avoir les mains libres à l'Est par de telles méthodes, et il pense qu'il faut prendre note du fait que la Pologne ne veut pas se laisser entraîner dans une telle intrigue ».*[873]

---

[870] ADAP, série D, volume VII, document n° 271.
[871] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Document 272.
[872] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Document 273.
[873] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Document 263.

À 14 heures, Kennard envoie encore une évaluation de la situation à Halifax à Londres :

> *« ... Je doute fort qu'il soit utile que l'ambassadeur polonais cherche à s'entretenir avec Hitler. Bien que je ne puisse évidemment pas juger les choses d'ici, il me semble qu'après la réponse de M. Hitler (lettre du 23 août, note de l'auteur), toute démarche de ce genre serait considérée comme un signe de faiblesse et provoquerait un ultimatum ».*[874]

Paris et Londres craignent que la guerre ne soit déclenchée par la Pologne plutôt que par l'Allemagne. À Varsovie, on qualifie d'intrigue les tentatives de dialogue du côté allemand, et Kennard ne montre aucune inclination à inciter les Polonais à discuter avec les Allemands.

Dans l'intervalle, le médiateur suédois Dahlerus s'est adressé à Londres au Secrétaire d'État au Foreign Office lord Halifax.[875] Vers 18h30 – soit quelques heures après la signature du pacte d'assistance mutuelle entre la Pologne et la Grande-Bretagne – lord Halifax déclare qu'il est plein d'espoir depuis la visite de Henderson à Hitler le matin même. Bien qu'il n'ait pas encore reçu de rapport précis sur le résultat de cet entretien, il espère que l'initiative d'ouvrir des négociations officielles permettra de trouver une solution pacifique. Halifax remercie Dahlerus pour ses efforts et exprime l'espoir qu'il n'aura plus besoin de ses services.

Dahlerus croit à une percée et appelle à 22h20 le maréchal Göring à la chancellerie du Reich pour faire un rapport. Göring semble – selon Dahlerus – très nerveux. Il explique qu'il craint à tout moment le déclenchement de la guerre. Le traité anglo-polonais du matin, signé en même temps que la visite de Henderson à Hitler, est perçu par le Führer comme une déclaration explicite de l'Angleterre selon laquelle elle ne souhaite plus de solution pacifique. La nuit même, Dahlerus informe le chef du département central du ministère des Affaires étrangères à Londres de l'effet du traité avec la Pologne sur le

---

[874] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Document 270.

[875] Les entretiens suivants sont tirés mot pour mot de la présentation écrite de Dahlerus. Voir Dahlerus, pages 54 et suivantes.

Chancelier allemand. Celui-ci exprime son étonnement quant au fait que le traité soit mal compris en Allemagne. Dahlerus demande un nouveau rendez-vous à Halifax.

Ce vendredi-là, une semaine avant le déclenchement de la guerre, le gouvernement britannique réitère sa manœuvre du 23 mars de cette année-là. En signant le traité de protection anglo-polonais, il réaffirme son soutien aux Polonais. Le gouvernement Chamberlain veut ainsi empêcher Hitler de rattacher Dantzig au Reich allemand sans l'accord anglo-polonais. Mais il doit aussi savoir que la position de Varsovie, encore renforcée, place Hitler devant le choix de renoncer à Dantzig et à la protection de la minorité allemande en Pologne, ou de faire la guerre. En apposant aujourd'hui la signature anglaise sur le traité anglo-polonais, Chamberlain tourne une nouvelle fois la clé de la porte de la salle de conférence des négociations germano-polonaises.

Samedi 26 août

Six jours avant le déclenchement de la guerre.

À 7h50, l'ambassadeur Henderson s'envole pour Londres afin de transmettre la proposition de Hitler au gouvernement britannique.

À 11 heures, Dahlerus parvient à s'adresser à nouveau au Secrétaire d'État au Foreign Office lord Halifax et lui fait part de l'effet du traité anglo-polonais sur Hitler. Dahlerus parvient à convaincre Halifax que le maréchal Göring est à ce moment-là, du côté allemand, la seule personnalité influente qui puisse sauver la paix maintenant.[876] Le Suédois demande à Halifax d'écrire une lettre à Göring afin de confirmer la volonté sérieuse de l'Angleterre de trouver une solution pacifique. Dahlerus retourne en Allemagne avec la lettre demandée et la remet à Göring. Celui-ci considère que le message est si important qu'il se rend immédiatement chez Hitler pour l'en informer. Pendant ce temps, il est de nouveau minuit.

La lettre et la transmission orale de Dahlerus font alors croire à Hitler, pour un temps, que l'Angleterre est intéressée par une solution

[876] Dahlerus, page 56.

pacifique à Dantzig, mais qu'elle déclarera la guerre en cas de solution unilatérale violente du côté allemand. Le Suédois annonce en outre que l'ambassadeur Henderson se présentera le lendemain matin à Berlin avec la réponse officielle du gouvernement britannique au message en six points de Hitler.

Peu après minuit (27 août), Hitler fait venir Dahlerus à la chancellerie du Reich. Le Suédois passe alors du statut d'intermédiaire entre Göring et le gouvernement anglais à celui d'intermédiaire entre Hitler et les Britanniques. La conférence nocturne, qui dure plus d'une heure et demie, se transforme en dialogue entre Hitler et Dahlerus.[877] Göring, également présent, n'intervient qu'à la toute fin. Il est remarquable que le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop, qui a manifestement mal conseillé Hitler sur les réactions de l'Angleterre, n'intervienne pas. Hitler décrit sa situation et celle de l'Allemagne telles qu'il les voit. S'ensuit un dialogue au cours duquel Hitler interroge Dahlerus sur ses expériences en Angleterre. Puis le Führer entame à nouveau l'un de ses monologues. Il décrit l'invincibilité de l'armée de terre et de l'armée de l'air allemandes. De son côté, Dahlerus tente de faire comprendre au Chancelier allemand que le Reich allemand ne pourra jamais gagner une guerre navale contre la puissance maritime anglaise. Pour finir, Hitler fait les cent pas dans sa chambre, très agité, avant de s'arrêter soudain et de dire au médiateur suédois :

> *« Vous, Monsieur Dahlerus, vous avez entendu mon point de vue. Vous devez vous rendre immédiatement en Angleterre pour en faire part au gouvernement anglais. Je ne crois pas que Henderson m'ait compris, et je souhaite sincèrement qu'un accord soit trouvé ».*

Il est décidé de définir précisément la position de Hitler. Dahlerus l'apprend par cœur afin de ne pas devoir porter de papiers compromettants sur lui lors du vol vers Londres. Il s'agit à nouveau

[877] La conversation suivante est tirée de la présentation de Dahlerus. Voir Dahlerus, pages 61 et suivantes.

de six points, dont certains vont déjà plus loin que les six points que Hitler avait donnés à Henderson :

> *« 1. l'Allemagne souhaite une alliance avec l'Angleterre qui doit éliminer à l'avenir toutes les questions litigieuses de nature politique ou économique ».*

Cette offre s'applique donc immédiatement et non pas après la solution de Dantzig, comme Hitler l'avait proposé auparavant.

> *« 2. L'Angleterre est priée de coopérer pour que l'Allemagne obtienne Dantzig et le corridor, à l'exception toutefois d'un port franc à Dantzig, qui doit être mis à la disposition de la Pologne. La Pologne doit obtenir un corridor vers la ville portuaire de Gdynia et disposer entièrement de cette ville et d'une zone suffisamment grande autour d'elle... ».*

Avec le corridor, on exige désormais davantage que les seules voies de transit extraterritoriales. Comme la Pologne n'a pas encore accepté la solution minimale proposée par Hitler, celui-ci espère, avec l'appui de l'Angleterre, récupérer pour l'Allemagne la partie du corridor qui n'est pas habitée par des Polonais. Göring saisit un atlas, arrache une feuille de carte et marque au crayon rouge le territoire qui, selon le nouveau souhait, devrait revenir à l'Allemagne.

> *« 3) L'Allemagne s'engage à garantir les frontières de la Pologne.*
>
> *4) L'Allemagne souhaite un accord sur les colonies, sur la restitution de ses anciennes possessions ou sur des compensations.*
>
> *5) L'Allemagne souhaite des garanties sur le traitement de la minorité allemande en Pologne.*
>
> *6) L'Allemagne s'engage à protéger l'Empire britannique, partout où il pourrait être attaqué, avec sa Wehrmacht ».*

Dahlerus s'engage à présenter la nouvelle proposition à Londres le plus rapidement possible. C'est maintenant le matin quand Hitler, Dahlerus et Göring se séparent.

L'après-midi du 26 août, après que Halifax ait renvoyé Dahlerus à Berlin avec la lettre à Göring, il reçoit encore le comte Raczynski, l'ambassadeur polonais, et l'informe des entretiens de Henderson avec

Hitler. Il indique à cette occasion que « Hitler n'a pas fait la moindre allusion à ce qu'il considère comme la solution aux problèmes germano-polonais. »[878] La proposition de solution de Hitler est pourtant sur la table depuis le 24 octobre précédent : Dantzig et des voies de transit extraterritoriales contre un port franc et des privilèges commerciaux à Dantzig pour les Polonais, des garanties sur les frontières et un traité de paix pour une durée de vingt-cinq ans. Halifax ne pense manifestement pas qu'il s'agit d'une solution.

Il faut encore ajouter les activités françaises pour le 26 août. À une heure du matin, l'ambassadeur Coulondre fait un rapport à Paris depuis la capitale allemande. Il apporte une toute nouvelle proposition dans le débat. Coulondre suggère de procéder à un échange de population dans toutes les régions frontalières germano-polonaises à population mixte, au lieu de céder à la demande allemande de Dantzig.[879] La proposition est transmise le jour même à Varsovie, où elle reçoit l'approbation du Ministre polonais des affaires étrangères.

Le 26 août encore, le Président Daladier reçoit la lettre de Hitler dans laquelle il écrit que l'Allemagne ne déclenchera pas de guerre contre la France de son propre chef. Daladier et le Ministre des affaires étrangères Bonnet rédigent une réponse qui reprend les trois positions connues : la fidélité de la France à son alliance avec la Pologne, l'affirmation de sa volonté de paix et la proposition de négocier avec Varsovie.[880] Il est étonnant que la proposition de Coulondre avec l'échange de population ne soit pas du tout mentionnée dans cette lettre. Pour le reste, la lettre n'est guère utile. Le Président Daladier se répand en une longue suite d'affirmations pacifiques, qui signifient toutes : « Nous, Français, sommes pacifiques, et celui qui touche au statut de Dantzig ne l'est pas ». En fait, à cinq jours de la guerre, le gouvernement français n'envisage pas de lui-même de mettre à plat le problème germano-polonais qu'il a

878 Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Document 390.
879 Bonnet, page 274.
880 ADAP, série D, tome VII, document 324 (texte français) et AA 1939 2, document 460 (texte allemand).

contribué à créer à Versailles, le statut de l'État libre de Dantzig, et d'inciter la Pologne à céder sur ce point.

Ce jour-là, dans le district de Neidenburg, en Prusse Orientale, une unité de cavalerie polonaise est prise à partie par les soldats d'une batterie d'artillerie de Königsberg lors d'une incursion dans des villages allemands. Quarante-sept Polonais tombent sous le feu des mitrailleuses de la batterie qui protège la population frontalière allemande.

Dimanche 27 août

Cinq jours avant le déclenchement de la guerre.

À Londres, le cabinet discute de la première proposition de Hitler, formulée en six points. Le fait que l'invasion de la Pologne par l'armée allemande, attendue pour la veille, n'ait pas eu lieu est au centre des réflexions. On y voit un recul de Hitler face à sa propre politique d'intransigeance[881], au lieu de l'évaluer comme une concession. Dès l'arrivée de Dahlerus à Londres, il est consulté. Ces messieurs examinent point par point l'offre du Chancellier allemand. Il est ensuite convenu que l'intermédiaire suédois se rendra à Berlin à la place de Henderson, avec la réponse anglaise, pour rencontrer Hitler, dont la réaction sera immédiatement transmise à Londres, afin que le gouvernement londonien puisse ensuite délibérer à nouveau. Et il est décidé que Henderson ne se rendra en Allemagne que le lendemain avec la réponse définitive et officielle du cabinet. Hitler accepte ce mode de fonctionnement par téléphone et Dahlerus s'envole pour l'Allemagne, où il est immédiatement accueilli par Göring. Il est de nouveau tard dans la soirée.

Göring estime que la réponse de Londres n'est pas favorable sur tous les points et insiste pour la présenter seul à Hitler et le convaincre en privé de l'utilité de la réaction de Londres. La réponse se réfère strictement aux points de Hitler.[882] Elle dit, pour le point 1,

---

[881] Rassinier, page 284.

[882] La réponse anglaise suivante est tirée de Dahlerus, page 78 et suivantes.

que l'Angleterre est en principe prête à conclure un traité avec l'Allemagne qui assure un développement pacifique dans les domaines politique et économique. En ce qui concerne le point 2, la demande d'aide pour la récupération de Dantzig et du corridor, le gouvernement anglais est favorable à une solution de la question et recommande des négociations directes entre Berlin et Varsovie à cet effet. En ce qui concerne le point 3, la garantie allemande des futures frontières de la Pologne, le gouvernement britannique insiste sur le fait que les futures frontières de la Pologne ne doivent pas être garanties uniquement par l'Allemagne, mais également par la Russie, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne. En ce qui concerne le point 4, les garanties suffisantes pour la minorité allemande en Pologne, le gouvernement anglais accepte la demande de l'Allemagne et recommande de résoudre également cette question par des négociations directes avec la Pologne. Le gouvernement anglais rejette dans un premier temps la revendication allemande du point 5 concernant la restitution ultérieure des anciennes colonies allemandes ou leur remplacement, mais laisse entrevoir la possibilité de négociations ultérieures à ce sujet. L'offre faite au point 6 de soutenir militairement l'Empire britannique en cas de besoin est également rejetée.

Les doutes de Göring quant à la réaction positive de Hitler ne sont pas totalement injustifiés. Après tout, la proposition de négocier l'affaire de Dantzig et du corridor de manière germano-polonaise touche le point sensible de la position allemande. Le Ministre des affaires étrangères Beck à Varsovie n'a pas fait un pas vers l'Allemagne sur la question du transit de Dantzig depuis octobre de l'année précédente. Les garanties et les promesses britanniques et françaises de mars et de mai, ainsi que celles faites voici deux jours, ont renforcé la volonté de Beck de ne pas s'en écarter. La proposition de négocier sur la question des minorités est également une moquerie. La Pologne a dénoncé les dispositions de protection des minorités signées dans le traité de Versailles et n'a jamais fait appliquer dans son propre pays les deux traités de protection des minorités signés avec le

Reich allemand. Qu'est-ce qui devrait à présent inciter les Polonais à changer d'attitude vis-à-vis de Dantzig, du corridor et des minorités ? Göring veut essayer de dissuader Hitler d'envahir la Pologne avec cette réponse du gouvernement anglais. Lorsqu'il se présente au Führer avec la réponse de Chamberlain transmise par Dahlerus, il est presque minuit.

La tentative de Dahlerus d'éviter la catastrophe n'est pas la seule de la journée. Dans l'après-midi, le chef de cabinet du Ministre des affaires étrangères Beck, le comte Łubieński, apparaît à Berlin et cherche le président de l'Association germano-polonaise, le Dr Kleist, un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. Łubieński parvient à convaincre le Dr Kleist que son chef à Varsovie n'est plus « maître de la procédure » et que la population polonaise, plongée depuis des mois dans une frénésie guerrière, ne tolérera actuellement aucun compromis sur Dantzig. Beck, selon le comte Łubieński, voit la situation de la Pologne de manière tout à fait réaliste, mais il a besoin de temps jusqu'à ce que les conditions en Pologne se soient refroidies et normalisées.[883] Le Dr Kleist transmet immédiatement cette vision des choses à von Ribbentrop, qui en fait part à Hitler le jour même. C'est un petit miracle que von Ribbentrop, qui d'habitude n'exerce pas une influence modérée sur Hitler, se fasse ici l'avocat de son collègue polonais. Mais même cette petite étincelle d'espoir pour la paix s'éteint très vite face aux conséquences de ce sentiment exacerbé en Pologne à l'égard de l'Allemagne. Après le bref exposé de von Ribbentrop, Hitler rétorque :

> *« Comme je l'ai déjà dit à M. Henderson, j'aime à croire que Beck et Lipski sont pleins de bonnes intentions. Mais ils ne sont plus maîtres de la situation. Ils sont prisonniers d'une opinion publique qui a été exaspérée par la surenchère de leur propre propagande et par les fanfaronnades des militaires. Même s'ils voulaient négocier, ils ne seraient pas en mesure de le faire. C'est le cœur même de la tragédie. Vous voyez ! »*[884]

[883] Benoist-Méchin, tome 7, pages 433 et suivantes.
[884] Ibid.

Hitler tend à von Ribbentrop un télégramme qui se trouve sur son bureau :

> *« 24 août, 13h15, un avion de ligne 'Lufthansa D-ABHF' à 15-20 km de la côte de Hela, à 1 500 m d'altitude, est mitraillé par la DCA polonaise depuis un navire polonais à environ 40 km de la côte. Nuages explosifs de huit tirs observés par l'appareil. 25 août, 12h47, un avion de ligne 'Lufthansa D-AHIH' est touché par la DCA polonaise à 20 km de Heisternest. Les tirs sont si proches que les détonations sont entendues dans l'avion. Parmi les passagers, le secrétaire d'Etat Stuckart. ... Le 25 août, à 14h18 et 15h25, l'hydravion de la Kriegsmarine Pillau a été bombardé à la hauteur de Brösen à une grande distance de la côte, une deuxième fois avec six coups de feu. Coups de feu tirés soit par 'Heia', soit par le navire polonais ».*

Hitler remarque à propos des trois messages :

> *« Si nous demandons au gouvernement de Varsovie de s'excuser auprès de nous, il nous répondra comme d'habitude qu'il n'a rien à se reprocher. C'est de l'anarchie pure et simple. Que peut-on faire ? »*

La seule tentative de von Ribbentrop de convaincre Hitler de donner plus de temps au gouvernement polonais n'a donc pas abouti.

Le même jour, Londres reçoit le rapport suivant de Varsovie. L'ambassadeur Kennard fait part de sa vision des choses :

> *« Pour autant que je puisse en juger, les affirmations allemandes concernant les mauvais traitements massifs infligés aux membres de la minorité allemande en Pologne sont des exagérations grossières, voire même des falsifications. ...*
>
> *Quoi qu'il en soit, il s'agit purement et simplement de provocations allemandes dans le cadre d'une politique qui a dressé les deux nations l'une contre l'autre. Je suppose que cela a été fait pour (a) susciter un sentiment de guerre en Allemagne, (b) impressionner l'opinion publique à l'étranger et (c) provoquer soit un abattement, soit une agression manifeste en Pologne. ...Il n'y a aucun signe que les autorités civiles aient perdu le contrôle des conditions en*

Pologne. »[885]

Lundi 28 août

Quatre jours avant le déclenchement de la guerre.

Tôt le matin, 1h30 : Göring revient de chez Hitler et a réussi à faire passer le message de Dahlerus. Hitler, contrairement aux craintes initiales de Göring, a respecté la position de l'Angleterre. Malgré l'heure tardive, Göring rapporte immédiatement à Dahlerus les commentaires de Hitler sur la réponse transmise depuis Londres. Göring déclare :

> *« Hitler salue avec plaisir le désir de l'Angleterre de parvenir à un accord pacifique avec l'Allemagne. Le Chancelier du Reich attacherait la plus grande importance à la conclusion d'une véritable alliance entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, et pas seulement d'un traité. Hitler respecterait la décision de l'Angleterre de maintenir sa garantie pour la Pologne ainsi que la demande anglaise d'une garantie internationale des frontières polonaises par les cinq grandes puissances. Il accepterait également la proposition anglaise de régler définitivement les questions du corridor et de Dantzig par des négociations directes entre l'Allemagne et la Pologne. Hitler approuverait également la proposition du gouvernement anglais d'ajourner la décision sur les colonies jusqu'à la démobilisation générale et la normalisation de la situation. Il exprimait également sa conviction que les Anglais feraient de leur mieux pour parvenir à une solution satisfaisante lors des négociations qui en découleraient ».*[886]

La paix semble sauvée. Toujours est-il que la réaction de Hitler révèle deux choses. Premièrement, lui qui n'a cessé d'inviter Beck à des discussions sur Dantzig et les voies de transit depuis le 5 janvier, veut attendre encore une fois. Deuxièmement, ce qui est encore plus remarquable, c'est son accord pour une garantie des frontières de la Pologne par l'Angleterre, la France, l'Italie et l'Union soviétique. Cet accord laisse supposer que son intérêt à conquérir la Pologne voisine

[885] Livre bleu de la guerre britannique, document 55.
[886] Dahlerus, pages 82 et suivantes.

est relativement faible. S'il a malgré tout envisagé une annexion au cours des derniers mois, il est en tout cas désormais prêt à respecter durablement l'existence de la Pologne s'il peut gagner en échange l'amitié de la Grande-Bretagne.

Dahlerus s'empresse de transmettre les réactions de Hitler et de Göring à Londres le plus rapidement possible, avec l'aide de l'ambassade d'Angleterre à Berlin. Il insiste sur le fait que la Grande-Bretagne doit maintenant convaincre la Pologne de commencer immédiatement à négocier avec l'Allemagne. Dahlerus fait également savoir qu'il est extrêmement important que la réponse officielle que Henderson doit transmettre plus tard mentionne que l'Angleterre s'engage à inciter le gouvernement polonais à négocier avec l'Allemagne.[887] Vers midi, Dahlerus se rend une nouvelle fois chez le maréchal Göring, qui s'est entre-temps rendu à son quartier général mobile à l'ouest de Potsdam. Le Suédois y fait la connaissance des généraux de la Luftwaffe Milch, Jeschonnek, Udet, Bodenschatz et du secrétaire d'État Körner qui, manifestement, défendent *uni sono* l'idée qu'une guerre doit être évitée.[888]

Pendant ce temps, à Londres, la réponse officielle du gouvernement britannique à l'offre en six points de Hitler est en train d'être formulée. À 14 heures, un télégramme de lord Halifax est envoyé à l'ambassadeur anglais à Varsovie Kennard avec l'ordre de demander immédiatement au Ministre polonais des affaires étrangères si le gouvernement polonais se déclare prêt à négocier directement avec le gouvernement allemand.[889] Le télégramme contient une manœuvre de Londres qui conduit inévitablement à la guerre. Dans ce mandat adressé à l'ambassadeur Kennard, le Secrétaire d'État Halifax souligne tout d'abord qu'à Londres, on fait une distinction précise entre la méthode de négociation recommandée et les objectifs de la négociation. On ne se méprendra pas sur le fait que la Pologne a laissé entendre qu'elle était prête à négocier et qu'elle a accepté les exigences

[887] Rassinier, page 285.
[888] Dahlerus, page 85.
[889] British War Bluebook, Document 73.

de Hitler de quelque manière que ce soit. Les négociations devaient se dérouler selon les principes de la préservation des intérêts essentiels de la Pologne et des discussions « d'égal à égal ». La Grande-Bretagne continue à soutenir la Pologne.

Le télégramme ne contient pas un seul mot sur Dantzig, ni la moindre indication à l'adresse de Varsovie pour qu'elle fasse un pas en direction des Allemands. Le message voilé est que le gouvernement anglais ne se méprendra pas sur la volonté de négociation de la Pologne et que Varsovie ne devrait pas non plus céder sur la question de Dantzig. On attend de la Pologne qu'elle négocie et rien de plus. Après ce message, on peut être sûr à Londres que Varsovie fait la sourde oreille en ce qui concerne Dantzig.

À 16 heures, la réponse de Varsovie arrive au Foreign Office :

> *« Le Ministre des affaires étrangères Beck est extrêmement reconnaissant de la réponse proposée à Hitler et autorise le gouvernement de Sa Majesté à informer le gouvernement allemand que la Pologne est prête à entamer immédiatement des négociations directes avec le Reich ».*[890]

À 17 heures, l'ambassadeur Henderson prend le vol de retour pour Berlin avec la réponse dans ses bagages. À 22h30, il est reçu protocolairement à la chancellerie du Reich avec les honneurs habituellement réservés aux chefs d'État. Telle est la volonté de Hitler de souligner l'importance qu'il accorde au rapprochement germano-britannique.[891] Avant que Henderson ne remette la lettre de réponse de Chamberlain, les deux hommes échangent leurs points de vue.[892] L'ambassadeur souligne la fidélité de l'Angleterre à l'alliance avec la Pologne et déclare :

> *« Le peuple anglais, et en particulier Monsieur Chamberlain, souhaitaient une entente avec l'Allemagne, mais avaient besoin, pour réaliser cette intention, de la collaboration de l'Allemagne, qui devrait essayer de s'entendre avec les*

---

[890] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Document 420 und Rassinier, Seite 286.
[891] Rassinier, page 287.
[892] La conversation suivante est enregistrée dans ADAP, série D, volume VII, document 384.

Polonais par des moyens pacifiques ».

Hitler rétorque :

> *« qu'il était tout à fait disposé à régler les questions en suspens avec le gouvernement polonais sur une base très raisonnable. ... Mais maintenant, les choses se sont tellement envenimées que de nouveaux incidents et de nouveaux actes de violence se produisent chaque jour à l'encontre des Volksdeutschen. Pour lui, le choix de ses possibilités consiste désormais à défendre les droits du peuple allemand ou à y renoncer au prix d'un accord avec l'Angleterre. Ce n'est pas un choix pour lui, mais il a le devoir de défendre les droits du peuple allemand ».*

Après un entretien d'environ une heure, Hitler libère Henderson en lui assurant qu'il étudiera attentivement le message de Chamberlain et qu'il donnera une réponse écrite le lendemain. Le premier examen de la lettre de Londres satisfait apparemment Hitler dans un premier temps. Dahlerus, l'intermédiaire suédois, en est en tout cas informé par téléphone depuis la chancellerie du Reich à 1h15 du matin encore, sur ordre de Göring,

> *« que la réponse serait extrêmement satisfaisante et qu'il y a maintenant un grand espoir que le danger de guerre soit passé ».*[893]

Le même jour, il y a une autre lueur d'espoir pour la partie allemande. Mussolini fait savoir au ministère des Affaires étrangères que le droit de l'Allemagne sur Dantzig doit être reconnu en principe et que pour toutes les autres questions, comme celle du désarmement, celle de l'approvisionnement en matières premières pour l'Allemagne et celle des colonies, il va suggérer une conférence à quatre ou cinq.[894]

Mardi 29 août

Trois jours avant le déclenchement de la guerre.

Toute l'Europe est en proie à la fièvre et pourtant, au cours de la journée, la paix semble de prime abord régner à Berlin.

---

[893] Auditions du TMI, volume IX, page 519.

[894] ADAP, série D, volume VII, document 395.

Le haut commandement des forces armées soviétiques annonce le renforcement des troupes à la frontière occidentale.[895] Les préparatifs de mobilisation se poursuivent en Angleterre, en Pologne, en Allemagne, en France, en Bulgarie et aux Pays-Bas ; en Pologne et en Allemagne, toutefois, de manière non officielle pour l'instant. La Hongrie se mobilise contre la Roumanie et inversement. Les frontières entre l'Italie et la France et entre la France et l'Allemagne sont fermées par les deux parties. L'Italie met en état d'alerte ses forces aériennes en Libye, en Éthiopie, en Sardaigne et en Sicile. L'armée territoriale égyptienne est mobilisée. L'Espagne met ses forteresses pyrénéennes en état de défense sous forte pression. En Turquie, les troupes sont mobilisées et les positions des Dardanelles sont occupées. En Belgique, des réservistes sont appelés pour douze divisions et en Suisse, 100 000 hommes sont réquisitionnés pour les troupes frontalières. Et l'Irlande conteste à la Grande-Bretagne le droit d'enrôler les Irlandais vivant en Angleterre dans le service militaire.

Même les États-Unis – bien que neutres – se mobilisent déjà de tout leur cœur. Tôt le matin, à 7h10, le rapport du soir de l'ambassade allemande arrive de Washington à Berlin. Le chargé d'affaires Thomsen écrit :

> *« Dans les milieux militaires, le sentiment à l'égard de l'Allemagne est beaucoup moins influencé par l'agitation de la presse que dans le grand public. Pour ce dernier, l'Allemagne est généralement considérée comme un perturbateur de la paix et un agresseur qui refuse de résoudre les problèmes politiques autrement que par la force. ... J'évalue la situation comme suit :*
>
> *1. Roosevelt considère la neutralité comme condamnable. ...*
>
> *2. l'Amérique veut intervenir militairement,*
>
> *a. si l'Angleterre et la France sont menacées de défaite,*
> *b. probablement aussi s'il existe une perspective certaine de victoire*

[895] Les mesures de mobilisation ci-dessous sont tirées des Archives du temps présent, volume 1939-1940, pages 4193-1195.

finale franco-anglaise. »[896]

Vers 11 heures du matin, Göring et Dahlerus se revoient. Le maréchal serre la main du médiateur suédois et dit, tout excité : « La paix subsiste ! La paix est assurée ».[897]

Pendant ce temps, à la chancellerie du Reich, on est en train d'évaluer soigneusement la lettre de réponse du gouvernement anglais. D'un point de vue superficiel, le texte de la lettre correspond à la réponse transmise précédemment par Dahlerus.

> *« L'Angleterre partage le souhait d'une entente mutuelle. Les accords germano-polonais doivent garantir les intérêts essentiels de la Pologne.*
>
> *Les nouvelles frontières de la Pologne doivent être garanties par cinq puissances. Les problèmes de minorités ne doivent être négociés qu'après une phase d'apaisement ».*[898]

Hitler est manifestement d'accord avec tout cela. Mais la lettre contient également trois passages dont il n'est pas évident de savoir si Hitler, Göring et von Ribbentrop comprennent ce qu'ils disent et quelles en sont les conséquences. Il est écrit :

> *« Le gouvernement de Sa Majesté a confiance dans le fait que Monsieur le Chancelier ne croira pas que le gouvernement de Sa Majesté, parce qu'il prend à cœur ses obligations envers la Pologne, ne s'efforce pas pour cette raison d'user de toute son influence pour parvenir à une solution satisfaisante pour l'Allemagne et la Pologne ».*

Dépouillée de toutes les formules toutes faites, la phrase se lit ainsi :

> *« Nous espérons que vous ne pensez pas que nous ne nous engagerons pas pour une solution satisfaisante également pour l'Allemagne ».*

On peut aussi raccourcir la phrase comme suit :

---

[896] ADAP, série D, volume VII, document 378.
[897] Dahlerus, page 88 et IMT-Verhandlungen, volume IX, page 519.
[898] AA 1939, Nr. 2, Dokument 463 et ADAP, Serie D, Band VII, Dokument 3 84 et Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Document 447.

« Nous n'espérons pas que vous pensiez que nous ne ferons rien pour vous ».

Il ne s'agit pas d'une promesse – si on la lit attentivement – selon laquelle le gouvernement britannique s'engagerait à trouver une solution satisfaisante pour l'Allemagne. Et c'est précisément ce que Hitler avait demandé à Chamberlain dans sa lettre deux jours auparavant. La phrase – formulée de manière éblouissante – donne l'impression d'un soutien britannique à la demande allemande et ne dit pourtant rien du tout. Le jour précédent, le même gouvernement britannique avait demandé à l'ambassadeur Kennard à Varsovie de ne pas conseiller au Ministre polonais des Affaires étrangères Beck de faire des concessions sur ce sujet. Seules les négociations devaient avoir lieu. Ainsi, la phrase citée plus haut avec « le gouvernement de Sa Majesté... » dans le contexte de la directive Kennard n'est rien d'autre qu'une tromperie brillamment formulée à l'attention de Hitler ; peut-être une vengeance du Premier ministre Chamberlain pour le manquement de Hitler à sa parole en ce qui concerne la Tchéquie.

Le deuxième passage douteux de cette lettre de réponse concerne la volonté de la Pologne de négocier. On peut y lire ce qui suit :

« Le gouvernement de Sa Majesté a déjà reçu l'assurance définitive du gouvernement polonais que celui-ci est prêt à entamer des discussions sur cette base ».

Cette phrase doit faire croire à Hitler que le gouvernement polonais s'est déclaré prêt à faire bouger les choses la veille, sur l'insistance de l'Angleterre. Or, c'est précisément ce que les instructions de Kennard ont tenté d'empêcher. L'essentiel du conseil anglais aux Polonais était le suivant : « Parlez, oui, mais ne bougez pas », ou, pour utiliser une image, « Allez au bal, mais ne dansez pas ». Le gouvernement britannique suggère par cette phrase que la voie des négociations est désormais ouverte, alors qu'en réalité, il l'a fait obstruer par l'ambassadeur Kennard.

Un troisième hic, tout aussi lourd de conséquences, dans la réponse de Londres est l'ordre des conditions qui doivent désormais

s'appliquer. Hitler a proposé un pacte d'amitié si l'Angleterre aide à régler le problème de Dantzig. Le gouvernement britannique répond : si l'Allemagne et la Pologne ont résolu le litige de Dantzig par la voie de la négociation, l'Angleterre est prête à conclure un pacte d'amitié. La condition préalable de Hitler à l'accord de l'Allemagne avec la Pologne est le pacte d'amitié avec l'Angleterre. Chamberlain pose comme condition au pacte d'amitié avec l'Angleterre l'accord de l'Allemagne avec la Pologne. Les Britanniques continuent donc de présenter à Hitler la porte fermée de Varsovie et de lui dire « Passez ». Le calcul ou l'espoir de Hitler ne fonctionne donc pas non plus sur ce point. Néanmoins, son objectif lointain d'une compensation et d'un pacte d'amitié avec la Grande-Bretagne est désormais plus important que l'objectif proche de Dantzig. Il s'attaque aux conditions difficiles de Chamberlain.

Hitler répond par une note dans laquelle il commence par accepter les conditions de Londres.[899] Il réitère ensuite sa plainte contre le harcèlement des *Volksdeutschen* en Pologne et déclare que cette situation ne peut être tolérée pendant encore des semaines, ni même des jours. Dans cette lettre, Hitler demande la révision du traité de Versailles dans la mesure où il concerne Dantzig et le corridor et assure le maintien de l'État polonais sous la garantie des cinq puissances pour le reste. Jusqu'ici, Hitler suit les directives du gouvernement britannique. Ce n'est qu'à la fin de sa lettre qu'il dresse un obstacle que les Britanniques et les Polonais doivent désormais franchir. Il termine sa lettre en espérant que les négociations germano-polonaises seront réellement entamées dans les prochaines vingt-neuf heures :

> *« Dans ces circonstances, le gouvernement impérial allemand est d'accord pour accepter la médiation proposée par le gouvernement royal britannique pour l'envoi à Berlin d'une personnalité polonaise munie de tous les pouvoirs. Il compte sur l'arrivée de cette personnalité pour le mercredi 30 août*

[899] AA 1939 n° 2, document 464 et ADAP, série D, volume VII, document 421.

1939 ».[900]

Autrement dit : début des négociations au plus tard le lendemain à minuit, sans autre jeu de chaises musicales anglo-polonais. Hitler hésite maintenant manifestement entre l'espoir dans les capacités de médiation du gouvernement de Londres et la perspective que le gouvernement de Varsovie ne bougera pas.

Le Chancelier allemand est à bien des égards au pied du mur. Il veut voir les Britanniques agir au plus vite ou découvrir s'il est en train de se faire balader. Il ne peut pas laisser longtemps en suspens la mobilisation et le déploiement de la Wehrmacht. Soit les forces armées doivent être retirées dans un avenir proche, soit elles doivent entrer en Pologne au plus tard le 2 septembre. De plus, Hitler ne veut pas que la presse polonaise et française lui dise qu'il est « mou du genou » comme ce fut le cas trois semaines auparavant. Il doit donc bientôt contrebalancer l'ordre d'arrêt de la Wehrmacht en marche par un succès dans les négociations. Et dans cette situation, il ne peut pas laisser plus longtemps sans aide la minorité allemande harcelée en Pologne.

À 19 heures, Hitler remet sa réponse à l'ambassadeur Henderson, qui la parcourt immédiatement. Henderson est d'abord soulagé de constater que Hitler accepte toutes les conditions anglaises. Le soulagement fait place à la consternation lorsqu'il lit la fin de la lettre. Henderson ne cache pas sa consternation face à ce délai si court:[901]

> *« Vous donnez 24 heures au négociateur polonais pour se rendre à Berlin. Le délai est beaucoup trop court. Pourquoi une telle précipitation ? Cela ressemble à un ultimatum. »*
>
> *« Mais pas du tout »,* rétorque Hitler. *« Cette phrase ne fait que souligner l'urgence du moment. Pensez qu'un incident grave peut survenir à tout moment lorsque deux armées mobilisées se font face ».*

---

[900] Ibid.

[901] Reproduction de la conversation suivante d'après Benoist-Méchin, tome 7, pages 473 et suivantes.

Henderson insiste sur son point de vue :

« Le délai est insuffisant. »

« Non », répond Hitler. *« Cela fait maintenant une semaine que nous répétons toujours la même chose. Nous échangeons sans cesse des notes et des réponses. Ce jeu insensé ne peut pas continuer indéfiniment. Pensez aux fusils, qui peuvent se déclencher d'eux-mêmes à tout moment. Pensez que mon peuple saigne jour après jour ».*

L'entretien entre les deux hommes est animé et finalement peu amical. Voyant qu'il ne peut pas convaincre Hitler de repousser la date, Henderson demande, à la fin de la remise des notes, si un négociateur polonais qui viendrait à Berlin serait bien accueilli et si les négociations seraient menées sur la base d'une égalité totale. Hitler assure les deux. Il promet également de préparer une nouvelle offre pour la Pologne.

Après sa visite à Hitler, Henderson demande immédiatement à son collègue polonais Lipski de le rejoindre à l'ambassade d'Angleterre. Il l'informe de l'entretien avec Hitler et du contenu de la lettre adressée à Chamberlain. Le Britannique déploie tout l'art de la persuasion dont il est capable face à son collègue polonais et insiste pour qu'un négociateur plénipotentiaire soit envoyé immédiatement de Varsovie à Berlin. Henderson appelle ensuite ses collègues ambassadeurs français et italien à Berlin, les met rapidement au courant et leur demande à tous deux d'appeler immédiatement les gouvernements de Paris et de Rome pour leur conseiller une intervention immédiate à Varsovie. Le ministère polonais des Affaires étrangères, insiste Henderson, doit envoyer au plus vite à Berlin un négociateur habilité à négocier.

Ce n'est qu'à 21 heures que Henderson s'adresse par télégramme au Secrétaire d'État Halifax à Londres. Il lui fait part de la lettre de Hitler qu'il veut faire traduire en anglais avant de l'envoyer. En guise d'information préliminaire – car le temps presse – il signale que Hitler attend demain, le 30 août, un négociateur plénipotentiaire polonais à Berlin. Il annonce également que Hitler a accepté les conditions de la dernière proposition de Halifax et que la note de Berlin indique que

les propositions allemandes n'ont jamais eu pour but de restreindre les intérêts vitaux de la Pologne.[902] Une heure plus tard, Henderson envoie la réponse traduite de Hitler. Dans le texte accompagnant cette lettre, il va droit au but :

> *« Hitler ne bluffe pas. Il est prêt à passer à l'action. La seule chance qu'il nous reste d'éviter la guerre est que Beck vienne à Berlin ».*[903]

Henderson lutte manifestement de manière sincère pour la paix.

Pendant ce temps, à Varsovie, Beck, le Ministre de la Défense Kasprzycki et le commandant en chef des forces armées, le maréchal Rydz-Śmigły, se concertent. Leur conclusion : on ne cédera pas sur la question de Dantzig et la Pologne doit résister militairement à la demande allemande. La décision de négocier, fortement conseillée par les Britanniques, n'est pas retenue. Dans l'après-midi, le Conseil des ministres se réunit et décide d'annoncer officiellement la mobilisation générale pour le lendemain, 30 août.[904] Les deux pays, la Pologne comme l'Allemagne, s'étaient jusqu'à présent bien gardés de le faire en raison de l'effet ostentatoire de cette mesure.

L'ambassadeur français et l'ambassadeur anglais, qui veulent à tout prix éviter que la guerre ne soit provoquée par la Pologne au dernier moment, protestent immédiatement auprès du ministère polonais des Affaires étrangères contre la décision de se mobiliser publiquement. À Paris et à Londres, on attend désormais des négociations et non une escalade de la part de Varsovie. Si Varsovie déclenche maintenant la guerre et non Berlin, il n'y a pas de cas d'alliance, et Paris et Londres n'auraient aucune légitimité en droit international pour régler leurs comptes avec l'Allemagne. La protestation des deux ambassadeurs ne peut pas empêcher ce qui devrait être empêché. Vers 18 heures, le Ministre polonais des affaires étrangères assure encore à l'ambassadeur britannique Kennard que la mobilisation générale peut

---

[902] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Document 490.
[903] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Document 493.
[904] Benoist-Méchin, tome 7, page 478.

être tenue secrète.[905] Mais une heure plus tard, il admet déjà que cela n'est désormais plus possible. Beck fait suivre cet aveu d'une question fatidique :

> *« Le gouvernement de Sa Majesté serait-il responsable d'ordonner au gouvernement polonais de s'abstenir de prendre une mesure cruciale pour la sécurité de la Pologne et de mettre ainsi en danger l'existence de la Pologne ? »*[906]

Après l'entretien Hitler-Henderson, le maréchal Göring à la chancellerie du Reich et sir Ogilvie-Forbes – second de l'ambassade de Londres – sont informés presque simultanément du contenu et du déroulement de la rencontre. Tous deux sont bouleversés et prennent contact avec Dahlerus quelques minutes seulement après. Tous deux craignent que la dispute sur le délai trop court et le désaccord qui en résulte ne mettent fin à la volonté du gouvernement anglais de poursuivre la médiation. Ogilvie-Forbes est l'interlocuteur de Dahlerus à l'ambassade britannique de Berlin.

Un Göring très énervé accuse Henderson d'être à l'origine du désaccord – ce qui n'est probablement pas justifié –, se plaint de « l'insolence » des Polonais envers l'Allemagne et mentionne qu'aujourd'hui encore, cinq réfugiés allemands ont été abattus par l'armée polonaise alors qu'ils tentaient de traverser la Warta à la nage. Cela a mis Hitler très en colère.[907]

Le maréchal Göring demande au Suédois de s'envoler immédiatement pour Londres et de faire un rapport précis au gouvernement anglais sur les évènements de la soirée, de souligner la détermination continue de l'Allemagne à parvenir à un accord et de faire savoir que

> *« Hitler a l'intention de transmettre à la Pologne, dans le courant de la journée de demain, une note qui contiendrait des conditions si légères qu'elles pourraient certainement être acceptées par la Pologne et approuvées par le*

[905] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Document 475.
[906] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Document 482.
[907] Dahlerus, page 95.

gouvernement anglais ».[908]

Deux jours avant le début de la guerre.

À 4 heures du matin, Henderson reçoit de Londres l'ordre d'informer le gouvernement allemand du Reich qu'il est en train d'examiner attentivement la note allemande et qu'il ne s'attend pas à recevoir un négociateur autorisé de Varsovie à Berlin dans les 24 heures. L'avertissement selon lequel aucun Polonais ne viendra ce « dernier » jour n'est transmis par Henderson ni à von Ribbentrop ni à Hitler.

Toute la matinée, un groupe de diplomates et de juristes élabore, selon les instructions de Hitler et les propositions de Göring, la nouvelle offre de négociation au gouvernement polonais.

À 5 heures, Dahlerus part de Berlin. Il est reçu à 10h30 au 10 Downing Street.[909] Selon l'impression de Dahlerus, le Premier ministre Chamberlain a manifestement atteint les limites de sa patience et a perdu la foi en l'utilité de nouvelles négociations.[910] Dahlerus commence alors à avancer des arguments « à l'arrache ». Il évoque les violences commises par les Polonais à l'encontre des réfugiés allemands et d'autres atrocités, et ajoute que si les Allemands provoquent les violences des Polonais, il est important de convaincre les Polonais de ne pas se laisser inciter à commettre ces atrocités et de s'en abstenir. L'argumentation de Dahlerus est acceptée. Ainsi, à 17h30, un télégramme est envoyé de Londres à Kennard à Varsovie avec l'ordre de recommander au gouvernement polonais ce qui suit :

« L'atmosphère pourrait s'améliorer si le gouvernement polonais donnait les instructions suivantes à toutes les autorités militaires et civiles :

1. ne pas tirer sur les réfugiés allemands ou les membres des minorités qui causent des troubles, mais les emprisonner.

2. de s'abstenir d'actes de violence contre des membres de minorités et de les

[908] Dahlerus, page 99.
[909] Résidence officielle du Premier ministre anglais.
[910] Dahlerus, page 101.

empêcher.

3. de laisser partir les membres des minorités allemandes qui souhaitent quitter la Pologne.

4. de mettre fin à la propagande incitative à la radio.

Veuillez informer le Ministre des Affaires étrangères Beck que le gouvernement britannique s'efforce de priver Hitler de tout prétexte pour recourir à des mesures excessives ».[911]

Ce télégramme est un document remarquable au vu des exactions polonaises contre les membres de la minorité allemande en Pologne, si souvent contestées par Kennard.

Après avoir traité ce point, Dahlerus interprète à nouveau devant Chamberlain et Halifax les détails de la note de réponse de Hitler avec toutes les explications que Göring lui a données. Il n'oublie pas de mentionner que le Chancelier allemand a annoncé qu'il ferait une « offre généreuse » à la Pologne. C'est là que Chamberlain laisse échapper une remarque difficilement compréhensible, même si sa méfiance à l'égard de Hitler est bien fondée depuis la Tchéquie. Le Premier ministre anglais dit à Dahlerus qu'il soupçonne que la réponse de Hitler en six points et la nouvelle proposition faite aux Polonais « n'est qu'une feinte pour gagner du temps ».[912] Jusqu'à présent, Chamberlain et Halifax ont reproché à Hitler de mettre les Polonais sous pression. Maintenant, il devrait lui-même essayer de gagner du temps. Cela n'est pas compatible. On ne peut ici que supposer que Chamberlain a laissé échapper par inadvertance sa véritable crainte ce 30 août, à savoir que Hitler pourrait attendre jusqu'à ce que la Pologne déclenche une guerre. L'Angleterre se trouverait alors en dehors du droit international et n'aurait aucune légitimité pour entrer en guerre contre l'Allemagne. Le dernier geste des Polonais montre qu'une telle idée n'aurait pas été inventée de

911 British War Bluebook, document 85.
912 Dahlerus, page 102.

toutes pièces par Chamberlain. Ils se sont mobilisés contre l'avis de l'Angleterre.

À 12h40, Göring informe Dahlerus, toujours en conférence avec les Britanniques, par téléphone depuis la chancellerie du Reich. Göring annonce que Hitler proposera très probablement un plébiscite pour la population du corridor, afin qu'elle puisse décider elle-même si son territoire doit être polonais ou allemand. De plus, Göring annonce qu'un droit d'émigration sera convenu pour les minorités qui resteront en dehors de leur propre peuple après le tracé de nouvelles frontières.[913] Göring et Dahlerus s'efforcent en vain de pousser les Britanniques à jouer le rôle de « médiateurs » et à inciter les Polonais à négocier à l'aide de ces propositions. Chamberlain congédie Dahlerus sans autre message à Hitler, von Ribbentrop ou Göring, et le médiateur suédois repart pour Berlin.

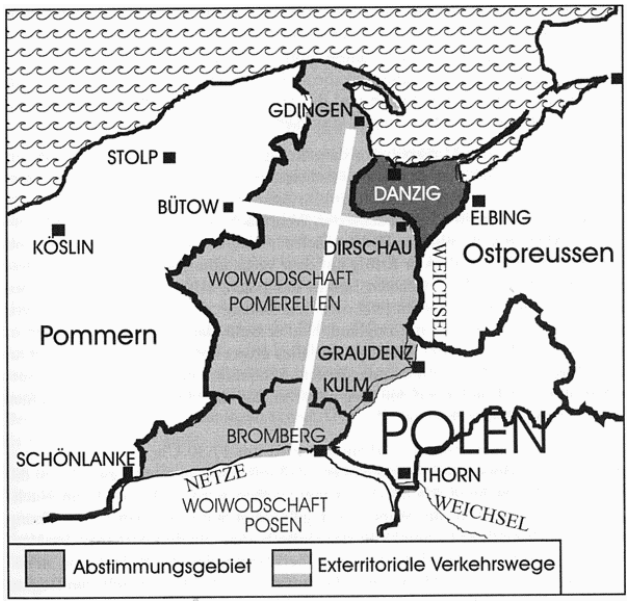
Là-bas, à midi, la nouvelle proposition pour le gouvernement polonais est prête. Hitler a largement réduit les souhaits allemands antérieurs, datant de l'époque des gouvernements démocratiques précédents. La Haute-Silésie orientale et la province de Poznan sont définitivement passées par pertes et profits. De même, en ce qui concerne la Prusse occidentale et le corridor, il a de nouveau réduit les exigences qu'il avait exprimées à Henderson quatre jours auparavant. Hitler veut manifestement convaincre les Britanniques avec une proposition très modérée, afin que ceux-ci puissent en toute bonne conscience faire pression sur les Polonais. Néanmoins, la nouvelle proposition exige davantage pour l'Allemagne que la proposition de mars de Hitler, refusée par la Pologne. La liste des souhaits et des offres allemandes comprend 16 points.[914] Il s'agit notamment de :

- Dantzig rentre dans le Reich.
- Dans le corridor nord, la population doit décider elle-même par vote si la région devient polonaise ou allemande.
- La ville portuaire de Gdynia reste dans tous les cas polonaise.

[913] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Document 519.
[914] ADAP, série D, volume VII, document 458.

● Selon le résultat du vote dans le corridor, soit l'Allemagne obtient des voies de communication extraterritoriales vers la Prusse Orientale, soit la Pologne obtient des voies de communication extraterritoriales vers Gdynia.

● Les droits spéciaux souhaités à Dantzig pour la Pologne sont



Carte 35 : les propositions allemandes du 30 août 1939 (comme la carte 33).

négociés et l'Allemagne obtient des droits égaux à Gdynia.

● Les plaintes de la minorité allemande en Pologne et celles de la minorité polonaise en Allemagne sont soumises à une commission internationale et examinées par celle-ci. Les deux nations versent des indemnités aux personnes lésées selon les modalités définies par la commission.

● En cas d'accord selon ces propositions, la Pologne et l'Allemagne démobilisent immédiatement leurs forces armées.

La proposition de traité est conçue de manière à mettre fin à la malheureuse séparation de la Prusse Orientale de l'Empire allemand,

décidée à Verailles, et à garantir le libre accès de la Pologne à la mer Baltique. En outre, il préserve le droit à l'autodétermination des populations polonaise, cachoube et allemande concernées d'une manière moderne. Mais aussi moderne et démocratique que soit la réglementation proposée, elle recèle une énorme force explosive pour l'État pluriethnique qu'est la Pologne avec ses minorités non intégrées. Les minorités ukrainienne, biélorusse et tchèque pourraient plus tard suivre l'exemple allemand et vouloir également quitter la Pologne qu'elles n'aiment pas en organisant des référendums régionaux.

Le 30 août, le mercredi précédant le déclenchement de la guerre, passe sans qu'aucun négociateur polonais ne se présente à Berlin pour recevoir la nouvelle proposition de négociation de Hitler. La tension et la nervosité montent au ministère des Affaires étrangères et parmi les soldats de la Wehrmacht, qui s'est pendant ce temps entièrement déployée. Même dans l'entourage immédiat de Hitler, on ne sait pas si le Führer veut la guerre ou le succès par la voie des négociations. Ainsi, ce jour-là, tout dépend de la prochaine étape des Polonais. Hitler se montre sceptique vis-à-vis de la Pologne. Pour lui, ce n'est pas seulement Dantzig qui est en jeu, mais aussi et surtout son pacte tant attendu avec l'Angleterre. Et il sait qu'à cet égard, les Polonais le tiennent. Göring voit les choses de manière plus optimiste. Il croit à une médiation équitable de la part des Britanniques. Après tout, il a transmis à Dahlerus le message à Londres selon lequel le Führer prépare une offre généreuse pour la Pologne.[915]

En lieu et place d'un négociateur polonais, la nouvelle arrive à 17h30 de l'ambassade allemande à Varsovie : depuis ce matin, la mobilisation générale est annoncée publiquement dans toute la Pologne.[916] Comme personne n'est encore annoncé de Varsovie dans l'après-midi et que l'espoir de Hitler s'amenuise, il convoque le général von Brauchitsch, commandant en chef de l'armée, et le général Keitel,

[915] Dahlerus, page 102.
[916] AA 1939 n° 1, document 13.

chef du haut commandement de la Wehrmacht, à la chancellerie du Reich et reporte encore de 24 heures le début de l'attaque contre la Pologne, fixé jusqu'ici au 31 août.[917] Le nouveau jour J est désormais le 1er septembre, l'heure de l'attaque est fixée à 4h45. Hitler s'accorde ainsi une nouvelle chance d'aboutir sans effusion de sang. Pour lui, une guerre, deux jours avant de la déclencher, n'est manifestement encore que la pire des deux solutions.

À Varsovie, le gouvernement polonais reste convaincu que Hitler bluffe et qu'il est lui-même dans le pétrin.[918] On considère a posteriori la dernière menace de Hitler d'envahir la Pologne le 26 août comme une manœuvre d'intimidation ratée, qui sera suivie d'une deuxième. Beck pense qu'il suffit d'avoir les nerfs solides. Les rumeurs d'un soulèvement imminent des généraux de la Wehrmacht et la certitude de l'aide en armes anglaise et française confortent Beck dans sa croyance. Il est décidé à n'envoyer personne à Berlin.

Ce jour-là, aucune impulsion n'est non plus donnée à la Pologne par Paris et Washington afin de réduire le risque d'éclatement de la guerre. Ce qui se passe entre Washington, Paris et Varsovie est plutôt fantomatique. On se conjure mutuellement de rester ferme. Le chef de la diplomatie française Léger demande au Premier ministre Daladier de ne pas forcer les Polonais à négocier avec les Allemands.[919] Il le fait – ce qui est inhabituel – en présence de l'ambassadeur américain Bullitt, ce qui équivaut à un signal adressé à Roosevelt. Un évènement similaire se produit au même moment à Varsovie. On y fait savoir à l'ambassadeur américain Biddle ce que les Polonais pensent de la proposition de Hitler et comment les choses doivent évoluer. À 19h30, Biddle annonce de Varsovie au Secrétaire d'État Hull à Washington que le Ministre polonais des affaires étrangères Beck a dit « 40 fois non » à la proposition de négociation de Hitler.[920] Il n'y a toujours pas d'avertissement des Américains aux

[917] v. Below, page 191.
[918] Rassinier, page 292.
[919] Bavendamm, Roosevelts Weg zum Krieg, page 603.
[920] Ibid.

Polonais qu'ils sont désormais également menacés depuis l'Est. En fin de soirée, Biddle est à nouveau convoqué chez Beck, qui lui expose les raisons pour lesquelles il ne fait pas de compromis. Beck dit également qu'il n'a pas l'intention d'envoyer un négociateur à Berlin. En dévoilant son intention, Beck a obtenu la bénédiction de Washington, puisque Biddle ne le dissuade pas.

Face à cette attitude de la Pologne, les regards se tournent involontairement vers l'Angleterre, le médiateur dans la crise. À 10 heures du matin, peu avant l'arrivée de Dahlerus chez le Premier ministre Chamberlain, celui-ci reçoit un télégramme de l'ambassadeur anglais Kennard de Varsovie.[921] Kennard fait part de son point de vue sur la situation actuelle en Pologne et de ce qu'il pense lui-même du délai si court fixé par Hitler et de Berlin comme lieu de réunion pour les discussions germano-polonaises. Kennard est certain que Beck ne se rendra pas en Allemagne et que la Pologne se battra et périra avant que Beck n'envoie quelqu'un à Berlin. Kennard écrit que le gouvernement polonais, qui a rejeté les propositions allemandes de mars sans l'appui de l'Angleterre, ne peut maintenant accepter des exigences allemandes plus larges alors qu'il a l'Angleterre et la France comme alliés à ses côtés. Ce que Kennard ne dit pas, c'est ce qu'il a conseillé au Ministre des affaires étrangères Beck. Son rapport donne l'impression qu'il a lui-même recommandé à Beck de n'envoyer personne à Berlin.[922]

À 19 heures, Halifax envoie le télégramme suivant à Varsovie. Il ordonne à Kennard d'informer Beck que la partie allemande a accepté les propositions anglaises concernant les négociations directes germano-polonaises et la garantie des cinq puissances, et qu'elle a assuré que l'Allemagne respecterait les intérêts vitaux de la Pologne.

---

[921] British War Bluebook, Document 84.

[922] L'historien anglais Nicoll affirme dans son livre *Englands Krieg gegen Deutschland* (La guerre de l'Angleterre contre l'Allemagne), page 187, que « l'ambassadeur Kennard a constamment conseillé aux hommes d'État polonais de ne pas négocier, mais de s'en tenir à une guerre avec l'Allemagne ». Nicoll ne cite toutefois aucune source à l'appui de cette affirmation.

Mais pas un mot des 16 nouveaux points de Hitler, qu'il connaissait déjà en partie grâce à Dahlerus, n'est mentionné. Au lieu de cela,

> *« qu'il semble que le gouvernement allemand travaille sur de nouvelles propositions et que, si elles aboutissent, on avisera ».*[923]

Chamberlain essaie manifestement d'épuiser la réserve de temps de Hitler.

Vers le soir, il devient également visible pour la partie allemande que le Secrétaire d'État au Foreign Office Halifax a laissé passer tout le délai accordé par Hitler pour une solution de paix et de négociation, sans presser la Pologne d'entamer immédiatement des discussions avec les Allemands. À 18h50, il envoie à Henderson à Berlin la directive de « suggérer au gouvernement allemand du Reich d'inviter l'ambassadeur polonais à recevoir les nouvelles propositions allemandes et à les transmettre à Varsovie ». Halifax contourne la demande de Hitler d'entamer immédiatement des négociations en écrivant :

> *« Nous ne pouvons pas conseiller au gouvernement polonais qu'un négociateur polonais vienne à Berlin avec les pleins pouvoirs pour recevoir les propositions allemandes ».*[924]

Le subterfuge est parfait, car Halifax envoie la lettre si tard qu'à l'arrivée, le délai fixé par Hitler pour le début des discussions germano-polonaises est déjà dépassé.

À 23 heures, von Ribbentrop à Berlin ne s'attend plus à la venue d'un émissaire polonais. Le délai fixé par Hitler comme « attente » s'est donc écoulé sans résultat. Peu avant minuit, l'ambassadeur Henderson se présente – de manière tout à fait inattendue à cette heure – pour remettre la réponse de son gouvernement à la lettre de Hitler de la veille, dont il vient d'être question, et pour déclarer qu'il n'a pas été possible de conseiller aux Polonais d'entamer des discussions ici et maintenant.

---

[923] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Document 539.
[924] Livre bleu de la guerre britannique, document 88.

C'est ainsi que le 30 août s'est transformé en épreuve de force entre Chamberlain et Hitler, plutôt qu'en lutte pour la paix. Hitler à Berlin a espéré toute la journée que Chamberlain, face au danger de guerre, pousserait les Polonais à se rapprocher de l'Allemagne. Après la lettre du Premier ministre anglais du 28 août, il avait en effet pu supposer que les Britanniques joueraient désormais le rôle de médiateur entre les Allemands et les Polonais. Hitler pense que la menace d'un déploiement de la Wehrmacht va donner un coup de fouet aux Polonais. Il est presque sûr que son offre très modérée à la Pologne attirera également Chamberlain du côté allemand à la dernière minute.

Chamberlain à Londres n'a cependant pas adressé le moindre signe aux Polonais pour qu'ils reconsidèrent leur propre position concernant Dantzig et le corridor. Au lieu de cela, il essaie de gagner du temps dans l'intérêt de la Pologne, à coups de notes et d'autres. Il ne s'intéresse pas à Dantzig ni aux questions de minorités. Ce qui l'intéresse, c'est que Hitler impose depuis trois ans ce qu'il considère comme juste en menaçant l'étranger. Chamberlain veut « dompter » Hitler. Il gâche ainsi l'une des dernières chances de paix en faisant durer la médiation jusqu'à ce que la « date butoir » fixée par Hitler arrive. Chamberlain attend que le Führer perde la face ou toute patience. Il laisse passer la date du 30 août avec des promesses de paix et des tactiques diplomatiques, au lieu de mener une médiation déterminée dans l'esprit d'un courtier. Ce jour-là, au seuil de la guerre, Hitler et Chamberlain sont tous deux prisonniers de leurs expériences des dernières années. Hitler sait que depuis 1920, les puissances victorieuses n'ont fait pratiquement aucune concession à l'Empire allemand pour améliorer sa situation après la guerre. Tout ce qui a été obtenu jusqu'à présent l'a été par la force ou par la menace de la violence. Chamberlain sait qu'il en a été ainsi et qu'il ne peut plus tolérer de nouvelles concessions sous la menace.

Ce jour-là, certains Anglais penseront peut-être à ce que Churchill a prononcé dans un discours à la Chambre des communes peu avant l'entrée en fonction de Hitler, le 24 novembre 1932 :

« Si le gouvernement anglais souhaite vraiment faire quelque chose pour promouvoir la paix, il devrait prendre les devants et rouvrir à son tour la question de Dantzig et du corridor tant que les pays vainqueurs sont encore en position de supériorité. Si ces questions ne sont pas résolues, il ne peut y avoir aucun espoir de paix durable ».[925]

Le dernier jour avant le déclenchement de la guerre, jeudi 31 août

La rencontre de minuit entre l'ambassadeur Henderson et le ministre von Ribbentrop, dont il vient d'être question, tourne au désastre, contrairement aux intentions des deux hommes. Les nerfs des deux hommes sont à vif après tant de nuits de négociations depuis une semaine. À 18h50, le 30 août, Henderson remet la note de réponse de Chamberlain.[926] Il ajoute deux déclarations orales à la lettre. La première concerne la retenue mutuelle qui est désormais attendue. Il dit qu'on ne peut attendre du gouvernement polonais une retenue totale que si les provocations de la minorité allemande en Pologne cessent. Des rapports circulent selon lesquels les Allemands se livreraient à des actes de sabotage en Pologne, ce qui justifierait les mesures de rétorsion les plus sévères de la part du gouvernement polonais. Von Ribbentrop perd son sang-froid et rétorque que les actes de sabotage les plus inouïs sont le fait des Polonais. Le ministère des Affaires étrangères dispose à lui seul de rapports sur deux cents meurtres de *Volksdeutschen* en Pologne. La conversation devient glaciale.

En second lieu, Henderson fait référence à la demande allemande de la venue d'un représentant plénipotentiaire du gouvernement polonais à Berlin. Henderson explique que le gouvernement britannique n'est pas en mesure de recommander à la Pologne d'entrer dans cette procédure de négociation. Il suggère au gouvernement du Reich de suivre la voie diplomatique normale et de remettre

[925] Kern, page 82.

[926] La conversation suivante est tirée de la transcription de l'interprète en chef, le Dr Schmidt. Voir ADAP, série D, volume VII, document 461.

les propositions allemandes à l'ambassadeur polonais. Henderson demande ensuite à von Ribbentrop s'il peut lui remettre les propositions par écrit. Von Ribbentrop remarque que le gouvernement anglais n'a manifestement pas usé jusqu'à présent de son influence auprès de la Pologne pour l'inciter à négocier immédiatement.[927] En effet, aucun signal de négociation n'a été donné par la Pologne jusqu'à cette heure. Ribbentrop peut donc même supposer que l'Angleterre laisse à la Pologne carte blanche sur la question de Dantzig. Il soupçonne que, contrairement à toutes les affirmations contraires, le gouvernement anglais n'a en réalité plus aucun intérêt à faire céder les Polonais et qu'il joue la montre jusqu'à ce que Hitler se rende ou déclenche une guerre. La recommandation de Henderson d'emprunter la voie diplomatique normale ressemble à tout sauf à un effort anglais visant à trouver une solution rapide. Von Ribbentrop doit craindre que la « voie normale » prenne beaucoup de temps et se heurte à nouveau au refus des Polonais. Le Ministre allemand réagit avec colère. Au lieu d'essayer de convaincre Henderson avec la proposition de Hitler en 16 points, il lit la proposition de Hitler si rapidement que Henderson ne peut pas tout comprendre et retenir. Finalement, von Ribbentrop déclare que l'offre est maintenant dépassée – puisqu'aucun Polonais ne s'est présenté à Berlin – et refuse de la remettre par écrit. La médiation britannique – pour autant qu'elle en ait été une – a donc échoué une fois de plus.

Henderson quitte le ministère des Affaires étrangères et, pour ne rien oublier, se précipite à l'ambassade de Pologne. Il informe Lipski de ce qu'il a retenu des 16 points de l'entretien de Hitler avec Ribbentrop, à savoir que l'Allemagne ne prévoit que la cession de Dantzig et un référendum dans le corridor, et que l'ensemble des propositions n'est pas déraisonnable.[928] Compte tenu de la situation extrêmement critique – insiste Henderson avec force – Lipski devrait appeler immédiatement le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop et demander qu'on lui remette les nouvelles propositions

[927] Débats du TMI, volume X, page 311.
[928] Henderson, page 273.

allemandes. Lipski fait la sourde oreille et déclare qu'il ne peut pas le faire sans consulter Varsovie. Henderson persiste dans son conseil et devient personnel :

> *« Vous n'avez pas ouvert la bouche pendant quatre mois. C'est ce qu'on vous reprochera lorsque la guerre éclatera ».*[929]

Lipski promet alors au moins de téléphoner à son gouvernement.

Au moment de l'échec de l'entretien Ribbentrop-Henderson – également peu après minuit – Dahlerus revient de Londres et se rend directement chez Göring pour lui faire son rapport. Dahlerus porte un jugement optimiste sur sa mission londonienne. Il n'oublie pas de mentionner le souhait de l'Angleterre d'avoir des discussions germano-polonaises directes. La nouveauté de Göring pour Dahlerus, ce sont les 16 points de Hitler. Son commentaire après les avoir lus :

> *« Hitler, dans son désir de parvenir à un accord avec l'Angleterre, a élaboré une offre à la Pologne qui représente une grande concession de la part de l'Allemagne, qui doit faire grand bruit dans son caractère manifestement démocratique, juste et pratiquement réalisable et qui peut être acceptée aussi bien par la Pologne que par l'Angleterre ».*[930]

Les deux hommes, Göring et Dahlerus, sont d'accord pour dire qu'ils sont proches du succès dans leur lutte pour la paix. Dahlerus veut maintenant savoir ce qui est ressorti de la rencontre entre Ribbentrop et Henderson et appelle l'ambassade depuis le téléphone de Göring. Ogilvie-Forbes[931] l'informe du désastre de l'entretien.

Il est maintenant deux heures du matin. Le maréchal et le Suédois tentent encore de sauver ce qui peut l'être. Göring autorise Dahlerus à dicter immédiatement par téléphone à Ogilvie-Forbes la proposition en 16 points de Hitler. Cette offre de Hitler à la Pologne devrait tout de même parvenir à Henderson. Immédiatement après, Göring informe Hitler de l'échec de la remise des notes de Ribbentrop. Hitler

---

[929] Documents Brit. Foreign Policy, Third Series, Volume VII, Document 575.
[930] Dahlerus, page 105.
[931] Chargé d'affaires à l'ambassade britannique pendant l'absence de l'ambassadeur.

rend hommage au maréchal pour sa rapidité d'intervention.[932] Ogilvie-Forbes ne peut pas transmettre immédiatement la proposition de Hitler à l'ambassadeur Henderson, car celui-ci se trouve encore à l'ambassade de Pologne. Il dépose les 16 points écrits sous la dictée téléphonique sur le bureau de Henderson et va se coucher. À 9 heures, l'ambassadeur trouve la lettre et connaît désormais le texte complet de l'offre du Führer. Au même moment, Göring envoie Dahlerus à Henderson avec une copie du texte, afin de s'assurer que l'ambassadeur a le bon texte entre les mains. Celui-ci profite de l'arrivée de l'intermédiaire suédois pour lui demander de transmettre la proposition de Hitler à Lipski à l'ambassade polonaise le plus rapidement possible en compagnie d'Ogilvie-Forbes. À 11 heures, les deux émissaires arrivent chez Lipski. La scène qui suit a quelque chose de d'épouvantablement irréel.[933] L'ambassade est pour ainsi dire vidée de ses occupants.

Les caisses de déménagement sont alignées dans le hall. Le personnel de l'ambassade s'occupe des préparatifs de départ. Dahlerus lit à Lipski, dans sa chambre presque vide, la proposition de Hitler, qui est en effet adressée au gouvernement polonais. Après une brève écoute, Lipski s'interrompt et déclare ne pas en comprendre le contenu, et ce bien qu'il parle couramment l'allemand. Le Suédois quitte la pièce pour faire une copie de la note de Hitler et la remettre. Pendant ce temps, Lipski annonce à Ogilvie-Forbes, qui est resté en arrière, qu'il « n'a aucune raison de s'intéresser aux notes ou aux offres de la partie allemande. Il connaît la situation en Allemagne. ...Il est convaincu qu'en cas de guerre, des troubles éclateront ici et que les troupes polonaises marcheront sur Berlin ».[934]

Dahlerus revient et remet à Lipski la proposition de Hitler. Pendant ce temps, il est près de midi. Les deux émissaires rentrent en toute hâte à l'ambassade britannique et font leur rapport à Henderson.

---

[932] Rassinier, page 294.

[933] La procédure suivante est décrite par Dahlerus. Voir Dahlerus, page 110, et Documents IMT, volume IX, page 521.

[934] Dahlerus, page 110, et Documents TMI, volume IX, page 521.

Dahlerus informe immédiatement le Foreign Office à Londres de son étrange rencontre avec l'ambassadeur Lipski. Il se plaint du fait que la Pologne détruit manifestement et consciemment toute possibilité de négociation. Lipski lui aurait dit que les propositions allemandes ne méritaient même pas d'être prises en considération. Dahlerus est excédé car il se rend compte que son action de médiateur échouera probablement en raison de l'immobilisme des Polonais. À la fin du rapport, le Suédois souligne qu'il estime lui-même que la proposition allemande en 16 points est extraordinairement généreuse.

À Londres, l'appel de Dahlerus n'est manifestement pas considéré comme très utile. Il s'ensuit immédiatement une mise en garde de Halifax à Henderson, lui demandant « d'empêcher à l'avenir toute personne n'appartenant pas à l'ambassade d'Angleterre d'utiliser sa ligne téléphonique ».[935] Cette mise en garde, en soi ridicule, sur l'utilisation du téléphone, nourrit le soupçon que le Secrétaire d'État au Foreign Office Halifax ne souhaite plus, à ce moment-là, poursuivre ses efforts de médiation.

Au cours des dernières heures, le Foreign Office a reçu un nouveau rapport de l'ambassadeur à Varsovie Kennard.[936] Ce dernier annonce qu'il s'est entretenu la veille avec le Ministre polonais des Affaires étrangères Beck et que celui-ci lui a promis une réponse écrite à la proposition de médiation anglaise pour midi. Beck se serait montré très soulagé que le gouvernement britannique ne se soit en aucune façon engagé en faveur des exigences allemandes. Kennard exprime ici ce que von Ribbentrop craignait et que Göring, confiant dans la médiation « équitable » de l'Angleterre, ne soupçonnait pas. Le gouvernement anglais ne lève pas le petit doigt pour inciter la Pologne à comprendre les positions allemandes. L'Angleterre ne se donne pas la peine d'éliminer la pomme de discorde de Dantzig, qu'elle a elle-même créée à Versailles.

---

[935] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VII, Document 589.
[936] Livre bleu de la guerre britannique, document 93.

Peu avant que Dahlerus n'informe le Foreign Office à Londres de son étrange rencontre avec Lipski – vers midi – un télégramme part de là pour Varsovie.[937] Halifax enjoint l'ambassadeur Kennard à demander, avec son collègue français, au gouvernement polonais de confirmer au gouvernement allemand du Reich qu'il « accepte le principe de discussions directes germano-polonaises ». On est encore loin du conseil d'envoyer à Berlin un envoyé mandaté pour des pourparlers.

Apparemment, quelques minutes seulement après l'appel de Dahlerus concernant le comportement de Lipski, deux autres instructions sont données par Londres. Henderson à Berlin reçoit à environ 13 heures l'ordre par téléphone d'informer le gouvernement du Reich que le gouvernement polonais va maintenant envoyer son ambassadeur au ministère des Affaires étrangères.[938] Et Kennard à Varsovie reçoit à 13h45 l'ordre télégraphique[939] de donner immédiatement au gouvernement polonais le conseil d'envoyer son ambassadeur à Berlin au gouvernement du Reich. Lipski devrait s'y déclarer prêt à recevoir de nouvelles propositions allemandes et à les transmettre à Varsovie. Varsovie pourrait alors également présenter des propositions. Ce télégramme ne fait pas non plus référence à l'envoyé polonais mandaté par Hitler pour entamer des discussions. Tout se passe comme si Chamberlain et Halifax essayaient de faire patienter Hitler sur ce point jusqu'à ce qu'il faiblisse ou qu'il commence la guerre de son propre chef.

Henderson se rend immédiatement au ministère des Affaires étrangères avec sa mission et informe le Secrétaire général aux affaires étrangères von Weizsäcker de la nouvelle venue de Londres. Le message est immédiatement transmis à Hitler, qui est sur le point de mettre en vigueur la « directive n° 1 pour la conduite de la guerre », c'est-à-dire l'ordre d'attaquer la Pologne avec sa signature. Hitler aurait

---

[937] British War Bluebook, Document 94.
[938] Benoist-Méchin, Band 7, Seite 509.
[939] Livre bleu de la guerre britannique, document 95.

encore une fois reporté sa signature après cette annonce de Londres.[940]

La deuxième instruction sur le même sujet, celle de Halifax à Kennard, croise deux dépêches de Varsovie à Londres et Berlin. Dans la première, adressée par le Ministre polonais des affaires étrangères Beck au Secrétaire d'État Halifax, le gouvernement polonais se déclare prêt à entamer des discussions avec le gouvernement allemand du Reich.[941] Ce message passe par Kennard, ce qui explique qu'ayant été envoyé à midi, il ne parvienne à Londres qu'à 18h30.

La deuxième dépêche est envoyée à 12h40 directement par radio de Beck à Lipski à Berlin, où elle est enregistrée et décryptée par la radio de reconnaissance allemande. Il existe aujourd'hui deux transcriptions officielles de cette dépêche. Dans celle de la Pologne, Lipski est chargé de rendre visite au Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop et de l'informer :

> *« Cette nuit, le gouvernement polonais a été informé par le gouvernement britannique de ses discussions avec le gouvernement allemand sur la possibilité de négociations directes entre les gouvernements allemand et polonais.*
>
> *Le gouvernement polonais considérera la proposition du gouvernement britannique dans un sens favorable et donnera dans quelques heures une réponse formelle au gouvernement britannique sur cette question ».*[942]

Dans la transcription de l'enregistrement de la reconnaissance radio allemande, cette directive est accompagnée d'une annexe ainsi rédigée :

> *« Ne vous engagez en aucun cas dans des discussions objectives. Si le gouvernement du Reich fait des propositions orales ou écrites, vous devez déclarer que vous n'avez aucun pouvoir pour recevoir ou discuter de telles propositions et que vous devez exclusivement transmettre la communication ci-*

[940] Benoist-Méchin, tome 7, page 510. L'historien B.-M. ne donne cependant pas de référence sur ce point.
[941] British War Bluebook, Document 97.
[942] Livre blanc polonais, document 110.

dessus à votre gouvernement et demander d'abord d'autres instructions ».[943]

L'authenticité de cette documentation allemande est confirmée par le fait que Lipski s'en tient strictement à cette instruction supplémentaire et que Kennard la confirme dans un rapport du même jour.[944]

En présentant cette instruction entendue à Hitler, Göring et von Ribbentrop, la dernière chance de paix s'évanouit. Il est maintenant 13 heures, plus que 16 heures avant le début fixé de l'attaque de la Wehrmacht contre la Pologne. Göring et Dahlerus sont en train de discuter de la suite des évènements lorsqu'un messager apporte la directive Lipski décryptée.[945] Le maréchal écume de rage. Il donne à Dahlerus un exemplaire du texte décrypté. Après environ deux heures de réflexion supplémentaire, le Suédois suggère au maréchal d'entamer lui-même des négociations avec les Britanniques. Les deux hommes sont d'accord pour dire que le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop n'est pas l'homme de la situation, avec son manque de sang-froid et sa volonté d'en arriver à une guerre avec la Pologne. Tous deux savent qu'il n'est plus possible de s'entendre rapidement avec les Polonais au point de pouvoir arrêter la Wehrmacht.

Göring se rend chez Hitler afin d'obtenir l'autorisation d'entamer de nouvelles discussions avec le gouvernement anglais. Le Führer est plus que sceptique, mais il accepte l'idée du maréchal. Il approuve les entretiens immédiats de Göring avec Henderson et la proposition de laisser l'Angleterre participer aux négociations pour la Pologne. Hitler sait que l'absence désormais certaine d'un négociateur polonais l'obligerait sinon à abandonner Dantzig et la minorité allemande en Pologne ou à attaquer la Pologne dans les 14 heures. Le détour par Londres est donc aussi sa dernière chance de trouver un accord avec l'Angleterre. Hitler est manifestement prêt, même maintenant – l'après-midi avant le déclenchement de la guerre – à annuler la campagne de Pologne. Sinon, il aurait retenu Göring à l'heure même. La

---

[943] Dahlerus, page 112.

[944] British War Bluebook, document 96.

[945] Les évènements suivants sont tirés du rapport de Dahlerus. Voir Dahlerus, pages 111 et suivantes.

seule condition posée par Hitler à l'entretien Göring-Henderson est qu'un représentant d'un État neutre y participe. Ce sera alors le Suédois Dahlerus.

Pendant ce temps, Dahlerus se précipite à l'ambassade d'Angleterre pour y préparer le terrain. Henderson l'accueille avec gentillesse, mais soupçonne immédiatement les Allemands de vouloir semer la discorde entre l'Angleterre et la Pologne. Dahlerus montre à Henderson le texte décrypté de la directive de Beck à Lipski et lui fait ainsi comprendre que dans cette situation hautement explosive, la seule possibilité de maintenir la paix serait que Göring – avec l'approbation de Hitler – et Henderson parviennent à un accord sur un programme de négociations germano-anglaises. Dahlerus écrit à propos de cette rencontre :

> *« Je suis persuadé que Henderson, bien qu'il m'ait écouté attentivement, était tout le temps intérieurement d'avis certain que tout cela n'était qu'une intrigue, une tentative de diviser la Pologne et l'Angleterre afin de donner à l'Allemagne l'occasion d'attaquer la Pologne sans être dérangée ».*[946]

À 16h30, la conférence réunit Henderson, Göring, Dahlerus et Ogilvie-Forbes. Göring accueille Henderson de manière particulièrement chaleureuse. Tous deux s'efforcent manifestement de créer une atmosphère favorable à l'entretien à venir. Lorsqu'on en vient au sujet, le maréchal allemand propose à l'ambassadeur anglais d'entamer des négociations entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, dans lesquelles cette dernière devrait également négocier pour la Pologne. Henderson reste réservé. Il ne croit pas que la proposition de Göring conduise à une solution et ne veut donc pas la suivre.[947] Göring poursuit en présentant à l'Anglais le télégramme chiffré décrypté de Beck à Lipski comme preuve que l'Allemagne pourrait difficilement parvenir à un règlement avec la Pologne dans les conditions actuelles. Göring ne peut pas se douter que le gouvernement anglais et Kennard, sur place à Varsovie, renforcent encore l'attitude polonaise

[946] Dahlerus, page 119.
[947] Henderson, page 275.

de blocage. Henderson se déclare alors prêt à transmettre la nouvelle proposition allemande à son gouvernement. Il tente également de faire part d'une préoccupation lors de la réunion. Il demande au maréchal Göring d'empêcher la publication radiophonique des 16 points de Hitler, annoncée pour le soir même. Henderson – c'est son argument – craint que cela ne détruise l'ultime espoir d'aboutir à des discussions germano-polonaises.[948] L'entretien des quatre hommes se termine peu avant 19 heures, sans que Göring n'ait obtenu quoi que ce soit de définitif.

Le souhait de l'ambassadeur Henderson de cacher le plus longtemps possible au monde les 16 points de Hitler est du même ordre que la demande de Duff Cooper aux rédactions du *Daily Mail* et du *Daily Telegraph* de commenter le plus négativement possible la proposition des 16 points de Hitler. Le souhait vise manifestement à ce que les gens en Angleterre, en France et aux États-Unis soient prêts à la guerre. La limitation des revendications allemandes à ce qui est légitime et la proposition de laisser les habitants concernés du Corridor voter eux-mêmes sur leur appartenance à la Pologne ou à l'Allemagne pourraient ne plus suffire à de nombreux Français, Britanniques et Américains pour qu'ils partent donc en guerre pour les Polonais.

Pendant ce temps, vers 16 heures, l'ambassadeur Lipski demande un entretien au Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop. Celui-ci sait depuis quelques heures que Lipski n'a pas le droit de négocier ni de recevoir les propositions allemandes. À 18h30, les deux hommes se retrouvent face à face.[949] Lipski lit la déclaration polonaise, que von Ribbentrop connaît déjà grâce au télégramme décrypté de Varsovie. Le Ministre demande alors si l'ambassadeur est autorisé à négocier. Celui-ci répond par la négative. La conversation porte encore sur l'échange de vues germano-anglais des derniers jours et sur les attentes de Hitler de voir un plénipotentiaire polonais à Berlin

[948] Ibid.

[949] L'entretien suivant est consigné par l'interprète en chef, le Dr Schmidt. Voir ADAP, série D, Volume VII, document 476.

avant le soir du 30 août. Puis von Ribbentrop demande une deuxième fois à l'ambassadeur Lipski s'il peut négocier. Lorsque celui-ci répond par la négative, l'entretien est terminé. Ni von Ribbentrop ni Lipski ne font la moindre tentative pour laisser une voie à leur interlocuteur. Tous deux savent que cela signifie la guerre.

C'est ainsi qu'à 19 heures, les deux dernières tentatives d'empêcher la Wehrmacht de lancer son attaque le 1er septembre ont échoué et sont tombées à l'eau. La tentative d'entamer des discussions avec la Pologne sur la proposition en 16 points de Hitler a échoué, et la tentative de négocier avec l'Angleterre plutôt qu'avec la Pologne a échoué.

Pendant ce temps, le cabinet parisien est en proie à des luttes d'orientation. Le Président Daladier est d'avis que la France doit rester inflexible face à l'Allemagne.[950] Hitler ne survivra pas politiquement au début de la guerre dans son propre pays. Le Ministre des affaires étrangères Bonnet conseille de négocier au plus vite avec l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre et la Pologne sur tout ce qui pourrait déclencher la guerre.[951] Et l'ambassadeur français Coulondre à Berlin écrit différemment au fil des jours, tantôt de manière virulente à Daladier, tantôt de manière modérée à Bonnet. Le 30 août, par exemple, il s'adresse au Président :

> *« Cher Monsieur le Président !*
>
> *L'épreuve de force tourne en notre faveur. De source sûre, j'apprends que Hitler est dans l'expectative depuis cinq jours, que les ténors du parti sont devenus chancelants et que les rapports font état d'un mécontentement croissant de la population. ... Nous devons encore tenir bon, tenir bon et encore tenir bon. Si je suis bien informé, Hitler revendique Dantzig et un passage à travers le Corridor. Nous devons le convaincre, par notre attitude ferme, qu'il n'obtiendra rien avec les méthodes qu'il a utilisées jusqu'à présent. »*[952]

[950] Benoist-Méchin, tome 7, page 518.
[951] Benoist-Méchin, tome 7, page 514.
[952] Benoist-Méchin, tome 7, page 494.

Le lendemain, 31 août, Coulondre conseille tout autrement le Ministre des affaires étrangères Bonnet :

> *« ... D'après des informations sûres, le gouvernement allemand est très irrité de n'avoir reçu aucune réponse de la Pologne. Il est à craindre qu'il donne l'ordre d'attaquer immédiatement s'il n'a pas de réponse entre les mains avant la fin de la matinée. ...Il serait tout à fait dans l'intérêt du gouvernement polonais de faire savoir immédiatement à Berlin qu'il approuve la prise de contact et qu'il envoie Lipski comme plénipotentiaire pour négocier avec lui, avec toutes les instructions nécessaires ».*[953]

Si les divergences d'orientation au sein du cabinet sont fortes, l'image de la France à l'extérieur est tout aussi faible lorsqu'il s'agit de résoudre les problèmes introduits à Versailles par consensus avec la Pologne et l'Empire allemand.

Une tentative de médiation des Français et des Italiens déjà mentionnée ce jour-là, la dernière avant la guerre, ne mérite guère d'être prise en considération. Vers midi, Mussolini propose – probablement sur l'insistance antérieure des Français – une conférence qui devrait réparer fondamentalement les dégâts de Versailles et tous les différends entre l'Italie, l'Angleterre, la France, la Pologne et l'Allemagne.[954] Le Ministre Bonnet estime que cette proposition devrait d'abord faire l'objet d'un accord entre Paris et Londres avant d'inviter Hitler. Un processus de concertation s'engage ainsi jusque tard dans la soirée. Le gouvernement anglais considère la proposition de Mussolini comme un piège et conseille de ne pas la rejeter brutalement, mais d'exiger au préalable la démobilisation des armées de tous les pays.[955] À 22 heures, le gouvernement français est prêt à informer le gouvernement anglais de sa décision d'accepter la proposition de Mussolini au cas où les négociations germano-polonaises auraient échoué. Londres répond qu'il enverra sa décision à Rome le lende-

[953] Bonnet, page 281.
[954] Bonnet, page 285 sq.
[955] Benoist-Méchin, tome 7, page 513.

main matin. Mais à ce moment-là, la Wehrmacht pénètre déjà en Pologne. Les Britanniques et les Français la laissent maintenant faire.

À 19 heures, l'ambassadeur italien, le Dr Attolico, se présente en audience auprès du Chancellier et lui fait part de l'offre de médiation du Duce.[956] Pour Hitler, le temps est compté. À cette heure tardive, il ne peut plus arrêter l'avancée des troupes allemandes. Chaque jour supplémentaire où il est retardé augmente le risque que la campagne contre la Pologne ne s'enlise pas à Varsovie, mais dans la boue et la pluie. Les généraux lui ont conseillé de ne pas commencer une campagne après le 2 septembre. Les généraux britanniques et français le savent également.[957] Comme nous l'avons déjà mentionné, le général Gamelin a prévu qu'une attaque allemande s'enliserait sans succès en automne et en hiver. Ce soir-là, Hitler n'a donc plus le choix entre la négociation et la guerre, mais seulement entre le renoncement à Dantzig et à la protection de la minorité allemande en Pologne ou la guerre. Il voit entre-temps que les Britanniques ne l'aideront pas avec les Polonais et que ces derniers ne veulent pas négocier sous la protection des Britanniques. Hitler refuse avec reconnaissance l'offre tardive du Duce.

Une toute dernière possibilité d'amener les Polonais, les Britanniques et les Français à reconsidérer leurs positions est manifestement consciemment omise ce jour-là. Roosevelt, qui sait depuis sept jours que Hitler a accordé à l'Union soviétique la Pologne orientale comme zone d'intérêt, se mure à nouveau dans le silence. Le Président des États-Unis n'a pas eu de mal à imaginer que le gouvernement polonais, sachant cela, aurait préféré la réintégration de l'État libre de Dantzig dans le Reich allemand à la perte désormais certaine de la Pologne orientale. Cela semble assez macabre, mais le matin de ce dernier jour avant la guerre, l'ambassadeur américain à Paris Bullitt assure à son collègue polonais, le comte Łukasiewicz,

---

956 ADAP, série D, volume VII, document 478.

957 Le Ministre français des affaires étrangères Bonnet et l'ambassadeur britannique Henderson écrivent dans leurs mémoires qu'ils savaient alors que Hitler ne pouvait plus, pour des raisons météorologiques, repousser la campagne de Pologne.

qu'il sait de source sûre qu'un éventuel accord secret complémentaire au pacte Hitler-Staline ne concerne que les trois États baltes, et non la Pologne.[958]

Hitler est confronté à une grande défaite à la veille de la guerre. Son rêve d'un traité et d'un partenariat avec l'Angleterre a été réduit en miettes. Pour lui, c'est l'intransigeance des Polonais qui bloque la voie à la réalisation de son rêve. Contrarié par cette défaite personnelle, Hitler se laisse aller à une phrase qui semble témoigner de sa soif de guerre. Une fois l'ambassadeur italien parti, Hitler se tourne vers le Secrétaire d'État Meißner resté dans la pièce et dit :

> *« Au fond, je suis bien content que les Polonais n'aient pas accepté mon offre. Je l'ai fait contre mon intime conviction, mais si les Polonais l'avaient acceptée, j'aurais été lié par elle ».*[959]

Peut-être qu'en faisant cette remarque, Hitler révèle qu'au fond, il voulait la guerre avec la Pologne depuis un certain temps déjà. Peut-être cette déclaration est-elle aussi l'affirmation protectrice d'un homme qui a échoué dans quelque chose et qui prétend ensuite qu'il n'aurait pas voulu qu'il en soit autrement. Ou peut-être s'agit-il de l'explosion d'une colère accumulée entre-temps contre l'attitude de la Pologne, qui lui a gâché le retour de Dantzig sans effusion de sang et un partenariat avec la Grande-Bretagne : donc la guerre pour se venger d'une défaite de Hitler en politique étrangère.

À 21 heures, la radio allemande annonce la proposition de Hitler en 16 points. Entre 21 et 22 heures, le Secrétaire général aux affaires étrangères von Weizsäcker remet les copies écrites de la proposition hitlérienne aux ambassadeurs d'Angleterre, de France et du Japon, ainsi qu'aux chargés d'affaires des États-Unis et de l'Union soviétique.

Tard dans la soirée, le gouvernement anglais doit encore une fois s'occuper de la presse. Dans son édition du soir, le *Daily Telegraph* a

---

[958] Bavendamm, Roosevelts Weg zum Krieg, page 604, en référence à l'historien polonais Jêdrzejewicz dans son livre Łukasiewicz, page 269.

[959] Benoist-Méchin, tome 7, page 524, qui y cite Otto Meißner, Staatssekretär unter Ebert-Hindenburg- Hitler, Hambourg 1950, page 518.

rendu compte de l'activité de médiation du gouvernement londonien entre Varsovie et Berlin. Le journal a également mentionné le fait que le gouvernement polonais a ordonné la mobilisation générale des forces armées après avoir reçu l'offre de négociation de l'Allemagne, au lieu d'honorer cette offre. L'édition du soir du *Daily Telegraph* est confisquée. Une réimpression, qui arrive comme édition tardive, ne mentionne pas la mobilisation générale en Pologne. Rien dans cette grave crise ne doit faire douter les lecteurs anglais.[960]

Le début de la guerre

Le 1er septembre 1939, à 4h45 du matin, la Wehrmacht se lance à l'assaut de la Pologne sans déclaration de guerre.

Le général Keitel, chef du haut commandement de la Wehrmacht, conseille à Hitler de déclarer la guerre à la Pologne, mais le Führer refuse.[961] Les raisons de Hitler peuvent être de nature opérationnelle ou politique. La raison opérationnelle réside dans la surprise des Polonais attaqués. Mais cela compte peu ici, car les forces polonaises sont déjà mobilisées et pleinement déployées lorsque la guerre commence. L'aspect politique réside peut-être dans l'expérience de la Première Guerre mondiale. En 1914, l'Allemagne a été le premier pays à déclarer la guerre, après que la Russie, la France et l'Angleterre aient mobilisé leurs armées et leurs flottes. Cela a ensuite été considéré à Versailles – entre autres – comme une preuve de la culpabilité de l'Allemagne dans la guerre, au sens du principe du pollueur-payeur. En 1919, l'Empire allemand vaincu a dû payer le prix fort pour cette manière d'agir traditionnelle et correcte du point de vue du droit international. Au XXe siècle, les déclarations de guerre ne sont plus du tout la règle générale. Le Japon, par exemple, ouvre la guerre russo-japonaise en 1904 sans déclaration de guerre contre la Russie. La Pologne fait de même avec l'Union soviétique en 1920. Les États-

960 Hedin, page 60.
961 Keitel, page 251.

Unis entrent dans la guerre du Vietnam sans déclaration de guerre. Les pays de l'OTAN lancent leurs attaques aériennes contre la Yougoslavie en 1999, également sans déclaration de guerre. Hitler aussi commence la guerre sans déclaration de guerre après six mois de tentatives infructueuses de dialogue avec le gouvernement polonais.

Le 3 septembre, l'Angleterre et la France se conforment à leur devoir d'alliance et déclarent à leur tour la guerre à l'Allemagne. Presque tout le Commonwealth et certaines colonies françaises se joignent à eux le même jour. Le 3 septembre, ce sont l'Australie, la Birmanie, Ceylan, l'Inde, la Jordanie, le Cambodge, le Laos, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, la Tunisie et le Vietnam. Le 6, ce sera le tour de l'Union sud-africaine et de l'Irak, et le 10 septembre, le Canada. Chamberlain a ainsi tenu sa promesse d'il y a une semaine. En l'espace de deux jours, la guerre pour la ville de Dantzig et le corridor s'est transformée en guerre mondiale.

Dès le premier jour, la guerre en Pologne s'étend à la population civile de trois manières. D'une part, la population polonaise dans la zone de combat est touchée de manière inattendue et sans intention allemande lors des combats. Ainsi, dès le premier jour de la guerre, lors d'une attaque aérienne allemande contre une division polonaise, des bombes sont larguées par erreur sur la ville de Wielun en raison d'une mauvaise visibilité. Environ 1 200 civils polonais innocents y trouvent la mort.[962] Deuxièmement, dès le début de la guerre, la population polonaise – en partie aussi l'armée – fait la chasse aux Allemands qui vivent encore en Pologne. Dans une vague de perquisitions, de pillages, d'arrestations, d'expulsions, de mauvais traitements, de viols et d'assassinats, plus de 5 000 de ces citoyens polonais de langue maternelle allemande perdent également la vie.[963]

---

[962] Le chiffre des morts de Wielun est tiré d'une lettre de lecteur polonais publiée le 8 août 2001 dans le *Faz*.

[963] Rasmus, page 144. Le chiffre de plus de 5 000 morts provient d'un centre d'enregistrement des tombes à Posen. Le chiffre officiel du ministère de l'Intérieur du Reich de 1940 fait état de plus de 12 000 morts. Les détails sur les Allemands assassinés et morts au cours des marches de déportation et sur les conscrits allemands tués dans l'armée polonaise sont publiés dans le livre *Pomerellen-Westpreußen* de Hugo Rasmus.

Le plus grand carnage, avec environ 1 000 meurtres, a lieu le troisième jour de la guerre dans la ville de Bromberg. Troisièmement, les francs-tireurs polonais – surtout dans les villes – lancent leur combat de partisans contre les troupes allemandes dès le départ des troupes polonaises. Cela provoque des réactions. Ainsi, dès le début de la guerre, de durs affrontements opposent également les militaires allemands à la population polonaise. La mort d'un si grand nombre de victimes parmi la population civile allemande et polonaise engendre une fois de plus la haine au sein des deux peuples.

Le 4 septembre, les flammes se propagent à l'ouest. La Royal Air Force anglaise attaque à l'aide de seize bombardiers des navires allemands en rade devant Cuxhaven, Wilhelmshaven et Brunsbüttel.[964] Le 5, l'arme sous-marine allemande et la Royal Navy entament leur guerre dans l'Atlantique. Ce jour-là, elles coulent les premiers navires marchands de leurs adversaires. Le 6, l'Allemagne donne l'ordre de ne pas tirer sur les navires marchands français et de ne pas les contrôler.[965] Le gouvernement du Reich tente toujours de tenir la France à l'écart. Le 10, l'Angleterre viole la neutralité du petit pays en faisant survoler la Belgique par des bombardiers, une tentative d'impliquer également cet État jusqu'alors encore neutre dans la nouvelle guerre.[966] À partir du 12 septembre, des troupes de l'armée britannique débarquent sur le continent et viennent renforcer les Français. L'Angleterre remplit ainsi ses garanties vis-à-vis de la Pologne, sans pour autant la soulager le moins du monde. La France fait d'abord preuve de fidélité à l'alliance et déploie quatre-vingts divisions à l'ouest, entre la Suisse et la mer du Nord. Face à elles, il n'y a d'abord que onze divisions allemandes.

Le 6 septembre, le quotidien polonais *Express Poranny* rapporte que l'armée française entre en Rhénanie et que l'aviation polonaise bombarde Berlin.[967] Trois jours plus tard, le 9, la Wehrmacht a déjà

964 KTB-SKL, page 39.
965 KTB-SKL, page 43.
966 Stegemann, page 17.
967 Piekalkiewicz, page 139.

pris tout l'ouest de la Pologne jusqu'à la ligne fleuve Narew-Varsovie-fleuve Bug. Le 13 septembre, *Express Poranny* titre « L'offensive allemande en Pologne s'est effondrée ».[968] Trois jours plus tard encore, le *Daily Express* de Londres rapporte que Sarrelouis est encerclée par les troupes françaises, ce qui ne veut rien dire puisque la ville se trouve directement à la frontière du pays. Seulement, cette information n'est pas exacte. Le 17 septembre, le gouvernement polonais, y compris le Président Moscicki et le commandant en chef Rydz-Śmigły, s'installe en Roumanie et l'armée rouge de l'Union soviétique – également sans déclaration de guerre – se lance à l'assaut de la Pologne par l'est. Elle récupère son ancien territoire, qui lui avait été attribué après la Première Guerre mondiale par le « Conseil suprême des Alliés » des vainqueurs. Le gouvernement soviétique explique son action devant les gouvernements étrangers en donnant les raisons suivantes :

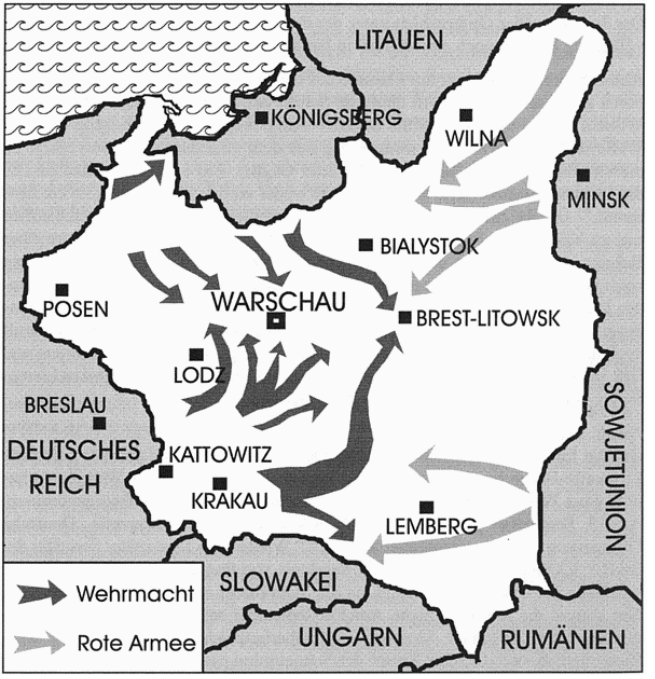
> *« L'État polonais a cessé d'exister et l'Union soviétique a donc dû prendre sous sa protection les Ukrainiens et les Biélorusses qui vivent sur ce territoire ».*[969]

Le lendemain, le 18, la Wehrmacht s'est emparée de toute la Pologne à l'ouest de la ligne Curzon, à l'exception de la capitale Varsovie. Le 19 septembre, les gouvernements français et britannique réagissent à la participation des Soviétiques à la guerre et demandent au gouvernement russe de retirer ses troupes de Pologne. Si cela n'est pas fait, Paris et Londres menacent de déclarer automatiquement la guerre.[970] C'est tout. Quatre semaines plus tard, les Britanniques et les Français prennent secrètement contact avec les Russes pour les inviter à la guerre contre l'Allemagne.

---

[968] Piekalkiewicz, page 103.
[969] Piekalkiewicz, page 180.
[970] Piekalkiewicz, page 192.

Le 29 septembre, la capitale Varsovie tombe. La Pologne a perdu. Pendant les quatre semaines de conquête de la Pologne par la Wehrmacht allemande et l'armée rouge de l'Union soviétique, Paris et Londres n'ont pas pris d'initiative militaire sérieuse contre l'Allemagne et n'ont pas déclaré la guerre à l'Union soviétique.



Carte 36 : la situation de la Pologne au soir du 18 septembre 1939.

PARTIE 6

CONCLUSION

CONCLUSION

Les facteurs qui mènent à la Seconde Guerre mondiale se superposent les uns aux autres tels des panneaux de verre peints. On ne voit clairement que l'image colorée sur la vitre supérieure, la dernière posée. L'image sur la vitre suivante, placée en dessous, est encore reconnaissable, mais elle est déjà beaucoup plus terne. Les images sur les plaques de verre inférieures, plus anciennes, ne transparaissent plus que très faiblement, mais leurs couleurs et leurs contours font toujours partie de ce que l'on voit d'en haut. Ainsi, l'image de surface montre qu'en 1939

- l'Allemagne s'abat sur la Pologne,
- que la Russie s'empare de la moitié de la Pologne,
- la Pologne n'en est que la victime,
- la France et l'Angleterre aident la Pologne sous pression
- et les États-Unis d'Amérique, enfin, viennent soutenir et sauver ceux qui aident.

Mais l'image en dessous montre déjà la dispute sur Dantzig, sur le passage du corridor et sur le sort des minorités harcelées dans le nouvel État polonais. Elle montre comment les Américains, les Britanniques et les Français ont créé ce problème à Versailles et ont accepté le risque de guerre qui en résultait. Elle montre les Polonais qui, en tant qu'héritiers du problème, ont fait de leur fierté nationale un moyen d'empêcher que le litige ne soit réglé en accord et en paix avec l'Empire allemand. Et elle montre une Allemagne qui cherche cet accord sans y parvenir et qui finit par ouvrir les hostilités. Les nombreux et longs parcours de vie de tous les peuples qui se sont affrontés en 1939 et après lors de la Seconde Guerre mondiale transparaissent des couches inférieures.

Comme Asher ben Nathan le dit : « Ce qui est décisif, c'est ce qui a précédé les premiers tirs », il est ici aussi décisif de savoir quel peuple et quel politicien a contribué aux causes de la Seconde Guerre mondiale avant le déclenchement de la guerre et jusque dans l'histoire qui résonne encore. Chaque peuple et chaque homme politique qui a causé quelque chose porte sa part de responsabilité dans la Seconde Guerre mondiale.

La Grande-Bretagne et la France ont joué un rôle clé dans la Première et la Seconde Guerre mondiale, aux côtés de l'Allemagne.

La contribution de l'Angleterre au déclenchement de la guerre

La sécurité et la richesse de l'Angleterre reposent depuis plus de trois siècles sur le fait qu'elle assure ses besoins en nourriture, en matières premières et en finances à partir de ses colonies lointaines et du commerce entre elles, et qu'elle utilise au besoin les hommes et les troupes de ces colonies à son propre profit. Afin de protéger préventivement la sécurité et cette richesse, les gouvernements anglais s'opposent depuis toujours à toute puissance étrangère dès qu'ils soupçonnent que cette dernière devient une concurrente et un danger pour l'Angleterre sur les mers et en Europe.

Après que la France a été éliminée comme rivale par la Grande-Bretagne en 1898[971] et que la Russie a été évincée par le Japon en 1905[972], l'Allemagne impériale, avec son miracle économique, son programme de construction navale et ses premières colonies, se hisse dans une position que l'Angleterre juge dangereuse. Bien que l'Allemagne n'exige rien de l'Angleterre – ni les terres ni les hommes – sa propre ascension lui vaut l'hostilité des Britanniques. Du boycott

[971] En juillet 1898, l'Angleterre menace la France de guerre et l'oblige à retirer une expédition militaire et de recherche de Faschoda au Soudan.
[972] En 1905, la Russie perd une guerre contre le Japon lors de la bataille navale de Tsushima.

du « Made in Germany » de 1887 à la mobilisation de la flotte anglaise à cause d'un seul petit navire de guerre allemand qui, en 1911, prend la mer à Agadir et « montre le drapeau », jusqu'à l'alliance avec la France contre l'Allemagne, l'attitude défensive préventive de l'Angleterre est cohérente. Mais en 1914, cette attitude préventive incite l'Angleterre à saisir l'occasion de faire la guerre à l'Allemagne. L'Angleterre, tout comme la France, refuse la demande allemande faite à la Grande-Bretagne et à la France de maintenir la paix à l'Ouest en cas de guerre à l'Est entre les Serbes, les Russes, les Habsbourg et les Allemands. Même l'offre de ménager la Belgique ne parvient pas à convaincre l'Angleterre de rester en dehors de la guerre.

La Première Guerre mondiale qui s'ensuit apporte d'abord une riche moisson à l'Angleterre. Elle s'empare des colonies allemandes et des concessions pétrolières allemandes en Irak. La flotte allemande est anéantie. L'Empire allemand doit payer 92 ans de réparations aux pays vainqueurs et la force de l'Allemagne est brisée pour longtemps.

Aux yeux des Allemands, la musique de fond anglaise est aussi amère que la défaite de la Première Guerre mondiale elle-même. Au sein du Conseil des États vainqueurs, la Grande-Bretagne, comme tous ses alliés, affirme que l'Autriche et l'Allemagne sont les seules responsables de la guerre passée. Elle reproche aux Allemands d'être incapables d'administrer des colonies. Elle prétend avoir mené la guerre pour la démocratie, les droits de l'homme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et elle impose, avec les autres vainqueurs, que l'Allemagne et l'Autriche abolissent leurs monarchies. Cet ensemble d'accusations et de revendications renforce le cliché chez de nombreux Allemands selon lequel les Britanniques sont perfides et menteurs. Enfin, alors qu'en 1919, les politiciens britanniques accusent les Allemands d'incompétence en matière de domination coloniale, les soldats britanniques abattent des manifestants indiens à Amritsar. Cette « aptitude » particulière des Anglais à la domination coloniale coûte la vie à 450 Indiens en une

journée.[973] La prétention de l'Angleterre à défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est ouvertement démentie en Irlande, au Kenya, en Égypte, en Inde, en Birmanie et ailleurs sur la planète. Quant à la déclaration de l'Angleterre de lutter pour la démocratie et sa demande de destituer l'empereur allemand et les princes, elle semble absurde pour un pays qui a introduit l'« égalité » du droit de vote à peine 50 ans après l'Empire allemand et qui se fait lui-même gouverner par des princes, des ducs et des rois. Ainsi, après la Première Guerre mondiale, « les Anglais » ne sont pas considérés en Allemagne comme justes, équitables et épris de paix, comme ils aimeraient eux-mêmes être vus.

Dès la « conclusion de la paix » de 1919, l'Angleterre apporte sa première contribution fatale à ce que la paix soit bientôt suivie d'une autre guerre. Le gouvernement britannique, en collaboration avec les autres puissances alliées victorieuses, construit une nouvelle variante de son équilibre des puissances pour l'Europe, basée sur un conflit durable entre l'Allemagne, la Tchécoslovaquie et la Pologne. L'intégration à Versailles de l'espace de peuplement de près de cinq millions d'Allemands dans les nouveaux États créés des Polonais et des Tchèques et Slovaques, ainsi que la construction de Dantzig-Pomerelle, sont conçues pour « occuper » les Allemands, les Tchèques et les Polonais les uns avec les autres et les maintenir en conflit. Dantzig en particulier, en tant qu'enfant de trois parents divorcés, de l'Allemagne, de la Pologne et de la Société des Nations, devait à un moment donné conduire à des conflits et à des changements. De nouvelles guerres sont donc prévisibles depuis le traité de Versailles. On l'a également reconnu en Angleterre. Les gouvernements britanniques depuis 1920 ont accepté à bon compte ce risque de guerre comme corollaire de leur équilibre des puissances, voire l'ont sciemment maintenu.

Vient ensuite la période d'après-guerre, au cours de laquelle la politique étrangère de l'Angleterre passe de la conquête à la

[973] Kulturfahrplan, page 1036.

conservation des terres. La protection des gains de conquête n'est possible que si le maintien du statu quo est désormais reconnu par le droit international et que les conquêtes, telles que celles menées par les Britanniques au Soudan, en Orange et au Transvaal[974] au cours des vingt dernières années, sont à l'avenir proscrites au niveau international. Par conséquent, l'Angleterre s'engage désormais en faveur de la paix dans le monde, même si, dans les années 1920, elle continue d'intervenir militairement ici et là en Chine, en Russie et en Égypte.

Par sa politique de *statu quo*, l'Angleterre ne parvient cependant pas à éliminer elle-même les facteurs perturbateurs créés à Versailles et à Saint-Germain. Les Britanniques laissent ainsi traîner la question de Memel, le problème du corridor de Dantzig et les questions d'armement non résolues. Ils ignorent les besoins des minorités en Pologne, en France et en Tchécoslovaquie. Ils ne tiennent pas compte de la volonté d'annexion de l'Autriche et tolèrent l'exigence de la France que la frontière de l'Allemagne avec ce pays reste durablement sans protection. Lorsqu'à partir de 1936, l'Allemagne sous Hitler commence à résoudre elle-même les questions énumérées l'une après l'autre, l'Europe se retrouve à chaque fois presque au bord de la guerre, et l'Angleterre perd peu à peu la face et l'estime de soi. Dès 1933, l'Angleterre commence à qualifier l'Allemagne d'agresseur et de perturbateur de la paix. Jusqu'en 1936, cela n'est vrai que dans la mesure où l'Empire allemand dérange cette sorte de conception britannique du *statu quo*. À cette époque, l'Allemagne ne demande rien à l'Angleterre ou à la France. La paix britannique du maintien des vainqueurs n'est tout d'abord pas touchée. La contribution de l'Angleterre au danger de guerre permanent à partir de 1936 consiste à ne pas éliminer les facteurs perturbateurs de Versailles qu'elle a contribué à créer, tant que cela serait possible de le faire en paix.

La nouvelle contribution de l'Angleterre est son armement naval. Au lieu de réduire ses forces armées, y compris sa flotte, au

[974] L'Orange et le Transvaal sont aujourd'hui des régions de la République d'Afrique du Sud.

« minimum compatible avec la sécurité nationale », comme le prévoit le traité, le royaume participe à la course aux armements entre les États-Unis et le Japon. Cela se répercute sur les forces terrestres et aériennes d'autres pays. Dans l'ensemble, la Grande-Bretagne et les pays voisins de l'Allemagne imposent au Reich allemand, qui n'était pas protégé jusqu'en 1936, le niveau d'armement jusqu'auquel la Reichswehr doit être réarmée pour pouvoir défendre l'Allemagne en cas de besoin. Le niveau des autres États est toutefois si élevé que l'Allemagne devient elle-même attaquable par certains pays voisins.

Lors de la crise des Sudètes, l'Angleterre s'efforce sérieusement, pour la première fois, de réparer elle-même une partie des dommages causés par Versailles. Hitler, qui veut manifestement davantage que le rapatriement des Allemands des Sudètes, ne remercie pas l'Angleterre de son aide lors de la conférence de Munich. Comme on le verra plus tard, le Führer a l'intention de rattacher toute la Tchéquie à l'Empire allemand. Mais avant même que Hitler ne commette son infraction contre le reste de la Tchéquie en 1939, l'Angleterre commence à se préparer de toutes ses forces à une guerre contre l'Allemagne. Elle double son budget de défense pour l'armement, introduit la « réserve immédiate » pour la flotte[975] et un « service national volontaire pour la défense de l'Angleterre » et impose des crédits à l'Union soviétique pour ses achats d'armes.

En mars 1939, Hitler fait occuper la Tchéquie et la Hongrie annexera en même temps l'Ukraine des Carpates. L'Angleterre aurait alors eu une raison de défendre la liberté des Tchèques et des Ruthènes et de faire la guerre au Reich allemand et à la Hongrie. Mais elle ne le fait pas. La paix est donc à nouveau obligatoire entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, à moins que l'Angleterre n'ait tenté plus tard de libérer les Tchèques et les Ruthènes. Une telle intention n'a jamais existé.

L'élite politique anglaise est cependant fatiguée de voir le nouveau gouvernement allemand éliminer petit à petit les conséquences de

[975] Cette disposition permet d'enrôler des réservistes avant la mobilisation officielle.

Versailles, sans que le gouvernement anglais puisse encore exercer une influence significative. Avec l'annexion du reste de la Tchéquie, Hitler est allé trop loin. À Londres, on n'est plus disposé à céder à d'autres désirs allemands, même s'ils sont justifiés. Au contraire, le prochain souhait doit être l'occasion de mettre un terme à l'accroissement de la puissance allemande. Peu après l'invasion allemande du reste de la Tchéquie, l'Angleterre commence à mettre en place la prochaine guerre mondiale.

Hitler ayant renoncé à l'Alsace-Lorraine et au Tyrol du Sud dans des traités avec la France et l'Italie, il ne reste plus que Dantzig, le passage du corridor, le sort de la minorité allemande en Pologne et les colonies comme derniers héritages de Versailles. C'est ce qu'écrit l'ambassadeur Phipps dans son rapport final, avant de rentrer chez lui à Londres en 1937, après avoir quitté l'ambassade de Berlin :

> *« Hitler veut l'Autriche, puis les Sudètes, puis Memel, le corridor, Dantzig et pour finir les colonies perdues ».*[976]

Henderson, son successeur à Berlin, partage cette vision des choses. La question coloniale a été trop souvent évoquée par Hitler auprès de Chamberlain, de Halifax et de lui-même. Ainsi, pour Londres, il est important que les révisions des faits établis à Versailles soient stoppées avant que ne vienne le tour des gains de guerre de l'Angleterre. Et avant les négociations ultérieures sur les anciennes colonies allemandes, seule Dantzig est à l'ordre du jour.

En conquérant la Tchéquie, c'est Hitler lui-même qui donne aux Britanniques le frein qui leur permettra de le stopper. Et l'Angleterre actionne le frein.

Le gouvernement britannique met en place une logique que tout le monde comprend et qui détourne le regard du problème colonial. L'Angleterre accuse l'Allemagne d'aspirer à un empire mondial en Europe de l'Est au lieu d'annexer les territoires du Reich séparés en 1919. C'est vrai pour autant que ce soit l'intention encore secrète de

[976] Henderson, page 129.

Hitler. Ce n'est pas vrai dans la mesure où le peuple allemand et sa Wehrmacht n'ont pas cette intention. Mais l'invasion de la Tchéquie, l'influence économique allemande dans le sud-est de l'Europe et les négociations germano-polonaises autour de Dantzig et du corridor pointent toutes vers l'est.

L'Angleterre profite de la situation ainsi créée pour dresser contre l'Allemagne, au niveau du problème de Dantzig, un obstacle devant lequel elle devra s'arrêter ou sauter. Le gouvernement anglais offre à son homologue polonais une garantie contre l'Allemagne, bien que l'Allemagne ne menace pas encore la Pologne et que l'Angleterre soit incapable de protéger la Pologne en cas de crise. À cette époque, le gouvernement du Reich allemand négocie avec les dirigeants polonais le retour de Dantzig et la construction de voies de communication extraterritoriales entre la Prusse Orientale et le Reich. Elle offre en échange la reconnaissance des gains territoriaux polonais de 1919 en Prusse occidentale et en Posnanie et le maintien des privilèges économiques et portuaires polonais à Dantzig. La Pologne, qui lutte depuis deux décennies pour la reconnaissance de ses gains territoriaux, aurait très bien pu trouver un accord commercial avec l'Allemagne. Mais avec les deux garanties et promesses d'aide du 31 mars 1939 et du 25 août, Londres a enlevé à Varsovie quasiment toute raison de répondre positivement aux souhaits de Berlin.

Ainsi, Hitler n'a plus le choix entre une solution négociée et la guerre, mais seulement celui, fatal, entre le renoncement et la guerre. De plus, la promesse anglaise « d'accorder immédiatement tout soutien et toute aide en son pouvoir »[977] a placé le gouvernement et l'opinion publique polonais dans une certitude de victoire qui les a incités à préférer la guerre à la voie du compromis. Les garanties devaient freiner Hitler, au lieu de quoi elles mobilisent les Polonais.

Le reste du comportement de l'Angleterre montre que Londres ne se soucie pas de l'indépendance des Tchèques ou des Polonais, ni des

[977] Formulation tirée de l'article 1 du pacte d'assistance mutuelle entre la Grande-Bretagne et la Pologne du 25 mars 1939.

droits de l'homme et de la paix, ni de la liberté des petits peuples. Parallèlement au méfait allemand contre la Tchéquie, la Hongrie s'empare de l'Ukraine des Carpates. Au même moment, la Pologne se lance à l'assaut de la Lituanie et menace de faire la guerre pour obtenir la reconnaissance a posteriori de la conquête polonaise de Vilnius en 1921. Ces deux évènements n'émeuvent pas les Britanniques.

Ensuite, l'Angleterre négocie avec les Soviétiques une alliance pour participer à la guerre contre l'Allemagne et accorde aux Russes le droit d'intervenir auprès des trois petits États baltes. La liberté des petits peuples ne tient donc pas non plus tant à cœur aux Britanniques. La référence au fait que les Baltes ont finalement fait partie de l'empire tsariste pendant deux siècles fait pâle figure face aux mille ans pendant lesquels la Tchéquie a fait partie de l'Empire allemand. De plus, en essayant de conclure une alliance avec les Soviétiques, l'Angleterre a choisi un partenaire totalitaire qui, avec la persécution des non-communistes, l'expropriation et l'expulsion de ses paysans et les « purges » dans le parti et l'armée, a déjà des millions de Russes morts à son actif. Si l'Angleterre avait voulu lutter pour l'application des droits de l'homme dans d'autres pays, elle n'aurait certainement pas sollicité l'aide du régime totalitaire de Moscou. La manœuvre avec les Polonais est uniquement dirigée contre l'Allemagne, et il ne s'agit pas de motifs nobles.

La dernière contribution directe de l'Angleterre au déclenchement de la guerre est le double jeu auquel le gouvernement britannique se livre à la fin avec le gouvernement allemand du Reich. Au cours de la dernière semaine avant le début de la guerre, le Premier ministre britannique Chamberlain et son Secrétaire d'État au Foreign Office Halifax donnent à Adolf Hitler l'impression qu'ils sont intéressés par une alliance germano-britannique, ce qui n'est pas le cas en réalité, et qu'ils veulent jouer le rôle de courtier équitable entre la Pologne et l'Allemagne. Au même moment, le Ministre Halifax fait savoir à l'ambassadeur Kennard à Varsovie que l'on ne demande aux Polonais que de discuter, mais pas de faire de concessions. Même en communiquant le lieu et la date des négociations, les Britanniques

laissent croire aux Allemands qu'ils ont recommandé les conditions allemandes aux Polonais. Ils ne conseillent pas à Varsovie d'accepter ces conditions. Ils ne le font savoir à Berlin que lorsque le délai d'attente est écoulé. Tout cela est un double jeu du gouvernement britannique. D'un côté, il fait croire à Hitler qu'il est lui aussi intéressé par une alliance anglo-allemande et qu'il peut jouer un rôle de médiateur équitable avec les Polonais. Le gouvernement anglais donne ainsi l'impression de lutter pour la paix. D'un autre côté, il crée le scénario sur lequel la prochaine guerre éclatera à partir du conflit germano-polonais. Avec ses garanties, il prive tout d'abord le gouvernement polonais de toute incitation à négocier. Ensuite, il lui fait comprendre qu'il n'est pas obligé de faire des concessions à l'Allemagne, et pour finir, il traite la médiation de manière si dilatoire que le début des discussions germano-polonaises demandé par Hitler éclate. Même si les Britanniques justifient leur comportement de 1939 par le fait qu'ils voulaient empêcher des négociations sous la pression du gouvernement allemand du Reich, comme cela avait été le cas auparavant avec la Tchéquie, il n'en reste pas moins que ce faisant, ils ont également fait obstacle à une entente germano-polonaise, d'abord dans ses prémices, puis dans la crise.

Les Britanniques savent qu'en 1939, Hitler doit choisir entre la renonciation, une solution négociée ou la guerre. Ils savent également qu'il ne peut pour ainsi dire pas renoncer, compte tenu de sa responsabilité envers les Allemands « séparés », compte tenu de la situation de plus en plus précaire de la minorité allemande en Pologne et compte tenu de la demande pressante des habitants de Dantzig de rejoindre leur patrie. L'Empire allemand subit à cet égard la même pression morale que les pays de l'OTAN en 1999 face à la situation des Kosovars harcelés en Yougoslavie. Les Britanniques peuvent être sûrs que Hitler ne sonnera pas la retraite dans ces conditions et qu'il ne renoncera pas. Ils obstruent ainsi la voie des négociations qu'ils auraient encore pu ouvrir avec les Polonais. Ce faisant, ils jouent la montre à minuit moins cinq jusqu'à ce que Hitler agisse et engage la guerre. L'Angleterre a créé – avec la France – le problème germano-

polonais et a empêché en 1939 qu'il soit réglé sans guerre. Le gouvernement britannique a su habilement jouer le rôle de médiateur et appeler à la paix de toutes parts. Il peut ainsi entrer en guerre « la tête haute », avant que la flotte allemande n'augmente encore, avant que l'Empire allemand ne devienne la puissance la plus forte d'Europe, et avant que les anciennes colonies allemandes ne soient mises à l'ordre du jour. Le 3 septembre 1939, la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Empire allemand.

Après la Première Guerre mondiale, on peut lire en 1919 dans le *Times* :

> *« Si l'Allemagne recommence à faire du commerce dans les 50 prochaines années, cette guerre aura été menée en vain ».*

Après la Seconde Guerre mondiale, le *Sunday Correspondent* écrit dans son édition du 16 septembre 1989 :

> *« Nous ne sommes pas entrés en guerre en 1939 pour sauver l'Allemagne de Hitler, les Juifs d'Auschwitz ou le continent du fascisme. Comme en 1914, nous sommes entrés en guerre pour la raison non moins noble que nous ne pouvions accepter la suprématie allemande en Europe ».*

La contribution de la France au déclenchement de la guerre

Depuis l'époque du roi Louis XIII et de son Premier ministre, le cardinal Richelieu, et à partir de la conquête de la Lorraine en 1633, l'objectif de tous les gouvernements français a été de repousser la frontière orientale de la France vers le Rhin. Et cette volonté d'aller vers l'est n'est pas du tout satisfaite par l'annexion de la Lorraine et de l'Alsace. Lorsque l'Allemagne récupère les deux provinces en 1871 pour un demi-siècle à peine, les Français n'ont pas seulement la volonté de récupérer les deux parties du pays si l'occasion se présente. Leur désir d'obtenir d'autres parties du territoire allemand sur la rive gauche du Rhin n'est pas pour autant satisfait. En 1917 – alors que la

guerre est encore en cours – le gouvernement français se fait attribuer par les Russes, dans le cadre d'un traité secret, le territoire allemand de la Sarre. Lors des négociations de Versailles, la France tente ensuite d'annexer la Sarre et le Luxembourg et de séparer les terres allemandes des deux côtés du Rhin de l'Empire allemand pour en faire un « État rhénan » distinct. Tout cela n'échoue qu'en raison de l'opposition d'autres puissances victorieuses.

Même après la « paix » de Versailles, la France ne conclut pas de véritable paix avec son voisin allemand. Cette soi-disant paix met l'Allemagne au ban de la société, la saigne de manière inhabituellement dure et lui refuse sa capacité d'autodéfense à long terme. Les Français restent irréconciliables alors que l'Allemagne vaincue aurait pu avoir besoin de la collaboration et de l'aide de la France après la Première Guerre mondiale.

Après la première guerre, les Français créent, avec les autres vainqueurs, les problèmes qui seront à l'origine de la prochaine guerre. Ils exigent le droit à l'autodétermination pour les minorités et démembrent pour cela les États vaincus. Ensuite, ils créent immédiatement et contre toutes les règles qu'ils se sont imposées de nouvelles minorités qu'ils intègrent contre leur volonté dans des États nouvellement créés.

Ainsi, la Pologne et les deux créatures artistiques de Versailles, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, qui se sont dans l'intervalle à nouveau effondrées, ne sont rien d'autre que des images déformées des États plurinationaux qui viennent de disparaître. La France est également l'un des pères des mandats de la Société des Nations de Memel et de Dantzig. Avec chacune de ces constructions de la Société des Nations, les Français s'assurent une influence et un droit de présence dans la mer Baltique, où, en tant qu'État non riverain, ils n'ont aucun autre intérêt naturel à défendre. En 1919, la France crée la plupart des raisons de la Seconde Guerre mondiale, même si en 1939, c'est l'Allemagne qui prend l'une de ces raisons comme prétexte pour déclencher la guerre.

La contribution de la France au déclenchement de la guerre de 1939, entre les deux guerres, est similaire à celle des Britanniques. Mais la France procède dès le début de manière massive. Alors que les Anglais laissent les graines de Versailles germer pendant presque deux décennies sans rien faire, la France tente de saper la souveraineté et la sécurité extérieure de l'Allemagne de quatre manières. Tout d'abord, les Français, en violation de leurs obligations en matière de désarmement, conservent pendant une bonne décennie et demie une supériorité militaire multiple sur leurs voisins allemands. Deuxièmement, les gouvernements français bloquent avec succès les négociations de Genève sur le désarmement de 1927 à 1933, empêchant ainsi l'Allemagne de retrouver sa capacité d'autoprotection. Troisièmement, la France profite à plusieurs reprises de la faiblesse de l'Allemagne et fait marcher ses troupes sur l'Empire allemand malgré la paix signée. Et quatrièmement, la France érige en l'espace de quelques années un mur de traités militaires anti-allemands autour de l'Empire allemand.

La France ne parvient pas seulement à encercler l'Allemagne et l'Autriche avec ce mur de traités avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie, l'Union soviétique et la Belgique.[978] Elle constitue également une alliance douze fois supérieure à l'Allemagne en temps de paix et environ dix fois supérieure en temps de guerre, de sorte que Hitler et la Reichswehr doivent s'en inspirer pour construire une nouvelle armée à partir de 1935. La France n'a pas réussi à réduire la menace pesant sur l'Allemagne au cours des années où Hitler a proposé de limiter l'armement allemand. En outre, la France fonde sa sécurité sur des alliances militaires, sans tenir compte du fait qu'elle devra un jour « rendre la sécurité ». En outre, elle se mêle ainsi de toutes les affaires de ses alliés. Les efforts de la France en matière de sécurité après la Première Guerre mondiale consistent en somme à

[978] Traités français en 1919 avec la Grande-Bretagne, en 1920 avec la Belgique, en 1921 avec la Pologne, en 1924 avec la République tchèque, en 1926 avec la Roumanie, en 1927 avec la Yougoslavie et en 1932 avec la Russie.

maintenir l'Allemagne à une petite échelle et non à se comparer aux Allemands.

Lorsqu'en mars 1939, Hitler déclare le reste de la Tchécoslovaquie en décomposition comme protectorat, en violation du droit international et de ses propres promesses, la France profite de l'occasion pour empêcher de nouvelles révisions du traité de Versailles. La Pologne, mise au ban de l'Angleterre à cause de Teschen, devient soudain son alliée et la France trouve ainsi un nouveau partenaire à activer contre l'Allemagne. Les Français, qui ont eux-mêmes provoqué le conflit germano-polonais à Versailles au sujet de Dantzig, n'utilisent pas le moins du monde leur influence sur les Polonais pour trouver une solution de paix. Ils n'essaient même pas de jouer les médiateurs entre les deux adversaires, ni même d'aborder les problèmes eux-mêmes. La France veut vaincre l'Allemagne dans une nouvelle guerre en raison de sa résurgence et de l'occupation de la Tchéquie. Elle encourage donc le gouvernement polonais à rester ferme face aux exigences allemandes et à risquer, si nécessaire, une guerre pour Dantzig, et ce à une époque où le gouvernement allemand du Reich tente toujours d'éviter un conflit armé avec les Polonais.

En mai 1939, le commandant en chef français, le général Gamelin, promet au Ministre polonais de la guerre, Kasprzycki, que la France s'engagera avec la Pologne dans une campagne contre l'Allemagne. Le Premier ministre français Daladier et son Ministre des affaires étrangères Bonnet savent que Gamelin a fait cette promesse et qu'il n'a pas l'intention de la tenir si nécessaire. Ils font croire aux Polonais, à tort, qu'ils peuvent vaincre l'Allemagne ensemble avec la France. En mai 1939, les propositions de négociation du gouvernement du Reich allemand concernant Dantzig et les voies de transit sont encore si modestes que la Pologne aurait pu avoir la paix sans perdre elle-même de territoire. C'est la France qui, en mai 39, à ce carrefour, ne conseille pas au gouvernement polonais la normalisation, les négociations et la paix à un prix jusqu'ici minime, mais qui incite la Pologne, par de fausses promesses, à s'engager sur la voie de la guerre.

La promesse française d'attaquer l'Allemagne en cas de conflit à Dantzig pèse plus lourd que la garantie britannique, car en 1939, seuls les Français disposent d'une armée capable d'attaquer directement et immédiatement l'Allemagne. Les Britanniques, avec leur flotte et leurs forces aériennes – les Polonais le savent aussi – ne pourraient apporter leur aide qu'indirectement et dans le cadre d'une guerre de longue durée. Mais la Pologne ne peut gagner une guerre et, si les choses tournent mal, s'en sortir qu'avec une aide directe et rapide. C'est donc avant tout le gouvernement français qui attire la Pologne dans la guerre en lui promettant une guerre sur deux fronts contre l'Allemagne. Avec une aussi « bonne perspective », le gouvernement polonais n'est guère incité à négocier un nouveau statut pour Dantzig et des voies de transit allemandes extraterritoriales.

En 1939, la France se montre également peu encline à donner une chance à la paix. Peu avant la funeste promesse de Gamelin du 17 mai à Kasprzycki, le pape Pie XII tente d'éliminer ou de désamorcer les conflits par des négociations entre les grands États d'Europe lors d'une conférence des cinq puissances. Le Premier ministre français Daladier refuse, selon les rapports, de participer à de telles négociations. Au début de l'été 1939, les Français sont plutôt occupés à organiser une coalition franco-britannico-polono-soviétique pour la guerre contre le Reich allemand. La France espère vaincre l'Allemagne avec un minimum d'efforts de sa part et avec la force de ses alliés réunis. Elle s'efforce en outre d'abaisser le seuil d'une nouvelle guerre mondiale jusqu'à ce qu'elle devienne probable. Ainsi, le 1er juillet 39, le Ministre français des affaires étrangères Bonnet informe le gouvernement allemand du Reich dans une note que même une tentative allemande de modifier le statu quo de Dantzig conduirait à une guerre avec l'Allemagne.[979] Une seule tentative !

Même lorsque Hitler lève les ordres d'attaque pour la Wehrmacht le 24 août et une nouvelle fois – à minuit moins cinq – le 30 août, montrant ainsi qu'il ne veut que Dantzig et non la Pologne, la France

[979] Paul Karl Schmidt, page 74.

encourage la Pologne à dire non au règlement modéré proposé pour Dantzig, sachant pertinemment que cela signifie la guerre.

Les efforts de la France pour résoudre le problème de l'État libre de Dantzig, créé à Versailles, par consensus avec les parties concernées, ne se concrétisent pas. En dehors de nombreuses affirmations de sa propre volonté de paix, la France ne contribue pas à la paix. En 1939, le Président Daladier est aussi prêt à la guerre que Hitler. L'un ne recule pas devant la guerre si elle lui permet de ramener l'Allemagne au niveau de Versailles. L'autre ne recule pas devant la guerre si elle lui permet d'éliminer les derniers éléments perturbateurs de Versailles, la séparation de Dantzig et de la Prusse Orientale de l'Empire allemand. Le 3 septembre 1939, la France déclare la guerre à l'Empire allemand.

La contribution de la Pologne au déclenchement de la guerre

La Pologne n'est pas seulement l'héritière punie d'un fardeau assumé à Versailles, avec un grand nombre de minorités ethniques et de nombreux problèmes de frontières imposés. La Pologne, bien qu'en apparence elle soit la première victime de la Seconde Guerre mondiale, fait également partie des premiers coupables si l'on y regarde de plus près.

L'État polonais reconstitué en 1918 parvient à déclencher des querelles et des guerres avec presque tous ses voisins au cours des quatre premières années de sa nouvelle existence. En 1918, avant même les décisions de Versailles sur les frontières, la Pologne profite de l'armistice signé par les États vainqueurs avec l'Empire allemand et prend possession, par un coup de main, des provinces de Poznan et de Prusse occidentale, jusqu'alors allemandes. Cette dernière n'est toutefois pas majoritairement polonaise, et l'annexion du nord de la province sépare la partie allemande de la Prusse Orientale du reste de l'Empire allemand. C'est ainsi que naît le « corridor ». Même si les

vainqueurs accordent plus tard ce morceau de terre aux Polonais, c'est tout de même la Pologne qui crée d'abord les faits, qui empêche ensuite un référendum dans le pays contesté et qui, en 1939, refuse une solution modérée pour le raccordement de la Prusse Orientale au Reich, la jugeant inacceptable. Le problème du corridor, créé et maintenu par la Pologne, lui sera fatal en 1939.

De 1919 à 1921, les tentatives polonaises de faire échouer un référendum en Haute-Silésie et, lorsque cela ne fonctionne pas, de conquérir la Haute-Silésie allemande, relèvent du même style. Le comportement des Polonais dans le conflit de Haute-Silésie contribue de manière non négligeable à ce qu'une grande partie de tous les Allemands accepte l'ouverture de la guerre par Hitler en 1939 comme juste et équitable, même s'ils ne souhaitent pas mener cette guerre contre la Pologne en soi et pour elle-même.

Les guerres contre l'Union soviétique et la Lituanie suivent en 1920. La Pologne ne respecte pas la délimitation polono-soviétique du « Conseil suprême des Alliés » des vainqueurs et annexe un pays où vivent majoritairement des Biélorusses et des Ukrainiens. Par cette violation du droit, la Pologne se crée deux autres problèmes : l'hostilité permanente de l'Union soviétique et de fortes minorités qu'elle n'intègre pas jusqu'en 1939. La Pologne paie l'attaque contre la Russie de 1920 par l'invasion de l'armée rouge en septembre 1939.

Toujours en 1920, la Pologne annexe en Lituanie la capitale Vilnius et une zone autour de celle-ci. Cela n'aurait probablement pas eu de conséquences en 1939 si la Pologne avait laissé la Lituanie tranquille après sa conquête. Mais en 1938, la Pologne déploie à nouveau des troupes à la frontière lituanienne et exige la reconnaissance de son annexion de 1920 par le droit international. Le gouvernement polonais menace la Lituanie de guerre si elle refuse de reconnaître sa conquête. La même chose arrive aux Tchèques en 1938. Les forces polonaises se déploient à Teschen, à la frontière tchèque. Le gouvernement polonais exige la cession du territoire de Teschen et menace de faire la guerre en cas de refus. Par ses menaces répétées et ses marches guerrières, la Pologne ne viole pas seulement à chaque

fois le pacte Kellogg qui l'interdit. Elle perd également son droit moral à être mieux traitée. La tentative du maréchal Pilsudski en 1933 d'inciter la France à mener une guerre d'agression contre l'Allemagne fait également partie du style des Polonais de l'époque, qui font de la politique étrangère active avec des guerres. Ainsi, en 1939, le peuple polonais, à l'exception des Lettons et des Roumains, n'a de frontière avec aucun peuple voisin qui devrait avoir des scrupules à rendre la monnaie de sa pièce aux Polonais.

Ce qui aurait pu sauver la Pologne en 1939, c'est un réseau de traités de protection bilatéraux et collectifs. Mais les Polonais se privent également de cette couverture. Le pacte Kellogg est si souvent rompu qu'il ne protège plus la Pologne en 1939. Avec la conquête de Teschen en 1938, la Pologne perd la protection du protocole de Litvinov de 1929 et du pacte de non-agression polono-soviétique de 1932. Avec sa mobilisation contre l'Allemagne de mars 1939, contraire au traité, en réponse directe à une offre de négociation allemande, le gouvernement polonais incite Adolf Hitler à dénoncer le pacte d'amitié et de non-agression germano-polonais de 1934. Même si cette décision de Hitler est contestée et considérée comme excessive au regard du droit international, elle est déclenchée par la Pologne elle-même. Ainsi, jusqu'au déclenchement de la guerre, la Pologne crée autour d'elle un espace libre de tout traité, dans lequel seules les règles du plus fort s'appliquent, comme la Pologne l'a fait depuis 1918 vis-à-vis de presque tous ses voisins.

Dans cette situation si désavantageuse pour la Pologne, cela contribue à deux conflits qui finissent par déclencher la Seconde Guerre mondiale : la question de Dantzig et celle des minorités. Dans le cadre du droit des peuples à l'autodétermination, la population de Dantzig réclame son rattachement à sa mère patrie et tous les gouvernements allemands d'après-guerre exigent le rattachement de Dantzig au territoire du Reich. La Pologne est concernée dans la mesure où elle possède depuis 1920 des droits postaux limités, des droits de circulation, portuaires, maritimes, militaires et douaniers dans la ville. En outre, la Pologne se voit confier la représentation

diplomatique extérieure de l'État libre de Dantzig. En 1939, l'Allemagne propose à la Pologne, en cas de rattachement de Dantzig à l'Empire allemand, de préserver et de conserver les droits polonais en matière de port, de circulation et de navigation. De son côté, la Pologne offre à Dantzig la rétrocession des droits de représentation diplomatique extérieure au Sénat de Dantzig. En cas de rattachement de Dantzig au Reich, l'État polonais ne perdrait donc que ses droits postaux et douaniers et un dépôt de munitions sur la Westerplatte de Dantzig. C'est la valeur litigieuse réelle qui conduit à la guerre mondiale. Mais la valeur litigieuse politique a une toute autre dimension. L'ancienne ville hanséatique, peuplée à 97 % d'Allemands, est chargée pour les Polonais de leurs propres désirs et souvenirs historiques. Le 20 juillet 1939, le maréchal Rydz-Śmigły le résume ainsi dans un communiqué officiel :

> *« Une occupation de Dantzig par l'Allemagne serait un acte qui nous rappellerait la division de la Pologne. »*[980]

C'est ainsi que ce 26 mars 1939, alors que l'ambassadeur Lipski apporte de Varsovie le rejet des propositions et des souhaits allemands, on en arrive à la déclaration si fatale à la Pologne, dans laquelle Lipski menace :

> *« J'ai le désagréable devoir de faire remarquer que toute poursuite de ces plans allemands, en particulier dans la mesure où ils concernent le retour de Dantzig au sein du Reich, signifie la guerre avec la Pologne ».*[981]

Le gouvernement polonais déclare ici, et à plusieurs reprises par la suite, que la Pologne entrerait en guerre contre l'Allemagne en cas de rattachement de Dantzig. Il crée l'occasion de la guerre en déclarant un problème local, non digne d'une guerre, dans lequel le territoire polonais n'est même pas concerné. Sans cette déclaration de guerre anticipée, la question de Dantzig aurait pu être réglée à un coût bien moindre. Dès mars 1939, la Pologne exige la guerre comme prix pour

[980] Documents Brit. Foreign Policy, Troisième série, Volume VI, Document 368.
[981] Documents TMI, volume XLI, document 208.

Dantzig. C'est la première grande contribution de la Pologne au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale le 1er septembre 1939.

La deuxième grande contribution de la Pologne au déclenchement de la guerre est depuis longtemps inscrite dans la manière dont les Polonais traitent leurs minorités nationales. Malgré tous les traités de protection des minorités qui sont conclus, résiliés et le plus souvent ignorés, le sort des Allemands, des Biélorusses et des Ukrainiens en Pologne est si dur que les États d'origine de ces minorités ont presque toujours eu des raisons d'intervenir pour protéger les opprimés en Pologne. À partir de mai 1939, les persécutions et le harcèlement des minorités s'intensifient à tel point qu'une nouvelle garantie contractuelle des droits de l'homme et du citoyen des citoyens polonais germanophones ne peut être différée. Ainsi, la question des minorités germano-polonaises se superpose finalement au problème du corridor de Dantzig et lui donne une dynamique propre et dangereuse. Hitler se retrouve ainsi sous une pression temporelle qui ne serait pas apparue avec Dantzig et le corridor. La manière dont la Pologne traite ses dix millions de citoyens de langue maternelle étrangère est l'accélérateur du déclenchement de la guerre le 1er septembre 1939.

La contribution de l'Union soviétique au déclenchement de la guerre

La politique étrangère de la Russie soviétique après la Première Guerre mondiale a manifestement au moins trois racines, à savoir, premièrement, les traditions stratégiques héritées de l'époque tsariste, deuxièmement, une volonté de mission mondiale résultant de la révolution bolchevique et, troisièmement, le désir de restaurer la grandeur passée de la Russie suite à la perte de la Première Guerre mondiale.

C'est cette dernière racine qui apparaît en premier. À la fin de la guerre perdue, la Russie subit de nombreuses pertes de territoires,

comme l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman. La Finlande, les trois républiques baltes et une grande partie de la Biélorussie et de l'Ukraine deviennent des États souverains ou des territoires polonais. La nouvelle Union soviétique est ainsi poussée à se réapproprier des territoires qui, dans l'ancien empire tsariste, étaient sous la couronne russe. Il faut chercher ici la raison pour laquelle l'Union soviétique s'efforce avec succès en 1939 de récupérer la « Pologne orientale », soit indirectement par le biais d'une alliance de guerre avec la Grande-Bretagne et la France, soit directement avec l'aide de l'Allemagne. Les Finlandais, les Baltes et les Bessarabes redeviennent également « russes » en 1940 avec l'aide indirecte de l'Allemagne.

La deuxième racine reconnaissable à l'extérieur est l'idée d'État de l'Union soviétique, le bolchevisme ou le communisme. Cette idéologie de classe est perçue en Russie soviétique comme une doctrine de libération pour les couches sociales opprimées et les peuples considérés comme coloniaux. Cette doctrine implique un devoir de mission envers les personnes exploitées dans les États capitalistes et dans les colonies. Avec l'idée de la « victoire finale du socialisme sur le capitalisme » par le biais d'une « révolution à l'échelle mondiale », Lénine a fixé à ce besoin de mission un objectif de politique étrangère qui possède une grande force explosive. Cet objectif menace les sociétés et les États ayant d'autres visions du monde. Ce n'est toutefois qu'après la Seconde Guerre mondiale que la matière conflictuelle « idéologie » devient une menace directe pour les États capitalistes et les puissances coloniales. Avant la guerre, la différence des visions du monde ne divise que l'Union soviétique et l'Allemagne à partir de 1933. Le National-Socialisme de Hitler en tant que modèle concurrent du communisme a un effet plus agressif sur le bolchevisme soviétique que les idées de vie et de société jusqu'alors plutôt indifférentes dans les autres États capitalistes. C'est ainsi que le Reich allemand et l'Union soviétique vivent depuis 1933 dans une opposition latente constante, sans toutefois que cela ne déclenche la Seconde Guerre mondiale.

L'opposition entre le capitalisme et le communisme contribue toutefois de manière indirecte au déclenchement de la guerre. En 1939, Staline est prêt à participer à une guerre pour récupérer « l'Est de la Pologne ». Ça, c'est pour la surface. En dessous se trouve une deuxième couche, sa volonté de transformer, par une nouvelle guerre en Europe, les sociétés des États capitalistes par la misère de la guerre et ses conséquences, et de les rendre plus réceptives à l'idée du communisme. Les deux objectifs de Staline en 1939 sont, à court terme, « l'Est de la Pologne » et, à plus long terme, l'extension du communisme en Europe occidentale. Il mise donc d'abord sur le « cheval » des Britanniques et des Français, qui ont besoin de son aide pour les armes. Il les appâte tous deux en leur offrant cent vingts divisions pour une nouvelle guerre contre l'Allemagne. Il les conforte dans l'idée qu'au lieu de restituer Dantzig à l'Empire allemand, il vaut mieux oser la guerre. Lorsque la Pologne réduit à néant ce type d'alliance de guerre et lorsqu'il devient évident que les Britanniques et les Français veulent laisser aux Soviétiques le gros du fardeau de cette guerre, Staline mise sur le « cheval » allemand. Il assure à Hitler une liberté d'action, se fait autoriser – même si ce n'est que de manière cryptée – dans le protocole additionnel secret la reconquête des régions périphériques perdues de l'ancien empire tsariste et empoche ensuite « l'Est de la Pologne » sans faire de sacrifices.

Mais le calcul de Staline ne fonctionne pas complètement dans un premier temps. La campagne allemande contre la Pologne s'achève trop vite, et la guerre d'épuisement espérée des États capitalistes Allemagne - France - Angleterre n'a pas lieu en 1939. Ainsi, à la fin de l'affrontement pour la Pologne, les peuples des États capitalistes ne sont pas mûrs pour une révolution bolchevique, et l'Union soviétique, en tant que dernière grande puissance forte en Europe, ne peut pas non plus – comme Lénine l'avait prévu – « prendre les États capitalistes à la gorge », pour reprendre l'image de Lénine. Pour cela, l'Union soviétique doit encore une fois changer de camp et saigner terriblement elle-même.

La troisième racine dont il a été question précédemment est la tradition stratégique de la Russie. Pierre le Grand a commencé à faire de la Russie une puissance maritime. Pendant plus d'un siècle, les intérêts expansionnistes de l'empire se sont heurtés aux intérêts des Japonais en Extrême-Orient, des Britanniques au Moyen-Orient et des Ottomans à la sortie de la mer Noire. La Russie a une longue tradition d'expansion et de commerce sur les mers. S'y ajoute désormais la volonté d'exercer une influence politique sur les masses dans les colonies d'États étrangers. Le commerce, le développement du pouvoir et le « désir de mission » nécessitent un accès ouvert aux mers et donc une flotte. C'est ainsi que Staline commence en 1935 à reconstruire l'Union soviétique en tant que puissance maritime de premier ordre avec une grande marine de guerre. Les ports libres de glace de Finlande et des États baltes offrent un accès à l'Atlantique en Europe. Il est donc dans la tradition de la stratégie des Russes et dans la logique de leur politique navale qu'ils aient besoin de leurs propres ports en mer Baltique. Staline doit donc veiller à ce que l'ordre territorial d'après-guerre en Europe subisse une modification. Pour cela, il a besoin de l'approbation ou de la paralysie des grands États européens, et il l'obtient en négociant des alliances avec les Britanniques et les Français, puis avec les Allemands. Lors des négociations avec les Anglais et les Français, Staline s'était également fait garantir des droits d'intervention vis-à-vis de la Finlande, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne et de la Roumanie en contrepartie de son aide en armement contre l'Allemagne. Staline veut obtenir les gains territoriaux visés pour la Russie soviétique à l'ombre d'une guerre que se livrent les Britanniques, les Allemands et les Français. À cette fin, le conflit concernant Dantzig et la minorité allemande en Pologne arrive à point nommé. Staline cache à Hitler et à von Ribbentrop ses pensées pour un protocole additionnel secret qui doit lui assurer « l'Est de la Pologne » et les États baltes, jusqu'à ce que ceux-ci signent l'accord le dos au mur ou doivent s'effacer devant les Polonais.

Les dirigeants soviétiques ne tentent pas une seule fois de jouer les médiateurs dans les différends entre les Allemands et les Polonais et de donner ainsi une chance à la paix. Dès le début, Staline mise sur une guerre dont il pense qu'elle modifiera l'ordre territorial de l'Europe de l'Est à l'avantage de l'Union soviétique.

La contribution des États-Unis au déclenchement de la guerre

La grande puissance qui n'intervient pas encore directement dans la guerre en 1939 ne doit pas être omise ici. Les États-Unis d'Amérique ont leur part de responsabilité dans le désastre de Versailles et dans le fait que le problème du corridor de Dantzig ne soit pas réglé pacifiquement avant de devenir l'occasion d'une nouvelle guerre mondiale. Mais sous cette question de Dantzig et de Versailles se cache une autre raison qui pousse les États-Unis à entrer en collision avec des États étrangers. Il s'agit de la prétention des Nord-Américains à étendre leur puissance et leurs valeurs. Commencée avec l'extension sur le continent nord-américain, poursuivie avec la revendication de domination sur les deux Amériques dans la doctrine Monroe, poursuivie avec la « conquête libératrice » des colonies espagnoles dans les Caraïbes et le Pacifique et le soutien des Britanniques et des Français pendant la Première Guerre mondiale, cette extension débouche sur une deuxième grande guerre qui doit libérer le monde de la « maladie des trois États voyous » que sont l'Allemagne, l'Italie et le Japon. L'un des aspects de cette action est la croisade visant à protéger les personnes menacées, l'autre est l'extension du pouvoir, du marché et de la morale, cette dernière étant avant tout, du point de vue des non-Américains, leur vision du monde.

Ainsi, les Américains protègent d'abord leurs colons, puis les pays d'Amérique du Sud, puis les États d'Europe occidentale et du Pacifique. L'Amérique du Nord se sent toujours du côté des menacés

et du droit. Les produits dérivés sont d'abord un continent conquis, puis la domination de l'Amérique du Sud et la possession des anciennes colonies espagnoles, et après 1919, la dernière étape de cette voie est la pénétration économique des États-Unis en Europe et en Chine. L'Amérique, qui entre dans la Première Guerre mondiale lourdement endettée, se retrouve après la guerre comme le plus grand État créancier du monde. Il est impossible de savoir si c'est l'exigence morale qui a poussé à l'extension de la puissance, ou si l'exigence de puissance a abusé de la morale comme d'une étiquette, ou encore si les deux s'associent de manière profitable aux États-Unis.

Au début de la Première Guerre mondiale, les États-Unis et l'Allemagne s'affrontent sans querelle ni tension. De 1914 à 1916, l'Amérique n'est en conflit armé qu'avec son voisin, le Mexique. Avant d'être réélu Président, Wilson promet au peuple de son pays de tenir les États-Unis à l'écart de la guerre lointaine d'outre-mer. Mais l'Amérique fournit aux adversaires de l'Allemagne des vivres, des matières premières, des munitions et des armes par la mer, et l'Allemagne tente d'empêcher l'approvisionnement de ses adversaires par la mer en lançant une guerre sous-marine illimitée à partir de février 1917. Lorsqu'en février 1917 également, la Russie impériale s'enfonce dans une révolution et fait défaut à l'Allemagne en tant que front oriental, la guerre des Européens devient soudain un risque pour l'État et l'économie des États-Unis. Si l'Allemagne devait l'emporter sur les adversaires restants, toutes les créances et les crédits en France et en Angleterre seraient des affaires perdues, et les États-Unis seraient encore plus pauvres qu'auparavant après la guerre des Européens. Le danger que la défaite de la Russie fait peser sur l'économie des États-Unis, la guerre sous-marine illimitée dans l'Atlantique et une offre de soutien des Allemands aux Mexicains, d'abord secrète puis rendue publique, conduisent Wilson à déclarer la guerre à l'Empire allemand le 2 avril 1917 et, peu après, à l'Autriche-Hongrie.

Or, la puissance industrielle des États-Unis, avec ses masses humaines et sa grande flotte de guerre et de commerce, se range

soudain du côté des Britanniques et des Français. En l'espace de deux ans, les trois puissances citées vainquent l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie. Les deux facteurs qui mènent à la prochaine guerre sont le changement de l'image de l'Allemagne aux États-Unis et les dommages causés par les cinq notes et les 14 points de Wilson aux Allemands après la défaite de 1919.

À peine l'Amérique entre-t-elle en guerre en 1917 que le Président, l'élite politique et la presse des États-Unis commencent à se moraliser et à dévaloriser l'Allemagne. En Amérique, au lieu de reconnaître honnêtement son propre avantage, on parle des valeurs humaines qu'il faut désormais protéger et du fait que « le monde doit être rendu plus sûr pour la démocratie ». La guerre sous-marine de l'Allemagne devient une « guerre contre toutes les nations » et le « gouvernement autoritaire en Allemagne » un « défi pour toute l'humanité ». Dans l'esprit du public américain, les soldats allemands du front sont bientôt des « Huns et des Vandales brutaux et dégoulinants de sang ». La haine et l'aveuglement dont les Américains se servent comme stimulants pendant la Première Guerre mondiale restent vivaces dans de nombreux esprits après la guerre. Entre les deux guerres, les gouvernements américains n'entreprennent rien pour dissiper le sentiment anti-allemand qu'ils ont attisé pendant la Première Guerre mondiale. Les clichés sur les « Huns » continuent à vivre dans les médias et les films de cinéma. C'est ainsi que l'image de l'Allemagne est façonnée lorsque, quatorze ans après la Première Guerre mondiale, un nouveau gouvernement du Reich allemand s'apprête à dénoncer l'ordre d'après-guerre de Versailles.

Très vite après l'entrée en fonction de Hitler, l'administration Roosevelt réagit contre l'Allemagne avec une virulence extrêmement inhabituelle entre des États souverains vivant en état de paix mutuelle. Les réactions de Roosevelt contre Hitler sont généralement justifiées dans l'historiographie par le seul fait que le chef d'État allemand a méprisé le système démocratique, persécuté les juifs et violé la loi dans son propre pays. Mais le doute est de mise. Le mépris de la démocratie, la politique antijuive et les violations du droit sont

également les marques de fabrique des États et des gouvernements avec lesquels Roosevelt collabore sans hésitation. Ainsi, la raison profonde de la politique inamicale de Roosevelt à l'égard de l'Allemagne dès le printemps 1933 réside manifestement dans une hostilité envers les Allemands qu'il porte en lui depuis la Première Guerre mondiale. Il n'est donc pas exclu qu'en 1933, Roosevelt se soit également attaqué à tout autre gouvernement allemand du Reich qui aurait osé tenter de libérer l'Allemagne des dispositions pénales du traité de Versailles.

Les sentiments de haine de Roosevelt à l'égard de Hitler n'ont certainement pas diminué du fait que le chef d'État allemand a réussi dans un domaine de la politique où il aurait aimé réussir lui-même. En 1936, les 6,3 millions de chômeurs allemands sont pour la plupart de retour au travail, et Roosevelt, avec 12,8 millions de personnes sans emploi en 1933, compte encore, en 1938, malgré son programme New Deal, 10,4 millions de chômeurs. Ainsi, la voie allemande de Hitler avec son « miracle économique » devient également un problème de popularité pour Roosevelt dans son propre pays.

Le deuxième fil, qui va de la Première à la Seconde Guerre mondiale, se déroule à partir des nombreuses « notes de paix » de Wilson. Les États-Unis, qui donnent l'impulsion à une paix négociée avec les 14 points de Wilson en 1918, et qui insistent ensuite avec toute une série d'autres notes et assurent également à plusieurs reprises que ces 14 points doivent devenir la base d'une paix d'entente, tolèrent dès le début de l'armistice que la Grande-Bretagne, l'Italie et la France passent outre et méprisent la plupart de ces 14 points. Par leur série de notes, les États-Unis ont donné à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie la garantie qu'il y aurait une paix selon les conditions des 14 points. L'échange de notes américano-allemand sur les 14 points de Wilson de janvier à novembre 1918 ressemble à un pré-contrat de paix que les Américains ne respectent plus, à peine les troupes allemandes, autrichiennes et hongroises ont-elles déposé leurs armes en se fiant aux 14 points. À Versailles, les États-Unis se retirent de leur obligation morale et de droit international de se porter garants

des conditions convenues, sans tambour ni trompette. Ils autorisent un ordre d'après-guerre en Europe, dont ils doivent savoir qu'il conduira à la prochaine guerre.

Dans les années qui suivent, la nation américaine se drape dans son isolationnisme et fait comme si elle n'avait aucune responsabilité dans les ruines accumulées à Versailles. Ainsi, jusqu'en 1939, les gouvernements américains ne font pas un seul pas efficace pour atténuer ou résoudre le problème des minorités pour les millions de citoyens allemands et hongrois séparés de leur mère patrie. L'Amérique ne veut plus entendre parler de sa garantie pour les 14 points Wilson. Ils s'obstinent bien plus, à partir de 1933, à consolider le statu quo de l'Empire allemand.

Avant l'armistice de 1918, le Président des États-Unis Woodrow Wilson avait promis par écrit qu'en cas de conclusion de la paix, aucune partie du pays ne serait divisée contre la volonté des populations concernées ou attribuée à des pays étrangers. C'est précisément sur ce point que le Reich allemand négocie depuis des années, et menace Hitler depuis septembre 1938. Roosevelt ne voit pas, ni maintenant ni plus tard, que les États-Unis auraient eu un devoir à remplir. Il voit la « paix et la justice » uniquement dans la préservation du statu quo des frontières nationales en Europe. Dans son parti pris contre l'Allemagne, Roosevelt ne peut pas voir que le droit à l'autodétermination des peuples, proclamé par les Américains eux-mêmes, fait également partie de la paix et de la justice.

Roosevelt stigmatise l'expansionnisme de Hitler avant même que le dictateur ne se soit exprimé publiquement sur son intention de rattacher l'Autriche et d'annexer la Tchéquie. Le Président américain poursuit sa « campagne » contre l'Allemagne, même lorsque Hitler conclut successivement un traité d'amitié avec la Pologne, garantit à la France la possession de l'Alsace-Lorraine et assure à l'Angleterre, par contrat, de limiter la flotte allemande à hauteur de 35 % de celle de la Grande-Bretagne. Ce n'est qu'avec le méfait de Hitler contre les Tchèques qu'il y a une raison, en droit international, de faire la guerre à l'Allemagne. Mais lors de l'invasion allemande de la Tchéquie,

Roosevelt a les mains liées par le Congrès américain. Il promet donc aux Polonais, aux Britanniques et aux Français de les soutenir activement en cas de guerre contre l'Allemagne. À Londres, il insiste même lourdement pour que les Allemands soient arrêtés lors de la prochaine demande de révision. Roosevelt oublie que ce sont les États-Unis qui ont manqué à leur parole à Versailles et qui ont ensuite donné naissance au conflit de Dantzig. En 1939, le Président américain veut éviter un accord sur Dantzig ou la guerre. Son ambassadeur en Angleterre, Josef Kennedy, a déclaré en décembre 1945, en se référant à son séjour à Londres, qu'il n'y avait pas d'autre solution :

> *« Ni les Français ni les Britanniques n'auraient fait de la question germano-polonaise un motif de guerre si Washington n'avait pas continuellement enfoncé le clou ».*[982]

La contribution de l'Allemagne au déclenchement de la guerre

La première chose qui saute aux yeux, c'est que Hitler ouvre une guerre le 1er septembre 1939 à cause de Dantzig. Mais ce n'est que l'occasion d'une guerre mondiale immédiate. Sans antécédents, l'Angleterre et la France ne se seraient guère laissées entraîner dans une nouvelle guerre au profit de la Pologne, ne serait-ce que pour la question de Dantzig et des voies de transit. La véritable contribution allemande réside dans deux évènements antérieurs. Il s'agit du rattachement des Sudètes au Reich en octobre 1938 et de l'occupation de la Tchéquie en tant que reste de la Tchécoslovaquie qui s'est effondrée en mars 1939. Ces deux évènements dressent l'étranger contre l'Allemagne, avec plus ou moins de violence et de virulence.

[982] Tansill, page 597.

L'annexion des Sudètes, même si elle est considérée comme légitime en Allemagne, n'est finalement réalisée que parce que Hitler impose l'annexion en menaçant de faire la guerre à la Tchécoslovaquie dans le cas contraire. L'Anschluss a certes lieu dans la forme lors des accords de Munich avec l'approbation des Anglais, des Italiens et des Français, mais uniquement parce que ni les Tchèques ni les puissances citées ne se sentent alors en mesure d'empêcher militairement une conquête des Sudètes. À Munich, Hitler oblige pour la première fois les trois puissances victorieuses précitées à lever elles-mêmes l'une des mesures coercitives de Versailles. À Paris et à Londres, il est ensuite impossible de pardonner et d'oublier. C'est pourquoi le politicien d'opposition anglais Winston Churchill qualifie carrément l'accord de Munich de « chantage allemand », malgré l'approbation britannique. L'annexion des territoires des Sudètes déclenche en Angleterre et en France une vague de préparatifs de guerre et un sentiment anti-allemand. Dès l'annexion – c'est-à-dire plusieurs mois avant que Hitler ne menace le reste de la Tchéquie et avant qu'il ne commence à harceler les Polonais au sujet de Dantzig – les parlements et la presse de Londres et de Paris commencent à parler et à écrire sur le danger de guerre en Europe. Hitler ne parvient pas à convaincre les anciennes puissances victorieuses, par la voie diplomatique et sans de tels « chantage » à lever lui-même les dernières hypothèques de Versailles. Au lieu de cela, il déclenche avec l'annexion des Sudètes une préparation générale à la guerre contre l'Allemagne.

Hitler fournit la deuxième raison, décisive, du déclenchement de la guerre en occupant la Tchéquie. Il viole ainsi le droit international. Il ne respecte pas la parole donnée et abandonne la ligne jusqu'alors légitime de sa politique étrangère, qui consistait à ne ramener que des Allemands « chez eux dans le Reich allemand ». Avec ces trois violations du droit, de la parole donnée et de la politique, Hitler franchit la limite de ce que les puissances de Versailles sont prêtes à accepter. Mais à Londres et à Paris, on se sent, cette fois encore, incapable d'agir militairement contre l'Allemagne. Mais avec l'occupation de Prague, les Britanniques et les Français décident de

présenter le plus rapidement possible à Hitler et au Reich allemand la facture des méfaits commis en Tchéquie. Les postes ouverts sur la facture s'appellent :

- Peine pour l'occupation de la Tchéquie,
- Rétablissement du rapport de force de Versailles,
- Dénonciation de l'accord naval germano-britannique
- « Équilibre des puissances » britannique et
- Domination française sur le continent.

Même si les deux derniers postes s'excluent mutuellement, l'Angleterre inscrit justement l'un et la France l'autre sur la facture.

Sans l'occupation de la Tchéquie, les gouvernements de Paris et de Londres auraient eu du mal à expliquer aux citoyens français et anglais pourquoi ils auraient dû entrer en guerre pour la Pologne à cause de la ville allemande de Dantzig. Et sans les encouragements à la guerre de Londres et de Paris, le gouvernement de Varsovie aurait dû chercher lui-même une solution de paix. La situation tendue d'août 1939 n'a pu se produire que parce que Hitler avait lui-même donné les raisons d'une nouvelle guerre en occupant la Tchéquie six mois plus tôt. Les gouvernements anglais et français ont habilement réussi à placer Hitler, avec l'aide de la Pologne, dans un dilemme dans lequel il ne pouvait que renoncer à Dantzig et abandonner la minorité allemande ou faire la guerre à la Pologne. La coresponsabilité allemande dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale réside d'abord dans l'occupation de la Tchéquie et seulement en second lieu dans la résolution par la force des problèmes germano-polonais.

En revanche, si l'on considère la dernière occasion, le litige concernant Dantzig, on constate que les points de désaccord matériels dont il s'agit ne sont plus que de très faible importance. Hitler ayant assuré au gouvernement polonais le maintien des privilèges économiques actuels à Dantzig, et les Polonais ayant de leur côté accepté de céder à nouveau la représentation de Dantzig en matière de politique étrangère, il ne reste plus que les droits de douane et de poste des Polonais dans l'État libre et un dépôt de munitions qui

séparent les deux parties d'un accord. Les différences émotionnelles sont d'un poids incomparablement plus important. La population de Dantzig veut pouvoir appartenir à nouveau à son propre pays après environ vingt ans, et la population polonaise considère Dantzig comme polonaise par essence et voit dans le rattachement de Dantzig à l'Empire allemand une défaite nationale pour la Pologne. Compte tenu du peu d'importance des points de désaccord matériels encore en suspens et du fait que Hitler a fait savoir à plusieurs reprises aux chefs de gouvernement anglais et français qu'il ne souhaitait pas de guerre avec leurs pays, il est monstrueux que le gouvernement polonais déclare le retour de Dantzig comme motif de guerre, que Hitler déclenche cette guerre et que Chamberlain et Daladier transforment la guerre de Dantzig en guerre mondiale en l'espace de deux jours.

L'évènement de Dantzig ne peut pas expliquer à lui seul pourquoi les gouvernements de six nations se dirigent délibérément vers la guerre. Mais l'occupation allemande de la Tchéquie ne suffit pas non plus à expliquer pleinement le déclenchement de cette guerre. Les véritables raisons sont plus profondes.

Bilan

La grande guerre qui se déroule entre 1939 et 1945 a sa dimension centre-européenne-allemande, sa dimension méditerranéenne-italienne et sa dimension pacifique-japonaise. Pour ces deux dernières, ce sont les anciens alliés de la Première Guerre mondiale qui s'affrontent. Pour la dimension centre-européenne-allemande, il s'agit de la répétition ou de la poursuite de la Première Guerre mondiale, que les Allemands avaient d'abord perdue dans les Flandres et sur l'Atlantique, puis à Versailles. En 1919, tous les vainqueurs ramènent leurs gains de guerre, les uns des régions frontalières allemandes et autrichiennes, les autres des colonies allemandes et les troisièmes des

brevets industriels allemands et des réparations[983]. Les vainqueurs ne parviennent pas à transformer la fin de la guerre en début de paix. Ils cimentent une situation que les Allemands et les Autrichiens vaincus ne peuvent pas tolérer à long terme. En Allemagne, tous les gouvernements démocratiques avant 1933 échouent en fin de compte à cause des conséquences directes ou indirectes des charges de Versailles et de la réticence des vainqueurs à accorder une véritable paix aux Allemands.

Dès 1927, lorsque les gouvernements allemands du Reich tentent d'obtenir, dans une certaine mesure, la capacité d'autodéfense de leur pays par la négociation, et lorsqu'en 1931 les gouvernements autrichien et allemand s'efforcent de créer une union douanière, ils perturbent ce qui, aux yeux des vainqueurs, représente la « paix ». En 1919, les deux nouvelles républiques d'Allemagne et d'Autriche se voient signifier par les « déclarations de baptême » de Versailles et de Saint-Germain qu'elles doivent rester durablement des États semi-souverains ou devenir des perturbateurs de la paix. Lorsque le nouveau gouvernement du Reich allemand sous Hitler commence à démanteler petit à petit l'ordre d'après-guerre de Versailles, il perturbe par conséquent ce que les puissances victorieuses considèrent comme la paix. Même les débuts modérés du gouvernement hitlérien, qui présente à six reprises des offres de limitation des armements de sa propre initiative, n'y changent rien. Les changements de statu quo proposés par l'Allemagne tendent à constituer des ruptures de la paix de Versailles. En outre, il apparaît que toute mesure de modération est interprétée par Hitler comme une faiblesse. Le premier exemple est sa proposition de mettre fin au tumulte précédant le vote sur la Sarre en renonçant à un scrutin et en signant un traité amical avec la France qui fixe les droits actuels des Français dans les mines de la Sarre comme solution permanente. Les échecs de Hitler à la table des négociations, en net contraste avec les succès qu'il obtient par des

983 [NdT : lire *Science, technologie et réparations – Exploitation et pillage dans l'Allemagne d'après-guerre* de John Gimbel, éd. Didi18, 2019.]

coups de main ou des menaces, « entraînent » le Führer à utiliser dorénavant ces dernières méthodes.

L'incapacité défensive du Reich, construite à Versailles, avec une frontière rhénane non protégée face à la France et avec une armée du Reich inférieure aux armées des pays voisins de 1 contre 12 en temps de paix et d'environ 1 contre 100 en cas de guerre, n'est pas une situation acceptable à long terme pour les Allemands, compte tenu de l'invasion du territoire du Reich par les Polonais, les Français, les Belges et les Lituaniens. Le réarmement de cinquante et une divisions de paix, plus un nombre à peu près équivalent de divisions de réserve, et la mise en place rapide de forces aériennes pour la période où l'armée n'est pas encore pleinement capable de se défendre, apparaissent à la plupart des citoyens allemands, au moment où cela se produit, comme un impératif et non comme le présage d'une nouvelle guerre déclenchée par l'Allemagne. Mais pour les puissances victorieuses, l'annonce du réarmement allemand constitue déjà une rupture de la « paix » de Versailles et un signal d'alarme. La reconstruction manifeste de la Wehrmacht à partir de 1935 est d'autant plus considérée comme telle à Washington, Paris et Londres.

La France et les États-Unis n'ont pas accepté les limitations de la capacité d'autodéfense de l'Allemagne proposées par Hitler en 1933 et 1934 et ne les ont pas inscrites dans un contrat, en payant pour cela une limitation de leur propre armement. Au lieu de cela, ni les Français n'ont voulu sacrifier une partie de leurs forces terrestres et aériennes, ni les Américains freiner leur énorme armement naval. Chacun avait « ses bonnes raisons ». Hitler a tout de même convenu par contrat avec la Grande-Bretagne d'une infériorité de la marine de guerre allemande de 1 contre 3 et s'est comporté conformément au contrat aussi longtemps qu'il pouvait compter sur le fait que l'Angleterre ne se présenterait pas à nouveau comme un État ennemi.

Au cours de ses premières années de pouvoir, Hitler apparaît à sa propre population, en ce qui concerne la sécurité extérieure, comme un « homme de paix », à en croire ses discours publics. Jusqu'en septembre 1938, il ne donne pas à voir au peuple allemand qu'il est

prêt à utiliser la Wehrmacht non pas pour protéger le Reich, mais pour réaliser ses objectifs. Dans l'esprit des citoyens et des soldats, la reconstruction de la Wehrmacht sert uniquement à défendre le pays.

En 1933, l'histoire est – à mon avis – encore incertaine. L'évolution, telle qu'elle débouche sur la Seconde Guerre mondiale en 1939, confirme en fin de compte les craintes des puissances victorieuses, qui accusent les Allemands en général depuis 1919, et Hitler en particulier depuis 1933, d'avoir œuvré à une nouvelle guerre et à la domination mondiale. Mais dans leur crainte de Hitler et des Allemands, les pays vainqueurs ont eux-mêmes créé les scénarios dans lesquels Hitler recourra plus tard à la violence, au lieu d'aborder les problèmes avec patience et longue haleine. Hitler apprend également des puissances victorieuses que la patience et la persévérance ne suffisent pas à le faire avancer.

L'interdiction de la défense du Reich prévue par le Traité de Versailles, l'armée minimale concédée, la frontière rhénane non protégée, les attaques des Polonais, des Français, des Lituaniens et des Belges sur le territoire du Reich, la séparation de parties du territoire allemand contre le vote de la population concernée, le retrait des colonies allemandes et des possessions étrangères en argent, concessions minières et pétrolières, l'encerclement de l'Allemagne par un réseau de traités militaires, sans oublier le discours français sur le « porte-avions tchécoslovaque » dans le dos de l'Allemagne, sont les points à l'ordre du jour que Hitler considère comme sa charge de travail pour les années à venir.

En occupant la Tchéquie et en lui imposant un protectorat, le Führer a commis un forfait moral, humain et de droit international contre les Tchèques. Les pays vainqueurs, qui condamnent tous cela, n'interviennent pas ici, alors qu'ils en avaient le droit et les moyens. Après leur inaction, la paix est à nouveau obligatoire. Si cela n'avait pas été le cas, d'autres États auraient également eu le droit de déclencher à tout moment de nouvelles guerres contre l'Angleterre ou la France afin de libérer des États tiers des protectorats qui leur

avaient été imposés ou d'entamer des guerres pour régler d'anciens comptes. Le même droit pour tous.

Malgré cette obligation de paix, la Seconde Guerre mondiale s'enflamme six mois plus tard à cause de Dantzig, des liens extraterritoriaux avec la Prusse Orientale et du traitement réservé à la minorité allemande en Pologne. La population de la ville hanséatique de Dantzig, séparée contre son gré de la mère patrie, veut être rattachée à l'Allemagne. Les habitants de la Prusse Orientale veulent disposer de voies de communication pour le commerce et les voyages de leur propre partie du pays vers le territoire principal de leur propre État, sur lesquelles ils ne seront plus soumis à l'avenir aux tracasseries polonaises. Et les Allemands restés en Prusse occidentale, à Poznan et en Haute-Silésie orientale veulent vivre à l'abri des tracasseries, des discriminations et des persécutions. De leur côté, les Polonais ne veulent sacrifier aucun mètre de territoire polonais ancestral ni aucun de leurs droits, et ils attendent la loyauté de leurs citoyens de langue maternelle allemande. C'est de cela dont il s'agit au printemps 1939.

Hitler estime subjectivement qu'il a déjà fait beaucoup de concessions aux Polonais lorsqu'il a abandonné en 1934 la politique polonaise des seize gouvernements précédents et qu'il n'a plus revendiqué depuis lors la restitution de la Prusse occidentale, de Poznań et de la Haute-Silésie orientale. Depuis décembre 1938 et son accord sur Teschen, il pense en outre pouvoir régler les problèmes germano-polonais sur la base d'une reconnaissance territoriale pour la Prusse occidentale – Poznań – la Haute-Silésie orientale contre Dantzig et les voies de communication extraterritoriales. À partir du 24 décembre 1938, son offre s'intitule « Reconnaissance de Dantzig plus un traité de paix pour 25 ans ». Le 5 janvier 1939, Hitler reformule son offre : « Dantzig fait partie de la communauté allemande et reste économiquement dans le giron de la Pologne ».

À cette époque, le 26 janvier 1939, et donc avant que Hitler ne commette son péché avec la Tchéquie et ne fournisse un motif de guerre, le Ministre français des affaires étrangères Bonnet et le Premier ministre Daladier attisent par leurs discours à l'Assemblée

nationale de Paris les braises sur lesquelles s'allumera bientôt la guerre :

> *« En cas de guerre, ... toutes les forces de la Grande-Bretagne seront à la disposition de la France et de même toutes les forces de la France seront à la disposition de la Grande-Bretagne ».*

Et s'adressant à la Pologne :

> *« ... qu'il faut opposer un non catégorique aux exigences de certains voisins ».*

Daladier et Bonnet ne veulent pas d'une solution pour Dantzig ni d'une réconciliation entre les Allemands et les Polonais. Tous deux veulent manifestement à nouveau la guerre avec l'Allemagne.

Hitler veut tout aussi manifestement Dantzig et – si cela est possible – pas de guerre pour cela avec la Pologne ; la guerre seulement si la Pologne ne laisse pas d'autres voies ouvertes. C'est ainsi qu'il faut comprendre la première « instruction du Führer » du 24 novembre 1938 concernant Dantzig, dans laquelle Hitler fait préparer l'occupation de la ville par un coup de main à partir de la Prusse Orientale voisine. La voie de la Prusse Orientale évite que les troupes allemandes ne soient obligées de pénétrer sur le territoire polonais et qu'une guerre contre la Pologne ne survienne au nom de l'Anschluss.

En envahissant le reste de la Tchéquie, l'Allemagne a fourni un motif de guerre aux yeux des Britanniques, des Français, des Américains et des Soviétiques. Au lieu de cela, les gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France plantent une nouvelle difficulté pour l'Allemagne sur le terrain des différences germano-polonaises qu'ils ont semé à Versailles. Ils incitent les Polonais, qui y sont sensibles, à ne pas accepter les souhaits allemands, et empêchent ainsi la résolution de problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés vingt ans auparavant. Dans l'intervalle, la tension entre la Pologne et l'Empire allemand s'est accrue, ce qui doit automatiquement déclencher une nouvelle guerre.

Roosevelt promet à Chamberlain et Daladier de les aider contre l'Allemagne et les encourage à ne pas craindre une nouvelle guerre. Avec son offre d'assistance, Chamberlain prive les Polonais de la dernière incitation à répondre aux souhaits allemands. Pour finir, il gaspille les dernières réserves de temps de Hitler avec sa fausse activité de médiateur. Daladier et Gamelin attirent les Polonais sur un « chemin de la victoire » en leur promettant une grande attaque française contre le front occidental de l'Allemagne, qui se termine par un désastre pour les Polonais. Staline attise la volonté de guerre de toutes les parties. Et Roosevelt, lorsqu'il entend parler des « intérêts » soviétiques en Pologne orientale, laisse les Polonais sans avertissement afin qu'ils ne finissent pas par sacrifier Dantzig et éviter ainsi une guerre. Pour tous, la Pologne n'est pas une protégée, mais seulement le moyen qui permettra à coup sûr la prochaine guerre. Mais la Pologne n'est pas seulement la victime. Les tourments que les Polonais infligent à « leurs » Allemands, Biélorusses et Ukrainiens pèsent plus lourd, à l'été 1939, que le problème du corridor de Dantzig. En résumé, on peut dire que les acteurs cités ici ont contribué – chacun à sa manière – à déclencher la Seconde Guerre mondiale. Les gouvernements et les États qui, à Versailles et à Saint-Germain, ont créé les raisons de la prochaine guerre et qui, plus tard, ont sciemment empêché que ces raisons soient éliminées en cas de danger, sont également responsables de cette nouvelle guerre. Voilà ce qu'Asher ben Nathan a voulu dire lorsqu'il a dit :

« Ce qui est décisif, c'est ce qui a précédé les premiers tirs ».

Hitler déclenche les tirs de l'armée allemande contre l'armée polonaise au petit matin du 1er septembre 1939, entraînant ainsi le monde dans un tourbillon dont les effets se font encore sentir aujourd'hui.

Répertoire des sources

Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik [cité sous : ADAP]
Séries C et D, Baden-Baden, 1956/57

Archiv der Gegenwart [cité : Archiv der Gegenwart]
Vol. 1939-1940, Verlag Archiv der Gegenwart, Vienne, 1939 et 1940

Arnaszus, Helmut u. Semaska, Algimantas (auteurs allemands et lituaniens) [cité sous : Arnaszus]
Durch Litauen und ehemaliges Ostpreußen, Mokslas Verlag, Wilna, 1990

Auswärtiges Amt 1939/1940/1941 [cité sous : AA]
Dokumente zur Vorgeschichte des Krieges, Weißbuch der Deutschen Regierung, Heymanns-Verlag, Berlin, 1939/40/41

Baumbach, Werner [cité sous : Baumbach]
Zu spät?, Aufstieg und Untergang der deutschen Luftwaffe, Richard Pflaum Verlag, München, 1949

Baumfalk, Gerhard [cité sous : Baumfalk]
Tatsachen zur Kriegsschuldfrage, Grabert Verlag, Tübingen, 2000

Bavendamm, Dirk [cité sous : Bavendamm, Roosevelts Krieg]
Roosevelts Krieg 1937-45, Herbig Verlag, München-Berlin, 1993

Bavendamm, Dirk [cité sous : Bavendamm, Roosevelts Weg zum Krieg]
Roosevelts Weg zum Krieg, Amerikanische Außenpolitik 1914-1939, Ullstein Verlag, Francfort-Berlin, 1989

Below, Nicolaus von [cité sous : v. Below]
Als Hitlers Adjutant, Pour le Mérite, Verlag, Selent, 1980

Benoist-Méchin, Jacques (auteur français) [cité sous : Benoist-Méchin]
Auf dem Weg zur Macht 1925-1939, Geschichte der deutschen Militärmacht 1918-1946, Bände 2 bis 7, Gerhard Stalling Verlag, Oldenburg-Hamburg, 1965 (Titre de l'édition originale française : Histoire de l'Armée allemande)

Bernhardt, Hans [cité sous : Bernhardt]
Deutschland im Kreuzfeuer großer Mächte, Verlag K.W. Schütz, Preußisch Oldendorf, 1988

Binder, Gerhart [cité sous : Binder]
Epoche der Entscheidungen, Eine Geschichte des 20. Jahrhunderts, Seewald Verlag, Stuttgart-Degerloch, 1960

Bonnet, Georges (auteur français) [cité sous : Bonnet]
Vor der Katastrophe, 1938-1939, Greven Verlag, Köln, 1951 (Titre de l'édition originale française : Defénse de la paix. Fin d'une Europe)

British War Bluebook (Anglais) [cité sous : British War Bluebook ou : Livre bleu de la guerre britannique]
Documents concerning the German-Polish Relations at the outbreak of Hostilities between Great Britain and Germany, Farrar and Rinehart, New York, 1939

Bross, Werner [cité sous : Bross]
Gespräche mit Hermann Göring während des Nürnberger Prozesses, Verlagshaus Christian Wolff, Flensburg-Hamburg, 1950

Bundesarchiv/Militärarchiv [cité sous : BA/MA]
Originalakten zur deutschen Kriegsgeschichte, Freiburg

Bundesministerium der Finanzen [cité sous : BM Finanzen 27.11.1996]
53003 Bonn, Schreiben VB2-O 1266 B-16/96 v. 27.11.1996 über Finanzielle Verpflichtungen der Bundesrepublik Deutschland aus beiden Weltkriegen

Bundesministerium der Justiz [cité sous : BM Justiz 22.01.1997]
53170 Bonn, II B4-9250/1 11-251606/96 v. 22.01.1997 über Rechtswirksamkeit der Gerichtsurteile der Siegermächte

Bundeszentrale für politische Bildung [cité sous : Info BpB]
Informationen zur politischen Bildung, Heft Deutsche und Polen, Nr. 142, Bonn, 1970

Burckhardt, Carl J. (auteur suisse) [cité sous : Burckhardt]
Meine Dantziger Mission 1937-1939, Verlag Georg D. W. Callwey, München, 1960

Burneleit, Heinz [cité sous : Burneleit]
Die Vergangenheit bestimmt unsere Zukunft, aus Mitteilungen der Gesellschaft für Kulturwis- senschaften, Bietigheim-Baden, juillet 1997

Castellan, Georges (auteur français) [cité sous : Castellan]
Gott schütze Polen, Geschichte des polnischen Katholizismus. 1795-1982, Kerle Verlag, Freiburg, 1983

Churchill, S. Winston (auteur anglais) [cité sous : Churchill Memoiren]
Memoiren, 1. Band, 1. Buch, Von Krieg zu Krieg. 2. deutsche Ausgabe, Scherz und Goverts Verlag, Stuttgart, 1954

Churchill, S. Winston (auteur anglais) [cité sous : Churchill Weltkrieg]
Der Zweite Weltkrieg, Gekürzte Ausgabe, Alfred Scherz Verlag, Bern und Stuttgart, 1954

Colvin, Jan (auteur anglais) [cité sous : Colvin]
Vansittart in Office, Victor Gollancz Ltd., London, 1965

Current History, Historische US-Monatszeitschrift, avril 1929 [cité sous : Current History]

Dahlerus, Birger (auteur suédois) [cité sous : Dahlerus]
Der letzte Versuch, London-Berlin Sommer 1939, Nymphenburger Verlagshandlung, München, 1948 (Titre de l'édition originale suédoise : Sista forsöket)

Deighton, Len (auteur anglais) [cité sous : Deighton]
Blitzkrieg, Hestia Verlag, Bayreuth, 1979

Deutsche Luftwacht (revue) [cité sous : Deutsche Luftwacht]
Ausgabe Luftwehr, Jahresbände 1934-1937, Verlag Mittler und Sohn, Berlin

Dirks, Karl und Janßen, Karl-Heinz [cité sous : Dirks-Janßen]
Der Krieg der Generäle, Ullstein Verlag, München, 2001

Documents on British Foreign Policy (anglais) [cité sous : Documents Brit. Foreign Policy]
Édité par Woodward and Butler, London, Her Majesty's Stationery Office, seconde/troisième séries

Domams, Max [cité sous : Domams]
Hitler-Reden und Proklamationen. Band I und II, Verlagsdruckerei Schmidt, Neustadt a. d. Aisch, 1962

Dupuy, R. Ernest and Dupuy, N. Trevor (auteur américain) [cité sous : Dupuy and Dupuy]
Encyclopedia of Military History, The second revised edition, Harper & Row Publishers, New York, 1986

Dreessen, Carl [cité sous : Dreessen]
Die deutsche Flottenrüstung in der Zeit nach dem Vertrag von Versailles bis zum Beginn des Zweiten Weltkrieges und ihre Darstellung und Behandlung im Nürnberger Prozeß von 1945/46, Verlag Mittler, Hamburg-Berlin, 2000

dtv-Atlas zur Weltgeschichte [cité sous : dtv-Geschichte]
Band 2, Deutscher Taschenbuch Verlag, München, 1966

dtv-dokumente [cité sous : dtv-Hitler Weisungen]
Hitlers Weisungen für die Kriegführung 1939-1945, Herausgeber W. Hubatsch, Deutscher Taschenbuch Verlag, München, 1965

Engdahl, William (auteur américain) [cité sous : Engdahl]
Mit der Ölwaffe zur Weltmacht, Dr. Böttiger Verlag, Wiesbaden, 1992 (Titre de l'édition originale américaine : The History of the Oil Weapon from Sykes-Pikot to The New World Order)

Fischer von Poturzyn, F. A. [cité sous : Poturzyn]
Luftmacht, Kurt Vowinkel Verlag, Heidelberg Berlin, 1938

Framjois-Poncet, André (auteur français) [cité sous : Francois-Poncet]
Botschafter in Berlin 1931-1938, Florian-Kupferberg Verlag, Berlin u. Mainz, 1962 (Titre de l'édition française. Édition originale : Souvenirs d'une Ambassade à Berlin, 1947)

Frost, Holloway H. (auteur américain) [cité sous : Frost]
Grand Fleet und Hochseeflotte im Weltkrieg, Vorhut Verlag, Berlin, 1938 (Titre de l'édition américaine. Édition originale : The Battle of Jutland)

Fuchs, Werner [cité sous : Fuchs]

Der neue Polenspiegel, Selbstverlag des Deutschen Ostmarken-Vereins, Berlin, 1930

Führer, Erich (auteur autrichien) [cité sous : Führer-Dokumentation]
Justitia Fundamentum Regnorum, Dokumentation von 264 Fällen von Rechtsbeugung durch Justiz, Polizei und Behörden in Österreich in den Jahren 1936/37 zur Vorlage an den Bundeskanzler Dr. Schuschnigg, Wien, 1937

Fuller, John F. C. (auteur anglais) [cité sous : Fuller]
Der Zweite Weltkrieg 1939-1945, Humboldt-Verlag, Wien-Stuttgart, 1950 (Titre de l'édition originale en anglais : The Second World War, 1950)

Gaffney, John (auteur américain) [cité sous : Gaffney]
Breaking the Silence, Horace Liver Light, New York, 1930

Gamelin, Maurice Gustave (auteur français) [cité sous : Gamelin]
Servir, Le Prologue du Drame, 1930-Août 1939, Band II Librairie Plon, Paris, 1946

Gebhardt, Bruno als Herausgeber [cité sous : Gebhardt]
Handbuch der deutschen Geschichte, Bände 4/1 u. 4/2 von Prof. Dr. Erdmann Karl D., Ernst Klett Verlag, Stuttgart, 1973

Gedat, Gustav Adolf [cité sous : Gedat]
Ein Christ erlebt die Probleme der Welt, Steinkopf Verlag, Stuttgart, 1934

Geschichte des Zweiten Weltkrieges 1939-1945 (russe) [cité sous : Mil. Geschichte UdSSR]
1. und 2. Band, Institut für Militärgeschichte des Ministeriums für Verteidigung der UdSSR, Militärverlag der Deutschen Demokratischen Republik, 1973 (L'édition originale est publiée sous le même titre en russe.)

Geschichte und Geschehen 10 [cité sous : Klett 1995]
Schulbuch für Gymnasien, Ausgabe N, Ernst Klett-Verlag, Stuttgart, 1995

Görlitz, Walter [cité sous : Görlitz]

Kleine Geschichte des deutschen Generalstabs, Haude und Spenersche Verlagsbuchhandlung, Berlin, 1967

Grenfell, Russell (auteur anglais) [cité sous : Grenfell]
Bedingungsloser Haß, Die deutsche Kriegsschuld und Europas Zukunft, Verlag Fritz Schlichtenmayer, Tübingen, 1954 (Titre de l'édition originale anglaise : Unconditional Hatred)

Grimm, Friedrich [cité sous : Grimm]
Frankreich und der Korridor, Hanseatische Verlagsanstalt, Hamburg, 1939

Güth, Rolf [cité sous : Güth]
Auftrag – Lehre – Bildung, Erinnerungen an ein Studium generale navale im deutschen Seeoffizierkorps beim Aufbau der Bundesmarine 1955-1979, Selbstverlag, Bad Zwischenahn, 2000

Haffner, Sebastian [cité sous : Haffner]
Anmerkungen zu Hitler, Kindler Verlag, München, 1978

Halder, Franz [cité sous : Halder]
Kriegstagebuch, Band I, Kohlhammer Verlag, Stuttgart, 1962

Halecki, Oskar (auteur polonais) [cité sous : Halecki]
Geschichte Polens, Societäts Verlag, Frankfurt/Main, 1970 (Titre de l'édition originale en anglais : A History of Poland)

Hedin, Sven (auteur suédois) [cité sous : Hedin]
Amerika im Kampf der Kontinente, F. A. Brockhaus Verlag, Leipzig, 1943

Henderson, sir Nevile (auteur anglais) [cité sous : Henderson]
Failure of a Mission Berlin 1937-39, Hodder and Stoughton Ltd. London, 1940

Hermann, Carl Hans [cité sous : Hermann]
Deutsche Militärgeschichte, Bernard & Graefe Verlag für Wehrwesen, Frankfurt am Main, 1966

Herwarth von Bittenfeld, Hans [cité sous : Herwarth]
Zwischen Hitler und Stalin, Propyläen Verlag, Frankfurt-Berlin-Wien, 1982

Heuss, Theodor [cité sous : Heuss]

Hitlers Weg, Union Deutsche Verlagsgesellschaft, Stuttgart-Berlin-Leipzig, 1932, dazu Einleitung Prof. Jäckel zum Nachdruck 1968

Hildebrand, Röhr und Steinmetz [cité sous : Hildebrand]
Deutsche Kriegsschiffe, Ein Spiegel der Marinegeschichte von 1815 bis zur Gegenwart, Band 6, Köhler Verlag, Herford, 1979

Historische Kommission des polnischen Generalstabes (Polnisch) [cité sous : Poln. Generalstab]
Die polnischen Streitkräfte im Zweiten Weltkrieg, Band I, Teil 1, London, 1951

Hitler, Adolf [cité sous : Hitler]
Mein Kampf, Verlag Franz Eher, München, 1933

Hoggan, David L. (auteur américain) [cité sous : Hoggan]
Der erzwungene Krieg, Verlag der deutschen Hochschullehrerzeitung, Tübingen, 1966

Hoßbach, Friedrich [cité sous : Hoßbach]
Zwischen Wehrmacht und Hitler 1934-1938, Vandenhoeck & Ruprecht Verlag, Göttingen, 1965

Ingrim, Robert (auteur américain) [cité sous : Ingrim]
Von Talleyrand zu Molotow, Drei Türme Verlag, Hamburg, 1949 (Titre de l'édition originale en anglais : After Hitler Stalin?)

Institut für Zeitgeschichte [cité sous : IfZ]
Archiv mit Dokumenten der Zeitgeschichte, München

Internationaler Militärgerichtshof Nürnberg [cité sous : TMI]
Der Prozeß gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem Internationalen Gerichtshof, Amtlicher Wortlaut in deutscher Sprache, Nürnberg, 1947

Jacobsen, Hans-Adolf [cité sous : Jacobsen]
1938-1945 Der Zweite Weltkrieg in Chronik und Dokumenten, Wehr und Wissen Verlagsgesellschaft, Darmstadt, 1959

Keitel, Wilhelm [cité sous : Keitel]
Mein Leben, Herausgeber Werner Maser, Quintessenz Verlag, Berlin, 1998

Kens, Karlheinz und Nowarra, Heinz J. [cité sous : Kens/Nowarra]
Die deutschen Flugzeuge 1933-1945, J. F. Lehmanns Verlag, München, 1977

Kendziora, Alfred [cité sous : Kendziora]
Abhandlung, Die Entwicklung des deutsch-polnischen Verhältnisses aus historischer Sicht, Selbstverlag, Lüneburg, 1993

Kern, Erich, en tant que Herausgeber [cité sous : Kern]
Verheimlichte Dokumente, Was den Deutschen verschwiegen wird?, FZ Verlag, München, 1999

Kriegstagebuch des Oberkommandos der Wehrmacht 1940-1945 [cité sous : KTB-OKW]
Band 1, geführt von Helmut Greiner u. Percy Ernst Schramm, Herausgeber: H. A. Jacobsen

Kriegstagebuch der Seekriegsleitung [cité sous : KTB-SKL]
1939-1945, Teil A, Band 1, Verlag Mittler und Sohn, Herford u. Bonn, 1988

Kulturfahrplan [cité sous : Kulturfahrplan]
Herausgeber Werner Stein, Herbig Verlagsbuchhandlung, Berlin, 1963

Kunert, Dirk [cité sous : Kunert]
Ein Weltkrieg wird programmiert, Ullstein Verlag, Frankfurt-Berlin, 1986

Lloyd George, David (auteur anglais) [cité sous : Lloyd George]
War Memoirs, Band 1, Verlag Little Brown, Boston

Löwenstein, Hubertus Prinz zu [cité sous : Löwenstein]
Deutsche Geschichte, Gondrom Verlag, Bindlach, 1990

Magenheimer, Heinz [cité sous : Magenheimer]
Entscheidungskampf 1941, Osning Verlag, Bielefeld, 2000

Manstein, Erich von [cité sous : v. Manstein]
Verlorene Siege, Athenäum Verlag, Bonn, 1955

Maser, Werner [cité sous : Maser]
Der Wortbruch, Hitler, Stalin und der Zweite Weltkrieg, Olzog Verlag, München, 1994

Meier-Welcker [cité sous : Meier-Welcker]
Seeckt, Bernhard u. Graefe Verlag, Frankfurt am Main, 1967

Messerschmidt, Manfred [cité sous : Messerschmidt]
Die Wandlung des Deutschlandbildes in der englischen Geschichtsschreibung der letzten 100 Jahre, Zentral-Verlag für Dissertationen Triltsch, Düsseldorf, 1954

Meyers Konversations-Lexikon [cité sous : Meyers Konversations-Lexikon]
Band 5, Bibliographisches Institut, Leipzig und Wien, 1909

Michaelis, Herbert [cité sous : Michaelis-Dokumente]
Ursachen und Folgen, XIII. Band, Das Dritte Reich auf dem Weg zum Zweiten Weltkrieg, Dokumenten Verlag, Berlin, 1958

Militärgeschichtliches Forschungsamt [cité sous : MGFA DR u. 2. WK]
Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg, Bände 1 u. 4, Deutsche Verlagsanstalt, Stuttgart, 1975

Militärgeschichtliches Forschungsamt [cité sous : MGFA Mil. Gesch.]
Deutsche Militärgeschichte, Band 4, Manfred Pawlak Verlagsgesellschaft, Herrsching, 1983

Militärgeschichtliches Forschungsamt [cité sous : MGFA Marine]
Marine und Marinepolitik 1871-1914, Droste Verlag, Düsseldorf, 1972

Miksche, Ferdinand Otto (auteur franco-tchèque) [cité sous : Miksche]
Das Ende der Gegenwart, Ullstein Verlag, Frankfurt-Berlin, 1990

Müller, Klaus-Jürgen [cité sous : Müller KJ]
Armee und Drittes Reich 1933-1939, Ferdinand Schöningh Verlag, Paderborn, 1987

Nawratil, Heinz [cité sous : Nawratil]
Schwarzbuch der Vertreibung 1945 bis 1948, Universitas Verlag, München, 2001

Nevis, Allan (auteur américain) [cité sous : Nevis]
Henry White. Thirty Years of American Diplomacy, Harper Brothers Publishers, New York, Londres, 1930

Nicoll, Peter H. (auteur anglais) [cité sous : Nicoll]
Englands Krieg gegen Deutschland, Grabert Verlag, Tübingen, 1999 (Titre de l'édition originale en anglais : Britains Blunder, 1953)

Nitti, Francesco (auteur italien) [cité sous : Nitti]
Die Tragödie Europas – und Amerika? Frankfurter Societäts Druckerei, Frankfurt a.M, 1924

Noël, Léon (auteur français) [cité sous : Noel]
Der deutsche Angriff auf Polen, Arani-Verlags GmbH, Berlin, 1948

Nolte, Hans-Heinrich als Herausgeber [cité sous : Nolte]
Der Mensch gegen den Menschen, Überlegungen und Forschungen zum deutschen Überfall auf die Sowjetunion 1941, Fackelträger Verlag, Hannover, 1992

ODSUN [cité sous : ODSUN-Dokumente]
Die Vertreibung der Sudetendeutschen, Dokumentation des Sudetendeutschen Archivs, München, 2000

Oertzen, F. W. von [cité sous : v. Oertzen]
Das ist die Abrüstung, Gerhard Stalling Verlag, Oldenburg i. O., 1931

Overy, R. J. (auteur anglais) [cité sous : Overy]
The Air-War 1939-1945, European Publications, Londres, 1980

Papen, Franz von [cité sous : v. Papen]
Der Wahrheit eine Gasse, Paul List Verlag, München, 1952

Piekalkiewicz, Janusz (auteur polonais) [cité sous : Piekalkiewicz]
Polenfeldzug, Bechtermünz Verlag, 1998

Plieg, Ernst Albrecht [cité sous : Plieg]
Das Memelland 1920-39, Holzner Verlag, Würzburg, 1962

Ploetz, Karl als Herausgeber [cité sous : Großer Ploetz]
Der Große Ploetz, Auszug aus der Geschichte, Verlag Ploetz, Freiburg-Würzburg, 30. aktualisierte Auflage, 1986

Ploetz, Karl als Herausgeber [cité sous : Ploetz 2.WK]
Geschichte des Zweiten Weltkrieges 1939-1945, Verlag Ploetz, Würzburg, 1960

Ploetz, Karl als Herausgeber [cité sous : Vertrags-Ploetz]
Konferenzen und Verträge, Teil II, Band 4, 1914-59, Verlag Ploetz, Würzburg, 1959

Ploetz, Karl als Herausgeber [cité sous : Ploetz Volksausgabe]
Auszug aus der Geschichte, Volksausgabe, Verlag Ploetz, Würzburg 1962

Polen (auteur polonais) [cité sous : Polnisches Weißbuch]
Weißbuch der polnischen Regierung über die polnisch-deutschen und die polnisch-sowjetischen Beziehungen im Zeitraum von 1933 bis 1939, Basel, 1940

Politisches Archiv des Auswärtigen Amts [cité sous : PAAA]
Originalakten des Auswärtigen Amts in Berlin

Potter, Elmar und Nimitz, ehester (auteur américain) [cité sous : Potter/ Nimitz]
Seemacht. Seekriegsgeschichte von der Antike bis zur Gegenwart, Bernard u. Graefe Verlag für Wehrwesen, München, 1974 (Titre de l'édition américaine. Édition originale : Seapower, A Naval History)

Putzgers F. W. [cité sous : Putzgers]
Historischer Schulatlas, Verlag Velhagen und Klasing, Bielefeld-Leipzig, 1934

Raeder, Erich [cité sous : Raeder]
Mein Leben, Bände 1 und 2, Von 1935 bis Spandau 1955, Verlag Fritz Schlichtenmayer, Tübingen, 1957

Rahn, Werner [cité sous : Rahn]
Vom Revisionskurs zur Konfrontation, in Kleine Schriftenreihe zur Militär- und Marinegeschichte, Verlag Dr. Dieter Winkler, Bochum, 2002

Rasmus, Hugo [cité sous : Rasmus]
Pommerellen Westpreußen 1919-1939, Herbig Verlagsbuchhandlung, München-Berlin, 1989

Rassinier, Paul (auteur français) [cité sous : Rassinier]
Die Jahrhundertprovokation, Grabert-Verlag, Tübingen, 1998 (3. Aufig.) (Titre de l'édition française. Édition originale : Les responsables de la seconde Guerre mondiale, 1967)

Reichsarchiv [cité sous : Reichsarchiv]
Der Weltkrieg 1914 bis 1918, Zweiter Band, Verlag Mittler und Sohn, Berlin 1925

Ribbentrop, Annette von als Herausgeberin [cité sous : v. Ribbentrop]
Joachim von Ribbentrop, Zwischen London und Moskau, Druffel Verlag, Leoni am Starnberger See, 1961

Roos, Hans [cité sous : Roos, Planung Polens]
Die militärpolitische Lage und Planung Polens gegenüber Deutschland vor 1939, in Wehrwissenschaftliche Rundschau Heft 4/1957, Frankfurt

Roos, Hans [cité sous : Roos, Präventivkriegspläne]
Die „Präventivkriegspläne" Pilsudskis von 1933 in Vierteljahrshefte Für Zeitgeschichte, 3/1955, Seiten 344-363

Roos, Hans [cité sous : Roos, Polen und Europa]
Polen und Europa, Studie zur polnischen Außenpolitik 1931-1939, J.C.B. Mohr Verlag, Tübingen, 1957

Salewski, Michael [cité sous : Salewski]
Marineleitung und politische Führung 1931 - 1935, in Militärgeschichtliche Mitteilungen 2/1971, Hrsg. MGFA

Schliephake, Hanfried [cité sous : Schliephake]
Wie die Luftwaffe wirklich entstand, Motorbuch Verlag, Stuttgart, 1972

Schmidt, Paul Karl [cité sous : Paul Karl Schmidt]
Ribbentrops Reise nach Warschau Ende Januar 1939, Darstellung auf Grund persönlicher Erinnerungen und Studien (manuscrit non daté en possession de l'auteur)

Schmidt, Paul Otto [cité sous : Paul Otto Schmidt]
Statist auf diplomatischer Bühne 1923-1945, Athenäum Verlag, Bonn, 1949

Schneider, Hermann [cité sous : Schneider]
Gedanken zur operativen Lage Polens am 1. September 1939, Militärwissenschaftliche Rundschau, Heft 1942, Verlag Mittler und Sohn, Berlin

Schulze-Dirschau [cité sous : Schulze-Dirschau]
Oder-Neisse. Muß Deutschland auch verzichten?, Türmer Verlag

Schwarz, Urs (auteur suisse) [cité sous : Schwarz]
Strategie Gestern Heute Morgen, Econ Verlag, Düsseldorf Wien, 1965

Shirer, William (auteur américain) [cité sous : Shirer]
Aufstieg und Fall des Dritten Reiches, Kiepenheuer und Witsch Verlag, Köln-Berlin, 1961

Siemers, Walter [cité sous : Siemers]
Dokumentenbuch VI in Sachen des Angeklagten Großadmirals Dr. h.c. Erich Raeder, Hamburg, 1946

Statkus, Vytenis (auteur lituanien) [cité sous : Statkus]
Lietuvos ginkluotos pajegos 1918-1940, Vydunas Youth Fund, Chicago USA (Titre en allemand : Die Litauischen Streitkräfte)

Stegemann, Wilhelm (schweizer Autor) [cité sous : Stegemann]
Der neue Weltkrieg, Verlag Berichthaus, Zürich, 1942

Stegemanns, Hermann [cité sous : Stegemanns]
Geschichte des Krieges, I. Band, Deutsche Verlagsanstalt, Stuttgart-Berlin, 1917

Stern, Klaus/Schmidt-Bleibtreu, Bruno [cité sous : Zwei-plus-Vier-Vertrag/Prof. Stern]
Zwei-plus-Vier-Vertrag, Partnerschaftsverträge, Beck'sche Verlagsbuchhandlung, München, 1991

Strobel, Georg W. [cité sous : Strobel]
Die polnische „Preussenkrankheit“ und ihre politische Instrumentalisierung, in Beilage zu Das Parlament, Aus Politik und Zeitgeschichte, Heft 53/1997

Tansill, Charles Callan (auteur américain) [cité sous : Tansill]
Die Hintertür zum Kriege, Droste Verlag, Düsseldorf, 1957 (Titre de l'édition américaine. Édition originale : Back Door to War)

Taylor, A. J. P. (auteur anglais) [cité sous : Taylor]
Die Ursprünge des 2. Weltkrieges, Sigbert Mohn Verlag, Gütersloh, 1962 (Titre de l'édition originale en anglais : The Origins of the Second World War, 1961)

Terraine, John (auteur anglais) [cité sous : Terraine]
The Right of the Line, The Royal Air Force in the European War 1939-1945, Hodder and Stoughton Verlag, London, 1985

Topitsch, Ernst [cité sous : Topitsch]
Stalins Krieg, Busse-Seewald Verlag, Herford, 1993

Unsere Geschichte, Band 4 [cité sous : Diesterweg 1988]
Verlag Moritz Diesterweg, Frankfurt, 1988

Verfassung der Tschechoslowakei (Tchèque) [cité sous : Verfassung der CSR]
The Constitution of the Czechoslowac Republic 1920, Politika Verlag, Prag

Vertrag von Versailles, Der [cité sous : Vertrag von Versailles]
Matthes und Seitz Verlag, München, 1978

Völker, Karl-Heinz [cité sous : Völker – Dokumente]
Dokumente und Dokumentarfotos zur Geschichte der Deutschen Luftwaffe, in Beiträge zur Militär- und Kriegsgeschichte, Bände 8 u. 9, Deutsche Verlagsanstalt, Stuttgart, 1967 u. 1968

Völker, Karl-Heinz [cité sous : Völker – Luftwaffe]
Die Deutsche Luftwaffe 1933-1939, aus Schriftenreihe des Militärgeschichtlichen Forschungsamts, Deutsche Verlags-Anstalt Stuttgart, 1967

Vormann, Nikolaus von [cité sous : v. Vormann]
So begann der II. Weltkrieg, in (revue) Deutsche Geschichte Sept./Oct. 1999

Wellems, Hugo [cité sous : Wellems]
Von Versailles bis Potsdam 1871-1945, v. Hase und Koehler Verlag, Mainz, 1983

Weizsäcker, Ernst von [cité sous : v. Weizsäcker Erinnerungen]
Erinnerungen, Paul List Verlag, München-Leipzig-Freiburg i. Br., 1950

Weizsäcker, Ernst von [cité sous : v. Weizsäcker-Papiere]
Weizsäcker-Papiere 1933-1950, Herausgeber Leonidas E. Hill, Propyläen Verlag, Francfort-Berlin-Vienne, 1974

Weyers, Bruno [cité sous : Weyers]
Weyers Taschenbuch der Kriegsflotten, Jahrgänge 1922 bis 1935,1939 und 1940, J. F. Lehmanns Verlag, München

Wilson, Woodrow (auteur américain) [cité sous : Wilson Dokumente]
Memoiren und Dokumente, Paul List Verlag, Leipzig, 1923

Wilson, Woodrow (auteur américain) [cité sous : Wilson Papers]
The Papers of Woodrow Wilson, Volume 45, Herausgeber Arthur Link, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1984

Wirsching, Andreas [cité sous : Wirsching]
Hitlers Rede vor den Spitzen der Reichswehr am 3. Februar 1933, in Vierteljahrshefte Für Zeitgeschichte, Sonderdruck aus Heft 3/2001

Autres livres traduits par Valérie Devon ou publiés par didi18edition :

Ernst Böhm – *Les ordres des commandants d'Auschwitz*

Benton L. Bradberry – *Le Sale Boche raconté aux braves gens*

Michael Collins Piper – *Le complexe de Caïphe*

John Gimbel – *Science, Technologie et Réparations*

Thomas Goodrich – *Tempête diabolique (Hellstorm)*

Else Löser – *Pologne et les falsifications de l'histoire polonaise*

Arnold S. Leese : – *Les guerres de survie juives*
– *Meurtres rituels juifs*
– *Sottise du Gentil, les Rothschild*
– *Hors des sentiers battus ou les deux vies trépidantes d'un vétérinaire anti juif*

Gerard Menuhin – *Dites la vérité et vous humilierez le diable* (épuisé)

Germar Rudolf – *Déborah Lipstadt et l'holocauste* (publié chez Akribeia)

Julius Streicher – *Le testament politique de Julius Streicher*

Udo Walendy – *Le contrat de transfert et la fièvre du boycott de 1933*

Carlos W. Porter – *Made in Russia the Holocaust*, livret d'accompagnement de la video MIRTH disponible sur archive.org/details/@didi18 (voir *« Dans mon imagination, c'était vrai »)*

Carlos W. Porter – *Made in Russia the Holocaust – Condensé du livre de C. Porter (*Epuisé – voir *« Dans mon imagination, c'était vrai »)*

Auteur anonyme – *Quand les « vitimes » dictent leurs lois* (6 volumes)

Jacqueline Berger : – *La Philosophie Universelle – Comment échapper à l'Enfer ici-bas ?*
– *La Mythologie – Une brèche dans l'abîme ?*
– *Le christianisme, invention du judaïsme*
– *Les mystères dévoilés*

Alfred Rosenberg – *Le Mythe du XX^{ème} siècle*

Eustace Mullins : – *La véritable histoire des relations entre les Goyim et les juifs*
– *Le viol de la Justice* (Epuisé)

Henri Turner – *L'accession au pouvoir de Hitler financée par l'argent juif : mythe ou réalité ?*

Wilhelm Kammeier – *La falsification de l'histoire allemande*
– *La falsification de l'histoire du christianisme primitif*

Auteur anonyme – *Europa, la dernière bataille – le livre*

Dennis Wise – *Adolf Hitler : la plus grande histoire JAMAIS racontée ! Le livre*

Monika Schaefer – *Pardon Maman, j'avais tort à propos de l'holocauste*

Hermann Wieland – *Atlantide, Edda et Bible*

Ernest Elmhurst – *L'arnaque mondiale*

Jean-Louis Berger – *Un honnête homme égaré à l'Éducation Nationale*

Jürgen Graf, Carlo Mattogno, Thomas Kues – *Les camps « d'extermination » de l'Aktion Reinhardt* (en 3 volumes)

Pour commander ces ouvrages : didi18edition.com